

CONSEIL COMMUNAL DU 28 NOVEMBRE 2024  
GEMEENTERAAD VAN 28 NOVEMBER 2024

REGISTRE  
REGISTER

**Présents**  
**Aanwezig**

Aleksandra Kokaj, *Présidente/De Voorzitster* ;  
Boris Dilliès, *Bourgmestre/Burgemeester* ;  
Thibaud Wyngaard, Jonathan Biermann, Maëlle De Brouwer, Carine Gol-Lescot, Perrine Ledan, Valentine Delwart, François Jean Jacques Lambert, Daniel Hublet, *Echevin(s)/Schepen(en)* ;  
Björn Becker, Eric Sax, Marc Cools, Béatrice Fraiteur, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Jean-Luc Vanraes, Jérôme Toussaint, Pierre Desmet, Bernard Hayette, Kathleen Delvoye, Diane Culer, Marion Van Offelen, Stefan Cornelis, Odile Margaux, Michel Cohen, Blaise Godefroid, Aurélie Czekalski, Nicolas Clumeck, Véronique Lederman-Bucquet, Yannick Franchimont, Cédric Didier Norré, Hans Marcel Joos Van de Cauter, Michel Bruylant, Patrick Zygas, Fathiya Alami, Jean-Pierre Collin, Mathias Junqué, Leïla Kabachi, Cécile Roba, Jacques Spelkens, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(liden)* ;  
Laurence Vainsel, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaris*.

**Excusés**  
**Verontschuldigd**

Vanessa Issi, Cécile Egrix, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(liden)*.

Ouverture de la séance à 18:45  
Opening van de zitting om 18:45

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

**DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN**

**Secrétariat central - Centraal secretariaat**

28.11.2024/A/0001 **Approbation du registre de la séance du Conseil communal du 17 octobre 2024.**

Le Conseil approuve le point.  
39 votants : 39 votes positifs.

---

**Goedkeuring van de register van de zitting van de Gemeenteraad van 17 oktober 2024.**

De Raad keurt het punt goed.  
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

---

28.11.2024/A/0002 **Séance d'installation du Conseil communal. - Dérogation à l'article 43 § 1er du Règlement d'ordre intérieur du Conseil et des Commissions du 19 mai 2022.**

Le Conseil,

Vu que la séance d'installation du nouveau Conseil communal aura lieu le 1er décembre 2024 ;

Vu que cette séance du Conseil se tiendra à l'ancienne Maison communale dans la

salle historique du Conseil ;

Vu qu'il ne sera dès lors pas possible de retransmettre en direct la séance d'installation vu que cette salle est dépourvue de tout système de caméras ;

Considérant que la publicité de la séance prévue à l'article 93 de la Nouvelle Loi Communale est tout de même garantie car la présence du public est autorisée (la porte d'entrée de l'ancienne maison communale restera à cet égard ouverte) ;

Considérant toutefois que l'article 43, §1 du Règlement d'ordre intérieur du Conseil et des Commissions du 19 mai 2022 dispose que « *l'intégralité des séances du Conseil est, sauf en cas de survenance de problèmes techniques, filmée, enregistrée et retransmise en direct, à l'exception de la séance à huis-clos, sur une plateforme de partage de vidéos en ligne* » ;

Qu'il y a dès lors lieu de déroger à cet article de manière exceptionnelle pour la séance d'installation du Conseil communal du 1er décembre 2024 vu que la retransmission en direct sur une plateforme de partage de vidéos en ligne n'est techniquement pas possible en l'état ;

Décide :

de marquer son accord sur la non-retransmission en direct de la séance d'installation du Conseil communal du 1er décembre 2024 sur une plateforme de partage vidéos en ligne et sur la dérogation à l'article 43, §1er du règlement d'ordre intérieur du Conseil et des Commissions du 19 mai 2022.

Le Conseil approuve le point.  
39 votants : 39 votes positifs.

---

**Installatiezitting van de gemeenteraad. - Afwijking van artikel 43 § 1 van het huishoudelijk reglement van de raad en de commissies van 19 mei 2022.**

De raad,

Aangezien de installatiezitting van de nieuwe gemeenteraad zal plaatsvinden op 1 december 2024;

Aangezien deze zitting van de raad zal plaatsvinden in het voormalige gemeentehuis in de historische raadszaal;

Aangezien het daarom niet mogelijk zal zijn om de installatiezitting rechtstreeks uit te zenden omdat deze zaal niet voorzien is van een camerasysteem;

Overwegende dat het openbare karakter van de zitting voorzien in artikel 93 van de Nieuwe Gemeentewet niettemin gewaarborgd is aangezien de aanwezigheid van het publiek toegelaten is (de toegangsdeur van het voormalige gemeentehuis blijft in dit opzicht open);

Overwegende evenwel dat artikel 43 §1 van het huishoudelijk reglement van de raad en de commissies van 19 mei 2022 het volgende bepaalt: "*De integraliteit van de vergaderingen van de raad wordt, behalve bij technische problemen, gefilmd, opgenomen en live uitgezonden op een online videoplatform, met uitzondering van de besloten vergadering*";

Overwegende dat het bijgevolg nodig is om uitzonderlijk af te wijken van dit artikel voor de installatiezitting van de gemeenteraad op 1 december 2024 aangezien live uitzending op een online videoplatform in dit geval technisch niet mogelijk is;

Beslist:

ermee in te stemmen om de installatiezitting van de gemeenteraad van 1 december 2024 niet live uit te zenden op een online videoplatform en bijgevolg af te wijken van artikel 43 §1 van het huishoudelijk reglement van de raad en de commissie van 19 mei 2022.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

---

## DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIJTE

### Voirie - Wegen

28.11.2024/A/0003 **Réaménagement de la rue Langeveld - exercice 2024 - approbation de l'avant-projet, de la dépense, des documents du marché et de la procédure de passation du marché.**

Le Conseil,

Attendu qu'un crédit de 400.000,00 € est inscrit à l'article 421/731-60/82 du budget extraordinaire de 2024 pour le réaménagement de la rue Langeveld;

Attendu que Collège propose de réaménager le tronçon de la rue Langeveld entre l'avenue de Sumatra et la rue Edith Cavell pour lequel un avant-projet a été établi par le service Voirie - Mobilité ;

Attendu que le réaménagement de la zone résidentielle permettra d'améliorer la lisibilité de l'espace particulier ;

Attendu qu'un même revêtement sera prévu de façade à façade de manière à généraliser l'espace public comme une seule zone ;

Attendu qu'un filet d'eau central permettra aux automobilistes de percevoir la bande carrossable de 3.5m de large ;

Attendu qu'un dévoiement est prévu afin ralentir la vitesse des véhicules et limiter les zones de conflit entre stationnement et voie carrossable ;

Attendu que l'aménagement de zones végétales permettra une lecture simple de l'espace public et renforce le cadre modéré de la zone résidentielle ;

Attendu que la plantation d'arbres est prévue de part et d'autre de l'aménagement de manière à marquer une « porte d'entrée » à la zone résidentielle ;

Attendu que le projet prévoit aussi le placement de nouveaux bancs ;

Attendu qu'un trottoir traversant est prévu au croisement avec l'avenue de Sumatra pour réduire la vitesse à l'entrée du tronçon ;

Attendu que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 275.372,50 €, hors TVA pour, soit 383.180,83 € révision et TVA incluse et que cette dépense sera engagée à l'article 421/731-60/82 du budget extraordinaire 2024;

Attendu que la procédure de passation du marché sera la procédure négociée directe avec publication préalable;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale,

Décide :

1. d'approuver l'avant-projet ;
2. d'approuver l'estimation d'un montant de 383.180,83 € TVA comprise;
3. d'approuver le cahier spécial des charges devant régir les travaux du présent dossier;
4. d'approuver la procédure de passation du marché, qui sera la procédure négociée directe avec publication préalable et fixer les renseignements concernant les capacités techniques des entrepreneurs, à savoir que le soumissionnaire doit satisfaire aux conditions de l'agrément d'entrepreneur de travaux, catégorie C, classe 2;
5. d'approuver l'avis de marché;
6. d'introduire la demande de permis d'urbanisme auprès de Urban

***M. l'Echevin Wyngaard** précise que le réaménagement envisagé concerne le tronçon le plus étroit de la rue Langeveld, où des façades d'habitations ont été percutées à plusieurs reprises par du gros charroi. Il y a donc un risque potentiel d'effondrement des habitations, qu'il convient de juguler.*

*Des marquages ont été effectués et des potelets ont été installés voici environ deux ans. Vu que ces dispositifs ne constituent pas la solution idéale sur le plan esthétique et ne sont pas de nature à faciliter les déplacements, notamment pour les piétons, le Collège propose ici un aménagement durable, du type des zones résidentielles, avec des matériaux identiques de façade à façade et des pavés lisses qui donneront du charme à ce quartier; à l'instar de ce que l'on peut observer Montagne de Saint-Job. La vitesse de circulation a déjà été limitée à 20 km/heure sur ce tronçon, avec un statut prioritaire pour les piétons.*

*Le Collège prévoit aussi l'installation d'un dispositif ralentisseur juste après le carrefour avec l'avenue de Sumatra, suite à la discussion très constructive menée avec le comité de quartier.*

*Une demande de permis d'urbanisme va être introduite pour le réaménagement et le dispositif ralentisseur.*

***M. Hayette** rappelle que la situation des commerçants de ce tronçon de la rue Langeveld a été abordée en commission.*

*Le Collège a-t-il conçu un plan pour garantir des places de parking pour la clientèle de ces commerçants ?*

***M. Cools** a eu l'occasion d'interroger des citoyens résidant au coin de la rue Langeveld et de l'avenue de Sumatra. Ceux-ci n'étaient pas au courant du projet. Il y a donc lieu de se demander si la consultation a été suffisamment large.*

*M. Cools partage aussi les préoccupations exprimées par M. Hayette.*

*Il s'interroge également sur la pertinence du choix en faveur de la zone résidentielle. M. Cools s'empresse de préciser qu'il n'est pas adversaire des zones résidentielles, ayant lui-même été à l'origine de la création de plusieurs d'entre elles, notamment celle de la Montagne de Saint-Job car, selon lui, le parcours normal pour aller vers le Fort-Jaco consiste à passer par la rue du Ham et non par la Montagne de Saint-Job.*

*Le contexte est analogue pour le Moensberg, qui est une artère en cul-de-sac. La situation est quelque peu différente pour la rue Langeveld, qui doit nécessairement être empruntée pour aller vers la rue Edith Cavell lorsqu'on habite rue Langeveld côté Sainte-Elisabeth. M. Cools reconnaît cependant que le dernier tronçon de cette artère est particulièrement étroit.*

*C'est donc avec raison que des aménagements ont été effectués pour empêcher le stationnement dans la partie la plus étroite, à hauteur du restaurant « De Hoef ». Mais il eût peut-être été pertinent de ne pas autant limiter la réduction du stationnement dans la partie la plus large. Ne pourrait-on pas concevoir un projet qui évite ces suppressions de places de parking ?*

***M. Desmet** estime que cette proposition est très pertinente, eu égard aux problèmes de sécurité induits par le passage de véhicules de grand gabarit dans la partie historique, particulièrement étroite, de cette artère.*

*M. Desmet tient à saluer à cet égard M. Minet, ancien membre du groupe Ecolo, qui, naguère, a souligné à plusieurs reprises la dangerosité de cette fraction de la rue Langeveld pour les piétons et les enfants.*

***Mme Van Offelen**, habitante de ce quartier, rappelle que la sécurisation de ce petit tronçon de rue est demandée depuis des années.*

*L'instauration de la limitation de vitesse à 20 km/heure a été un premier pas vers cette sécurisation. Le Collège a eu l'heureuse initiative de poursuivre dans cette voie.*

*Mme Van Offelen félicite les services de M. l'Echevin Wyngaard d'avoir consulté les riverains bien en amont : le premier avant-projet présenté a donné lieu à des commentaires qui ont été intégrés dans un second avant-projet, soumis plus largement aux riverains.*

*Selon Mme Van Offelen, cette manière de travailler est plus efficace car elle répond mieux aux souhaits des habitants.*

***Mme Roba**, se souvenant de ses propres difficultés sur le chemin de l'école lorsqu'elle était enfant, remercie vivement M. l'Echevin Wyngaard pour ce plan.*

***M. l'Echevin Wyngaard** est tout à fait conscient des difficultés particulières auxquelles sont confrontés les riverains d'un des deux côtés, dont la largeur du trottoir ne dépasse pas 40 ou 50 cm. Avant la mise en place des marquages et des potelets, les voitures frôlaient les façades.*

*La concertation approfondie menée en amont a visé à intégrer une série de remarques avant l'introduction de la demande de permis d'urbanisme, de manière à ce que le dossier soumis à l'enquête publique soit déjà en concordance avec les souhaits des uns et des autres. Il ne faut toutefois pas perdre de vue qu'en matière d'espace public, il est difficile de faire l'unanimité.*

*Le réaménagement envisagé garantira au moins 1,50 m pour le cheminement des piétons. Le stationnement actuel, de l'ordre de 4 à 5 places proches du débouché avec la rue Edith Cavell, du côté droit le long du restaurant De Hoef, basculera du côté gauche, à proximité d'une pharmacie un peu en retrait, seule zone où, réglementairement, il est possible d'envisager des places de parking. De toute façon, l'administration régionale de l'urbanisme ne tolérerait pas qu'on augmente le nombre de places disponibles, quand bien même il y aurait de telles velléités, étant donné que cela aggraverait la situation des piétons.*

*Le Collège établira un contact avec les commerçants et le restaurateur pour veiller à ce que l'organisation du chantier n'entrave pas le suivi des livraisons.*

*Selon M. l'Echevin Wyngaard, la sécurité des piétons requiert le choix d'une zone résidentielle à 20 km/heure.*

***M. Cools** est tout à fait favorable aux consultations avant l'introduction d'un permis d'urbanisme. Il persiste néanmoins à penser que dans ce cas-ci, on n'a pas consulté tout le monde.*

*M. Cools estime que le Collège a mis la charrue avant les bœufs en faisant*

approuver le projet par le Conseil communal, alors que l'enquête publique et toute la procédure d'octroi du permis d'urbanisme sont susceptibles de le modifier.

*M. Cools aurait donc préféré que la délibération de ce soir fût postérieure au processus du permis d'urbanisme.*

*Pour cette raison ainsi que pour les autres raisons déjà évoquées, le groupe Uccle en avant s'abstiendra sur ce point.*

***M. l'Echevin Wyngaard** estime qu'une information sur le dossier à l'état d'avant-projet, avant l'introduction de la demande de permis et les procédures urbanistiques formelles, est de nature à éclairer le Conseil en toute transparence.*

*Cependant, il sera toujours possible de reparler de ce sujet dans les mois ou les années à venir via des questions orales ou des interpellations.*

*Ce chantier débutera probablement fin 2025 voire en 2026.*

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 37 votes positifs, 2 abstentions.

*Abstentions : Eric Sax, Marc Cools.*

---

### **Herinrichting Langeveldstraat - boekjaar 2024 - goedkeuring van het voorontwerp, de uitgave, de aanbestedingsdocumenten en de plaatsingsprocedure van de opdracht.**

De raad,

Aangezien er een krediet van € 400.000,00 ingeschreven is op artikel 421/731-60/82 van de buitengewone begroting 2024 voor de heraanleg van de Langeveldstraat;

Aangezien het college voorstelt om het deel van de Langeveldstraat tussen de Sumatralaan en de Edith Cavellstraat, waarvoor een voorontwerp opgesteld werd door de dienst Wegen-Mobiliteit, heraan te leggen;

Aangezien de heraanleg van het woonerf het mogelijk maakt de leesbaarheid van de bijzondere ruimte te verbeteren;

Aangezien eenzelfde bekleding van gevel tot gevel voorzien wordt om de openbare ruimte als een zone te veralgemenen;

Aangezien automobilisten dankzij een centrale weggoot de rijbaan van 3,50 meter breed kunnen onderscheiden;

Aangezien er een asverlegging voorzien is om de snelheid van de voertuigen te remmen en de conflictzones tussen parkeerplaatsen en berijdbare weg te beperken;

Aangezien de aanleg van plantenzones een eenvoudige lezing van de openbare ruimte mogelijk maakt en het gematigd kader van het woonerf versterkt;

Aangezien het de bedoeling is om aan weerszijden van de inrichting bomen te planten om een "toegangspoort" tot het woonerf aan te duiden;

Aangezien het project ook de plaatsing van nieuwe banken voorziet;

Aangezien er een doorlopend trottoir voorzien is op het kruispunt met de Sumatralaan om de snelheid aan het begin van het deel te remmen;

Aangezien de raming van de uitgave voor deze werken € 275.372,50 excl. btw beloopt, hetzij € 383.180,83 inclusief herziening en btw, en deze uitgave vastgelegd zal worden op artikel 421/731-60/82 van de buitengewone begroting 2024;

Aangezien de plaatsingsprocedure van de opdracht de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking is;

Gelet op artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

Beslist:

1. Het voorontwerp goed te keuren;

2. De raming van een bedrag van € 383.180,83 inclusief btw goed te keuren;
3. Het bestek dat de werken van het onderhavige dossier regelt goed te keuren;
4. De plaatsingsprocedure van de opdracht goed te keuren, die de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking zal zijn, en de inlichtingen te bepalen betreffende de technische draagkracht van de aannemers, meer bepaald dat de inschrijver moet voldoen aan de erkenningsvoorwaarden voor aannemers van werken in categorie C, klasse 2;
5. De aankondiging van de opdracht goed te keuren;
6. De aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning in te dienen bij Urban.

***Schepen Wyngaard** legde uit dat de geplande herontwikkeling betrekking heeft op het smalste deel van de Langeveldstraat waar de gevels van huizen verschillende keren zijn geraakt door zware voertuigen. Er is dus een potentieel risico dat de huizen instorten, dat moet worden ingedamd.*

*Ongeveer twee jaar geleden zijn er markeringen aangebracht en paaltjes geplaatst. Aangezien deze voorzieningen vanuit esthetisch oogpunt niet de ideale oplossing zijn en het verkeer, met name voor voetgangers, waarschijnlijk niet zullen vergemakkelijken, stelt het college hier een duurzame ontwikkeling voor, van het type dat in woonwijken wordt gebruikt, met identieke materialen van gevel tot gevel en gladde straatstenen die dit gebied charme zullen geven, naar het voorbeeld van de Berg van Sint-Job. De verkeerssnelheid is op dit traject al beperkt tot 20 km/uur, met voorrang voor voetgangers.*

*Het college is ook van plan om een verkeersdrempel te installeren net na de kruising met de Sumatralaan, na een zeer constructief gesprek met het buurtcomité.*

*Er zal een aanvraag voor een bouwvergunning worden ingediend voor de herinrichting en de verkeersdrempel.*

***De h. Hayette** wijst erop dat de situatie van de winkeliers op dit stuk van de Langeveldstraat in de commissie is besproken.*

*Heeft het college een plan opgesteld om parkeerplaatsen te garanderen voor de klanten van deze winkeliers?*

***De h. Cools** had de gelegenheid om bewoners te spreken die op de hoek van de Langeveldstraat en de Sumatralaan wonen. Zij waren niet op de hoogte van het project. Dit roept de vraag op of de raadpleging breed genoeg was.*

*De h. Cools deelt ook de bezorgdheid van de h. Hayette.*

*Hij betwijfelt ook de relevantie van de keuze voor het woongebied. Hij haast zich erop te wijzen dat hij niet tegen woongebieden is, omdat hij zelf aan de wieg heeft gestaan van verschillende woongebieden, met name die van de Berg van Sint-Job, omdat volgens hem de normale route naar Fort-Jaco via de Hamstraat loopt en niet via de Berg van Sint-Job.*

*De situatie is vergelijkbaar voor de Moensberg, die een doodlopende weg is. De situatie is iets anders voor de Langeveldstraat, die noodzakelijkerwijs moet worden gebruikt om in de Edith Cavellstraat te komen als je in de Langeveldstraat aan de St.-Elisabethkant woont. De h. Cools erkent echter dat het laatste stuk van deze weg bijzonder smal is.*

*Het is dan ook terecht dat er voorzieningen zijn getroffen om parkeren op het smalste stuk, ter hoogte van restaurant De Hoef, te voorkomen. Maar het was misschien beter geweest om het parkeren op het breedste gedeelte niet zo sterk te beperken. Kon er geen project worden bedacht waarbij het verlies van parkeerplaatsen wordt vermeden?*

***De h. Desmet** is van mening dat dit voorstel zeer relevant is, gezien de veiligheidsproblemen die worden veroorzaakt door grote voertuigen die door het*

bijzonder smalle historische gedeelte van deze weg rijden.

In dit verband wil de h. Desmet hulde brengen aan de h. Minet, een voormalig lid van Ecolo, die er herhaaldelijk op heeft gewezen hoe gevaarlijk dit deel van de Langeveldstraat is voor voetgangers en kinderen.

**Mevr. Van Offelen**, een bewoonster van deze wijk, wijst erop dat de veiligheid van dit kleine stukje straat al jaren wordt geëist.

De invoering van een snelheidsbeperking van 20 km/u was de eerste stap om het veiliger te maken. Het college heeft nu de welkome stap genomen om verder te gaan op de ingeslagen weg.

Mevr. Van Offelen feliciteert de dienst van schepen Wyngaard met het feit dat ze de buurtbewoners vooraf goed heeft geraadpleegd: het eerste voorontwerp dat werd ingediend, gaf aanleiding tot opmerkingen die werden verwerkt in een tweede voorontwerp, dat breder werd voorgelegd aan de buurtbewoners.

Volgens mevr. Van Offelen is deze manier van werken doeltreffender omdat beter wordt ingespeeld op de wensen van de omwonenden.

**Mevr. Roba**, die terugdacht aan haar eigen moeilijkheden op weg naar school als kind, bedankte schepen Wyngaard hartelijk voor het plan.

**Schepen Wyngaard** is zich terdege bewust van de specifieke problemen van bewoners die aan één kant van de weg wonen, waar het trottoir slechts 40 of 50 cm breed is. Voordat de markeringen en paaltjes werden aangebracht, reden auto's tegen de gevels op.

De uitgebreide raadpleging die in het voortraject werd uitgevoerd, was bedoeld om een reeks opmerkingen te verwerken voordat de bouw aanvraag werd ingediend, zodat het dossier dat voor de openbare raadpleging werd ingediend, al zou overeenstemmen met de wensen van iedereen. We mogen echter niet uit het oog verliezen dat het moeilijk is om unanimititeit te bereiken over de openbare ruimte.

De voorgestelde herinrichting garandeert minstens 1,50 m voor voetgangers. De huidige 4 à 5 parkeerplaatsen dicht bij de kruising met de Edith Cavellstraat, aan de rechterkant naast restaurant De Hoef, worden verplaatst naar de linkerkant, dicht bij een apotheek die iets naar achter ligt, de enige zone waar parkeerplaatsen reglementair mogelijk zijn. In elk geval zou het gewestelijk stedenbouwkundig bestuur een toename van het aantal beschikbare plaatsen niet tolereren, ook al zou men dat willen, omdat dit de situatie voor voetgangers zou verslechteren.

Het college zal contact opnemen met de winkeliers en de restauranteigenaar om ervoor te zorgen dat de organisatie van het werf de leveringen niet belemmert.

Volgens schepen Wyngaard vereist de veiligheid van voetgangers de keuze voor een woonerf van 20 km/uur.

**De h. Cools** is een groot voorstander van overleg voordat een bouwvergunning wordt verleend. Toch vindt hij dat in dit geval niet iedereen is geraadpleegd.

De h. Cools vindt dat het college het paard achter de wagen heeft gespannen door het project door de gemeenteraad te laten goedkeuren, terwijl het openbaar onderzoek enquête en de hele procedure voor de bouwvergunning het project waarschijnlijk zullen wijzigen.

De h. Cools had daarom liever gezien dat de beraadslaging van vanavond had plaatsgevonden na de procedure voor de bouwvergunning.

Om deze en de andere reeds genoemde redenen zal Uccle en avant zich onthouden.

**Schepen Wyngaard** is van mening dat het verstrekken van informatie over het



*dossier in de fase voorafgaand aan het project, voordat de aanvraag voor een bouwvergunning en de formele planologische procedures worden ingediend, de raad waarschijnlijk op een transparante manier zal informeren.*

*Het blijft echter mogelijk om dit onderwerp in de komende maanden of jaren opnieuw aan de orde te stellen door middel van mondelinge vragen of interpellaties.*

*Dit project zal waarschijnlijk eind 2025 of zelfs in 2026 van start gaan.*

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 37 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

*Onthoudingen : Eric Sax, Marc Cools.*

*5 annexes / 5 bijlagen*

*Aménagement de la rue Langeveld - 2024 - métré estimatif.pdf, Aménagement de la rue Langeveld-Inrichting van Langeveldstraat - 2024 - Plan.pdf, Aménagement Rue Langeveld - 2024 formulaire d'offre.pdf, Aménagement de la rue Langeveld - 2024 - CSC FR.pdf, Aménagement de la rue Langeveld - 2024 - métré descriptif.pdf*

---

28.11.2024/A/0004

### **Réfection du pavage de la rue Keyenbempt - Exercice 2024.- Approbation de la dépense, des documents du marché, de la procédure de passation du marché.**

Le Conseil,

Attendu qu'un crédit de 1.050.000,00 € est inscrit à l'article 421/731-60/82 du budget extraordinaire de 2024 pour la réfection de voiries en pavés;

Attendu qu'un premier marché public a été initié pour la réfection du pavage de la rue du Château d'Eau et de la rue Keyenbempt;

Attendu que suite à une erreur matérielle dans les documents du marché du lot 2, rue Keyenbempt, ce lot n'a pas été attribué;

Concernant le lot 2, rue Keyenbempt, le collège des Bourgmestre et Echevins a décidé, conformément à l'article 85 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, de renoncer à attribuer ce lot en raison d'erreurs matérielles découvertes dans les métrés.

Attendu que la procédure de marché a été abandonnée par décision du collège du 5 novembre 2024 et qu'un nouveau marché public doit être établi pour la réfection du pavage de la rue Keyenbempt;

Attendu que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 481.497,50 €, hors TVA, soit 640.873,17 € révision et TVA incluse et que cette dépense sera engagée à l'article 421/731-60/82 du budget extraordinaire 2024;

Attendu que les travaux de la partie classée de la rue seront subsidiés à hauteur de 80% de la dépense par les Monuments et Sites;

Attendu que la procédure de passation du marché sera la procédure négociée directe avec publication préalable,

Vu l'article 234 de la Nouvelle loi communale,

Décide:

D'approuver l'estimation d'un montant de 640.873,17 € TVA comprise;

D'approuver le cahier spécial des charges devant régir les travaux du présent dossier;

D'approuver la procédure de passation du marché, qui sera la procédure négociée directe avec publication préalable et fixer les renseignements concernant les capacités techniques des entrepreneurs, à savoir que le soumissionnaire doit satisfaire aux conditions de l'agrément d'entrepreneur de travaux, catégorie C, classe 3;

D'approuver l'avis de marché.

D'approuver la demande de subsides.

Le Conseil approuve le point.  
39 votants : 39 votes positifs.

---

**Herstellen van de keibestrating van de Keyenbemptstraat- Dienstjaar 2024.-  
Goedkeuring van de uitgave, de aanbestedingsdocumenten, de plaatsing van de  
procedure.**

De raad,

Aangezien er een krediet van € 1.050.000,00 ingeschreven is op artikel 421/731-60/82 van de buitengewone begroting 2024 voor de herstelling van wegen in straatstenen;

Aangezien er een eerste overheidsopdracht uitgeschreven werd voor de herstelling van de bestrating in de Waterkasteelstraat en de Keyenbemptstraat;

Aangezien ingevolge een materiële fout in de opdrachtdocumenten van perceel 2, Keyenbemptstraat, dit perceel niet gegund werd;

Voor perceel 2, Keyenbemptstraat, heeft het college van burgemeester en schepenen overeenkomstig artikel 85 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten beslist om dit perceel niet te gunnen wegens materiële fouten in de meetstaten.

Aangezien de opdrachtprocedure opgegeven werd bij beslissing van het college van 5 november 2024 en er een nieuwe overheidsopdracht opgesteld moet worden voor de herstelling van de bestrating in de Keyenbemptstraat;

Aangezien de raming van de uitgave voor deze werken € 481.497,50 excl. btw beloopt, hetzij € 640.873,17 inclusief herziening en btw, en deze uitgave vastgelegd wordt op artikel 421/731-60/82 van de buitengewone begroting 2024;

Aangezien de werken in het beschermd deel van de straat ten belope van 80 % van de uitgave gesubsidieerd worden door Monumenten en Landschappen;

Aangezien de plaatsingsprocedure van de opdracht de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking zal zijn;

Gelet op artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

Beslist:

De raming voor een bedrag van € 640.873,17 inclusief btw goed te keuren;

Het bestek dat de werken van het onderhavige dossier regelt goed te keuren;

De plaatsingsprocedure van de opdracht, die de vereenvoudigde

onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking zal zijn, goed te

keuren en de inlichtingen te bepalen betreffende de technische draagkracht van de

aannemers, meer bepaald dat de inschrijver moet voldoen aan de

erkenningsvoorwaarden voor aannemers van werken in categorie C, klasse 3;

De aankondiging van de opdracht goed te keuren;

De subsidieaanvraag goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

*10 annexes / 10 bijlagen*

*Pavage KEYENBEMPT - Estimation.pdf, PSS - UCCLÉ - Réfection du pavage de la rue Keyenbempt 2024.pdf, Heraanleg van de keibestrating van de Keyenbemptstraat - 2024 - Offerte formulier.pdf, GVP - UKKEL - Heraanleg van de keibestrating van de Keyenbemptstraat - 2024.pdf, notice\_8b61de00-05db-4069-961d-d26daf8006fc-1\_FR.pdf, notice\_8b61de00-05db-4069-961d-d26daf8006fc-1\_NL.pdf, Réfection du pavage de la rue Keyenbempt - 2024 - formulaire d'offre.pdf, Réfection du pavage de la rue Keyenbempt - 2024 CSC fr.pdf, Pavage KEYENBEMPT 2024 - récapitulatif.xlsx, Heraanleg van de keibestrating van de Keyenbemptstraat - 2024 - CSC NL.pdf*

---

## Mobilité - Mobiliteit

28.11.2024/A/0005 **Convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune d'Uccle pour financer la réalisation de petits travaux ponctuels d'infrastructure dans le cadre de la sécurisation de celle-ci, ainsi que les fournitures et prestations y liées.**

Le Conseil,

Considérant que la Région veut soutenir les Communes pour concrétiser les actions de leur politique de mobilité et qu'en conséquence elle propose un « soutien régional aux actions communales de Mobilité 2024 et de sécurité routière » sous forme d'octroi de subsides;  
Considérant que, le 31 janvier 2024, la Commune a soumis à Bruxelles Mobilité les projets de mobilité qui entrent dans le cadre de ce soutien;  
Considérant que, le 24 mai 2024, Bruxelles Mobilité a confirmé la bonne réception des documents transmis;  
Considérant qu'il s'agit notamment de subsides pour financer la réalisation de petits travaux ponctuels d'infrastructure dans le cadre de la sécurisation de celle-ci, ainsi que les fournitures et prestations y liées;  
Considérant que la Région va financer ce projet pour un montant de 1.107.742€;  
Considérant que la subvention sera liquidée en deux tranches;  
Considérant que la première tranche sera de 553.871€ et la deuxième tranche de 553.871€;  
Considérant que la convention porte sur la période du 03/10/2024 au 02/10/2026;  
Considérant que le dossier doit être introduit au plus tard pour le 2 mai 2027;  
Considérant que les dossiers introduits après cette date seront automatiquement annulés et à charge de la Commune;

Décide :  
d'approuver la convention en annexe.

Le Conseil approuve le point.  
39 votants : 39 votes positifs.

---

**Overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Ukkel voor de organisatie van kleine gerichte werken met het oog op het verkeersveiliger maken van de infrastructuur, zowel als voor de leveringen en prestaties die daarvoor worden aangewend.**

De raad,

Overwegende dat het gewest de gemeentes wil ondersteunen om de acties van hun mobiliteitsbeleid te concretiseren en het bijgevolg een "gewestelijke ondersteuning van de gemeentelijke mobiliteits- en verkeersveiligheidsacties 2024" voorstelt in de vorm van de toekenning van subsidies;  
Overwegende dat de gemeente de mobiliteitsprojecten die binnen het kader van deze ondersteuning vallen op 31 januari 2024 ingediend heeft bij Brussel Mobiliteit;  
Overwegende dat Brussel Mobiliteit de goede ontvangst van de documenten

bevestigd heeft op 24 mei 2024;

Overwegende dat het meer bepaald gaat om subsidies voor de organisatie van kleine gerichte werken met het oog op het verkeersveiliger maken van de infrastructuur, zowel als voor de leveringen en prestaties die daarvoor worden aangewend;

Overwegende dat het gewest dit project zal financieren voor een bedrag van 1.107.742€;

Overwegende dat de subsidie in twee schijven betaald zal worden;

Overwegende dat de eerste schijf 553.871€ en de tweede schijf 553.871€ bedraagt;

Overwegende dat de overeenkomst betrekking heeft op de periode van 03/10/2024 tot 02/10/2026;

Overwegende dat het volledige dossier uiterlijk op 2 mei 2027 ingediend moet worden;

Overwegende dat dossiers ingediend na deze datum automatisch nietig verklaard worden en ten laste van de gemeente vallen;

Beslist:

de overeenkomst in de bijlage goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*SUP24.1204\_Uccle\_ConvNL\_Corrigée.docx,*

*SUP24.1204\_Uccle\_ConvFR\_Corrigée.docx*

---

28.11.2024/A/0006

**Police de la circulation routière - règlement général complémentaire –  
abrogations et nouvelles dispositions.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière;

Vu l'article 60 et suivants de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Considérant la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Considérant que les mesures prévues ci-après concernent la voirie communale et/ou régionale;

Abrogations :

**Article 5 : Arrêt et stationnement (signaux routiers)**

**Art.5.7. Stationnement payant**

Art.5.7.7. Le stationnement est payant sur les emplacements réservés au chargement de véhicules électriques dans les voiries suivantes. La mesure est matérialisée par des

signaux E9a portant la mention « PAYANT » complétés d'un panneau informatif « Forfait 50 euros/4h30 excepté véhicule en charge » avec le symbole d'une voiture entourée d'une prise.

Art.5.7.7.0152. Avenue Circulaire, 108 (12m);

Art.5.7.7.0172. Avenue Van Bever, 28 (2 emplacements);

Art.5.7.7.0186. Rue Franz Merjay, 217 (12m);

#### **Art.5.9. Stationnement réservé**

Art.5.9.7. Le stationnement est réservé, dans les endroits suivants, à certaines catégories de véhicules: Véhicules partagés. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau additionnel portant la mention « véhicules partagés ».

Art.5.9.7.019. Rue Victor Allard, 267 (18m);

Nouvelles dispositions :

#### **Article 4 : Canalisation de la circulation**

##### **Art.4.1. Ilot directionnel et zone d'évitement**

Art.4.1.2. Une zone d'évitement est tracée sur les voies suivantes. La mesure est matérialisée par les marques de couleur blanche prévues à l'art. 77.4. de l'A.R.

Art.4.1.2.171. Rue De Broyer, 5 (1-3m);

Art.4.1.2.172. Rue de l'Equateur, 21 (1-3m);

Art.4.1.2.173. Avenue de l'Aulne, 46 (1-3m);

Art.4.1.2.174. Rue Rittweger, du côté opposé au n° 50 (7m);

Art.4.1.2.175. Rue Egide Van Ophem, 159 (1-3m);

##### **Art.4.3. Traversées**

Art.4.3.1. Des passages pour piétons sont délimités aux endroits suivants. La mesure est matérialisée par des bandes de couleur blanche, parallèles à l'axe de la chaussée, conformément à l'art. 76.3. de l'A.R.

Art.4.3.1.53. Vieille rue du Moulin, 107;

#### **Article 5 : Arrêt et stationnement (signaux routiers)**

##### **Art.5.7. Stationnement payant**

Art.5.7.5. Le stationnement est payant sur les zones de livraisons dans les voiries suivantes. La mesure est matérialisée par des signaux E9a portant la mention « PAYANT » et éventuellement les horaires, complétés par un panneau informatif « Forfait 100 euro excepté livraisons » avec le pictogramme d'un camion avec hayon ouvert.

Art.5.7.5.28. Avenue de Fré, 7, lundi au samedi de 8h à 14h (12m);

Art.5.7.7. Le stationnement est payant sur les emplacements réservés au chargement de véhicules électriques dans les voiries suivantes. La mesure est matérialisée par des signaux E9a portant la mention « PAYANT » complétés d'un panneau informatif « Forfait 50 euros/4h30 excepté véhicule en charge » avec le symbole d'une voiture entourée d'une prise.

Art.5.7.7.196. Avenue Van Bever, 7 (2 emplacements);

Art.5.7.7.197. Rue Marianne, 7 (12m);

Art.5.7.7.198. Rue de l'Equateur, 36 (12m);

##### **Art.5.9. Stationnement réservé**

Art.5.9.1. Le stationnement est réservé, dans les endroits suivants, à certaines catégories de véhicules: Personnes handicapées. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau additionnel sur lequel est reproduit le symbole d'une chaise roulante pour personnes handicapées.

Art.5.9.1.112. Chaussée d'Alseberg, 391 (6m);

Art.5.9.1.113. Avenue des Belettes, du côté opposé au n° 1 (6m);

Art.5.9.1.114. Avenue de Fré, 9 (6m);

Art.5.9.1.115. Rue de Nieuwenhove, 62 (6m);

Art.5.9.1.116. Rue François Vervloet, 131 (12m);

Art.5.9.7. Le stationnement est réservé, dans les endroits suivants, à certaines catégories de véhicules: Véhicules partagés. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau additionnel portant la mention « véhicules partagés ».

Art.5.9.7.23. Rue Victor Allard, 263 (12m);

#### **Article 10 : Dispositions finales**

**Art.10.1.** La signalisation prévue ci-dessus sera placée conformément aux dispositions de l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et de l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière.

**Art.10.2.** Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité, après avis de la Commission Consultative pour la Circulation Routière, conformément à l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière, la pose et le coût de la signalisation routière.

Décide:

d'approuver les mesures susmentionnées.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

#### **Politie op het wegverkeer algemeen bijkomend reglement – intrekkingen en nieuwe bepalingen.**

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer

en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Gelet op artikel 60 e.v. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de

politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimum afmetingen en de bijzondere

plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens;

Overwegende de ministeriële omzendbrief van 14 november 1977 betreffende de aanvullende reglementen en de

plaatsing van verkeerstekens;

Overwegende dat de hierna voorziene maatregelen gemeentewegen en/of gewestwegen betreffen;

Intrekkingen :

## **Artikel 5 : Stilstaan en parkeren (verkeersborden)**

### **Art.5.7. Betalend parkeren**

Art.5.7.7. Het parkeren is betalend op de parkeerplaatsen voorbehouden voor het opladen van elektrische voertuigen op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a met de vermelding «BETALEND» aangevuld door een informatiebord "Forfait 50 euro/4h30 uitgezonderd opladend voertuig" met een pictogram van een auto met een stekker.

Art.5.7.7.0152. Ringlaan, 108 (12m);

Art.5.7.7.0172. Van Beverlaan, 28 (2 plaatsen);

Art.5.7.7.0186. Franz Merjaystraat, 217 (12m);

### **Art.5.9. Parkeren voorbehouden**

Art.5.9.7. Het parkeren is voorbehouden voor bepaalde categorieën voertuigen : Gedeelde voertuigen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld door een onderbord met de vermelding "deelvoertuigen".

Art.5.9.7.019. Victor Allardstraat, 267 (18m);

Nieuwe bepalingen :

## **Artikel 4 : Kanaliseren van het verkeer**

### **Art.4.1. Verkeersgeleider en verdrijvingsvlak**

Art.4.1.2. Een verdrijvingsvlak wordt aangebracht op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door witte strepen, conform artikel 77.4. van het K.B.

Art.4.1.2.171. De Broyerstraat, 5 (1-3m);

Art.4.1.2.172. Evenaarsstraat, 21 (1-3m);

Art.4.1.2.173. Elzeboomlaan, 46 (1-3m);

Art.4.1.2.174. Rittwegerstraat, aan de overkant van het nr. 50 (7m);

Art.4.1.2.175. Egide Van Ophemstraat, 159 (1-3m);

### **Art.4.3. Oversteekplaatsen**

Art.4.3.1. Oversteekplaatsen voor voetgangers worden afgebakend op de volgende plaatsen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door witte evenwijdige strepen, parallel met de as van de rijweg, conform artikel 76.3. van het K.B.

Art.4.3.1.53. Oude Molenstraat, 107;

## **Artikel 5 : Stilstaan en parkeren (verkeersborden)**

### **Art.5.7. Betalend parkeren**

Art.5.7.5. Het parkeren is betalend op de leveringszones op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a met de vermelding «BETALEND» en eventueel een tijdsvenster aangevuld door een informatiebord "Forfait 100 euro uitgezonderd leveringen" met een pictogram van een vrachtwagen met een open laadklep.

Art.5.7.5.28. De Frélaan, 7, maandag tot zaterdag van 8u tot 14u (12m);

Art.5.7.7. Het parkeren is betalend op de parkeerplaatsen voorbehouden voor het opladen van elektrische voertuigen op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a met de vermelding «BETALEND» aangevuld door een informatiebord "Forfait 50 euro/4h30 uitgezonderd opladend voertuig" met een pictogram van een auto met een stekker.

Art.5.7.7.196. Van Beverlaan, 7 (2 plaatsen);

Art.5.7.7.197. Mariannestraat, 7 (12m);

Art.5.7.7.198. Evenaarsstraat, 36 (12m);

### **Art.5.9. Parkeren voorbehouden**

Art.5.9.1. Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen voor bepaalde

categorieën voertuigen: Personen met een handicap. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld met een onderbord waarop het symbool van een rolstoel voor personen met een handicap afgebeeld is.

Art.5.9.1.112. Alsebergsesteenweg, 391 (6m);

Art.5.9.1.113. Wezelslaan, aan de overkant van het nr. 1 (6m);

Art.5.9.1.114. De Frélaan, 9 (6m);

Art.5.9.1.115. de Nieuwenhovestraat, 62 (6m);

Art.5.9.1.116. François Vervloetstraat, 131 (12m);

Art.5.9.7. Het parkeren is voorbehouden voor bepaalde categorieën voertuigen : Gedeelde voertuigen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld door een onderbord met de vermelding "deelvoertuigen".

Art.5.9.7.23. Victor Allardstraat, 263 (12m);

#### **Artikel 10 : Slotbepalingen**

Art.10.1. De hierboven voorziene signalisatie wordt geplaatst conform de bepalingen van het K.B. van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg en het M.B. van 11 oktober 1976 waarbij de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald.

Art.10.2. Het onderhavige reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister van Mobiliteit, na advies van de Raadgevende Commissie voor het Wegverkeer, conform artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens.

Beslist:

de bovenvermelde maatregelen goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

*7 annexes / 7 bijlagen*

*Annexe DPV - Rue Marianne 11.pdf, Annexe DPV - Rue de l'Equateur 36.pdf,*

*PP\_Vieille rue du Moulin - Montagne St-Job.pdf, 2024 11 28\_PH\_Annexes.docx.pdf,*

*2024 11 28\_ZE\_3 demande de particuliers.pdf, 2024 11 28\_Cc\_NoteExplicative.pdf,*

*Annexe DPV - Avenue Van Bever 7.pdf*

---

## **DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN**

### **Sports - Sport**

28.11.2024/A/0007 **Subventions communales aux organismes sportifs pour 2024 - Engagement des dépenses.**



Le Conseil,  
Considérant qu'il y a lieu de procéder à la répartition des subsides d'encouragement aux sociétés sportives pour l'année 2024;  
Que les groupements et clubs, repris dans l'annexe 1, ont été invités à faire parvenir les documents de demande de subvention pour 2024;  
Que les groupements et clubs, repris dans l'annexe 2, nous ont fait parvenir leur dossier;  
Que le club Asub Rugby Waterloo sollicite une aide pour la création d'une activité de rugby, entièrement prise en charge par le service du parascolaire via facturation;  
Que le service des sports propose d'écarter cette demande de subvention puisque cette activité est déjà incluse dans l'offre sportive du service du parascolaire;  
Que le service des sports propose au Conseil de répartir les subsides 2024 en fonction du nombre de membres pour un montant total de 18.805 € ;  
Que la clé de répartition a été établie comme suit :

- 5 € par membre des différents clubs ;
- et 1,377 € par membre des clubs de hockey et de tennis;

Marque son accord sur la répartition et l'attribution des subsides aux différents clubs ayant remis leur dossier de demande de subsides pour l'année 2024 et sur l'engagement du montant total de 18.803,47 € à l'article 764/332-02/12.

Le Conseil approuve le point.  
39 votants : 39 votes positifs.

---

### **Gemeentelijke subsidies aan sportclubs voor 2024**

De Raad,  
Aangezien er moet overgegaan worden tot de verdeling van de aanmoedigingssubsidies voor sportclubs voor het jaar 2024;  
Aangezien de verenigingen en clubs, vermeld in bijlage 1 werd verzocht de subsidieaanvraagdocumenten voor 2024 over te maken;  
Aangezien de verenigingen en clubs, vermeld in bijlage 2 hun dossier hebben overgemaakt;  
Dat de club Asub Rugby Waterloo hulp vraagt voor de organisatie van een rugbyactiviteit, die volledig door de dienst Bijschoolse Activiteiten ten laste genomen wordt via facturering;  
Dat de Sportdienst voorstelt om deze subsidieaanvraag af te wijzen aangezien deze activiteit al opgenomen is in het sportaanbod van de Bijschoolse Activiteiten dienst;  
Aangezien de Sportdienst aan de vergadering voorstelt om de subsidies 2024 te verdelen op basis van het aantal leden voor een totaalbedrag van € 18.805 ;  
Gelet op de volgende verdeelsleutel :

- € 5 per lid van de verschillende clubs;
- en € 1,377 per lid van hockey- en tennis;

Verleent zijn goedkeuring aan de verdeling en de toekenning van subsidies aan de verschillende clubs die hun subsidieaanvraagdossier voor 2024 hebben ingediend en het verlenen van het totaalbedrag van € 18.803,47 op artikel 764/332-02/12.

De Raad keurt het punt goed.  
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

*annexe - bijlage 1.pdf, Conseil - Raad.pdf, annexe - bijlage 2.pdf*

---

**DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE -  
DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDERING EN GRONDBELEID**

**Urbanisme - Stedenbouw**

28.11.2024/A/0008 **Modification du PPAS 15bis**

**Etape de la procédure d'élaboration : Adoption de la modification du PPAS 15 bis et mise à l'enquête publique**

**Auteur de projet : Service de l'Urbanisme - Cellule planification**

Le Conseil communal,

Vu la décision du conseil communal prise en séance du 22 juin 2023 et portant sur la modification du PPAS 15 bis régissant l'aménagement de l'ilot délimité par la rue Edith Cavell, l'avenue Montjoie, le rond-point Churchill, l'avenue Léo Errera et la rue Roberts Jones ;

Vu la note d'accompagnement rédigée par la cellule de la planification du Service de l'Urbanisme, concluant au bien-fondé de procéder à une modification du plan afin de l'inscrire pleinement dans les préoccupations urbanistiques et environnementales actuelles ;

Vu les demandes d'avis préalables dans le cadre de l'article 44§1<sup>er</sup> du CoBAT ;

Vu la décision de Bruxelles Environnement du 7/08/2023 sur la non nécessité de réaliser un Rapport sur les incidences Environnementales (RIE) et l'avis de Perspective du 19/07/2023 sur l'opportunité de modifier le PPAS 15 bis ;

Vu l'étude confiée au BRAT qui a analysé les potentialités de l'ilot et des espaces publics en terme de biodiversité ;

Vu les remarques positives du Comité d'accompagnement sur les propositions de modifications des prescriptions littérales qui ont pour objectifs de :

- × préserver le patrimoine bâti,
- × protéger et renforcer le patrimoine arbustif,
- × améliorer les aménagement paysagers des espaces publics dans le but notamment de réinfiltrer les eaux de pluie, créer de l'ombre, rafraîchir les espaces urbains,
- × renforcer la perméabilité de l'ilot pour faciliter le déplacement de la faune,
- × améliorer l'intérieur d'ilot en encadrant l'aménagement des abords de l'équipement sportif,

- × encadrer la possibilité de diviser les maisons unifamiliales,
- × préciser les affectations,
- × permettre le travail à domicile,
- × corriger les affectations de certaines parcelles bâties par les immeubles,
- × supprimer la possibilité de démolir des villas rue E. Cavell, ...

Vu la demande de dérogation au Règlement régional d'urbanisme en vue de permettre l'installation d'abri pour vélos en zones de recul et latérale ;

Vu la demande de dérogation au PRAS en vue de permettre le travail à domicile à un plus grand nombre ; que cette possibilité répond à une situation déjà existante ; que 60% des professions peuvent s'exercer à domicile ; que la réduction des déplacements diminue la pollution et l'usage des énergies fossiles ; que le travail à domicile a été renforcé par le principe du télétravail ;

Que cette demande de dérogation entraîne l'obligation de demander les avis des Conseils régionaux et de la Commission régionale de développement ;

Considérant que l'enquête est organisée selon les modalités fixées par l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 avril 2019, article 10 relatif aux enquêtes publiques ;

Considérant que l'enquête publique est annoncée tant par voie d'affiches que par un avis inséré au Moniteur Belge et dans au moins trois journaux de langue française et trois journaux de langue néerlandaise diffusé dans la Région, ainsi que sur le site internet de la commune ;

Décide :

D'approuver le projet de PPAS 15 ter ;

De charger le Collège des Bourgmestre et échevins de soumettre le projet de PPAS 15 ter à enquête publique et d'organiser l'enquête publique selon les modalités et l'agenda suivant :

- a. d'organiser l'enquête publique du 13 janvier 2025 au 11 février 2025 inclus, de porter cette enquête publique à la connaissance du public par la publication d'un avis dans les journaux : Le Soir, La Libre Belgique, La Capitale, De Standaard, Het Laatste Nieuws, De Morgen ainsi que dans le Moniteur Belge,
- b. d'organiser la parution des annonces dans la presse et au Moniteur Belge au minimum 3 jours avant le début de l'enquête publique, de saisir la Commission de concertation du dossier après la fin de l'enquête soit le 27 février 2025 au plus tard,
- c. de décider que les observations orales pourront être faites les mercredis avant midi,
- d. de désigner Mesdames Dominique Dosogne architecte et urbaniste et

Camille Bourhis Gomes, architecte au Service de l'Urbanisme/cellule planification comme agents chargés de donner les explications techniques relatives au dossier soumis à enquête,

- e. d'engager la dépense estimée à **7.000,00 €**, de désigner le Service de l'Urbanisme pour organiser cette enquête (affichage, publication,...),

De solliciter simultanément les premiers avis requis par le CoBAT, à savoir la consultation membres de la Commission de concertation Bruxelles Mobilité et Urban DU et DPC, l'avis des instances Bruxelles-Environnement, Perspective-Plans locaux ;

De demander les avis dans le cadre de l'article 48, 1<sup>er</sup> §3 du CoBAT, au conseil économique et social, conseil de l'Environnement, la Commission royale des Monuments et des Sites, la Commission régionale de mobilité, le conseil consultatif du logement et de la Commission régionale de développement ;

De présenter les résultats de l'enquête, l'avis de la Commission de concertation et les différents avis au Conseil communal à l'occasion de la première séance qui suivra la réception de ceux-ci.

Le point est reporté.

39 votants : 39 votes positifs.

---

### **Wijziging van BBP 15 bis**

**Fase van de opmaakprocedure: Aanname van de wijziging van BBP 15 bis en begin van het openbaar onderzoek**

**Projectontwerper: dienst Stedenbouw – cel Planning**

De gemeenteraad,

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad in zitting van 22 juni 2023 met betrekking tot de wijziging van BBP 15bis inzake de inrichting van het huizenblok afgebakend door de Edith Cavellstraat, de Montjoielaan, de Churchillrotonde, de Léo Erreralaan en de Roberts Jonesstraat;

Gelet op de begeleidende nota opgesteld door de cel Planning van de dienst Stedenbouw, die besluit tot de gegrondheid om over te gaan tot een wijziging van het plan om het volkomen te doen passen in de huidige stedenbouwkundige en milieukundige bezorgdheden;

Gelet op de voorafgaande vragen tot advies in het kader van artikel 44 §1 van het BWRO;

Gelet op de beslissing van Leefmilieu Brussel van 07/08/2023 over de niet noodzaak om een milieueffectenrapport (MER) op te stellen en het advies van Perspective van 19/07/2023 over de geschiktheid om BBP 15bis te wijzigen;

Gelet op de studie die toevertrouwd werd aan BRAT, dat de mogelijkheden van het huizenblok en van de openbare ruimtes op vlak van biodiversiteit geanalyseerd heeft;

Gelet op de positieve opmerkingen van het begeleidingscomité over de voorstellen tot wijziging van de schriftelijke voorschriften, die als doel hebben:

- × Het bebouwd patrimonium in stand te houden,
- × Het bomenerfgoed te beschermen en te versterken,
- × De landschappelijke aanleg van de openbare ruimtes te verbeteren om onder andere het regenwater opnieuw te infiltreren, schaduw te creëren en de stedelijke ruimtes te verfrissen,
- × De doorlatendheid van het huizenblok te versterken om de verplaatsing van de fauna te vereenvoudigen,
- × Het binnenterrein van het huizenblok te verbeteren door de inrichting van de omgeving van de sportvoorziening te omkaderen,
- × De mogelijkheid te omkaderen om de eengezinswoningen te verdelen,
- × De bestemmingen te verduidelijken,
- × Thuiswerk mogelijk te maken,
- × De bestemming van bepaalde met gebouwen bebouwde percelen te verbeteren,
- × De mogelijkheid te schrappen om de villa's in de Edith Cavellstraat te slopen,  
...

Gelet op de vraag tot afwijking op de Gewestelijke stedenbouwkundige verordening om de plaatsing van fietsenstallingen in de achteruitbouwstrook en de zijdelingse inspringstrook mogelijk te maken;

Gelet op de vraag tot afwijking op het GBP om thuiswerk voor meer mensen mogelijk te maken; aangezien deze mogelijkheid beantwoordt aan een reeds bestaande situatie; aangezien 60 % van de beroepen thuis uitgeoefend kan worden; aangezien minder verplaatsingen leiden tot minder vervuiling en gebruik van fossiele brandstoffen; aangezien thuiswerk versterkt werd door het principe van telewerk;

Aangezien deze vraag tot afwijking leidt tot de verplichting om het advies van de gewestelijke raden en van de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie te vragen;

Overwegende dat het onderzoek georganiseerd wordt volgens de modaliteiten bepaald door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 april 2019, artikel 10 betreffende de openbare onderzoeken;

Overwegende dat het openbaar onderzoek aangekondigd wordt zowel via affiches als via een bericht in het Belgisch Staatsblad en in minstens drie Franstalige en drie

Nederlandstalige kranten die in het gewest verdeeld worden, alsook op de website van de gemeente;

Beslist:

Het ontwerp van BBP 15ter goed te keuren;

Het college van burgemeester en schepenen ermee te belasten het ontwerp van BBP 15ter te onderwerpen aan een openbaar onderzoek en het openbaar onderzoek te organiseren volgens de volgende modaliteiten en planning:

- a. Het openbaar onderzoek te organiseren van 13 januari 2025 tot en met 11 februari 2025 en dit openbaar onderzoek ter kennis van het publiek te brengen via de publicatie van een bericht in de kranten Le Soir, La Libre Belgique, La Capitale, De Standaard, Het Laatste Nieuws, De Morgen en in het Belgisch Staatsblad;
- b. De publicatie van de aankondigingen in de pers en in het Belgisch Staatsblad minstens 3 dagen voor het begin van het openbaar onderzoek te organiseren en het dossier aanhangig te maken bij de Overlegcommissie na het einde van het onderzoek, hetzij uiterlijk 27 februari 2025;
- c. Te beslissen dat de mondelinge opmerkingen op woensdagvoormiddag gemaakt kunnen worden;
- d. Mevrouw Dominique Dosogne, architect en stedenbouwkundige, en mevrouw Camille Bourhis Gomes, architect bij de dienst Stedenbouw/cel Planning, aan te stellen als ambtenaars belast met het geven van technische uitleg over het dossier dat het voorwerp is van een onderzoek;
- e. De uitgave geraamd op **€ 7.000,00** vast te leggen en de dienst Stedenbouw aan te duiden om dit onderzoek te organiseren (aanplakking, publicatie, ...);

Gelijktijdig de eerste door het BWRO vereiste adviezen te vragen, meer bepaald de raadpleging van de leden van de Overlegcommissie, Brussel Mobiliteit en Urban SO en DCE, het advies van de instanties Leefmilieu Brussel, Perspective - Lokale plannen;

De adviezen in het kader van artikel 48 1 §3 van het BWRO te vragen aan de Economische en Sociale Raad, de Raad voor het Leefmilieu, de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen, de Gewestelijke Mobiliteitscommissie, de Adviesraad voor Huisvesting en de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie;

De resultaten van het onderzoek, het advies van de Overlegcommissie en de verschillende adviezen aan de gemeenteraad voor te stellen tijdens de eerste zitting na de ontvangst ervan.

Het punt wordt verdaagd.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

*20 annexes / 20 bijlagen*

4. UCC\_0041\_001\_ComparatifPrescriptionsLitt\_NL.pdf, 5.  
UCC\_0041\_001\_ExposeMotifs\_FR.pdf, 1. UCC\_0041\_001\_CahierSitExDroit\_NL.pdf,  
2. UCC\_0041\_001\_CahierSitExFait\_NL.pdf, 1.  
UCC\_0041\_001\_CahierPrescriptionsLitt-NL.pdf, 6. UCC\_0041\_001\_NoteART 64-  
1\_FR.pdf, 6. UCC\_0041\_001\_NoteART 64-1\_NL.pdf, 3. UCC\_0041\_001\_Cahier des  
recommandations\_nl.pdf, 2. UCC\_0041\_001\_CahierSitExFait\_FR.pdf, 3.  
UCC\_0041\_001\_ContenuProjetePrescriptionsLitt\_NL.pdf, 3.  
UCC\_0041\_001\_ContenuProjetePrescriptionsLitt\_FR.pdf, 2.  
UCC\_0041\_001\_PlanAffectations\_Bl.jpg, 4.  
UCC\_0041\_001\_ComparatifPrescriptionsLitt\_FR.pdf, 1.  
UCC\_0041\_001\_CahierSitExDroit\_FR.pdf, 3. UCC\_0041\_001\_Cahier des  
recommandations-fr.pdf, 01 FORMULAIRE.pdf, 5.  
UCC\_0041\_001\_ExposeMotifs\_NL.pdf, 4.  
UCC\_0041\_001\_Page\_ComparatifPrescriptionsLitt\_FR.pdf, 1.  
UCC\_0041\_001\_CahierPrescriptionsLitt\_FR.pdf, 4.  
UCC\_0041\_001\_Blz\_ComparatifPrescriptionsLitt\_NL.pdf

---

## Régie foncière - Grondregie

28.11.2024/A/0009 **Régie foncière.- Vote de douzièmes provisoires.**

Le Conseil,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003, relatif à la gestion financière des régies communales, spécialement l'article 12;

Considérant qu'il est prévu de soumettre à l'Assemblée plénière l'approbation du budget de la Régie foncière pour 2025, en cette même séance de fin novembre ;  
Considérant que des crédits provisoires doivent être approuvés, afin de pouvoir engager et payer les dépenses obligatoires ;

Que, dès lors, la disponibilité de trois douzièmes provisoires des allocations portées au budget ordinaire de l'exercice précédent, devrait suffire, dans l'attente de l'approbation définitive du budget de 2025, sous la réserve que l'autorité de tutelle n'y voie pas d'objection ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide :

de voter des crédits provisoires pour la Régie foncière, à concurrence de trois douzièmes des allocations portées au budget ordinaire de l'exercice précédent, approuvées par la Région Bruxelles-Capitale, afin d'engager et de régler les dépenses obligatoires au début de l'année 2025.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

## Grondregie.- Stemming van voorlopige twaalfden.

De Raad,

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 novembre 2003 met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebedrijven, inzonderheid op artikel 12;

Overwegende dat het voorzien is de goedkeuring van de begroting van de Grondregie voor 2025 aan de algemene vergadering voor te leggen in dezelfde zitting van eind november ;

Overwegende dat voorlopige kredieten zouden dienen goedgekeurd te worden, opdat de verplichte uitgaven zouden kunnen vastgelegd en betaald worden, Dat de beschikbaarheid van drie voorlopige twaalfden van de toelagen op de gewone begroting van het vorige dienstjaar bijgevolg zou moeten volstaan, in afwachting van de definitieve goedkeuring van de begroting van 2025, onder voorbehoud dat de toezichhoudende overheid er geen bezwaar tegen heeft; Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist :

de stemming van voorlopige kredieten voor de Grondregie, ten belope van 3 twaalfden van de toewijzingen die op de gewone begroting van het vorige dienstjaar, die door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest werden goedgekeurd, teneinde de verplichte uitgaven in het begin van 2025 te kunnen vastleggen en betalen.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

---

28.11.2024/A/0010 **Approbation du budget de la Régie foncière pour l'exercice 2025.**

Le Conseil,

Vu que le Collège soumet au vote du Conseil communal les prévisions budgétaires de la Régie foncière pour l'exercice 2025;

Vu que la nouvelle présentation du budget imposée par l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6.11.2003 se subdivise en budget d'exploitation et en budget patrimonial;

Vu le budget de la Régie foncière pour l'exercice 2025;

Vu les articles 93, 117 et 261 à 263 de la nouvelle loi communale organisant les Régies communales;

Vu les articles 1 à 13 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6.11.2003 relatifs aux budgets des Régie communales;

Sur proposition du Collège échevinal,

Décide :

- d'adopter le budget de la Régie foncière pour l'exercice 2025;
- de rendre non limitatives les allocations des chapitres des dépenses d'exploitation et de gestion ordinaire de la Régie;
- de soumettre la présente résolution et ses annexes aux formalités de publication et à l'approbation des autorités de tutelle.

Le point est reporté.

39 votants : 39 votes positifs.

---

**Goedkeuring van de begroting van de Grondregie voor het dienstjaar 2025.**

De Raad,

Aangezien het College de begrotingsvoorzieningen van de Grondregie voor het dienstjaar 2025 aan de stemming van de Gemeenteraad onderwerpt;

Aangezien het nieuwe voorstellen van de begroting opgelegd door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 wordt onderverdeeld



in exploitatiebegroting en patrimoniale begroting;  
Gelet op de begroting van de Grondregie voor het dienstjaar 2025;  
Gelet op artikels 93, 117 en 261 tot 263 van de nieuwe Gemeentewet houden organisatie van de Gemeentebedrijven;  
Gelet op artikels 1 tot 13 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 6.11.2003 met betrekking tot de begrotingen van de Gemeentebedrijven;  
Op voorstel van het Schepencollege,

Besluit :

- de begroting van de Grondregie voor het dienstjaar 2025 te aanvaarden;
- een onbeperkt karakter te geven aan de posten van de hoofdstukken van de exploitatieuitgaven en van gewoon beheer van de Regie;
- de huidige beslissing en haar bijlagen aan de formaliteiten van bekendmaking en goedkeuring van de voorgedijoverheid te onderwerpen.

Het punt wordt verdaagd.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

*Projet de Budget 2025.pdf, Avis de la commission consultative 2025 Fr.pdf, Avis de la commission consultative 2025 NL.pdf*

---

## **Propriétés communales - Gemeente-eigendommen**

28.11.2024/A/0011 **Propriétés communales/Solidarité internationale. – Appartement duplex sis Chaussée de Neerstalle, 489 : occupation temporaire en faveur d’une association à vocation sociale, pour le logement et l’accompagnement de réfugiés en attente – Approbation de la convention.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale, spécialement les articles 117 et 232 ;

Vu la délibération n° 016/25.04.2024/0012 par laquelle le Conseil communal a décidé notamment d’approuver le projet de convention d’occupation précaire et temporaire, pour un terme de huit mois arrivant à échéance le 31 décembre 2024, sans tacite reconduction possible, portant sur la mise à disposition de l’appartement duplex sis chaussée de Neerstalle, 489, au bénéfice de l’association sans but lucratif « BXL (Bel) Refugees - Plate-forme Citoyenne de Soutien aux réfugiés » dont le siège social est établi rue Royale, 215 à 1210 Saint Josse ten Noode, en vue du logement temporaire et de l’accompagnement social de personnes réfugiées ;

Considérant que, lors d’une réunion sur place, le 14 octobre 2024, la coordinatrice présente a fait remarquer qu’après la phase de mise en route, qui a pris plusieurs mois, le projet a seulement atteint, il y a peu, un stade de fonctionnement normal, mais que le terme de huit mois de la

convention en cours, ne suffira pas pour le développer en assurant un accompagnement satisfaisant des personnes candidates au statut de réfugiés, notamment au moyen de collaborations avec des acteurs de proximité (PAS, Maison médicale Globe, cours d'apprentissage, activités sportives, etc.) ;

Que, par ailleurs, ces personnes, au nombre de huit au maximum, maintiennent le bien en bon état de propreté et de conservation ;

Considérant, par ailleurs, que le Service de la Participation citoyenne a confirmé pouvoir disposer d'un montant de subsides suffisant pour couvrir les dépenses de charges pendant l'année 2025 ;

Considérant qu'il convient de conclure une nouvelle convention ;

Considérant, en outre, que l'occupant s'engage à prolonger les polices d'assurances adéquates en vue de couvrir les risques tant de type locatif que sa responsabilité civile ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide :

de mettre l'appartement duplex sis chaussée de Neerstalle, 489, à la disposition de l'association sans but lucratif « BXL (Bel) Refugees - Plate-forme Citoyenne de Soutien aux réfugiés » dont le siège social est établi rue Royale, 215 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, en vue du logement temporaire et de l'accompagnement social de personnes réfugiées, pour un terme supplémentaire d'une année, prenant cours le 1<sup>er</sup> janvier 2025 pour arriver à échéance le 31 décembre 2025 ;

d'approuver la convention d'occupation précaire et temporaire, reprenant, entre autres, les principales conditions énumérées ci-avant.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

**Gemeente-eigendommen/Internationale Solidariteit. - Duplexappartement gelegen Neerstallesteenweg 489: tijdelijke bezetting ten gunste van een vereniging met sociaal oogmerk voor de huisvesting en de begeleiding van wachtende vluchtelingen - Goedkeuring van de overeenkomst**

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117 en 232;

Gelet op beraadslaging nr. 016/25.04.2024/0012, waardoor de

gemeenteraad onder andere beslist heeft het ontwerp van preciaire en tijdelijke gebruiksovereenkomst, voor een termijn van acht maanden die afloopt op 31 december 2024, zonder stilzwijgende verlenging mogelijk, met betrekking tot de terbeschikkingstelling van het duplexappartement gelegen Neerstallesteenweg 489 ten gunste van de vereniging zonder winstoogmerk "BXL (Bel) Refugees - Burgerplatform voor ondersteuning van vluchtelingen", met maatschappelijke zetel gelegen Koningsstraat 215 te 1210 Sint-Joost-ten-Node, met het oog op de tijdelijke huisvesting en de maatschappelijke begeleiding van vluchtelingen goed te keuren;

Overwegende dat de aanwezige coördinatrice tijdens een vergadering ter plaatse op 14 oktober 2024 deed opmerken dat het project na de opstartfase, die meerdere maanden duurde, onlangs slechts een stadium van normale werking bereikt heeft, maar dat de lopende termijn van acht maanden van de overeenkomst niet volstaat om het te ontwikkelen en een toereikende begeleiding van de personen die kandidaat zijn voor het vluchtelingenstatuut te verzekeren, meer bepaald door middel van samenwerkingen met lokale partners (Le Pas, wijkgezondheidscentrum Globe, onderwijs, sportactiviteiten, enz.);

Dat deze personen, hoogstens acht, het goed overigens in een goede staat van netheid en bewaring houden;

Overwegende bovendien dat de dienst Burgerinspraak bevestigd heeft over een toereikend subsidiebedrag te kunnen beschikken om de uitgaven voor de kosten in 2025 te dekken;

Overwegende dat er een nieuwe overeenkomst gesloten moet worden;

Overwegende bovendien dat de gebruiker zich ertoe verbindt de gepaste verzekeringspolissen te verlengen om de risico's inzake huur en burgerlijke aansprakelijkheid te dekken;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

Het duplexappartement in de Neerstallesteenweg 489 voor een extra termijn van een jaar, die aanvangt op 1 januari 2025 en afloopt op 31 december 2025, ter beschikking te stellen van de vereniging zonder winstoogmerk "BXL (Bel) Refugees - Burgerplatform voor ondersteuning van vluchtelingen", met maatschappelijke zetel gelegen Koningsstraat 215 te 1210 Sint-Joost-ten-Node, met het oog op de tijdelijke huisvesting en de maatschappelijke begeleiding van vluchtelingen;

De preciaire en tijdelijke gebruiksovereenkomst, met daarin onder andere de hierboven opgesomde voornaamste voorwaarden, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.  
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

*4 annexes / 4 bijlagen*

*2024\_04\_25\_Delib\_CC\_approb\_cond\_occup\_preciare\_projet\_cvktion\_NL.pdf,*

*Projet\_nvlle\_convention\_occupation\_2025.pdf,*

*Projet\_nvlle\_convention\_occupation\_2025\_NL.pdf,*

*2024\_04\_25\_Delib\_CC\_approb\_cond\_occup\_preciare\_projet\_cvktion\_FR.pdf*

---

28.11.2024/A/0012 **Régie foncière – Propriétés communales. - Avenue Latérale et rue du Melkriek: nouveaux potagers - conventions d'occupation - approbation.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 117 et 232 ;

Considérant que la dernière convention d'occupation date de 2013 et qu'il est temps de mettre à jour le document conformément aux réalités actuelles ;

Que les modifications effectuées traitent de l'obligation de fournir un document d'assurance;

Qu'il est interdit d'utiliser des dispositifs d'ultra-sons;

Qu'il est interdit de répandre du poison anti-animaux, d'utiliser de l'essence, de l'eau de Javel ou tout autre produit nocif, dangereux, agressif;

Que le placement de poulaillers requiert l'accord écrit et préalable du propriétaire et ne peut avoir lieu que sur base des conseils du service de l'Environnement;

Que l'exploitation de ruche est défendu;

Qu'en cas de déménagement, les locataires devront prévenir le propriétaire dans les meilleurs délais;

Considérant que cette convention inclut les nouvelles parcelles potagères Hirsch (rue du Melkriek) et Latérale ;

Considérant que la redevance annuelle des parcelles potagères Hirsch et Latérale sera de 10 €, identiquement aux bacs de la rue de Stalle et de la chaussée de Neerstalle, mesurant tous 10 m<sup>2</sup> ;

Considérant le souhait, formulé lors de la réunion d'information sur le projet du potager Hirsch ainsi que lors des échanges avec Projet de Cohésion Sociale (PCS) du Melkriek, de permettre à des locataires de logements sociaux ne disposant pas de jardin d'accéder à une parcelle potagère ;

Considérant qu'il est dès lors proposé de confier la gestion de 4 parcelles individuelles de 10 m<sup>2</sup> sur 9 au PCS du Melkriek à titre gratuit qui jouera le rôle d'interface avec les locataires de logements sociaux et qui s'occupera de l'attribution de ces 4 parcelles individuelles ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

d'approuver la nouvelle convention d'occupation type pour les potagers du Plateau Avijl, de la rue de Linkebeek, de l'avenue Latérale, de la rue du Melkriek ainsi que les bacs potagers, rue de Stalle et chaussée de Neerstalle ;

d'approuver la convention d'occupation entre le PCS du Melkriek et la Commune d'Uccle.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

**Grondregie - Gemeente-eigendommen. - Zijlaan en Melkriekstraat: nieuwe moestuinen – gebruiksovereenkomsten – goedkeuring.**

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 117 en 232;

Overwegend dat de laatste bewoningsovereenkomst dateert van 2013 en dat het tijd is om het document te actualiseren in overeenstemming met de huidige realiteit;

Dat de aangebrachte wijzigingen betrekking hebben op de verplichting om een verzekeringsdocument te overleggen;

Dat het verboden is ultrasone apparaten te gebruiken;

Dat het berboden is anti-dierengif te verspreiden, benzine, bleekmiddel of enig ander schadelijk, gevaarlijk, agressief product te gebruiken;

Dat het plaatsen van kippenhokken de voorafgaande schriftelijke toestemming van de eigenaar vereist en alleen kan plaatsvinden op basis van advies van de afdeling Milieu;

Die bijenkorfuitbuiting is verboden;

Dat huurders bij verhuizing de eigenaar zo snel mogelijk op de hoogte moeten stellen;

Overwegende dat deze overeenkomst de nieuwe moestuinpercelen Hirsch (Melkriekstraat) en Zij omvat;

Overwegende dat de jaarlijkse retributie voor de moestuinpercelen Hirsch en Zij € 10 bedraagt, identiek aan de bakken in de Stallestraat en de Neerstallesteenweg, die allemaal 10 m<sup>2</sup> groot zijn;

Overwegende de wens, geformuleerd tijdens de infovergadering over het project van moestuin Hirsch en tijdens gesprekken met het programma voor sociale samenhang (PCS) Melkriek, om ervoor te zorgen dat huurders van sociale woningen die geen tuin

hebben toegang krijgen tot een moestuinperceel;

Overwegende dat bijgevolg voorgesteld wordt het beheer van 4 van de 9 individuele percelen van 10 m<sup>2</sup> kosteloos toe te vertrouwen aan PCS Melkriek, dat de rol van tussenpersoon met de huurders van sociale woningen speelt en zich bezighoudt met de toekenning van deze 4 individuele percelen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Beslist:

De nieuwe modelgebruiksovereenkomst voor de moestuinen op het Avijlplateau, in de Linkebeekstraat, de Zijlaan en de Melkriekstraat en voor de moestuinbakken in de Stallestraat en de Neerstallesteenweg goed te keuren;

De gebruiksovereenkomst tussen PCS Melkriek en de gemeente Ukkel goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

*4 annexes / 4 bijlagen*

*Convention type potagers.pdf, Convention type potagers\_NL.PDF,*

*Convention\_potagers\_PCS\_Melkriek\_FR.pdf, Convention potagers PCS*

*Melkriek\_NL.pdf*

---

28.11.2024/A/0013

**Propriétés communales. – Rue Egide van Ophem/avenue Ilya Prigogine - affectation des voiries «venelle Robert Brout », « avenue François Englert », « venelle du Boson », et l'avenue Ilya Prigogine au domaine public**

Le Conseil,

Vu le CoBAT, adopté par arrêté du Gouvernement du 9 avril 2004, spécialement l'article 112 ;

Vu le permis de lotir 471 bis délivré le 23 mai 2006, imposant la cession gratuite des terrains sur lesquels devait être établie la voirie du lotissement situé entre la rue François Vervloet et la rue Egide Van Ophem ;

Vu l'acte passé devant le Bourgmestre d'Uccle, le 13 décembre 2011, par lequel le demandeur du permis de lotir a cédé à la Commune d'Uccle une voirie réalisée et équipée consistant en une partie carrossable nommée avenue Ilya Prigogine, et un chemin piétonnier ;

Vu que les permis de lotir 471 quinquies et 534, modificatifs du permis 471 bis, imposent la charge d'urbanisme de céder gratuitement à la Commune d'Uccle les terrains nécessaires à l'ouverture de voies publiques prolongeant l'avenue Ilya Prigogine ou reliant la rue Egide Van Ophem au nouveau lotissement en

construction ;

Qu'en sa séance du 24 novembre 2016, le Conseil communal a nommé ces trois nouvelles voiries : "venelle Robert Brout", "avenue François Englert (voirie nouvelle principale, pour relier le lotissement 534 à la rue Egide Van Ophem) et "venelle du Boson" ;

Vu l'acte passé le 9 mai 2019 pour cause d'utilité publique des permis de lotir 471quinquies et 534, consistant à céder gratuitement à la Commune d'Uccle la propriété des terrains destinés comme assiettes aux futures voies publiques, extensions de l'avenue Ilya Prigogine et de la rue Egide Van Ophem ;

Considérant que ces nouvelles voiries et avenue, à la demande du Service de la Voirie, doivent être versées dans le domaine public ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Décide :

d'affecter au domaine public l'avenue Ilya Prigogine ainsi que les voiries "venelle Robert Brout", "avenue François Englert" et "venelle du Boson", à la suite de la réception provisoire des travaux, intervenue en date du 10/01/2023 selon le procès-verbal de mesurage, de division et de cession dressé par le géomètre-expert en date du 23 novembre 2018.

Le Conseil approuve le point.  
39 votants : 39 votes positifs.

---

**Gemeente-eigendommen. - Egide Van Ophemstraat/Ilya Prigoginelaan - bestemming van de wegen "Robert Broutsteeg", "François Englertlaan", "Bosonsteeg" en Ilya Prigoginelaan tot het openbaar domein.**

De raad,

Gelet op het BWRO, aangenomen bij besluit van de Regering van 9 april 2004, in het bijzonder artikel 112;

Gelet op verkavelingsvergunning 471bis, afgeleverd op 23 mei 2006, die de gratis overdracht oplegt van de terreinen waarop de rijbaan van de verkaveling tussen de François Vervloetstraat en de Egide Van Ophemstraat aangelegd moest worden;

Gelet op de akte verleden voor de burgemeester van Ukkel op 13 december 2011, waardoor de aanvrager van de verkavelingsvergunning aan de gemeente Ukkel een aangelegde en uitgeruste rijbaan overgedragen heeft bestaande uit een berijdbaar deel genaamd Ilya Prigoginelaan en een voetgangersweg;

Aangezien verkavelingsvergunning 471quinquies en 534, wijzigingen van vergunning 471bis, de stedenbouwkundige last opleggen om de terreinen die nodig zijn voor de opening van de openbare weg in het verlengde van de Ilya Prigoginelaan

of die de Egide Van Ophemstraat verbindt met de nieuwe verkaveling in aanbouw, gratis over te dragen aan de gemeente Ukkel;

Aangezien de gemeenteraad in zitting van 24 november 2016 deze drie nieuwe wegen "Robert Broutsteeg", "François Englertlaan" (nieuwe hoofdweg om verkaveling 534 te verbinden met de Egide Van Ophemstraat) en "Bosonsteeg" genoemd heeft;

Gelet op de akte die op 9 mei 2019 ten algemenen nutte van verkavelingsvergunning 471quinquies en 534 verleden werd, die erin bestaat de eigendom van de terreinen bestemd als bedding voor de toekomstige openbare wegen, uitbreidingen van de Ilya Prigoginelaan en de Egide Van Ophemstraat, kosteloos over te dragen aan de gemeente Ukkel;

Overwegende dat deze nieuwe wegen en laan op vraag van de Wegendienst in het openbaar domein opgenomen moeten worden;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

De "Ilya Prigoginelaan" en de wegen "Robert Broutsteeg", "François Englertlaan" en "Bosonsteeg", na de voorlopige oplevering van de werken, die op 10/01/2023 plaatsvond volgens het proces-verbaal van opmeting, verdeling en overdracht opgesteld door landmeter-schatter op 23 november 2018, te bestemmen tot het openbaar domein.

De Raad keurt het punt goed.  
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

*5 annexes / 5 bijlagen*

*2011 12 13- A- gratuite- Av Ilya Prigogine & pietonnier.pdf, 2019 05 09 A-grat.E.V.Ophem-I.Prigogine- PRE DE LA PERCHE.pdf, 2018-12-13 Délib CC approb.proj.acte+notaire-NL.pdf, 2011 08 22 PVM-Plan - Av Ilya Prigogine&pietonnier.pdf, 20161124\_Delib\_CC\_denomin\_nvilles\_voiries\_FR.pdf*

---

28.11.2024/A/0014 **Propriétés communales. – Angle avenue Dolez et rue Engeland – permis de lotir n° 575 bis : clos dit Andrée de Jongh – charge d’urbanisme : cession de terrains destinés comme voies publiques - approbation du projet d’acte établi par le notaire.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, spécialement l’article 232 ;

Vu la délibération du 25 juin 2009 Objet 3B-2 du Conseil communal portant sur la création de voiries publiques ;



Vu le permis de lotir numéro 475 bis, délivré à la société anonyme LES COURSES, le 30 juillet 2009, par le Collège des Bourgmestre et Échevins d'Uccle, et relatif au lotissement d'un bien sis avenue Dolez et rue Engeland, identifié au cadastre sous les numéros F/348 A 2, 348 B 2, 348 D 2, 348 E 2, 348 X et 348 Z, selon les derniers titres transcrits, pour une contenance totale de 3 ha 10 a 82 ca ;

Considérant que le permis ci-dessus, en son Annexe 2 (conditions d'ouverture de la voirie) contient la charge urbanistique de céder gratuitement à la Commune d'Uccle, sans frais pour celle-ci, d'une part, la propriété, quitte et libre de toutes charges, des terrains sur lesquels doivent être établis la voie publique, ses dépendances et les équipements prévus dans la demande, et, d'autre part, la propriété de ces ouvrages ;

Considérant que la présente opération a pour objet la cession gratuite de l'assiette de la voie publique de la partie du lotissement nommé « clos Andrée de Jongh », situé avenue Dolez cadastrée section F, sous le numéro 348 D 4, pour une superficie de 17a 41ca ;

Considérant que la délimitation de la parcelle de voirie à céder a fait l'objet d'un procès-verbal de mesurage par géomètre-expert en date du 12 décembre 2016 ;

Considérant que les constructions du clos ci-avant sont achevées et que la voirie, réalisée, a été réceptionnée et que le notaire du cédant, chargé de recevoir l'acte authentique, a établi un projet d'acte ;

Considérant que l'acte de cession de voirie du clos dit « de la Charmeraie » a été signé le 6 février 2023 ;

Qu'en procédant à la cession du clos « André de Jongh », la charge d'urbanisme imposée au permis 475 bis sera entièrement achevée ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Décide :

de procéder à l'acquisition, de la S.A. HERPAIN URBIS, de la S.A. et BEAUFORT HOUSE et de la S.A LONG STREET AND FORREST, à titre gratuit et sans frais pour le cessionnaire, de la pleine propriété de la parcelle cadastrée section F, sous le numéro 348 D 4, pour une superficie de 17 a 41 ca, étant l'assiette de la voirie nommée « clos Andrée de Jongh », situé à avenue Dolez, comme charge d'urbanisme en exécution du permis de lotir n° 575 bis;

d'incorporer le bien cédé dans le patrimoine immobilier communal ;

de transférer la parcelle cédée dans le domaine public de la voirie ;

d'adopter le projet d'acte établi par le notaire instrumentant, Caroline

Raveschot, rue de Suisse, 35 à 1060 Bruxelles.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

**Gemeente-eigendommen.- Hoek Dolezlaan en Engelandstraat - verkavelingsvergunning 575 bis: Andrée De Jonghgaarde - stedenbouwkundige last: overdracht van terreinen bestemd als openbare weg - goedkeuring van het ontwerp van akte opgesteld door de notaris.**

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid op artikel 232;

Gelet op de beraadslaging van 25 juni 2009 voorwerp 3B-2 van de gemeenteraad met betrekking tot de aanleg van openbare wegen;

Gelet op verkavelingsvergunning 475 bis, op 30 juli 2009 afgeleverd aan de naamloze vennootschap LES COURSES door het college van burgemeester en schepenen van Ukkel, met betrekking tot de verkaveling van een goed gelegen Dolezlaan en Engelandstraat, geïdentificeerd in het kadaster onder nummer F/348 A 2, 348 B 2, 348 D 2, 348 E 2, 348 X en 348 Z, volgens de laatste ingeschreven titels, voor een totale oppervlakte van 3 ha 10 a 82 ca;

Overwegende dat de bovenstaande vergunning in Bijlage 2 (openingsvoorwaarden van de weg) de stedenbouwkundige last bevat om enerzijds de eigendom, vrij en onbelast, van de terreinen waarop de openbare weg, de aanhorigheden ervan en de in de aanvraag voorziene uitrustingen gevestigd moeten worden en anderzijds de eigendom van deze werkstukken gratis over te dragen aan de gemeente Ukkel, zonder kosten voor haar;

Overwegende dat de eerste verrichting als voorwerp de gratis overdracht heeft van de bedding van de openbare weg van het deel van de verkaveling genaamd Andrée De Jonghgaarde, gelegen Dolezlaan, gekadastreerd sectie F, onder nummer 348 D 4, voor een oppervlakte van 17 a 41 ca;

Overwegende dat de afbakening van het over te dragen wegperceel het voorwerp uitgemaakt heeft van een proces-verbaal van opmeting door een landmeter-schatter op 12 december 2016;

Overwegende dat de bouwwerken van de voornoemde gaarde afgerond zijn, dat de aangelegde weg opgeleverd werd en dat de notaris van de cedent, die de authentieke akte ontvankelijk moet verklaren, een ontwerp van akte opgesteld heeft;

Overwegende dat de akte van overdracht van de weg van de zogenaamde Charmeraiegaarde ondertekend werd op 6 februari 2023;

Dat door de overdracht van de Andrée De Jonghgaarde de stedenbouwkundige last opgelegd in vergunning 475 bis volledig afgerond is;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

Over te gaan tot de verwerving, van nv HERPAIN URBIS, nv BEAUFORT HOUSE en nv LONG STREET AND FORREST, gratis en kosteloos voor de cessionaris, van de volle eigendom van het gekadastreerd perceel sectie F, onder nummer 348 D 4, voor een oppervlakte van 17 a 41 ca, de bedding van de weg genaamd Andrée De Jonghgaarde, gelegen Dolezlaan, als stedenbouwkundige last in uitvoering van verkavelingsvergunning 575 bis;

Het overgedragen goed in te lijven in het gemeentelijk onroerend vermogen;

Het overgedragen perceel over te dragen naar het openbaar wegdomein;

Het ontwerp van akte opgesteld door de instrumenterende notaris, Caroline Raveschot, Zwitserlandstraat 35 te 1060 Brussel, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

*5 annexes / 5 bijlagen*

*2016 12 12 PV+plan mesur.&div.parcelle 348D4anc.C4.pdf, 2024 Acte de cession de voirie Dolez dernière corrections Notaire.pdf, PL 475 bis Annexe 2 - ouverture voiries-cond.&charges d'urba.pdf, PL 475 bis du 30 07 2009-texte permis.pdf, 2009 R Conseil.pdf*

*Yannick Franchimont quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

## DÉPARTEMENT FACILITY MANAGEMENT - DEPARTEMENT FACILITY MANAGEMENT

### Architecture - Architectuur

28.11.2024/A/0015 **Complexe sportif Stroobant - Rénovation - Lot 1 : Démolition partielle et rénovation de la salle (hors ascenseur) - Lot 2 : ascenseur PMR - Approbation des modifications apportées aux clauses administratives du cahier spécial des charges.**

Le Conseil,

Vu sa délibération en séance du 17 octobre 2024 (#016.17.10.2024/A/0013#) d'approuver le projet dressé par les services communaux relatif à la rénovation du complexe sportif Stroobant ventilée en deux lots (lot 1 : Démolition partielle et rénovation de la salle (hors ascenseur) - lot 2 : ascenseur PMR), l'ensemble des documents dressant le cahier spécial des charges, l'estimation arrondie au disponible budgétaire soit 7.500.000,00 € (majoration et TVAC), la procédure du mode de passation du marché soit une procédure ouverte avec publication européenne, le mode de financement de la dépense, soit par emprunt et subsides et de transmettre la présente décision aux services de la Tutelle du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que la délibération précitée ainsi que les documents du marché ont été transmis aux autorités de tutelle en date du 29 octobre dernier ;

Considérant que, suite à la publication d'un avis de marché belge et européen, un nombre très peu élevé de candidats visiteurs s'est manifesté pendant la période de consultation et qu'il existe un risque non négligeable de ne pas recevoir d'offres de prix pour le marché précité ;

Considérant que l'octroi d'un subside de +/- 2.500.000,00 € du SPRB - Infrastructures sportives communales - Ordonnance du 31 mai 2018 - Plan Triennal d'investissement Sportif (PTIS) 2021 - 2023 est soumis à la condition sine qua non (établie par le pouvoir subsidiant) d'attribution du marché précité pour le 31 décembre 2024 au plus tard et donc à la condition de recevoir in fine au moins une offre de prix régulière susceptible d'être prise en considération pour l'attribution du marché ;

Considérant que la réception des offres est fixée au lundi 25 novembre 2024 sur la plateforme électronique e\_Procurement ;

Considérant que, vu ce qui précède et afin de garantir un niveau de concurrence suffisant conformément à l'article 68 § 4, 1°, a) de l'Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, il y a lieu d'apporter les modifications suivantes aux clauses administratives du cahier spécial des charges :

- modifier la clause (8.c.) relative à la sélection qualitative comme suit :
  - classe d'agrément **7** (au lieu de 8) ;
  - liste des travaux pertinents, réalisés au cours des **huit** (au lieu de cinq) dernières années ;
- modifier le niveau d'exigence de la même clause comme suit :
  - liste d'**une** référence de chantier qui porte sur la rénovation ou **construction** d'un centre, complexe ou bâtiment sportif d'une superficie entre 1.500 m<sup>2</sup> et 2.000 m<sup>2</sup>, à l'exclusion de projets industriels, pour un montant minimum de **5.000.000,00 €** (hors tva) ;
- réduire à **un an** le délai entre la réception provisoire et la réception définitive ;

de postposer la date d'ouverture des offres pour le lundi 9 décembre 2024 et

de publier un avis de publication rectificatif dans les plus brefs délais en vue de laisser un délai raisonnable aux opérateurs économiques susceptibles de déposer offre ;

Décide :

d'approuver les modifications précitées aux clauses administratives du cahier spécial des charges ;

d'approuver la publication d'un avis rectificatif belge et européen;

de postposer la date de réception des offres de prix à la date du lundi 9 décembre 2024 ;

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Sportcomplex Stroobant - Renovatie - Perceel 1 : Gedeeltelijke sloop en renovatie van de sportzaal (met uitzondering van de lift)) - Perceel 2 : PBM - lift - Goedkeuring van de wijzigingen aan de administrative clausules van het bijzonder bestek.**

De Raad,

Gelet op haar beraadslaging in zitting van 17 oktober 2024 (#016.17.10.2024/A/0013#) het door de gemeentediensten opgestelde ontwerp goed te keuren ivm de renovatie van het sportcomplex Stroobant in twee percelen verdeeld (Perceel 1 : Gedeeltelijke sloop en renovatie van de sportzaal (met uitzondering van de lift) - Perceel 2 : PBM-lift), alle documenten van het bestek goed te keuren, de raming afgerond op de beschikbare begrotingsmiddelen goed te keuren, hetzij € 7.500.000,00 (incl. vermeerdering en btw), de plaatsingswijze van de opdracht, meer bepaald een openbare aanbesteding met Europese bekendmaking, goed te keuren, de financieringswijze van de uitgave goed te keuren, hetzij door lening en subsidies en de onderhavige beslissing te bezorgen aan de diensten van de Voogdij van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Overwegende dat bovengenoemd besluit en het bestek op 29 oktober 2024 aan de toezichthoudende autoriteiten zijn toegezonden;

Overwegend dat na de publicatie van een Belgische en Europese aankondiging van opdracht zich tijdens de consultatieperiode een zeer beperkt aantal kandidaten heeft gemeld en dat er een niet te verwaarlozen risico bestaat dat er geen offertes zullen worden ontvangen voor voornoemde opdracht;

Overwegende dat aan de toekenning van een subsidie van +/- 2.500.000,00 euro uit het SPRB - Gemeentelijke Sportinfrastructuur - Besluit van 31 mei 2018 - Driejaarlijks Sportinvesteringsplan (PTIS) 2021 - 2023 de (door de Subsidiare Overheid vastgestelde) sine qua nonvoorwaarde is verbonden om de bovengenoemde opdracht uiterlijk op 31 december 2024 te gunnen en dus

de voorwaarde om in fine ten minste één regelmatige prijsofferte te ontvangen die in aanmerking kan worden genomen voor de gunning van de opdracht ;

Overwegende dat de indiening van de inschrijvingen is vastgelegd op maandag 25 november 2024 op het elektronische platform e\_Procurement;

Overwegende dat, gelet op het voorgaande en teneinde een voldoende mate van mededinging te waarborgen overeenkomstig artikel 68, § 4, 1°, a) van het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, de volgende wijzigingen moeten worden aangebracht aan de administratieve clausules van het bijzonder bestek:

- Punt (8.c.) betreffende de kwalitatieve selectie als volgt te wijzigen:
  - o erkenningsklasse **7** (in plaats van 8) ;
  - o lijst van relevante werkzaamheden die de afgelopen **acht** (in plaats van vijf) jaar zijn uitgevoerd;
- het vereiste niveau van dezelfde clausule als volgt wijzigen:
  - o lijst van **één** referentie met betrekking tot de renovatie of **nieuwbouw** van een sportcentrum, complex of gebouw met een oppervlakte tussen 1.500 m<sup>2</sup> en 2.000 m<sup>2</sup>, met uitzondering van industriële projecten, voor een minimumbedrag van € **5.000.000,00** (exclusief btw);
- de periode tussen de voorlopige oplevering en de definitieve oplevering te verkorten tot **één jaar**;

de datum voor de opening van de offertes te verschuiven naar maandag 9 december 2024 en zo snel mogelijk een bericht van corrigerende publicatie te publiceren om de marktdeelnemers die offertes kunnen indienen een redelijke termijn te gunnen;

Besluit :

bovengenoemde wijzigingen aan de administratieve clausules van het bijzonder bestek goed te keuren;

de publicatie van een Belgisch en Europees bericht met corrigerende maatregelen goed te keuren;

de datum voor de ontvangst van de prijsoffertes te verschuiven naar maandag 9 december 2024;

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Administratieve bepalingen Stroobant\_nov24.pdf, Clauses administratives Stroobant V3.pdf*

**Complexe sportif Stroobant - Rénovation - Lot 1 : Démolition partielle et rénovation de la salle (hors ascenseur) - Lot 2 : ascenseur PMR - Approbation du projet, du cahier spécial des charges, de l'estimation, de la procédure du mode de passation du marché et du mode de financement de la dépense**

Le Conseil,

Attendu qu'une allocation de 4.500.000,00 € figure à l'article 764/723-60/96 du budget extraordinaire de 2024 et qu'une modification budgétaire (MB4) de 3.000.000,00 € a été sollicitée pour couvrir la dépense relative à la réalisation du projet cité en objet;

Attendu que le cahier spécial des charges pour le marché relatif à la rénovation du complexe sportif Stroobant rédigé par nos services prévoit une estimation de 7.500.000,00 € (majoration et TVAC), ventilée comme suit :

lot 1 (Démolition partielle et rénovation de la salle (hors ascenseur)) : 7.435.000,00 € (majoration et tva comprise 21%)

lot 2 (ascenseur PMR) : 65.000,00 € (majoration et tva comprise 21%)

Attendu qu'une demande de financement a été introduite auprès de la Région de Bruxelles Capitale;

Vu l'article 234, alinéa 1er de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment les articles 35, 1° et 36;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et notamment les articles 8 et 19,

Décide d'approuver :

- le projet dressé par les services communaux relatif à la rénovation du complexe sportif Stroobant ventilée en deux lots (lot 1 : Démolition partielle et rénovation de la salle (hors ascenseur) - lot 2 : ascenseur PMR);
  - l'ensemble des documents dressant le cahier spécial des charges;
  - l'estimation arrondie au disponible budgétaire soit 7.500.000,00 € (majoration et TVAC);
  - la procédure du mode de passation du marché soit une procédure ouverte avec publication européenne ;
- et de transmettre la présente décision aux services de la Tutelle du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;
- le mode de financement de la dépense, soit par emprunt et subsides;
  - décide d'informer le conseil lors de sa prochaine séance.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

**Sportcomplex Stroobant - Renovatie - Perceel 1 : Gedeeltelijke sloop en renovatie van de sportzaal (met uitzondering van de lift)) - Perceel 2 : PBM - lift - Goedkeuring van het ontwerp, van het bestek, van de raming, van de plaatsingswijze van de opdracht en van de financieringswijze van de uitgave.**

De Raad,

Aangezien er een toelage van € 4.500.000,00 onder artikel 764/723-60/96 van de

buitengewone begroting van 2024 voorzien is en één begrotingswijziging (BW4) van € 3.000.000.000 verzocht is om de uitgave te dekken betreffende de uitvoering van het bovenvermelde project;

Aangezien het door onze diensten opgestelde bestek voor de renovatie van het sportcomplex Stroobant een raming voorziet van € 7.500.000,00 (inclusief vermeerdering en btw), als volgt verdeeld :

Perceel 1 (Gedeeltelijke sloop en renovatie van de sportzaal (met uitzondering van de lift)) : 7.435.000,00 € (inclusief vermeerdering en btw)

Perceel 2 (PBM-lift) : 65.000,00 € (inclusief vermeerdering en btw)

Aangezien er een financieringsaanvraag is ingediend bij Brussel Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikel 234, 1e lid van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikels 35, 1° en 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, meer bepaald artikels 8 en 19,

Beslist :

- het door de gemeentediensten opgestelde ontwerp goed te keuren ivm de renovatie van het sportcomplex Stroobant in twee percelen verdeeld (Perceel 1 : Gedeeltelijke sloop en renovatie van de sportzaal (met uitzondering van de lift) - Perceel 2 : PBM-lift);

- alle documenten van het bestek goed te keuren;

- de raming afgerond op de beschikbare begrotingsmiddelen goed te keuren, hetzij € 7.500.000,00 (incl. vermeerdering en btw);

- de plaatsingswijze van de opdracht, meer bepaald een openbare aanbesteding met Europese bekendmaking, goed te keuren;

- de financieringswijze van de uitgave goed te keuren, hetzij door lening en subsidies;

- de onderhavige beslissing te bezorgen aan de diensten van de Voogdij van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

*156 annexes / 156 bijlagen*

*11.052\_TOITURE - DEMOLITION\_Ø.pdf, 42.109\_DETAIL - ASCENCEUR - LIFT\_Ø.pdf, 23035-Stroobant-SOUM-EGOUT-400-indA.pdf, 22.053\_COUPES 3D\_Ø.pdf, 42.204\_DETAIL - VESTAIRE RDC - KLEEDKAMER BG\_Ø.pdf, 23035\_Stroobant-CSC-EGOUT\_V2\_NL.pdf, 31.051\_ELEVATION EST & OUEST - DEMOLITION\_Ø.pdf, STR\_Inv Amiante Destructif\_NL.pdf, 1016-07\_ListDoc\_STAB\_20230913.pdf, 23035-Stroobant-SOUM-SAN-220-indA.pdf, 42.213\_DETAIL - CHASSIS ENTREE - INGANGSFRAME\_Ø.pdf, 42.207\_DETAIL - ACCUEIL - ONTVANGST\_Ø.pdf, 23035-Stroobant-SOUM-HVAC-100-indA.pdf, 23035-Stroobant\_Métré-HVAC\_V2\_NL.pdf, 1016-07\_Bord\_Stroobant\_NL.pdf, 1016-07\_CampagneGeotechnique.pdf, NL\_Offerteformulier PERCEEL I.pdf, NL\_Attest plaatsbezoek.pdf, AR incendie - Stroobant\_nl.pdf, 23035-Stroobant\_Métré-SAN\_V2\_FR.pdf, 23035-Stroobant-SOUM-SAN-210-indA.pdf, 42.211\_DETAIL - SANITAIRE N+1 - SANITAIR V+1\_Ø.pdf, FR\_formulaire d'offre LOT I.pdf, Scénarios AA centrale détection incendie\_nl.pdf, 23035\_Stroobant-CSC-SAN\_V2\_NL.pdf, 1016-07\_MetreDet\_STAB\_FR.pdf, 32.051\_ELEVATION EST & OUEST\_Ø.pdf, STR\_Note explicative\_NL.pdf, 23035-Stroobant\_Métré-EGOUT\_V2\_FR.pdf, ESPD\_request\_fr.pdf, 23035-Stroobant-SOUM-HVAC-110-*



*indA.pdf, 23035\_Stroobant-CSC-HVAC\_V2\_NL.pdf, 42.106\_RACCORD ANGLE PROFIL VERRE TRIPLE - HOEK FITTING VAN TRIPPLE GLASS PROFIEL - DANSE -DOJO\_Ø.pdf, 92.100\_PLAN POMPIERS\_Ø.pdf, 12.052\_TOITURE\_Ø.pdf, 12.100\_PLANS DES ABORDS\_Ø.pdf, FR\_Clauses administratives\_Stroobant.pdf, 42.208\_DETAIL - ESCALIER DE SECOURS - NOODTRAPPEN\_Ø.pdf, 23035-Stroobant\_Métré-HVAC\_V2\_FR.pdf, 21.050\_COUPES 1-1 - A-A - B-B - DEMOLITION\_Ø.pdf, 23035-Stroobant\_Métré-ASC\_V2\_FR.pdf, 42.105\_RACCORD VERRE PROFILE TRANSPARENT - OPAQUE - TRANSPARENT - FITTING VAN GLASS PROFIEL\_Ø.pdf, 42.302\_DETAIL - ABRIS VELO - FIETSSCHUILPLAATSEN\_Ø.pdf, 23035-Stroobant\_Estimatif-HVAC\_V2\_FR.pdf, 23035-Stroobant-SOUM-SAN-200-indA.pdf, 1016-07\_MetreRecap\_STAB\_FR.pdf, 23035\_Stroobant-CSC-ELECTRICITE\_V2\_FR.pdf, 10.051\_NIVEAU 01\_Ø.pdf, 12.051\_NIVEAU 01\_Ø.pdf, 23035-Stroobant\_Estimatif-EGOUT\_V2\_FR.pdf, 23035-Stroobant-SOUM-ELEC-310-indA.pdf, 42.113\_DETAIL - PIED DE FACADE - GEVEL VOET\_Ø.pdf, STR\_PROJET\_METRE\_RECAPITULATIF.pdf, 23035\_Stroobant-CSC-HVAC\_V2\_FR.pdf, STR\_PSS\_FR.pdf, AR incendie - Stroobant.pdf, 42.110\_DETAIL - LANTERNEAU - DAKRAAM\_Ø.pdf, STR\_PROJET\_METRE\_DETAIL.pdf, 42.101\_RACCORD ANGLE PROFIL VERRE SIMPLE - HOEK FITTING VAN GLASS PROFIEL\_Ø.pdf, 23035-Stroobant-SOUM-ELEC-301-indA.pdf, 23035-Stroobant\_Métré-ELEC\_V2\_NL.pdf, 23035-Stroobant\_Estimatif-ASC\_V2\_FR.pdf.pdf, CDC\_STR\_02\_PROJET\_NL.pdf, 1016-07\_PN(00)00\_STAB.pdf, 10.050\_NIVEAU 00\_Ø.pdf, NL\_Administratieve bepalingen\_Stroobant.pdf, 12.055(T)\_NIV 01 - PLAN FAUX-PLAFOND - REPERAGE TRAPPES\_Ø.pdf, 42.201\_DETAIL - SANITAIRE- SANITAIR\_Ø.pdf, 42.300\_DETAIL - ABORD- OMGEVINGS\_Ø.pdf, 23035\_Stroobant-CSC-SAN\_V2\_FR.pdf, Scénarios AA centrale détection incendie.pdf, 30.050\_ELEVATIONS NORD & SUD\_Ø.pdf, 23035\_Stroobant-CSC-ASC\_V2\_NL.pdf, 23035-Stroobant\_CSC-ELEC-Liste Consommateur\_V2.pdf, 42.114\_COUPES DETAILS FACADES SUD & EST - ZUIDGEVEL & WESTGEVEL\_Ø.pdf, STR+-+Panneau+de+chantier.pdf.pdf, 23035-Stroobant-SOUM-ELEC-399-indA.pdf, 42.301\_DETAIL- PORTAIL - PORTAAL\_Ø.pdf, STR\_Note explicative\_FRlr.pdf, .10.500\_IMPLANTATION\_Ø.pdf, 12.054(T)\_NIV 0 - PLAN FAUX-PLAFOND - REPERAGE TRAPPES\_Ø.pdf, 23035-Stroobant-SOUM-ELEC-320-indA.pdf, STR - LISTE DES DOCUMENTS - LIJST VAN DOCUMENTEN.pdf, 11.050\_NIVEAU 00 - DEMOLITION\_Ø.pdf, 1016-07\_PN(00)02\_STAB.pdf, 10.052\_TOITURE\_Ø.pdf, 30.051\_ELEVATION EST & OUEST\_Ø.pdf, STR - Panneau de chantier.pdf, 42.206\_DETAIL - WC PMR - WC PBM\_Ø.pdf, 23035-Stroobant-SOUM-ELEC-311-indA.pdf, 1016-07\_Bord\_Stroobant\_FR.pdf, 23035\_Stroobant-CSC-EGOUT\_V2\_FR.pdf, 42.214\_DETAIL - ESCALIER TOITURE - DAK TRAP\_Ø.pdf, 92.150\_PLAN EVACUATION Niv 00\_Ø.pdf, 23035-Stroobant\_Métré-SAN\_V2\_NL.pdf, 12.053\_PLAN ABRIS VELOS\_Ø.pdf, 42.210\_DETAIL - VESTIAIRE N+1 - KLEEDKAMER V+1\_Ø.pdf, 32.050\_ELEVATION SUD & NORD\_Ø.pdf, 20.050\_COUPES 1-1 - A-A - B-B\_Ø.pdf, 23035-Stroobant-SOUM-HVAC-120-indA.pdf, 23035\_Stroobant-CSC-ELECTRICITE\_V2\_NL.pdf, STR\_PROJET\_METRE\_ESTIMATIF.pdf, 1016-07\_CDC\_STAB\_NL.pdf, 23035-Stroobant\_CSC-HVAC-Points\_GTC\_V2.pdf, 42.103\_RACCORD VERRE PROFILE TRANSPARENT - OPAQUE - FITTING VAN GLASS PROFIEL TRANSPARENT - TROEBELE\_Ø.pdf, 23035-Stroobant-SOUM-HVAC-190-indA.pdf, 1016-07\_SamenvattendeMeetstaat\_STAB\_NL.pdf, 23035-Stroobant\_Liste des documents.pdf, 1016-07\_PN(00)03\_STAB.pdf, 42.111\_DETAIL - TOITURE - DAK\_Ø.pdf, 22.050\_COUPE 1-1\_Ø.pdf, 1016-07\_GedetailleerdeMeetstaat\_STAB\_NL.pdf, 12.050\_NIVEAU 00\_Ø.pdf, 1016-07\_PN(00)10\_STAB.pdf, NL\_Offerteformulier PERCEEL II.pdf, 23035\_Stroobant-CSC-ASC\_V2\_FR.pdf, STR\_PSS\_NL.pdf, .12.500\_IMPLANTATION\_Ø.pdf,*

42.203\_DETAIL - ESCALIER - TRAP\_Ø.pdf, 23035-Stroobant\_Métré-EGOUT\_V2\_NL.pdf, 1016-07\_CDC\_STAB\_FR.pdf, 92.151\_PLAN EVACUATION Niv 01\_Ø.pdf, STR\_PROJET\_CHASSIS\_INTERIEURS.pdf, 22.051\_COUPES A-A\_B-B\_Ø.pdf, 23035-Stroobant\_Métré-ELEC\_V2\_FR.pdf, CDC\_STR\_02\_PROJET\_FR.pdf, STR\_PROJET\_PORTES\_INTERIEURES.pdf, 42.205\_DETAIL - VESTAIRE ARBITRE - SCHEIDSRECHTER KLEEDKAMER\_Ø.pdf, 23035-Stroobant\_Métré-ASC\_V2\_NL.pdf, FR\_Attestation de visite.pdf, 50.000\_AXONOMETRIE\_Ø.pdf, 11.051\_NIVEAU 01 - DEMOLITION\_Ø.pdf, 1016-07\_GeotechnischOnderzoek.pdf, 93.151\_PLAN SIGNALETIQUE Niv 01\_Ø.pdf, 23035-Stroobant\_Estimatif-ASC\_V2\_FR.pdf, 42.300\_DETAIL - ABORD- OMGEVINGS\_Ø\_.pdf, STR\_Inv Amiante Destructif\_FR.pdf, 23035-Stroobant\_Estimatif-SAN\_V2\_FR.pdf, STR\_PROJET\_CHASSIS\_EXTERIEURS.pdf, ESPD\_request\_nl.pdf, 12.056\_NIVEAU VIDE SANITAIRE\_Ø.pdf, 93.150\_PLAN SIGNALETIQUE Niv 00\_Ø.pdf, 23035-Stroobant\_Estimatif-ELEC\_V2\_FR.pdf, FR\_formulaire d'offre LOT II.pdf, 42.108\_DETAIL - CHENEAU & FONDATION - GOOT & FUNDERING\_Ø.pdf, 1016-07\_PN(00)99\_STAB.pdf, 42.102\_CHASSIS DERRIERE PROFIL VERRE - FRAME ACHTER DE GLASS PROFIEL\_Ø.pdf, 1016-07\_PN(00)01\_STAB.pdf, 31.050\_ELEVATION NORD & SUD - DEMOLITION\_Ø.pdf, 42.107\_RACCORD PROFIL VERRE TRIPLE TRANSPARENT - PROFIL VERRE SIMPLE OPAQUE - FITTING TRIPPLE\_Ø.pdf, STR\_Reportage photographique-Fotoreportage.pdf, 23035-Stroobant-SOUM-ELEC-300-indA.pdf, 23035-Stroobant\_Lijst van documenten.pdf, 1016-07\_SN(00)01\_STAB.pdf, 42.104\_RACCORD ANGLE PROFIL VERRE TRIPLE - HOEK FITTING VAN TRIPPLE GLASS PROFIEL\_Ø.pdf, 42.112\_DETAILS FACADE OUEST - OOSTGEVEL\_Ø.pdf

---

28.11.2024/A/0017

**Complexe sportif Stroobant - Rénovation - Approbation de l'engagement de la commune d'en assurer l'entretien et la gestion pendant cinq ans et de garantir l'accès des biens aux utilisateurs et clubs des deux communautés linguistiques et de ne pas aliéner ou modifier l'affectation du bien subsidié durant une période de 20 ans.**

Le Conseil,

Vu sa délibération en séance du 17 octobre 2024 (#016/17.10.2024/A/0013#) d'approuver le projet dressé par les services communaux relatif à la rénovation du complexe sportif Stroobant ventilée en deux lots (lot 1 : Démolition partielle et rénovation de la salle (hors ascenseur) - lot 2 : ascenseur PMR), l'ensemble des documents dressant le cahier spécial des charges, l'estimation arrondie au disponible budgétaire soit 7.500.000,00 € (majoration et TVAC), la procédure du mode de passation du marché soit une procédure ouverte avec publication européenne et de transmettre la présente décision aux services de la Tutelle du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que le dossier de rénovation du complexe sportif Stroobant fait l'objet d'une subvention de la part de la Région de Bruxelles-Capitale pour un montant de 2.676.520,00 EUR;

Considérant que l'approbation des conditions du marché de travaux lié à la rénovation du complexe sportif Stroobant est inscrite à l'ordre du jour du Conseil communal du 17 octobre 2024 et ce en vue de pouvoir l'attribuer pour la fin de l'année civile en cours afin de pouvoir bénéficier du subside précité;

Attendu qu'une des conditions à remplir pour l'octroi de ce subside est de garantir

l'accès libre aux équipements subsidiés par la Région;

Considérant dès lors, que la commune doit s'engager à garantir le libre accès aux utilisateurs et clubs des deux communautés linguistiques au complexe sportif Stroobant;

Attendu qu'une autre condition est d'assurer l'entretien et la gestion du bien subsidié pendant cinq ans ;

Considérant dès lors, que la commune doit s'engager à procéder à l'entretien et à la gestion du bien pendant une période de minimum cinq années; qu'à cette fin, l'administration dispose d'une équipe d'ouvriers chargée exclusivement de l'entretien du complexe sportif; que l'administration dispose également du matériel lié spécifiquement au revêtement synthétique, tels que brosses, souffleuse, tracteur spécifique pour l'enlèvement régulier des feuilles ainsi que d'une conciergerie dont les occupants assurent la surveillance du site, évitant ainsi d'éventuelles tentatives de vandalisme;

Attendu qu'une dernière condition est de ne pas aliéner ou modifier l'affectation du bien subsidié durant une période de 20 ans;

Considérant dès lors, que la commune doit s'engager à ne pas aliéner ou modifier l'affectation du bien subsidié durant une période de 20 ans;

Vu l'article 123, 3° & 9° de la nouvelle loi communale;

Décide :

de s'engager à garantir l'accès libre du complexe sportif Stroobant aux utilisateurs et clubs des deux communautés linguistiques;

de s'engager à procéder à l'entretien et à la gestion du bien pendant une période de minimum cinq années;

de ne pas aliéner ou modifier l'affectation du bien subsidié durant une période de 20 ans;

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Sportcomplex Stroobant - Renovatie - Goedkeuring van de verbintenis van de gemeente om het eigendom te onderhouden en te beheren voor een periode van vijf jaar, om de toegang tot het eigendom te garanderen aan gebruikers en clubs van beide taalgemeenschappen en om het gesubsidieerde eigendom niet te vervreemden of het gebruik ervan te wijzigen voor een periode van 20 jaar.**

De Raad,

Gelet op zijn beraadslaging in zitting van 17 oktober 2024 (#016/17.10.2024/A/0013#) ter goedkeuring van het door de gemeentediensten opgestelde ontwerp ivm de renovatie van het sportcomplex Stroobant in twee percelen verdeeld (Perceel 1 : Gedeeltelijke sloop en renovatie van de sportzaal (met uitzondering van de lift) - Perceel 2 : PBM-lift), van alle documenten van het bestek, van de raming afgerond op de beschikbare begrotingsmiddelen, hetzij € 7.500.000,00 (incl. vermeerdering en btw), van de plaatsingswijze van de opdracht, meer bepaald een openbare aanbesteding met Europese bekendmaking, van de financieringswijze van de uitgave, hetzij door lening en subsidies en om onderhavige beslissing te bezorgen aan de diensten van de Voogdij van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat het dossier voor de renovatie van het sportcomplex Stroobant het voorwerp vormt van een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ten bedrage van 2.676.520,00 EUR;

Overwegende dat de goedkeuring van de voorwaarden van de aanbesteding van werken met betrekking tot de renovatie van het sportcomplex Stroobant op de agenda

van de gemeenteraadsvergadering van 17 oktober 2024 staat om deze te kunnen gunnen tegen het einde van het lopende kalenderjaar om te kunnen genieten van voornoemde subsidie;

Overwegende dat één van de voorwaarden voor de toekenning van deze subsidie erin bestaat de vrije toegang tot de door het Gewest gesubsidieerde voorzieningen te waarborgen;

Overwegende dat de gemeente zich er bijgevolg toe moet verbinden de gebruikers en verenigingen van beide taalgemeenschappen vrije toegang tot het sportcomplex van Stroobant te garanderen;

Overwegende dat een andere voorwaarde is dat het onderhoud en het beheer van het gesubsidieerde goed gedurende vijf jaar worden verzekerd;

Overwegende dat de gemeente zich er derhalve toe moet verbinden het terrein gedurende een periode van ten minste vijf jaar te onderhouden en te beheren; dat de overheid hiertoe beschikt over een team van werknemers die uitsluitend belast zijn met het onderhoud van het sportcomplex; dat de overheid tevens beschikt over specifiek voor het synthetische oppervlak bestemd materieel, zoals borstels, een sneeuwblazer en een specifieke tractor voor het regelmatig verwijderen van bladeren, alsmede over een conciërge die het terrein bewaakt, zodat pogingen tot vandalisme worden voorkomen;

Overwegende dat een laatste voorwaarde is dat het gesubsidieerde onroerend goed gedurende een periode van 20 jaar niet mag worden vervreemd en dat het gebruik ervan niet mag worden gewijzigd;

Overwegende dat de gemeente zich er dus toe moet verbinden het gesubsidieerde goed gedurende een periode van 20 jaar niet te vervreemden of de bestemming ervan niet te wijzigen;

Gelet op artikel 123, 3° & 9° van de nieuwe gemeentewet;

Beslist :

- zich ertoe te verbinden de vrije toegang tot het sportcomplex Stroobant te waarborgen voor gebruikers en verenigingen uit beide taalgemeenschappen;
- zich ertoe te verbinden het goed te onderhouden en te beheren voor een periode van minstens vijf jaar;
- de gesubsidieerde eigendom gedurende 20 jaar niet te vervreemden of het gebruik ervan te wijzigen;

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

28.11.2024/A/0018 **Complexe sportif Stroobant - Rénovation - Approbation du fait que la commune déclare ne pas obtenir de subsides à charge du budget régional en infrastructures sportives communales pour le même objet dans les vingt ans à compter de la date d'octroi de subsides.**

Le Conseil,

Vu sa délibération en séance du 17 octobre 2024 (#016/17.10.2024/A/0013#) d'approuver le projet dressé par les services communaux relatif à la rénovation du complexe sportif Stroobant ventilée en deux lots (lot 1 : Démolition partielle et rénovation de la salle (hors ascenseur) - lot 2 : ascenseur PMR), l'ensemble des documents dressant le cahier spécial des charges, l'estimation arrondie au disponible budgétaire soit 7.500.000,00 € (majoration et TVAC), la

procédure du mode de passation du marché soit une procédure ouverte avec publication européenne et de transmettre la présente décision aux services de la Tutelle du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que le dossier de rénovation du complexe sportif Stroobant fait l'objet d'une subvention de la part de la Région de Bruxelles-Capitale pour un montant de 2.676.520,00 EUR;

Considérant que l'approbation des conditions du marché de travaux lié à la rénovation du complexe sportif Stroobant a été validée par le Conseil communal en sa séance du 17 octobre 2024 et ce en vue de pouvoir l'attribuer pour la fin de l'année civile en cours afin de pouvoir bénéficier du subside précité;

Attendu qu'une des conditions à remplir pour l'octroi de ce subside est de déclarer ne pas obtenir de subsides à charge du budget régional en infrastructures sportives communales pour le même objet dans les vingt ans à compter de la date d'octroi de subsides.

Vu l'article 123, 3° & 9° de la nouvelle loi communale;

Décide :

de s'engager à ne pas obtenir de subsides à charge du budget régional en infrastructures sportives communales pour le même objet dans les vingt ans à compter de la date d'octroi de subsides.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Sportcomplex Stroobant - Renovatie - Goedkeuring van het feit dat de gemeente verklaart dat zij geen subsidies uit de regionale begroting voor gemeentelijke sportinfrastructuur voor hetzelfde doel zal ontvangen binnen twintig jaar na de datum waarop de subsidies zijn toegekend.**

De Raad,

Gelet op zijn beraadslaging in zitting van 17 oktober 2024 (#016/17.10.2024/A/0013#) ter goedkeuring van het door de gemeentediensten opgestelde ontwerp ivm de renovatie van het sportcomplex Stroobant in twee percelen verdeeld (Perceel 1 : Gedeeltelijke sloop en renovatie van de sportzaal (met uitzondering van de lift) - Perceel 2 : PBM-lift), van alle documenten van het bestek, van de raming afgerond op de beschikbare begrotingsmiddelen, hetzij € 7.500.000,00 (incl. vermeerdering en btw), van de plaatsingswijze van de opdracht, meer bepaald een openbare aanbesteding met Europese bekendmaking, van de financieringswijze van de uitgave, hetzij door lening en subsidies en om onderhavige beslissing te bezorgen aan de diensten van de Voogdij van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat het dossier voor de renovatie van het sportcomplex Stroobant het voorwerp vormt van een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ten bedrage van 2.676.520,00 EUR;

Overwegende dat de goedkeuring van de voorwaarden van de aanbesteding van werken met betrekking tot de renovatie van het sportcomplex Stroobant goedgekeurd is geweest tijdens de Gemeenteraadsvergadering van 17 oktober 2024 om deze te kunnen gunnen tegen het einde van het lopende kalenderjaar om te kunnen genieten van voornoemde subsidie;

Overwegende dat een van de voorwaarden voor de toekenning van deze subsidie erin bestaat te verklaren dat er geen subsidies uit de gewestbegroting voor gemeentelijke sportinfrastructuren voor hetzelfde doel zullen ontvangen worden binnen twintig jaar na de datum waarop de subsidies werden toegekend.

Gelet op artikel 123, 3° & 9° van de nieuwe gemeentewet;

Besluit :

Zich ertoe te verbinden geen subsidies uit de gewestelijke begroting voor gemeentelijke sportinfrastructuren voor hetzelfde doel te verkrijgen binnen een termijn van twintig jaar vanaf de datum waarop de subsidies werden toegekend.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

*Yannick Franchimont entre en séance / treedt in zitting.*

*Patrick Zygas entre en séance / treedt in zitting.*

---

## Maintenance - Onderhoud

28.11.2024/A/0019 **L'urgence a été demandée et acceptée à l'unanimité. - Approbation des statuts et de la convention régissant l'activité de partage d'électricité entre la communauté d'énergie "ASBL CERCLE LES EAUX VIVES" et "LA COMMUNE D'UCCLE".**

Le Conseil,

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale ( ci-après désignée « OELEC »);

Vu la nouvelle ordonnance du 17 mars 2022 (publiée au Moniteur belge du 20 avril 2022 et entrée en vigueur à la date du 30 avril 2022) relative à l'organisation du marché du gaz et de l'électricité en région de Bruxelles-Capitale, laquelle ordonnance transpose les nouvelles obligations européennes relatives à l'électricité et au gaz;

Considérant que l'ordonnance précitée reconnaît l'existence d'un nouvel acteur sur le marché de l'électricité, les communautés d'énergie, et accorde aux consommateurs bruxellois un nouveau droit, celui de partager l'électricité réinjectée;

Considérant que l'administration communale peut partager de l'électricité issue de sources d'énergie renouvelables selon trois configurations possibles :

- Via un échange de pair à pair –P2P- (entre deux bâtiments);
- Via un partage au sein d'un même bâtiment (partage intra-bâtiment);
- Via une communauté d'énergie (entre minimum deux personnes au sein de plusieurs bâtiments);

Considérant que la communauté d'énergie permet à des acteurs non-professionnels (citoyens, pouvoirs publics et PME) de jouer un rôle sur le marché de l'énergie en exerçant des activités qui étaient réservées aux acteurs traditionnels du marché de l'énergie (fournisseurs et gros producteurs d'énergie); que les communautés d'énergie ne sont pas limitées au simple partage d'électricité mais élargissent le type d'énergie pouvant être partagée sans se restreindre aux énergies renouvelables (selon le type de communauté) et ouvrent la possibilité de mettre en place d'autres activités énergétiques telles que le stockage d'énergie, la recharge de véhicules électriques,...

Conformément à l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale[1] (« OELEC »), une communauté d'énergie peut organiser en son sein un partage d'électricité, en Région bruxelloise ;

Considérant que, en raison du grand nombre de possibilités offertes par une communauté d'énergie, leur fonctionnement nécessite la mise en place d'une structure juridique / personne morale (asbl, coopérative,...) ;

Considérant que « ASBL LES EAUX VIVES », propose de vendre à la commune d'Uccle son excédent énergétique à un prix plus avantageux que le prix payé par la commune;

Considérant que pour pouvoir acheter de l'énergie, il est nécessaire d'adhérer à cette Asbl;

Considérant que « ASBL LES EAUX VIVES » a adapté ses statuts (joint) pour devenir une communauté d'énergie,

Considèrent qu'il y a lieu d'adhérer à « ASBL LES EAUX VIVES » sous réserve d'approbation des nouveaux statuts par l'assemblée générale du 5 décembre prochain ;

Considérant qu'il y a lieu d'invoquer l'urgence pour permettre la validation du conseil avant l'assemblée générale « ASBL LES EAUX VIVES » du 5 décembre où les statuts et l'adhésion de la commune seront à l'ordre du jour ;

Vu la convention en annexe visant à organiser la relation contractuelle entre la communauté d'énergie citoyenne « ASBL LES EAUX VIVES », à encadrer l'activité de partage d'électricité entre les parties (la communauté d'énergie citoyenne « ASBL LES EAUX VIVES » et la commune d'Uccle) et à définir leurs droits et obligations respectives conformément au prescrit de l'article 28quatuordecies, §1<sup>er</sup> de l'OELEC;

Considérant que la présente convention prend effet dès la signature par les Parties, à la date indiquée sur la page d'identification des Parties ;

Considérant que l'activité de partage d'électricité entre la communauté d'énergie citoyenne « ASBL LES EAUX VIVES » et la commune d'Uccle débute à compter du premier jour du mois suivant celui pendant lequel l'ensemble des conditions visées par l'OELEC ont été rencontrées et après la signature de la présente convention par chacune des Parties ;

Considérant que la présente convention est conclue pour une période indéterminée et peut prendre fin selon les conditions prévues à l'article 12 ;

Décide :

d'approuver l'adhésion, sous réserve d'approbation des nouveaux statuts par l'AG, de la commune d'Uccle à « ASBL LES EAUX VIVES »

d'approuver la convention visant à organiser la relation contractuelle entre la communauté d'énergie citoyenne « ASBL LES EAUX VIVES » et à encadrer l'activité de partage d'électricité entre les parties (la communauté d'énergie citoyenne « ASBL LES EAUX VIVES » et la commune d'Uccle) ;

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

---

**De hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen. - Goedkeuring van de statuten en de overeenkomst betreffende activiteiten voor het delen van elektriciteit tussen de energiegemeenschap van burgers "ASBL LES EAUX VIVES" en "DE GEMEENTE UKKEL".**

De raad,

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (hierna "OELEK" genaamd);

Gelet op de nieuwe ordonnantie van 17 maart 2022 (gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad op 20 april 2022 en in werking getreden op 30 april 2022) betreffende de organisatie van de gas- en elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, die de nieuwe Europese verplichtingen inzake elektriciteit en gas omzet;

Overwegende dat de voornoemde ordonnantie het bestaan van een nieuwe speler op de elektriciteitsmarkt, de energiegemeenschappen, erkent en de Brusselse gebruikers een nieuw recht toekent, dat van energiedelen;

Overwegende dat het gemeentebestuur de elektriciteit van hernieuwbare energiebronnen kan delen volgens drie mogelijke configuraties:

Via peer-to-peer delen - P2P (tussen twee gebouwen);

Via delen binnen hetzelfde gebouw (delen binnen een gebouw);

Via een energiegemeenschap (tussen minstens twee personen in verschillende gebouwen);

Overwegende dat de energiegemeenschap niet-professionele spelers (burgers, overheden en kmo's) in staat stelt om een rol te spelen op de energiemarkt en activiteiten uit te voeren die voorbehouden waren aan de traditionele spelers op de energiemarkt (energieleveranciers en grote producenten); dat de energiegemeenschappen niet beperkt zijn tot enkel het delen van elektriciteit maar het type energie dat gedeeld kan worden uitbreiden zonder zich te beperken tot hernieuwbare energie (naargelang het type gemeenschap) en de mogelijkheid bieden om andere energieactiviteiten op poten te zetten zoals energieopslag, het opladen van elektrische voertuigen, ...;

Overeenkomstig de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest<sup>[1]</sup> ("OELEK") kan een energiegemeenschap in zijn midden het energiedelen organiseren in het Brussels gewest;

Overwegende dat, wegens het grote aantal mogelijkheden van een energiegemeenschap, de werking ervan de oprichting van een juridische structuur/rechtspersoon (vzw, coöperatieve vereniging, ...) vereist;

Overwegende dat "ASBL LES EAUX VIVES" aanbiedt om de energieoverschotten aan de gemeente Ukkel te verkopen tegen een voordeliger prijs dan de prijs die de gemeente betaalt;

Overwegende dat, om energie te kunnen kopen, het noodzakelijk is om lid te worden van deze vzw;

Overwegende dat, "ASBL LES EAUX VIVES" haar (bijgevoegde) statuten heeft aangepast om een energiegemeenschap te worden,

Overwegende dat, er reden is om toe te treden tot "ASBL LES EAUX VIVES" onder voorbehoud van goedkeuring van de nieuwe statuten door de algemene vergadering van 5 december;

Overwegend dat het noodzakelijk is een beroep te doen op de urgentie om de bekrachtiging van de raad mogelijk te maken voor de algemene vergadering "ASBL LES EAUX VIVES" op 5 december, waar de statuten en het lidmaatschap van de gemeente op de agenda zullen staan; Gelet op de overeenkomst in de bijlage die ertoe strekt de contractuele relatie tussen de energiegemeenschap van burgers "ASBL LES EAUX VIVES" te organiseren, de activiteit van energiedelen tussen de partijen (de energiegemeenschap van burgers "ASBL LES EAUX VIVES" en de gemeente Ukkel) te omkaderen en hun respectieve rechten en plichten te definiëren overeenkomstig de voorschriften van artikel 28quattuordecies §1 van de OELEK;

Overwegende dat de onderhavige overeenkomst in werking treedt vanaf de ondertekening door de partijen, op de datum aangegeven op de identificatiepagina van de partijen;

Overwegende dat de activiteit van energiedelen tussen de energiegemeenschap van burgers "ASBL LES EAUX VIVES" en de gemeente Ukkel aanvangt vanaf de eerste dag van de maand na de maand waarin alle voorwaarden van de OELEK vervuld zijn en na de ondertekening van de onderhavige overeenkomst door alle partijen;

Overwegende dat de onderhavige overeenkomst gesloten wordt voor een onbepaalde periode en kan eindigen op de voorwaarden bepaald in artikel 12;

Beslist:

De overeenkomst, onder voorbehoud van goedkeuring van de nieuwe statuten door de Algemene Vergadering, van de gemeente Ukkel van "ASBL LES EAUX VIVES" goed te keuren  
De overeenkomst die ertoe strekt de contractuele relatie tussen de energiegemeenschap van burgers "ASBL LES EAUX VIVES" te organiseren en de activiteit van energiedelen tussen de partijen (de energiegemeenschap van burgers "ASBL LES EAUX VIVES" en de gemeente Ukkel) te omkaderen goed te keuren;

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.



## DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

### Egalité - Gelijkheid

28.11.2024/A/0020 **Service Egalité des Chances et des Genres.-Subsides octroyés à diverses organisations.- Année 2024.- Engagement de la dépense.**

Le Conseil,

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle et l'emploi de certaines subventions;

Vu la circulaire subséquente du 9 novembre 2006 précisant les modalités de contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les Communes;

Attendu qu'un crédit de 16.000 € est prévu à l'article 849/332-02/-/16 du budget 2024;

Vu le formulaire de demande de subside à compléter par chacune des associations promouvant l'égalité des chances et des genres;

Attendu que le formulaire a été envoyé à toutes les associations ayant fait des demandes subsides et celles ayant perçus un subside en 2023;

Attendu que l'appel d'une possibilité d'octroi d'un subside, par le conseil communal, aux associations présentant des activités sur l'égalité des chances et des genres a été inséré dans le WM (N° 703) du mois d'octobre 2024;

Attendu que 5 de ces associations ont transmis ces formulaires avec les documents visés dans le règlement dans les temps impartis;

Attendu que ces associations ne sont redevables d'aucune somme envers la Commune d'Uccle;

Considérant que le travail de promotion de la diversité et l'inclusion réalisé par ces associations est considérable et qu'il convient que l'Administration Communale d'Uccle leur accorde un subside;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins.

Décide :

- d'approuver l'attribution des subsides repris dans la liste en annexe.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

---

### **Dienst Gelijke Kansen en Gendergelijkheid - Subsidies toegekend aan diverse organisaties - Jaar 2024.-**

De raad,

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning er

op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op de omzendbrief van 9 november 2006 inzake de modaliteiten van de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen door de gemeentes;

Aangezien er onder artikel 849/332-02/-/16 van de begroting 2024 een bedrag van 16.000 € is voorzien;

Gelet op het aanvraagformulier voor subsidies, in te vullen door elke vereniging die gelijke kansen en gendergelijkheid promoot;

Aangezien het formulier verstuurd werd naar alle verenigingen die subsidies hebben aangevraagd en verenigingen die een subsidie hebben ontvangen in 2023;

Aangezien de oproep voor de mogelijkheid dat de gemeenteraad een subsidie toekent aan verenigingen die activiteiten aanbieden op het gebied van gelijke kansen en gendergelijkheid werd opgenomen in het WM (nr. 703) van oktober 2024;

Aangezien 5 van deze verenigingen deze formulieren met de in het reglement vermelde documenten binnen de gestelde termijn hebben ingediend;

Aangezien deze verenigingen geen bedragen verschuldigd zijn aan de gemeente Ukkel;

Overwegende dat de promotie van diversiteit en inclusie door deze verenigingen belangrijk is en het gepast is dat het gemeentebestuur van Ukkel hen een subsidie toekent;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen.

Beslist:

- de toekenning van de in de bijlage vermelde subsidies goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

*6 annexes / 6 bijlagen*

*Sing Out Brussels .pdf, To Go Lé Bruxelles .pdf, GLOBAL WO.MEN HUB ASBL.pdf, récap subsidies donnés 2024.pdf, Architecture qui dégenre .pdf, Full Love mag.pdf*

---

## **DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE - DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID**

### **Environnement - Milieu**

28.11.2024/A/0021 **Subsides aux associations actives en matière de développement durable -  
engagement de la dépense**

Le Conseil,

Vu qu'un crédit de 7.800 € est prévu à l'article 879/332-02/93 du budget 2024 pour des "Subsides à diverses associations actives en matière de développement durable";

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de

certaines subventions;

Vu la circulaire du 9 novembre 2006 relative à la loi du 14 novembre 1983 ayant pour objet le contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communes;

Vu l'adoption par le Conseil communal du 28 avril 2022 d'un nouveau règlement relatif à l'octroi de subsides de fonctionnement ou pour un projet ponctuel;

Attendu que ces subsides sont accordés en fonction des thèmes qui sont d'actualité à Uccle et ailleurs;

Considérant la demande d'un subside de soutien de l'asbl Tournesol pour un cycle de formations de conception en permaculture à la ferme d'Uccle;

Considérant la demande d'un subside de soutien de l'asbl Climattitude pour l'organisation d'événements de sensibilisation du grand public aux enjeux environnementaux et climatiques;

Considérant que les formulaires de demande sont complets;

Considérant la proposition d'octroyer un subside de 2000€ à l'asbl Tournesol;

Considérant la proposition d'octroyer un subside de 1000€ à l'asbl Climattitude sous réserve de la participation établie d'Ucclois à l'évènement ;

Considérant qu'il sera demandé aux associations de mettre le logo de la Commune d'Uccle sur leurs supports de communication;

Décide;

d'octroyer une subvention d'un montant de 2000€ à l'asbl Tournesol et 1000€ à l'asbl Climattitude;

d'autoriser l'engagement de la dépense.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

---

### **Subsidies aan verenigingen die werken rond duurzame ontwikkeling - Vastlegging van de uitgave.**

De raad,

Aangezien er een krediet van € 7.800 voorzien is op artikel 879/332-02/93 van de begroting 2024 voor "Subsidies aan diverse verenigingen die actief zijn op het vlak van duurzame ontwikkeling";

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op de omzendbrief van 9 november 2006 betreffende de wet van 14 november 1983 met als onderwerp de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen die door de gemeenten worden toegekend;

Gelet op de aanneme door de gemeenteraad van 28 april 2022 van een nieuw reglement met betrekking tot de toekenning van werkingssubsidies of voor een gericht project;

Aangezien deze subsidies toegekend worden naargelang de thema's die actueel zijn in Ukkel en elders;

Overwegende de aanvraag van een ondersteuningssubsidie van vzw Tournesol voor een cyclus opleidingen bevruchting in permacultuur in de Ferme d'Uccle;

Overwegende de aanvraag van een ondersteuningssubsidie van vzw Climattitude voor de organisatie van sensibiliseringsevenementen van het brede publiek voor de milieu- en klimaatuitdagingen;

Overwegende dat de aanvraagformulieren volledig zijn;

Overwegende het voorstel om een subsidie van € 2.000 toe te kennen aan vzw Tournesol;

Overwegende het voorstel om een subsidie van € 1.000 aan vzw Climattitude toe te kennen onder voorbehoud van de gevestigde deelname van Ukkelaars aan het evenement;

Overwegende dat aan de verenigingen gevraagd zal worden om het logo van de gemeente Ukkel aan te brengen op hun communicatiedragers;

Beslist:

Een subsidie voor een bedrag van € 2.000 aan vzw Tournesol en van € 1.000 aan vzw Climattitude toe te kennen;

De vastlegging van de uitgave toe te staan.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

*10 annexes / 10 bijlagen*

*Moniteur Climattitude ASBL statuts.pdf, Comptes.docx, Tournesol-Zonnebloem\_Compte de resultat\_2023 provisoire.pdf, Formulaire-subsidie-fonctionnement\_FORM\_2022\_U1180\_fr.docx, MB\_publication\_2023-04-24\_désignation Direction.pdf, Formulaire-subsidie-punctuel\_FORM\_2022\_U1180\_fr(2025).docx, Tournesol-Zonnebloem\_attestation bancaire.pdf, Rapport HOME 2024.docx, Tournesol-Zonnebloem\_BILAN 2023.pdf, Tournesol-Zonnebloem\_STATUTS\_2023-11-16.pdf*

---

## 28.11.2024/A/0022 **Mise en œuvre du Programme d'Actions Climat (PAC) - Avenant à la convention**

Le Conseil,

Vu la décision du Conseil communal en séance du 13/12/2022 d'approuver la convention relative à la subvention octroyée par Bruxelles Environnement à la Commune d'Uccle, d'un montant de 130.000€, pour le « renforcement de la mise en place du Programme d'Actions Climat, en lien avec la participation et la transversalité multi-acteur sur le territoire », dans le cadre de l'appel à projet « Action Climat » de 2022;

Considérant que la convention indique que la période à subsidier prend cours le 01/01/2023 et se termine le 31/12/2024;

Considérant que, par conséquent, il a été convenu avec Bruxelles Environnement de reporter la date d'échéance de la période du subsidie au 30 juin 2025;

Décide d'approuver l'avenant à la convention entre la Commune et Bruxelles Environnement annexé.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

---

## **Uitvoering van het Klimaatactieprogramma (KAP) - Bijvoegsel bij de overeenkomst**

De raad,

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad in zitting van 13/12/2022 tot goedkeuring

van de overeenkomst met betrekking tot de subsidie die door Leefmilieu Brussel toegekend wordt aan de gemeente Ukkel, voor een bedrag van € 130.000, voor de "bevordering van de uitvoering van het Klimaatactieprogramma in samenhang met de participatie en de transversaliteit van de verschillende actoren op het grondgebied" in het kader van de projectoproep "Klimaatactie" van 2022;

Overwegende dat de overeenkomst aangeeft dat de te subsidiëren periode aanvangt op 01/01/2023 en afloopt op 31/12/2024;

Overwegende dat bijgevolg met Leefmilieu Brussel overeengekomen werd om de vervaldatum van de subsidieperiode te verdagen naar 30 juni 2025;

Beslist het bijvoegsel bij de overeenkomst tussen de gemeente en Leefmilieu Brussel in de bijlage goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

*CONT\_2022\_Avenant\_AC\_Uccle\_APcom\_RenforcementPAC.pdf*

---

## DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

### Education - Onderwijs

28.11.2024/A/0023 **Subside communal aux Associations de Parents et organismes d'enseignement. Engagement des dépenses.**

Le Conseil,

Vu que le budget de l'exercice 2024 prévoit aux articles 703/332-02/40 et 702/443-48/40 un crédit destiné à l'attribution de subsides à divers organismes d'éducation et d'enseignement;

Que la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communes n'est pas d'application, les subsides accordés étant inférieurs à 1.250 €;

Que les œuvres bénéficiaires de ce subside sont cependant priées de fournir leurs bilans et projets d'activité,

Décide d'engager les dépenses et de liquider les montants prévus selon la répartition suivante à tous les organismes représentés, à titre d'encouragement pour leurs actions caritatives :

- à l'article 703/332-02/40 - dépense envisagée : 5.500 €

	2023	2024
Les Amis de l'Académie de Musique	150 €	150 €
Les Amis de l'École des Arts	150 €	150 €
Association de parents de :		
Calevoet	372 €	386 €
Centre	245 €	238 €
Eglantiers	669 €	668 €
Homborch	586 €	631 €
Longchamp	473 €	458 €
Messidor	498 €	491 €
Saint-Job	351 €	352 €
Val Fleuri	721 €	697 €

Verrewinkel	369 €	364 €
Merlo	365 €	365 €
ICPP	550 €	550 €

- à l'article 702/443-48/40 - dépense envisagée : 500 € pour l'interscolaire et associations locales des écoles catholiques, 400 € pour les écoles libres non-confessionnelles (Decroly 150 €, Hamaide 150 € et Plein Air 100 €) et 100 € pour l'école libre confessionnelle Ganenou.

Décide :

D'autoriser le transfert des montants des subsides aux associations de parents des écoles, aux conditions reprises et selon la répartition indiquée ci-dessus.

D'engager les dépenses et de liquider les montants prévus selon la répartition suivante à tous les organismes représentés, à titre d'encouragement pour leurs actions caritatives.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

---

### **Gemeentelijke subsidie aan de Ouderverenigingen en onderwijsinstellingen.**

De Raad,

Aangezien de begroting van het dienstjaar 2024 onder artikels 703/332-02/40 en 702/443-48/40 een krediet voorziet voor de toekenning van subsidies aan allerlei instellingen rond opvoeding en onderwijs;

Aangezien de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, toegekend door de gemeentes niet van toepassing is omdat de toegekende subsidies lager zijn dan € 1.250;

Aangezien de begunstigen voor deze subsidies echter verzocht zullen worden hun balans en geplande activiteiten over te maken,

Beslist de voorziene bedragen over te maken volgens de onderstaande verdeling aan alle vertegenwoordigde instellingen, als aanmoediging voor hun caritatieve acties :

- artikel 703/332-02/40 - Overwogen uitgave : € 5.500

	2023	2024
Les Amis de l'Académie de Musique	150 €	150 €
Les Amis de l'École des Arts	150 €	150 €
Association de parents de :		
Calevoet	372 €	386 €
Centre	245 €	238 €
Eglantiers	669 €	668 €
Homborch	586 €	631 €
Longchamp	473 €	458 €
Messidor	498 €	491 €
Saint-Job	351 €	352 €
Val Fleuri	721 €	697 €
Verrewinkel	369 €	364 €
Merlo	365 €	365 €
ICPP	550 €	550 €

- artikel 702/443-48/40 - voorziene uitgave : 500 € voor de "interscolaire et associations locales des écoles catholiques" en 400 € voor het vrij niet-confessioneel onderwijs (Decroly € 150 €, Hamaide 150 € en Plein Air € 100) et 100 € voor het vrij confessioneel school Ganenou.

Beslist:

De overdracht van de bedragen van de subsidies aan de ouderverenigingen van de scholen toe te staan op de bovenstaande voorwaarden en volgens de bovenstaande verdeling.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

---

28.11.2024/A/0024

**Enseignement communal - Département Affaires éducatives - Règlements travail - Enseignement ordinaire, spécialisé, de promotion sociale, artistique à horaire réduit - modifications**

Le Conseil,

Attendu que les personnes de confiance ont été désignées par le Conseil communal;

Que la liste des personnes de confiance et leurs coordonnées doivent être intégrées au règlement de travail dans une annexe;

Que la liste a été communiquée à la COPALOC du 23 septembre 2024 et validée par cette instance;

Qu'il convient en conséquence de modifier les annexes "BIEN ETRE au travail" des règlements de travail ;

Que l'annexe IV du règlement de travail de la promotion sociale doit être amendée concernant les horaires d'ouverture de l'école et de présence du personnel administratif ;

Que les éléments modifiés peuvent l'être au motif qu'ils ne font pas partie de l'accord-cadre imposé par la fédération Wallonie-Bruxelles et doivent permettre l'organisation de l'intégralité du volume des cours ;

Que les modifications apportées et leurs éléments de motivation ont été présentés à la COPALOC du 15 octobre 2024 ;

Que l'assemblée a validé les propositions;

Décide de valider les modifications des règlements de travail telles qu'annexées :

- Annexe IX (bien-être au travail) du règlement de travail pour l'enseignement ordinaire;
- Annexe X (bien-être au travail) du règlement de travail de l'enseignement spécialisé;
- Annexe VI (bien-être au travail) des règlements de travail de Promotion sociale et de l'enseignement artistique à horaire réduit
- Annexe IV (Heures d'ouverture de l'école) du règlement de travail de la Promotion sociale

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

---

**Gemeentelijk onderwijs – Departement Educatieve Zaken – Arbeidsreglementen  
– Gewoon en buitengewoon onderwijs, sociale promotie, deeltijds kunstonderwijs  
– wijzigingen BIJLAGEN**

De raad,

Aangezien de vertrouwenspersonen aangeduid werden door de gemeenteraad;

Aangezien de lijst met de vertrouwenspersonen en hun contactgegevens in het arbeidsreglement opgenomen moeten worden in een bijlage;

Aangezien de lijst meegedeeld werd aan de PLAPACO van 23 september 2024 en door deze instantie bekrachtigd werd;

Aangezien bijgevolg de bijlagen "WELZIJN op het werk" van de arbeidsreglementen gewijzigd moeten worden;

Aangezien bijlage IV van het arbeidsreglement van de sociale promotie gewijzigd moet worden wat betreft de openingsuren van de school en de aanwezigheidsuren van het administratief personeel;

Aangezien de elementen gewijzigd mogen worden met als argument dat ze geen deel uitmaken van de raamovereenkomst opgelegd door de Federatie Wallonië-Brussel en de organisatie van het volledige lessenpakket mogelijk moeten maken;

Aangezien de doorgevoerde wijzigingen en de motivering ervan voorgesteld werden aan de PLAPACO van 15 oktober 2024;

Aangezien de vergadering de voorstellen bekrachtigd heeft;

Beslist de wijzigingen aan de arbeidsreglementen zoals in de bijlage te bekrachtigen:

- Bijlage IX (welzijn op het werk) van het arbeidsreglement van het gewoon onderwijs;
- Bijlage X (welzijn op het werk) van het arbeidsreglement van het buitengewoon onderwijs;
- Bijlage VI (welzijn op het werk) van het arbeidsreglement van de sociale promotie en van het deeltijds kunstonderwijs;
- Bijlage IV (openingsuren van de school) van het arbeidsreglement van de sociale promotie.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

*4 annexes / 4 bijlagen*

*24-10-15 - CPSU - RT - modification ANNEXE IV.docx, 24-10-15 - REGLEMENT TRAVAIL - ANNEXE IX.docx, 24-10-15 - REGLEMENT TRAVAIL - ANNEXE VI.docx, 24-10-15 - REGLEMENT TRAVAIL - ANNEXE X.docx*



---

## DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

### Propreté publique - Openbare reinheid

28.11.2024/A/0025 **Règlement-redevance pour prestations de services techniques fournis par le personnel.- Modification.**

Le Conseil,  
Vu l'article 170 § 4 de la Constitution,  
Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale,  
Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes,  
Vu l'article 137 bis de la Nouvelle Loi Communale,  
Vu les articles 112 et 114 de la Nouvelle Loi Communale,  
Attendu que le règlement-redevance pour prestations de services techniques fournis par le personnel prévoyait des montants applicables jusqu'en 2024;  
Attendu qu'il y a lieu de modifier le règlement-redevance en prévoyant des montants à partir de 2025 jusqu'en 2030;  
Considérant que le taux d'indexation de la redevance correspond à la moyenne de l'inflation pour les années 2021 (2,44%), 2022 (9,58%) et 2023 (4,11%) arrondie à l'unité inférieure soit 5% ;  
Vu la situation financière de la commune ;

Décide :  
d'arrêter le règlement-redevance pour prestations de services techniques fournis par le personnel.

Le Conseil approuve le point.  
40 votants : 40 votes positifs.

---

### **Vergoedingsreglement voor technische prestaties van het personeel.- Wijziging.**

De Raad,  
Gelet op artikel 170 § 4 van de Grondwet;  
Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;  
Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;  
Gelet op artikel 137bis van de nieuwe gemeentewet;  
Gelet op artikels 112 en 114 van de nieuwe gemeentewet;  
Aangezien het vergoedingsreglement voor door het personeel uitgevoerde technische diensten bedragen voorziet die van toepassing zijn tot in 2024;  
Aangezien het vergoedingsreglement gewijzigd moet worden door de bedragen vanaf 2025 tot 2030 te voorzien;  
Overwegende dat de indexering van de vergoeding overeenkomst met het gemiddelde van de inflatie voor de jaren 2021 (2,44%), 2022 (9,58%) en 2023 (4,11%) afgerond naar de lagere gelegen eenheid aldus 5%;  
Gelet op de financiële toestand van de gemeente;  
Aangezien het vergoedingsreglement voor door het personeel uitgevoerde technische diensten bedragen voorziet die van toepassing zijn tot in 2024;  
aangezien het vergoedingsreglement gewijzigd moet worden door de bedragen vanaf 2025 tot 2030 te voorzien;

Beslist:

het vergoedingsreglement voor door het personeel uitgevoerde technische diensten goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.  
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*2024 Règlement-redevance pour prestations de services techniques effectuées par le personnel 2025-2030 NL.pdf, 2024 Règlement-redevance pour prestations de services techniques effectuées par le personnel 2025-2030.pdf*

---

## DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

### Culture - Cultuur

28.11.2024/A/0026 **Culture.- Subsidies annuels aux sociétés culturelles et subsides de projets 2024 - Engagement des dépenses.**

Le Conseil,

Vu que traditionnellement, le service de la Culture octroie des subsides aux sociétés culturelles et artistiques locales ainsi que des subsides de projets sur base d'un appel à projets dont le règlement a été validé en séance du Conseil communal du 25 juin 2020;

Considérant qu'un crédit de 67.000 € (sous réserve d'approbation de la modification budgétaire) est prévu à l'article 775/332-02/70 du budget ordinaire de 2024 pour l'attribution de subsides;

Vu que 31 projets ont été réceptionnés dans le cadre de l'appel à projets CULTURE et que 40 sociétés culturelles ont fait la demande d'obtention d'un subside de fonctionnement annuel;

Que le tableau des subsides proposés pour les sociétés culturelles et artistiques locales se trouve en annexe;

Que les montants proposés dans le cadre des subsides de projets tiennent compte des critères d'évaluation, d'éligibilité et de recevabilité précisés dans le règlement de l'appel à projets;

Qu'afin de procéder à la répartition des subsides annuels, chaque société culturelle a dû fournir un rapport d'activités et un bilan des comptes de recettes et de dépenses pour l'exercice 2023 ainsi qu'un projet de budget pour 2024;

Qu'un tableau récapitulatif de la répartition de ces subsides se trouve également en annexe,

Décide :

- d'octroyer les subsides dans le cadre de l'appel à projets CULTURE dont les montants figurent au tableau en annexe pour un montant total de 12.400 € qui sera engagé à l'article 775/332-02/70 de l'exercice 2024;

- d'octroyer les subsides annuels aux sociétés culturelles et artistiques locales dont les montants figurent au tableau en annexe pour un montant total de 23.600 € qui sera engagé à l'article 775/332-02/70 de l'exercice 2024.

Le Conseil approuve le point.  
40 votants : 40 votes positifs.

---

**Cultuur.- Jaarlijkse subsidies 2024 aan culturele verenigingen en projectsubsidies. – Goedkeuring van de vastlegging van de uitgaven.**

De Raad,

Aangezien de dienst Cultuur traditioneel gezien subsidies toekend aan lokale culturele en artistieke verenigingen en projectsubsidies op basis van een oproep tot projecten waarvan het reglement werd goedgekeurd door de gemeenteraad van 25 juni 2020;

Overwegende dat een bedrag van 67.000 € (onder voorbehoud van goedkeuring van de begrotingswijziging) onder artikel 775/332-02/70 van de gewone begroting 2024 voor de toekenning van subsidies voorzien wordt;

Aangezien er 31 projecten werden ontvangen in het kader van de oproep tot projecten en 40 culturele verenigingen een aanvraag hebben ingediend voor de jaarlijkse subsidie;

Aangezien de tabel van de voorgestelde subsidies voor culturele en artistieke verenigingen in bijlage;

Aangezien de voorgestelde bedragen rekening houden met de verkiesbaarheids- en ontvankelijkheidscriteria van het reglement van de oproep tot projecten;

Aangezien elke culturele vereniging in het kader van de verdeling van de jaarlijkse subsidies een activiteitenverslag en een balans van de rekeningen van inkomsten en uitgaven voor het jaar 2023 en een ontwerp van het budget voor 2024 moeten indienen;

Aangezien een overzicht van de verdeling van deze subsidies eveneens in de bijlage werd toegevoegd,

Beslist:

- de subsidies in het kader van de oproep tot culturele projecten toe te kennen volgens de bedragen in de tabel in bijlage voor een bedrag van 12.400 € dat vastgelegd zal worden onder artikel 775/332-02/70 van het dienstjaar 2024;

- de jaarlijkse subsidies aan culturele verenigingen toe te kennen volgens de bedragen in de tabel in de bijlage voor een bedrag van 23.600 € dat vastgelegd zal worden onder artikel 775/332-02/70 van het dienstjaar 2024.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*TABLEAU - Subsidies fonctionnement 2024.pdf, TABLEAU - Subs. App. à projet - 2024.pdf*

---

28.11.2024/A/0027 **Culture.- Subside Aide à la création artistique 2024.- Lauréats.- Engagement des dépenses.**

Le Conseil,

Attendu que le Collège, en séance du 1er septembre 2020, a marqué son accord sur la mise en œuvre d'un dispositif d'Aide à la création sous la forme d'un subside;

Attendu qu'en séance du 1er octobre 2020, le Conseil communal a marqué son accord sur le règlement du dispositif d'Aide à la création;

Attendu que le Conseil communal a approuvé en séance du 27 juin 2024 la mise en application du règlement relatif au dispositif d'aide à la création 2024;

Attendu que dans le cadre de ce dispositif d'Aide à la création, un subside de 10.000€ a été prévu pour soutenir 10 projets, soit 1.000€ par projet;  
Attendu que 33 dossiers ont été réceptionnés par le service de la Culture, dont 33 éligibles;  
Attendu qu'en séance du 22 octobre 2024, le Collège a approuvé la composition du jury et la dépense liée aux jetons du jury artistique professionnel ayant voix délibérative;  
Vu que l'un des membres du jury, Monsieur Daniel Vander Gucht n'a pas pu être présent et a été remplacé par Monsieur Patrick Gautron, responsable de projets pour la Roseraie;  
Attendu que le jury s'est réuni en présentiel au Centre Administratif le 07 novembre 2024;  
Attendu que seuls les membres du jury artistique professionnel avaient voix délibérative et ont déterminé 10 projets gagnants;  
Attendu que ces 10 projets gagnants respectent tous les critères de recevabilité énoncés dans le règlement du dispositif d'Aide à la création;  
Attendu qu'un tableau comprenant notamment l'analyse des critères de recevabilité et le descriptif des projets retenus se trouve en annexe à ce rapport;  
Que les visuels des projets sont compilés dans le pdf également en annexe;  
Attendu que le jury a déclaré gagnants :  
Madame Laurie Andrieu pour son projet « Raconte-moi un voyage »;  
Madame Jessica Brenot, pour son projet « Observations – Histoires de ciel »;  
Monsieur Antonin Cauwe pour son projet « Dieweg »;  
Madame Nina Courjon pour son projet « Résonnances d'Uccle : Histoires d'intimités partagées »;  
Madame Natalia de Mello pour son projet « Un jardin d'été pour le Jardin d'Hiver »;  
Madame Louise Dousset pour son projet « Peindre à Uccle »;  
Madame Ana Carolina Mantovano pour son projet « Ce que nous voyons, ce qui nous regarde »;  
Madame Chloé Van Oost pour son projet « Aquaquaz en mer de Java »;  
Madame Nathalie Paulhiac pour son projet « Misan et les autres »;  
Madame Eva Vermeylen pour son projet « (Re)Découvrir la réserve du Kinsendael »,  
Décide :  
- d'approuver le remplacement de Monsieur Daniel Vander Gucht en tant que membre du jury par Monsieur Patrick Gautron et dont la dépense du jeton du jury a déjà été approuvée en séance du 22 octobre 2024;  
- d'octroyer les subsides dans le cadre du dispositif d'Aide à la création aux lauréats dont les noms et intitulés de projets sont repris ci-dessus et dans le tableau en annexe pour un montant de 10.000 € qui sera engagé à l'article 775/332-02/70 de l'exercice 2024;  
- d'autoriser la mise en œuvre de ces 10 projets dès l'approbation du Conseil communal.

Le Conseil approuve le point.  
40 votants : 40 votes positifs.

---

### **Cultuur.- Subsidie Oproep steun tot artistieke creatie 2024.- Winnaars.- Vastlegging van uitgaven.**

De raad,  
Aangezien het college in zitting van 1 september 2020 zijn goedkeuring heeft verleend aan de invoering van een voorziening Steun voor creatie in de vorm van een subsidie;  
Aangezien de gemeenteraad in zitting van 1 oktober 2020 zijn goedkeuring heeft verleend aan het reglement van de voorziening Steun voor creatie;  
Aangezien de gemeenteraad in zitting van 27 juni 2024 de toepassing van het reglement inzake de voorziening Steun voor creatie 2024;

Aangezien er in het kader van deze voorziening Steun voor creatie een subsidie van € 10.000 is voorzien om 10 projecten te ondersteunen, ofwel € 1.000 per project; Aangezien de dienst Cultuur 33 aanvragen heeft ontvangen, waarvan er 33 in aanmerking kwamen;

Aangezien het college in zitting van 22 oktober 2024 de samenstelling van de jury en de uitgave met betrekking tot de presentiegelden van de stemgerechtigde artistieke vakjury heeft goedgekeurd;

Aangezien één van de juryleden, de heer Daniel Vander Gucht, verhinderd was en vervangen werd door de heer Patrick Gautron, projectmanager van La Roseraie;

Aangezien de jury op 7 november 2024 persoonlijk is bijeengekomen in het Administratief Centrum;

Aangezien enkel de leden van de professionele artistieke jury stemrecht hadden en de 10 winnende projecten hebben bepaald;

Aangezien deze 10 winnende projecten voldoen aan alle ontvankelijkheidscriteria die zijn vastgelegd in het reglement inzake de voorziening Steun voor creatie;

Aangezien er een analysetabel van de ontvankelijkheidscriteria en een beschrijving van de geselecteerde projecten als bijlage bij dit verslag werd gevoegd;

Aangezien de afbeeldingen van de projecten zijn opgenomen in het bijgevoegde pdf-bestand;

Aangezien de jury als winnaars heeft uitgeroepen:

Mevrouw Laurie Andrieu voor haar project "Raconte-moi un voyage";

Mevrouw Jessica Brenot, voor haar project "Observations – Histoires de ciel";

Monsieur Antonin Cauwe voor haar project "Dieweg";

Mevrouw Nina Courjon voor haar project "Résonnances d'Uccle : Histoires d'intimités partagées";

Mevrouw Natalia de Mello voor haar project "Un jardin d'été pour le Jardin d'Hiver";

Mevrouw Louise Dousset voor haar project "Peindre à Uccle";

Mevrouw Ana Carolina Mantovano voor haar project "Ce que nous voyons, ce qui nous regarde";

Mevrouw Chloé Van Oost voor haar project "Aquaquaz en mer de Java";

Mevrouw Nathalie Paulhiac voor haar project "Misan et les autres";

Mevrouw Eva Vermynen voor haar project "(Re)Découvrir la réserve du Kinsendael",

Beslist: - de goedkeuring te verlenen voor de vervanging van de heer Daniel Vander Gucht als jurylid door de heer Patrick Gautron, waarbij de uitgave voor het jurytoken reeds is goedgekeurd tijdens de vergadering van 22 oktober 2024;

- de subsidies in het kader van de voorziening Steun voor creatie toe te kennen aan de winnaars wier namen en projecttitels hierboven en in de bijgevoegde tabel staan vermeld voor een bedrag van € 10.000 euro, vast te leggen onder artikel 775/332-02/70 van de begroting 2024;

- de uitvoering van deze 10 projecten goed te keuren zodra ze zijn goedgekeurd door de gemeenteraad

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

*Fiches Lauréats Conseil Communal NL.pdf, Aide à la création 2024 (Lauréats) - Hulp voor creatie 2024 (Prijswinnaars).xlsx, Fiches Lauréats Conseil Communal FR.pdf*

---

28.11.2024/A/0028 **A.S.B.L. "Bibliothèque des Jeunes" située à Linkebeek.- Subside 2024.**

Le Conseil,

Attendu qu'un montant de 1.250 € destiné à accorder une aide financière à l'A.S.B.L. "Bibliothèque des Jeunes" à Linkebeek a été prévu au budget 2024 à l'article

76701/332-02/70 des dépenses ordinaires;  
Vu la charte d'amitié entre la commune d'Uccle et la commune de Linkebeek,  
Décide :  
- de marquer son accord sur la liquidation du subside pour 2024.

Le Conseil approuve le point.  
40 votants : 40 votes positifs.

---

**V.Z.W. "Bibliothèque des Jeunes" te Linkebeek.- Subsidie 2024.**

De Raad,  
Aangezien er een bedrag van € 1.250 voor een financiële steun aan de V.Z.W. "Bibliothèque des Jeunes" te Linkebeek werd voorzien in de begroting 2024 onder artikel 76701/332-02/70 van de gewone uitgaven;  
Gelet op het vriendschapscharter tussen de gemeente Ukkel en de gemeente Linkebeek,  
Beslist :  
- de betaling van de subsidie voor 2024 te verlenen goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.  
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

---

28.11.2024/A/0029 **Lokaal Cultuurbeleid.- Subsidie GC Het Huys.- Soutien aux actions menées dans le cadre du Lokaal Cultuurbeleid 2024 - Engagement de la dépense.**

Le Conseil,  
Vu que la Commune perçoit un subside de 23.020 € de la VGC dans le cadre du Lokaal Cultuurbeleid pour l'exécution des actions liées aux objectifs du Cultuurbeleidsplan;  
Qu'en 2024, le plan d'action approuvé par le Collège prévoyait qu'une partie des actions dans ce cadre seraient organisées par le GC het Huys;  
Qu'à l'occasion du vote du budget 2024, un montant de 7.000 € a été prévu à cet effet à l'article 762/332-02/70;  
Que des documents et pièces justificatives prouvant les dépenses liées à ces activités nous seront fournis et que le subside ne dépassera pas le montant total de ces pièces justificatives, à concurrence de maximum 7.000 €,  
Décide,  
-d'octroyer un subside de maximum 7.000 € au GC het Huys.  
-d'autoriser l'engagement de la dépense.

Le Conseil approuve le point.  
40 votants : 40 votes positifs.

---

**Lokaal Cultuurbeleid.- Subsidie GC Het Huys.- Steun voor de acties uitgevoerd in het kader van het Lokaal Cultuurbeleid 2024.**

De Raad,  
Gelet dat de gemeente een subsidie van 23.020 € van de VGC ontvangt in het kader van het Lokaal Cultuurbeleid om de acties voorzien in het Lokaal

Cultuurbeleidsplan te kunnen uitvoeren;  
Gelet dat in het actieplan 2024, goedgekeurd door het College, het organiseren van activiteiten door het GC het Huys was voorzien;  
Gelet dat bij de stemming over de begroting voor 2024 hiervoor een bedrag van 7.000 euro is voorzien op het artikel 762/332-02/70;  
Gelet dat GC het Huys, documenten en stukken die bewijzen van het gebruik van de subsidie voor de activiteiten ons zullen versturen en dat de subsidie niet hoger zal zijn dan het totaalbedrag van de bewijsstukken ter hoogte van maximum 7.000 €,  
Beslist:  
-een subsidie van maximum 7.000 € aan het GC het Huys toe te kennen.

De Raad keurt het punt goed.  
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

---

## DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

### Solidarité internationale - Internationale solidariteit

28.11.2024/A/0030 **Solidarité internationale. - Soutien à la population civile en situation d'urgence humanitaire en RDC (Nord Kivu), Soudan, Gaza, Liban, Ukraine et aux sinistrés suite aux inondations dans le Sud-Est de l'Espagne. - Octroi d'un subside à MSF et Croix Rouge.**

Le Conseil,

Considérant l'existence d'un Fonds calamités destiné à venir en aide aux populations victimes de catastrophes naturelles ou de conflits armés dans le monde ;

Considérant que, compte tenu des nombreux conflits et catastrophes climatiques qui touchent aujourd'hui différentes régions du monde, il est proposé d'allouer au fond calamités la totalité du montant restant dans l'article 15001/332-02/64 exercice 2024 ;

Considérant que ce montant est équivalent à 5.851,00€ ;

Considérant que la situation humanitaire en République démocratique du Congo, au Soudan, à Gaza, au Liban et en Ukraine s'est fortement dégradée en 2024 et que dans chacun de ces pays on dénombre entre 600 000 et 6 millions de personnes déplacées ayant fui leur foyer en raison des conflits armés ;

Considérant qu'il est de ce fait proposé d'apporter une aide spécifique aux populations civiles du Soudan, de Gaza, du Liban, de la République démocratique du Congo et d'Ukraine à hauteur de 1.000,00 € par pays ;

Considérant la qualité du travail réalisé par Médecins sans frontières (MSF) dans ces cinq pays frappés par ces conflits pour faire face aux nombreuses urgences humanitaires et venir en aide aux populations civiles dans ces pays est reconnu internationalement ;

Considérant qu'il est de ce fait proposé que la commune d'Uccle octroie un don de 5.000,00 € à MSF réparti en part égale pour soutenir les actions menées dans chacun

des pays mentionnés ci-dessus pour venir en aide aux populations civiles ;

Considérant que le montant proposé est de 5.000,00 € à engager sur l'article (15001/332-02/64) fera l'objet virement bancaire sur le compte de Médecins Sans Frontières sur le compte BE73 0000 0000 6060 ;

Considérant que suite aux pluies torrentielles historiques et aux inondations qui ont touché le sud-est de l'Espagne fin octobre et début novembre dernier, des dégâts considérables ainsi que d'innombrables victimes sont à déplorer ;

Considérant que la Croix Rouge de Belgique s'est activée rapidement pour répondre à cette crise en soutenant la Croix Rouge espagnole ;

Considérant qu'il est proposé de faire un don de 1.000,00 € à la Croix Rouge de Belgique sur le compte bancaire BE72 0000 0000 1616 avec la communication 2749 ;

Que 850,00 € seront à engager sur l'article 15001/332-02/64 exercice 2024 ;

Que les 150,00 € restants seront à engager sur l'article 104/332-02 /17 du service Participation Citoyenne ;

Décide :

- D'octroyer un don de 5.000,00 € à Médecins Sans Frontières pour venir en aide aux populations civiles de la République démocratique du Congo, du Soudan, de Gaza, du Liban, et d'Ukraine sur le compte BE73 0000 0000 6060 ;
- D'approuver l'engagement et la dépense de 5.000,00 € pour Médecins Sans Frontières sur l'article 15001/332-02/64 exercice 2024 ;
- D'octroyer un don de 1.000,00 € pour la Croix Rouge Belgique à destination de la Croix Rouge d'Espagne sur le compte bancaire BE72 0000 0000 1616 avec la communication 2749 ;
- D'approuver l'engagement et la dépense de 851,00 € pour la Croix Rouge sur l'article 15001/332-02/64 exercice 2024 ;
- D'approuver l'engagement et la dépense de 149,00 € pour la Croix Rouge sur l'article 104/332-02 /17 exercice 2024.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

---

**Internationale Solidariteit. - Steun aan de burgerbevolking in een humanitaire noodsituatie in DRC (Noord-Kivu), Soedan, Gaza, Libanon, Oekraïne en aan de slachtoffers van de overstromingen in Zuidoost-Spanje. - Toekenning van een subsidie aan AZG en het Rode Kruis.**

De Raad,

Overwegende het bestaan van een Rampenfonds, bestemd om de bevolking die het slachtoffer is van natuurrampen of gewapende conflicten in de wereld te helpen;

Overwegende dat, rekening houdend met de talrijke conflicten en klimaatrampen die vandaag verschillende regio's in de wereld treffen, voorgesteld wordt het volledige resterende bedrag op artikel 15001/332-02/64 - dienstjaar 2024 toe te wijzen aan het Rampenfonds;

Overwegende dat dit bedrag € 5.851,00 belooft;



Overwegende dat de humanitaire situatie in de Democratische Republiek Congo, Soedan, Gaza, Libanon en Oekraïne in 2024 sterk verslechterd is en dat we in elk van deze landen 600.000 tot 6 miljoen ontheemden tellen, die hun huis ontvlucht zijn wegens de gewapende conflicten;

Overwegende dat hierdoor voorgesteld wordt om specifieke hulp te bieden aan de burgerbevolking in Soedan, Gaza, Libanon, de Democratische Republiek Congo en Oekraïne, ten belope van € 1.000,00 per land;

Overwegende dat het kwalitatief werk van Artsen Zonder Grenzen (AZG) in deze vijf landen die getroffen zijn door deze conflicten om het hoofd te bieden aan de talrijke humanitaire noodtoestanden en om hulp te bieden aan de burgerbevolking in deze landen internationaal erkend wordt;

Overwegende dat hierdoor voorgesteld wordt dat de gemeente Ukkel een schenking van € 5.000,00 toekent aan AZG, gelijk verdeeld, om de acties in elk van de voornoemde landen te ondersteunen om hulp te bieden aan de burgerbevolking;

Overwegende dat het voorgestelde bedrag van € 5.000,00, vast te leggen op artikel 15001/332-02/64, het voorwerp zal uitmaken van een bankoverschrijving op de rekening van Artsen Zonder Grenzen: BE73 0000 0000 6060;

Overwegende dat er aanzienlijke schade en talloze slachtoffers betreurd worden na de historische stortregens en de overstromingen die het zuidoosten van Spanje eind oktober en begin november getroffen hebben;

Overwegende dat het Belgische Rode Kruis snel op deze crisis gereageerd heeft door het Spaanse Rode Kruis te steunen;

Overwegende dat voorgesteld wordt een gift van € 1.000,00 te schenken aan het Belgische Rode Kruis op bankrekening BE72 0000 0000 1616 met als mededeling 2749;

Dat er € 850,00 vastgelegd wordt op artikel 15001/332-02/64 - dienstjaar 2024;

Dat de overige € 150,00 vastgelegd wordt op artikel 104/332-02 /17 van de dienst Burgerinspraak;

Beslist:

- Een schenking van € 5.000,00 aan Artsen Zonder Grenzen toe te kennen om hulp te bieden aan de burgerbevolking in de Democratische Republiek Congo, Soedan, Gaza, Libanon en Oekraïne, op rekening BE73 0000 0000 6060;
- De vastlegging en de uitgave van € 5.000,00 voor Artsen Zonder Grenzen op artikel 15001/332-02/64 - dienstjaar 2024 goed te keuren;
- Een gift van € 1.000,00 te schenken aan het Belgische Rode Kruis, bestemd voor het Spaanse Rode Kruis, op bankrekening BE72 0000 0000 1616 met als mededeling 2749;
- De vastlegging en de uitgave van € 851,00 voor het Rode Kruis op artikel 15001/332-02/64 - dienstjaar 2024 goed te keuren;
- De vastlegging en de uitgave van € 149,00 voor het Rode Kruis op artikel 104/332-02/17 - dienstjaar 2024 goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.  
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

---

## Participation citoyenne - Burgerparticipatie

28.11.2024/A/0031 **Participation citoyenne.- Subside « Coup de Pouce projet citoyen » 2024.-  
Deuxième appel à projets.- Subsidies aux organismes au service des ménages -  
Paiement.**

Le Conseil,

Attendu qu'un Subside Coup de pouce projet citoyen a été lancé dans la commune en 2019 avec pour objectif de mettre à disposition une enveloppe budgétaire destinée aux projets citoyens dans le but d'améliorer le cadre de vie des Ucclois(e)s et renforcer les liens entre habitant(e)s dans un contexte de développement durable;

Attendu que lors de la séance du 23 janvier 2024, le Collège a autorisé la mise en place d'une enveloppe subside « Coup de pouce projets citoyens » pour un montant total maximum de 30.000 € pour l'année 2024 dans le cadre du règlement adopté en conseil communal du 25 mars 2021 et via le lancement de deux appels à projets, en février/mars et en septembre/octobre 2024;

Vu que les demandes de subside dans le cadre du deuxième appel de 2024 pouvaient être transmises du 2 septembre au 18 octobre 2024 et que 13 dossiers ont été reçus et sont recevables;

Vu qu'en accord avec le Règlement et afin de former le Comité d'évaluation, tous les groupes politiques composant le Conseil communal ont été contactés;

Vu que le comité d'évaluation composé de l'Echevine de la Participation citoyenne Perrine Ledan ainsi que les membres des groupes politiques ayant marqué leur intérêt, soit Messieurs Marc Cools et Jean Pierre Collin ainsi que Mesdames Kathleen Delvoye et Cécile Roba se sont réunis pour analyser les 13 dossiers reçus;

Attendu que sur les 13 projets analysés par le Comité, seuls 8 projets sont éligibles eu égard aux conditions fixées dans le règlement communal précité et ont reçu une évaluation positive à l'unanimité du Comité de sélection, à savoir :

le projet « Les 50 ans de la Communauté Montagne de Saint-Job » représenté par Isabelle Detry ; le projet « Rencontre inter-générationnel » représenté par Sylvianne Marmoy ; le projet « Végétalisation du parterre de l'église du Parvis Saint-Pierre » représenté par Marc Van Roy ; le projet « Reconstruction d'une gestion naturelle de nuisibles » représenté par Lionel Etienne ; le projet « La Nature à la loupe » représenté par Martine De Becker ; le projet « Cercles de paroles pour femmes » représenté par Phuc-Duyen Nguyen ; le projet « Potager in the City » représenté par Maxime Dahan ; le projet « Soutien scolaire » représenté par Isabel Acosta;

Attendu que le Comité d'évaluation a pris la décision de subsidier les projets retenus ci-dessus à hauteur d'un montant total de 8.150 €;

Attendu que le détail de l'évaluation des dossiers se trouve en annexe de ce rapport ;

Décide :

- d'approuver les 8 projets susmentionnés retenus par le Comité d'évaluation;
- d'autoriser le paiement de la somme totale de 8.150 € dans le cadre du Subside « Coup de Pouce Projet Citoyen », deuxième appel de 2024, à l'article 104/332-02 /17 de l'exercice 2024 selon la répartition suivante et dans le respect de l'article 7 du règlement communal :
  - Ø 900 € pour le projet « Les 50 ans de la Communauté Montagne de Saint-Job » représenté par Isabelle Detry (80 % du montant seront versés dans un premier temps et les 20 % restant seront ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé);
  - Ø 750 € pour le projet « Rencontre inter-générationnel » représenté par Sylvianne Marmoy (80 % du montant seront versés dans un premier temps et les 20 % restant seront ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé);
  - Ø 1.500 € pour le projet « Végétalisation du parterre de l'église du Parvis Saint-Pierre » représenté par Marc Van Roy (80 % du montant seront versés dans un premier temps et les 20 % restant seront ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé);
  - Ø 1.000 € pour le projet « Reconstruction d'une gestion naturelle de nuisibles » représenté par Lionel Etienne (80 % du montant seront versés dans un premier temps et les 20 % restant seront ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé);
  - Ø 500 € pour le projet « La Nature à la loupe » représenté par Martine De Becker (80 % du montant seront versés dans un premier temps et les 20 % restant seront ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé);
  - Ø 1.500 € pour le projet « Cercles de paroles pour femmes » représenté par Phuc-Duyen Nguyen (80 % du montant seront versés dans un premier temps et les 20 % restant seront ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé);
  - Ø 1.000 € pour le projet « Potager in the City » représenté par Maxime Dahan (80 % du montant seront versés dans un premier temps et les 20 % restant seront ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé);
  - Ø 1.000 € pour le projet « Soutien scolaire » représenté par Isabel Acosta (80 % du montant seront versés dans un premier temps et les 20 % restant seront ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé).

Le Conseil approuve le point.  
40 votants : 40 votes positifs.

---

### **Burgerinspraak.- Subsidie Ondersteuning burgerproject 2024.- Tweede projectoproep.- Subsidies aan instellingen ten dienste van gezinnen**

De raad,

Aangezien in 2019 in de gemeente een subsidie Ondersteuning burgerproject gelanceerd werd met als doelstelling begrotingsmiddelen beschikbaar te stellen voor burgerprojecten om de leefomgeving van de Ukkelaars te verbeteren en de banden tussen de inwoners te versterken in een streven naar duurzame ontwikkeling;

Aangezien het college in zitting van 23 januari 2024 de invoering van een subsidiebudget "Ondersteuning burgerprojecten" toegestaan heeft voor een totaalbedrag van hoogstens € 30.000 voor het jaar 2024 in het kader van het reglement dat op 25 maart 2021 goedgekeurd werd door de gemeenteraad en via de lancering van twee projectoproepen, in februari/maart en september/oktober 2024;

Aangezien de subsidieaanvragen in het kader van de tweede oproep van 2024 van 2 september tot 18 oktober 2024 ingediend konden worden en er 13 dossiers ontvangen werden en ontvankelijk zijn;

Aangezien in overeenstemming met het reglement en om het evaluatiecomité samen te stellen alle politieke fracties in de gemeenteraad gecontacteerd werden;

Aangezien het evaluatiecomité, bestaande uit de schepen van Burgerinspraak, Perrine Ledan, en de leden van de politieke fracties die hun interesse getoond hebben, hetzij dhr. Marc Cools, dhr. Jean Pierre Collin, mevr. Kathleen Delvoye en mevr. Cécile Roba, samengekomen is om de 13 ingediende dossiers te analyseren;

Aangezien slechts 8 van de 13 projecten die door het comité geanalyseerd werden in aanmerking komen gezien de voorwaarden uit het voornoemde gemeentereglement en unaniem een positieve evaluatie van het selectiecomité gekregen hebben, meer bepaald:

Het project "50 jaar Gemeenschap Berg van Sint-Job", vertegenwoordigd door Isabelle Detry; Het project "Geniale intergenerationale ontmoeting", vertegenwoordigd door Sylvianne Marmoy; Het project "Beplanting van het bloemperk van de kerk op het Sint-Pietersvoorplein", vertegenwoordigd door Marc Van Roy; Het project "Wederopbouw van een natuurlijk beheer van schadelijke stoffen", vertegenwoordigd door Lionel Etienne; Het project "De natuur onder de loep", vertegenwoordigd door Martine De Becker; Het project "Praatgroepen voor vrouwen", vertegenwoordigd door Phuc-Duyen Nguyen; Het project "Potager in the City", vertegenwoordigd door Maxime Dahan; Het project "Schoolondersteuning", vertegenwoordigd door Isabel Acosta;

Aangezien het evaluatiecomité beslist heeft om de hierboven geselecteerde projecten te subsidiëren ten belope van een totaalbedrag van € 8.150;

Aangezien de details van de beoordeling van de dossiers in de bijlage bij dit verslag zitten;

Beslist:

- De 8 voornoemde projecten, die geselecteerd werden door het evaluatiecomité, goed te keuren;

- De betaling van het totaalbedrag van € 8.150 toe te staan in het kader van de subsidie "Ondersteuning burgerproject", tweede oproep van 2024, op artikel 104/332-02/17 van het dienstjaar 2024, volgens de volgende verdeling en met naleving van artikel 7 van het gemeentereglement:

Ø € 900 voor het project "50 jaar Gemeenschap Berg van Sint-Job", vertegenwoordigd door Isabelle Detry (80 % van het bedrag wordt in eerste instantie gestort en de overige 20 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven en een activiteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project);

- Ø € 750 voor het project " Geniale intergenerationele ontmoeting", vertegenwoordigd door Sylvianne Marmoy (80 % van het bedrag wordt in eerste instantie gestort en de overige 20 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven en een activiteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project);
  
- Ø € 1.500 voor het project "Beplanting van het bloemperk van de kerk op het Sint-Pietersvoorplein", vertegenwoordigd door Marc Van Roy (80 % van het bedrag wordt in eerste instantie gestort en de overige 20 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven en een activiteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project);
  
- Ø € 1.000 voor het project "Wederopbouw van een natuurlijk beheer van schadelijke stoffen", vertegenwoordigd door Lionel Etienne (80 % van het bedrag wordt in eerste instantie gestort en de overige 20 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven en een activiteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project);
  
- Ø € 500 voor het project "De natuur onder de loep", vertegenwoordigd door Martine De Becker (80 % van het bedrag wordt in eerste instantie gestort en de overige 20 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven en een activiteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project);
  
- Ø € 1.500 voor het project "Praatgroepen voor vrouwen", vertegenwoordigd door Phuc-Duyen Nguyen (80 % van het bedrag wordt in eerste instantie gestort en de overige 20 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven en een activiteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project);
  
- Ø € 1.000 voor het project "Potager in the City", vertegenwoordigd door Maxime Dahan (80 % van het bedrag wordt in eerste instantie gestort en de overige 20 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven en een activiteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project);
  
- Ø € 1.000 voor het project "Schoolondersteuning", vertegenwoordigd door Isabel Acosta (80 % van het bedrag wordt in eerste instantie gestort en de overige 20 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven en een activiteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project).

De Raad keurt het punt goed.  
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Tableau d'analyse NL.xlsx, Tableau d'analyse FR.xlsx*

---

## **DÉPARTEMENT FINANCES - DEPARTEMENT FINANCIËN**

### **Recette - Ontvangerij**

28.11.2024/A/0032 **Convention de prêt sans intérêt entre le C.P.A.S. d'Uccle et la Commune d'Uccle.**

Le Conseil,  
Attendu que le C.P.A.S. d'Uccle a bénéficié d'un apport en trésorerie de la part des banques pour financer ses emprunts;  
Attendu que ce dernier ne va pas utiliser directement l'entièreté de la somme mise à sa disposition par les banques;  
Attendu qu'actuellement, la commune doit payer 4 % d'intérêt pour emprunter de l'argent à court terme;  
Attendu que, d'un commun accord, le C.P.A.S. d'Uccle et la commune d'Uccle ont décidé de signer une convention de prêt sans intérêt,  
Décide d'approuver et de signer la convention de prêt sans intérêt entre la commune d'Uccle et le C.P.A.S. d'Uccle.

Le Conseil approuve le point.  
40 votants : 40 votes positifs.

---

**Renteloze leenovereenkomst tussen het O.C.M.W. van Ukkel en de Gemeente Ukkel.**

De Raad,  
Aangezien het O.C.M.W. van Ukkel heeft genoten van een inbreng in geldmiddelen vanwege de banken om zijn leningen te financieren;  
Aangezien deze laatste niet direct het hele door de banken beschikbaar gestelde bedrag zal gebruiken;  
Aangezien de gemeente momenteel 4 % intrest moet betalen om geld op korte termijn te lenen;  
Aangezien het O.C.M.W. van Ukkel en de gemeente Ukkel in onderlinge overeenstemming hebben beslist een renteloze leenovereenkomst te ondertekenen,  
Beslist de overeenkomst inzake de renteloze leenovereenkomst tussen de gemeente Ukkel en het O.C.M.W. van Ukkel goed te keuren en te ondertekenen.

De Raad keurt het punt goed.  
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*  
*2024.10.22 - Convention de prêt de trésorerie 2025 (002).pdf*

---

28.11.2024/A/0033 **Douzièmes provisoires pour 2025**

Le Conseil,  
Vu l'article 14 du Règlement général de la comptabilité communale;  
Vu les élections communales d'octobre 2024 et l'installation du nouveau conseil communal en décembre 2024;  
Vu que lorsque le budget n'est pas encore voté, les crédits provisoires doivent être arrêtés par le Conseil communal;  
Vu la nécessité de s'assurer de pouvoir faire face aux obligations les plus immédiates qui se présenteront dès le début du nouvel exercice budgétaire et d'écarter tout risque de blocage;  
Sur proposition du Collège échevinal,

Décide de demander à l'autorité de tutelle l'autorisation de disposer pour 2025 de crédits provisoires à concurrence de quatre douzièmes des allocations portées au budget ordinaire de l'exercice précédent et approuvées par l'autorité supérieure.

Le Conseil approuve le point.  
40 votants : 40 votes positifs.

---

### **Voorlopige twaafden voor 2025**

De Raad,  
Gezien artikel 14 van het algemene reglement op de gemeentelijke boekhouding;  
Gezien de gemeentelijke verkiezingen in oktober en de installatie van de nieuwe gemeenteraad in december 2024;  
Gezien in het geval dat de begroting nog niet gestemd is geweest, de voorlopige kredieten moeten vastgelegd worden door de Gemeenteraad;  
Gezien de noodzaak tegemoet te kunnen komen aan de dringendste verplichtingen die zich zouden voordoen vanaf het begin van het nieuwe begrotingsjaar en alle risico's van blokkering te vermijden;  
Op voorstel van het Schepencollege,  
Besluit aan de voogdijoverheid de toelating te vragen voor 2025 te mogen beschikken over voorlopige kredieten ten belope van vier twaalfden van de toewijzingen van de gewone begroting van het vorige dienstjaar, goedgekeurd door de hogere overheid.

De Raad keurt het punt goed.  
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

---

### 28.11.2024/A/0034 **Compte 2023.-Approbation.**

Le Conseil,  
Attendu qu'en date du 27 juin 2024, le Conseil communal a approuvé le compte 2023;  
Attendu qu'en date du 27 septembre, la Tutelle nous a adressé un courrier dans lequel il nous indique notre compte est devenu exécutoire par expiration du délai (cf lettre, ci-jointe);  
Attendu que les deux remarques suivantes ont été formulées :  
- les dépenses de fonctionnement sont réalisés à 85,77 % : par conséquent, la tutelle demande à tous services communaux de suivre de manière réaliste leurs crédits;  
- réception de félicitations pour le constat du nombre important de non-valeurs et encouragements à continuer en ce sens,  
Décide de prendre acte de l'approbation du compte 2023 par la Tutelle.

Le Conseil approuve le point.  
40 votants : 40 votes positifs.

---

### **Rekening 2023.- Goedkeuring**

De Raad,  
Aangezien de gemeenteraad op 27 juni 2024 de rekening 2023 goedgekeurd heeft;  
Aangezien de Voogdij ons op 27 september 2024 een brief (in bijlage) gestuurd heeft, waarin ze ons mededeelt dat onze rekening uitvoerbaar geworden is door het verstrijken van de termijn;  
Aangezien de volgende twee opmerkingen geformuleerd werden :

- de werkingsuitgaven werden verwezenlijkt ten belope van 85,77 % : bijgevolg vraagt de Voogdij alle gemeentediensten om hun kredieten realistisch op te volgen;
  - we krijgen felicitaties voor de vaststelling van een groot aantal onwaarden en we worden aangemoedigd om in deze richting verder te gaan;
- Neemt akte van de goedkeuring van de rekening 2023 door de Voogdij.

De Raad keurt het punt goed.  
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*  
*compte 2023 approbationtutelle.pdf*

*Jonathan Biermann quitte la séance / verlaat de zitting.*  
*Carine Gol-Lescot quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

28.11.2024/A/0035 **L'urgence a été demandée et acceptée à l'unanimité. - Budget 2024.-Modification budgétaire N°5**

Le Conseil,

Attendu que la modification budgétaire n° 5 concerne l'augmentation de la dotation communale au CPAS, prévue lors de la modification budgétaire du CPAS du 16 octobre 2024;

Attendu que cette modification sera exceptionnellement analysée par la Tutelle même si elle est postérieure à la date du 01 novembre;

Décide d'approuver la modification budgétaire influençant le résultat ordinaire du budget 2024 tel qu'il se présente:

SERVICE ORDINAIRE (M.B. N° 5)

A.RESULTAT EX.PROPRE BUDGET INITIAL :	Boni	2.472.843,35
B.RESULTAT APRES LA M.B.1 :	Mali	-209.167,71
C.RESULTAT DE LA M.B. 3 :	Mali	-2.307.137,08
D.RESULTAT DE LA M.B. 5	Mali	-4.320.183,30
E=A+B+C +D NOUVEAU RESULTAT EX.PROPRE:	Mali	-4.363.644,74
F.RESULTAT GLOBAL APRES LA M.B.1 :	Boni	17.191.502,54
G.RESULTAT DE LA M.B. 3	Mali	-2.307.137,08
H.RESULTAT DE LA M.B. 5	Mali	-4.320.183,30
I=F+G +H RESULTAT EX.GLOBAL	Boni	10.564.182,16

**Mme l'Echevin Delwart** précise que ces modifications budgétaires, débouchant sur un déficit – non à l'exercice global mais à l'exercice propre – sont le reflet de la situation difficile à laquelle est confronté le CPAS.

**M. Cools** signale que le groupe Uccle en avant est favorable à l'adoption de



ce point.

Il se permet toutefois de rappeler que les publications électorales de concurrents politiques tels que la Liste du Bourgmestre mettaient en exergue l'équilibre budgétaire, alors qu'après ces modifications budgétaires, le budget 2024 affiche un déficit de 4.363.644 €.

Lors de la séance antérieure du Conseil, au cours de laquelle on avait déjà acté une modification budgétaire d'environ 2 millions d'euros, Mme l'Echevin Delwart avait affirmé que le déficit budgétaire, limité alors à 43.000 €, était susceptible d'être épongé par des non-dépenses.

M. Cools ne cache pas un certain scepticisme quant à la possibilité d'aboutir à un compte en équilibre avec le montant du déficit observé actuellement.

Lors des discussions relatives au budget 2024, le groupe Uccle en avant avait souligné l'insuffisance de la dotation au CPAS, et M. le Président du CPAS lui-même avait fait un constat identique – attesté dans le procès-verbal de la commission de concertation commune-CPAS -, en précisant que des modifications budgétaires seraient sans doute nécessaires. Ce diagnostic se vérifie actuellement.

M. Cools en conclut que le budget initial de la commune était sans beaucoup moins un « budget vérité » que ne semble l'être le budget actuel après ces modifications.

**M. Hayette** remarque que l'augmentation du nombre de dossiers relatifs à l'octroi de revenus d'intégration sociale (RIS) manifeste la dégradation de la situation sociale à Uccle, à laquelle il convient d'être particulièrement attentif.

Il insiste sur la nécessité de lutter contre la précarité enfantine. Il estime que les efforts du CPAS en ce domaine ne sont pas suffisants et rappelle à cet égard que le groupe socialiste s'était mobilisé en faveur de la gratuité des repas scolaires et du matériel scolaire jusqu'à la 6ème primaire.

**M. le Président du CPAS** répond que le CPAS est très attentif à la situation des enfants, même s'il va de soi que des revenus d'intégration ne peuvent pas être octroyés à des enfants en tant que tels.

Chaque dossier est examiné en fonction du contexte familial de l'intéressé, et le Comité spécial du service social (CSSS) n'hésite pas à intervenir si cela s'avère nécessaire.

**Mme l'Echevin Delwart** estime qu'il relève d'une saine gestion administrative d'intégrer dans le budget 2024 l'impact de modifications budgétaires du CPAS sur les finances communales.

Le Collège est surtout animé par la volonté d'assurer une gestion rigoureuse et transparente. Il convenait donc d'inscrire le déficit du CPAS sans chercher à le minimiser par de petits trafics comptables.

Mme l'Echevin Delwart souligne que durant toute cette législature, les dotations au CPAS ont été augmentées de façon inédite, en raison de la précarité grandissante et de la problématique des maisons de repos.

Mme l'Echevin Delwart demeure confiante dans le travail des équipes de M. le Receveur pour parvenir à équilibrer les comptes.

**M. Cools** persiste à penser que le déficit pouvait être anticipé, et ce d'autant plus que celui-ci n'est pas dû uniquement à la problématique de la dotation au CPAS mais aussi à la modification budgétaire de 2.307.000 € opérée le 17 octobre, qui portait essentiellement sur les barèmes et les indexations.

Le Conseil approuve le point.  
38 votants : 38 votes positifs.

---

## De hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen. - Begroting 2024.-Begrotingswijziging Nr 5

De Raad,

Aangezien de begrotingswijziging Nr 5 betrekking heeft op de verhoging van de gemeentelijke dotatie aan het OCMW, voorzien tijdens de begrotingswijziging Nr 2 van het OCMW van 16 oktober 2024;

Aangezien deze wijziging uitzonderlijk door de Voogdij geanalyseerd wordt, ook al dateert ze van na 1 november;

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de begrotingswijziging die een invloed heeft op de resultaten van de begroting 2024, als volgt:

GEWONE DIENST (BW Nr 5)

A. RESULTAAT EIGEN DIENSTJAAR OORSPRONKELIJKE BEGROTING	overschot	2.472.843,35
B.RESULTAAT NA BW 1:	tekort	-209.167,71
C.RESULTAAT VAN BW 3:	tekort	-2.307.137,08
D.RESULTAAT VAN BW 5:	tekort	-4.320.183,30
E=A+B+C +D NIEUW RESULTAAT EIGEN DIENSTJAAR	tekort	-4.363.644,74

F. GLOBAAL RESULTAAT NA BW 1:	overschot	17.191.502,54
G.RESULTAAT VAN BW 3:	tekort	-2.307.137,08
H.RESULTAAT VAN BW 5:	tekort	-4.320.183,30
I=F+G +h GLOBAAL RESULTAAT:	Overschot	10.564.182,16

**Schepen Delwart** wijst erop dat deze begrotingswijzigingen, die leiden tot een tekort - niet voor het globaal dienstjaar maar voor het eigen dienstjaar - de moeilijke situatie weerspiegelen waarmee het OCMW wordt geconfronteerd.

**De h. Cools** wees erop dat Uccle en avant voorstander was van de goedkeuring van dit punt.

Hij is echter zo vrij om erop te wijzen dat in de verkiezingspublicaties van politieke concurrenten zoals de Lijst van de burgemeester de nadruk wordt gelegd op een begrotingsevenwicht, terwijl de begroting 2024 na deze begrotingswijzigingen een tekort laat zien van € 4.363.644.

Tijdens de vorige raadsvergadering, waarin al een begrotingswijziging van ongeveer 2 miljoen euro was aangenomen, had schepen Delwart verklaard dat het begrotingstekort, dat toen beperkt was tot € 43.000, waarschijnlijk zou worden opgevangen door niet te besteden.

De h. Cools steekt zijn scepsis over de mogelijkheid om met het huidige tekort een sluitende begroting te realiseren niet onder stoelen of banken.

Tijdens de besprekingen over de begroting 2024 heeft Uccle en avant gewezen op de ontoereikendheid van de OCMW-dotatie en de OCMW-voorzitter zelf heeft dezelfde opmerking gemaakt - waarvan de notulen van het overlegcomité Gemeente-OCMW getuigen - en aangegeven dat begrotingswijzigingen ongetwijfeld nodig zouden zijn. Deze diagnose wordt momenteel bevestigd.

De h. Cools concludeert dat de oorspronkelijke begroting van de gemeente veel minder een "waarheidsbegroting" was dan de huidige begroting lijkt te zijn na deze wijzigingen.

**De h. Hayette** merkt op dat de toename van het aantal dossiers met betrekking

*tot de toekenning van een leefloon de verslechtering van de sociale situatie in Ukkel aantoon, waaraan bijzondere aandacht moet worden besteed.*

*Hij benadrukt dat de precaire situatie van kinderen moet worden bestreden. Hij is van mening dat de inspanningen van het OCMW op dit gebied niet volstaan en herinnert eraan dat de socialistische fractie campagne heeft gevoerd voor gratis schoolmaaltijden en schoolmateriaal tot en met het 6de basisjaar.*

***De voorzitter van het OCMW** antwoordt dat het OCMW veel aandacht heeft voor de situatie van kinderen, hoewel het vanzelfsprekend is dat een leefloon niet aan kinderen als dusdanig kan worden toegekend.*

*Elk geval wordt onderzocht op basis van de familiale omstandigheden van de betrokken persoon en het bijzonder comité van de sociale dienst aarzelt niet om tussen te komen indien nodig.*

***Schepen Delwart** is van mening dat het deel uitmaakt van een gezond administratief beheer om in de begroting voor 2024 de gevolgen van de wijzigingen in de OCMW-begroting voor de gemeentelijke financiën op te nemen.*

*Bovenal wordt het college gedreven door de wens om te zorgen voor een streng en transparant beheer. Daarom was het gepast om het OCMW-tekort op te nemen zonder te proberen het te minimaliseren door middel van boekhoudkundige trucjes.*

*Schepen Delwart wees erop dat tijdens deze zittingsperiode de OCMW-dotaties op een nooit eerder geziene manier zijn verhoogd, vanwege de toenemende onzekerheid en het probleem van de rusthuizen.*

*Schepen Delwart blijft vertrouwen op het werk van de teams van de Ontvanger om de rekeningen in evenwicht te brengen.*

***De h. Cools** blijft van mening dat het tekort voorzien had kunnen worden, vooral omdat het niet alleen te wijten is aan het probleem van de OCMW-dotatie maar ook aan de begrotingswijziging van € 2.307.000 die op 17 oktober werd doorgevoerd en die hoofdzakelijk betrekking had op barema's en indexeringen.*

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

*10 annexes / 10 bijlagen*

*Synthese MB 5 FR 2024.pdf, MB 5 Economique FR.pdf, MB 5 Ordinaire détaillée NL.pdf, MB5 2024 - avis de la commission\_nl.pdf, MB 5 Ordinaire détaillée FR.pdf, Copie de Synthèse MB 5 NL 2024.pdf, MB 5 Fonctionnelle NL.pdf, MB5 2024 - avis de la commission.pdf, MB 5 Fonctionnelle FR.pdf, MB 5 Economique NL.pdf*

---

## **DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN**

### **Centrale des marchés - Opdrachtcentrale**

28.11.2024/A/0036 **Marchés publics - Nouvelle loi communale, article 234 § 3 - Prise pour information des décisions du Collège échevinal**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins

suivantes :

- 24 octobre 2023 : Achat de Peintures et Revêtements de sol 2024 à 2026 - Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter - 120.000,00 € TVAC - divers articles au code économique : ../125-02/..
- 16 juillet 2024 : Projet U-Birds : phase test de placement de films anti-collision sur les parois vitrées des passerelles du CAU - Désignation et engagement de la dépense - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil - 13.880,00 € TVAC - Article : 137/724-60/93.
- 16 juillet 2024 : Projet U-Birds : placement de nichoirs sur le CAU - Désignation et engagement de la dépense - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil communal - 12.993,58 TVAC - Article : 137/724-60/93.
- 20 août 2024 : Projet U-Birds : phase test de placement de films anti-collision sur les parois vitrées des passerelles du CAU - Désignation et engagement de la dépense - Mode de financement - Correction du montant - Prise pour information - 16.794,80 € TVAC - 13.880 € HTVA = 2.914,80 € - Article : 137/724-60/93.
- 15 octobre 2024 : Achat des enveloppes et des imprimés pour les services communaux – 2025 - Approbation de la dépense, du mode de passation du marché, du cahier des charges et des firmes à consulter – Application de l'article 234 § 3 de la NLC – Information Conseil - 30.250,00 €, 21 % TVAC (2025) ; 30.250,00 €, 21 % TVAC (2026) ; 30.250,00 €, 21 % TVAC (2027) - Article : 13501/123-02/57.
- 15 octobre 2024 : Achat d'un vélo électrique - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle loi communale - 3.000 € - Article : 300/743-51/97.
- 15 octobre 2024 : Conception d'un projet d'ameublement et aménagement du nouveau centre administratif communal - Lot 1 (Espaces disposant d'un inventaire exhaustif) - Approbation du marché subséquent relatif à la commande 17 - Engagement de la dépense supplémentaire - Mode de financement - Application des articles 234, § 3 et 236 de la Nouvelle loi communale - 686,33 € - Article : 137/741-51/58.
- 15 octobre 2024 : Réalisation d'exercices d'évacuation incendie 2024-2025 - Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle loi communale - 60.000 € - Article : 137/124-06/88.
- 15 octobre 2024 : Réparation du véhicule 888 immatriculé : 1 SUY 837. Changement complet de l'embrayage et de la fourchette - Engagement de la dépense - Paiement de la facture - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil - 3.888,63 € TVAC - Article : 136/745-53/84.
- 22 octobre 2024 : Frais d'incinération des déchets déposés par l'administration communale pour l'année 2025 - Application de l'article 234 § 3 de la NLC - Approbation de la dépense, du cahier spécial des charges et de la procédure de passation du marché.- Information au Conseil. - 100.000 € - Article : 87601/124-06/62.
- 22 octobre 2024 : Diverses prestations de transports scolaires 2025 - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle loi communale - 138.533,82 €, 6 % TVAC - Divers articles du code économique : ../124-22/40 : ../124-24/40 ; ../124-06/40 (2025).
- 22 octobre 2024 : Fourniture et livraison de matériel et produits d'entretien pour la période du 01/01/2025 au 31/12/2025 - Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle loi communale - 84.700 € (Lot 1) ; 60.500 € (Lot 2) - Articles du code économique : ../125-02/85 (2025).
- 22 octobre 2024 : Rénovation énergétique de bâtiments (Programme RenoClick) - Crèche du Globe : réalisation d'une rénovation de toiture – Marchés publics de travaux attribués par la centrale d'achat (Sibelga) - Prise pour information de la notification de

l'attribution du marché, approbation du mode de financement et de l'engagement de la dépense envisagée - 217.800,00 € (majoration +/- 10% et TVA autoliquidation 21% comprises), soit 163.055,00 € (hors majoration et TVA 21% autoliquidation), soit 180.000,00 € (majoration +/- 10% comprise et hors TVA) + montant TVA (21%) autoliquidation à reverser au SPF Finances : 37.800,00 € - Article : 84401/724-60/85.

- 22 octobre 2024 : Réparation de clôtures et de portails au parc du Wolvendael - Conditions du marché - Désignation de la firme adjudicataire et engagement de la dépense - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil communal - 59.917,94 € HTVA + 12.582,77 € (Montant de la TVA à reverser au SPF Finances) - Article : 766/725-60/83.
- 22 octobre 2024 : Médiathèque - Achat de matériel de projection - Engagement de la dépense - Prise pour information par le Conseil - Mode de financement - 1.664,79 € TVAC - Article : 76702/744-98/70.
- 5 novembre 2024 : Gestion du stationnement payant – Marché de services – Paiement de stationnement par application mobile, WEB et SMS, 2025-2028 – Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle loi communale - 57.676,66 € TVAC par an, soit 173.030 € TVAC (2025-2028) - Article : 424/124-06/81.
- 5 novembre 2024 : Asphaltage des avenues de l'Aiglon, des Myrtilles et des Hespérides - Exercice 2024 - Approbation de la dépense, des documents et de la procédure de passation du marché - Prise pour information par le Conseil communal - 160.298,50 € hors TVA + 33.662,69 € (TVA) - Article : 421/731-60/82.
- 5 novembre 2024 : Amélioration de la perméabilité des voiries - Exercice 2024 - Approbation de la dépense, des documents et de la procédure de passation du marché - Prise pour information par le Conseil communal - 156.090 € hors TVA + 32.778,90 € de TVA à verser par la commune au SPF Finances - Article : 421/731-60/82.
- 5 novembre 2024 : Salle de sport Jacques Van Offelen (JVO) : réalisation d'un nouveau sol sportif - Marché de travaux - Procédure négociée sans publication préalable - Attribution du marché, désignation de la firme adjudicataire et engagement de la dépense - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil communal de l'augmentation de la dépense estimée - 115.277,10 € (option comprise et hors majoration et TVA 21 % autoliquidation), soit 130.000,00 € (majoration +/- 12 %, option comprise et hors TVA 21 % autoliquidation) + 27.300,00 € (montant TVA 21 % à verser au SPF Finances) - Article : 764/724-60/85.
- 5 novembre 2024 : Rénovation énergétique de bâtiments (Programme RenoClick - SIBELGA) - Ecole du Longchamp : réalisation d'une rénovation de toiture inclinée - Approbation de la fiche projet (honoraires bureau d'étude) établie par Sibelga - Engagement de la dépense - Prise pour information par le Conseil communal - Mode de financement - 10.781,60 € (hors majoration et TVA 21 %), soit 12.000,00 € (majoration +/- 11 % comprise et hors TVA), soit 14.520,00 € (majoration +/- 11 % et TVA comprise) - Article : 137/747-60/85.
- 5 novembre 2024 : Travaux de plantations sur le territoire de la commune d'Uccle, marché stock pour les projets menés par le service de l'Environnement - Seconde modifications des conditions - Prise pour information par le Conseil communal - 59.113,70 € TVAC - Article : 766/725-60/83 - 15.877,08 € TVAC - Article : 421/731-60/82.
- 5 novembre 2024 : Aménagement hydraulique et paysager du patio et de la cour p1/p2 de l'école du Homborch - Choix de la procédure de passation du marché et fixation des conditions - Prise pour information par le Conseil communal - 50.000 € (TVAC) - Article : 722/723-60/96.
- 5 novembre 2024 : Achat d'une armoire de recharge pour batteries - Approbation des conditions du marché, de la liste des fournisseurs et de l'attribution - Mode de financement - Engagement de la dépense - Prise pour information par le Conseil - 9.627,37 € (TVAC), dont 1.670,87 € seront versés au SPF Finances - Article : 875/741-51/62.

- 5 novembre 2024 : Informatisation des services - Achat d'imprimantes matricielles pour le service des Etrangers - Approbation de l'engagement de la dépense, du mode de passation du marché et du mode de financement de la dépense - (INF498) - Prise pour information par le Conseil communal - 1.272 € - Article : 104/742-53/53.
- 5 novembre 2024 : Informatisation des services - Acquisition du module "Cartes eID" pour le programme "Saphir" destiné aux services Population et Etrangers - Approbation de l'engagement de la dépense, du mode de passation du marché et du mode de financement de la dépense - (INF499) - Prise pour information par le Conseil communal - 1.650 € - Article : 104/742-53/53.
- 12 novembre 2024 : Fourniture et pose de matériel et équipement pour les cuisines industrielles communales - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle loi communale - 5.126,75 € - Article : 722/744-51/40 - 4.514,79 € - Article : 84401/744-51/58.
- 12 novembre 2024 : Complexe sportif Deridder (Les Griottes) - Rénovation du logement de la conciergerie - Marché de travaux - Procédure négociée sans publication préalable - Approbation des conditions du marché - Prise pour information par le Conseil communal - 143.000,00 € (TVA autoliquidation 6 % car rénovation logement), soit 151.580,00 € (TVA 6 % autoliquidation comprise) - Article : 764/724-60/85.
- 12 novembre 2024 : Fourniture d'alimentation: Epicerie, produits surgelés, produits laitiers, produits féculents, confiserie et droguerie -2025 – dans les crèches, l'I.C.P.P., la plaine de jeux et les divers services, dans le respect des critères du développement durable – Approbation de l'attribution et de l'engagement de la dépense – Information Conseil - 82.350,00 TVAC - Article : 84401/124-02/90 - 17.500,00 € TVAC - Article : 75102/124-02/40 - 3.500,00 € TVAC - Article : 76102/124-02/40 - 100,00 € TVAC - Article : .../125-02/85 - 1.500,00 € TVAC - Article : 101/123-48/10 - 150,00 € TVAC - Article : 104/123-16/10 - 3.350,00 € TVAC - Article : 131/124-48/88 - 6.000,00 € TVAC - Article : .../124-02/...
- 19 novembre 2024 : Conception d'un projet d'ameublement et aménagement du nouveau centre administratif communal - Lot 2 (Espaces à aménager sur base d'un concept) - Approbation de l'avenant 10 et du marché subséquent relatif à la commande 8 - Application des articles 234, § 3 et 236 de la Nouvelle loi communale - Engagement de la dépense - 3.374,09 € - Article : 137/741-51/58.
- 19 novembre 2024 : Fourniture de petit matériel de cuisine spécifique aux crèches communales - Approbation des conditions et de l'attribution - Application des articles 234, § 4 et 236 de la Nouvelle loi communale - 2.168,32 € - Article : 84401/124-02/90.
- 19 novembre 2024 : Réalisation d'exercices d'évacuation incendie 2024-2025 - Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle loi communale - Nouveau marché suite à la non-attribution du marché lancé le 15.10.2024 - 60.000 € (2024 et 2025) - Article : 137/124-06/88.
- 19 novembre 2024 : Achat de matériel de signalisation routière - Exercice 2024 - Approbation de la dépense, du cahier spécial des charges, de la procédure de passation du marché, de la liste des firmes consultées et de la date limite de réception des offres - Prise pour information par le Conseil communal - 99.996,82 € (TVA comprise) - Article : 423/741-52/82.
- 19 novembre 2024 : Fourniture et installation d'un cinémomètre répressif et de deux dispositifs sur lesquels le placer - Exercice 2024 - Approbation et engagement de la dépense - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil communal - 170.000 € TVAC - Article : 421/741-52/82.

Le Conseil prend connaissance.

---

### **Overheidsopdrachten - Nieuwe gemeentewet, artikel 234 § 3 - Kennisneming van beslissingen van het Schepencollege**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, leden 3 et 236,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen :

- 24 oktober 2023 : Aankoop van verf en vloerbekledingen 2024 tot 2026 - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de te raadplegen bedrijven - 120.000,00 € incl. btw - Diverse artikelen van de economische code .../125-02/..
- 16 juli 2024 : Project U-Birds : testfase van de plaatsing van botsinwerende folie op de glazen wanden van de doorgangen van het ACU - Aanstelling en vastlegging van de uitgave - Financieringswijze - Kennisneming door de gemeenteraad - 13.880,00 € incl. btw - Artikel : 137/724-60/93.
- 16 juli 2024 : Project U-Birds : plaatsing van nestkastjes aan het ACU - Aanstelling en vastlegging van de uitgave - Financieringswijze - Kennisneming door de gemeenteraad - 12.993,58 € incl. btw - Artikel : 137/724-60/93.
- 20 augustus 2024 : Project U-Birds : testfase van de plaatsing van botsingwerende folie op de glazen wanden van de doorgangen van het ACU - Aanstelling en vastlegging van de uitgave - Financieringswijze - Correctie van het bedrag - Kennisneming - 16.794,80 € incl. btw - 13.880 € excl. btw = 2.914, 80 € - Artikel : 137/724-60/93.
- 15 oktober 2024 : Aankoop van omslagen en drukwerken voor de gemeentediensten - 2025 - Goedkeuring van de uitgave, de gunningswijze, het bestek en de te raadplegen bedrijven - Toepassing van artikel 234 lid 3 van de NGW - Kennisneming door de Gemeenteraad - 30.250,00 €, 21 % incl. btw (2025) ; 30.250,00 €, 21 % incl. btw (2026) ; 30.250,00 €, 21 % incl. btw (2027) - Artikel : 13501/123-02/57.
- 15 oktober 2024 : Aankoop van een elektrische fiets - Goedkeuring van de gunning en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 lid 3 van de Nieuwe Gemeentewet - 3.000 € - Artikel : 300/743-51/97.
- 15 oktober 2024 : Ontwerp van een project inzake meubilair en inrichting van het nieuwe gemeentelijke administratieve centrum : bestelling 17 - Set 1 (Ruimtes met een uitgebreide inventaris) - Goedkeuring van de opdracht aangaande bestelling 17 - Vastlegging van de bijkomende uitgave - Financieringswijze - Toepassing van artikels 234 leden 3 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet - 686,33 € - Artikel : 137/741-51/58.
- 15 oktober 2024 : Jaarlijkse brandoefeningen uitvoeren in alle gemeentegebouwen die in de bijlage opgelijst zijn, 15/10/2024 - 30/12/2025 - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de te raadplegen bedrijven - Toepassing van artikel 234, lid 3 van de Nieuwe Gemeentewet - 60.000 € - Artikel : 137/124-06/88.
- 15 oktober 2024 : Reparatie van het geregistreerde voertuig 888 : 1 SUY 837 - Volledige wisseling van de koppeling en de marge - Vaststelling van de uitgave - Betaling van de factuur - Financieringswijze - Kennisneming van de Gemeenteraad - 3.888,63 €, incl. btw - Artikel : 136/745-53/84.
- 22 oktober 2024 : Verbrandingskosten van het afval afgegeven door het gemeentebestuur voor het jaar 2025 – Toepassing van artikel 234 lid 3 van de NGW – Goedkeuring van de uitgave, het bestek en de gunningswijze van de opdracht - Kennisneming door de Gemeenteraad - Toepassing van artikel 234 lid 3 van de Nieuwe Gemeentewet - 100.000 € - Artikel : 87601/124-06/62.
- 22 oktober 2024 : Diverse schoolvervoersdiensten 2025 - Goedkeuring van de

- voorwaarden, de gunningswijze en de te raadplegen bedrijven - Toepassing van artikel 234 lid 3 van de Nieuwe Gemeentewet - 138.533,82 €, 6 % incl. btw - Diverse artikels van de economische code : .../124-22/40 ; ...124-24/40 ; ...124-06/40 (2025).
- 22 oktober 2024 : Aankoop en levering van onderhoudsmateriaal en -producten voor de periode van 01/01/2025 tot 31/12/2025 - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de te raadplegen bedrijven - Toepassing van artikel 234 lid 3 van de Nieuwe Gemeentewet - 84.700 € (Set 1) ; 60.500 € (Set 2) - Artikels van de economische code : .../125-02/85 (2025).
- 22 oktober 2024 : Energierenovatie van gebouwen (RenoClick Programma) - Kinderdagverblijf Globe : uitvoeren van een dakrenovatie - Toegewezen door het aankoop centrum (Sibelga) werkenoverheidsopdrachten - Kennisgeving van de gunning van de opdracht, goedkeuring van de financieringswijze en de vaststelling van de uitgave - 217.800,00 € (inclusief toeslag +/- 10 % en btw 21 % verlegging), dus 163.055,00 € (exclusief toeslag en btw 21 % verlegging), dus 180.000,00 € (inclusief toeslag +/- 10 % en exclusief btw) + bedrag btw (21 %) verlegging terug te betalen aan de FOD Financiën : 37.800,00 € - Artikel : 84401/724-60/85.
- 22 oktober 2024 : Herstelling van afsluitingen en poorten in het Wolvendaelpark - Voorwaarden van de opdracht - Aanwijzing van het winnende bedrijf en vastlegging van de uitgave - Financieringswijze - Kennisneming door de Gemeenteraad - 59.917,94 € excl. btw + 12.582,77 € (bedrag van btw terug te betalen aan de FOD Financiën) - Artikel : 766/725-60/83.
- 22 oktober 2024 : Mediabibliotheek - Aankoop van projectieapparatuur - Vaststelling van de uitgave - Kennisneming door de Gemeenteraad - Financieringswijze - 1.664,79 € incl. btw - Artikel : 76702/744-98/70.
- 5 november 2024 : Beheer van het betalend parkeren – Dienstopdracht – Betaling van het parkeren via mobiele app, website en sms 2025-2028 – Goedkeuring van de voorwaarden, van de plaatsingswijze en van de te raadplegen firma's – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - 57.676,66 € incl. btw per jaar, dus 173.030 € incl. btw (2025-2028) - Artikel : 424/124-06/81.
- 5 november 2024 : Asfalteren van de Aiglon-, Kraakbeziën- en Hesperidenlanen - Begrotingsjaar 2024 - Goedkeuring van de uitgave, documenten en van de gunningswijze - Kennisneming door de Gemeenteraad - 160.298,50 € excl. btw + 33.662,69 € (btw) - Artikel : 421/731-60/82.
- 5 november 2024 : Verbetering van de doorlaatbaarheid van de wegen - Begrotingsjaar 2024 - Goedkeuring van de uitgave, de documenten en de gunningswijze - Kennisneming van de Gemeenteraad - 156.090 € excl. btw + 32.778,90 € (bedrag van btw terug te betalen aan de FOD Financiën) - Artikel : 421/731-60/82.
- 5 november 2024 : Sportzaal Jacques Van Offelen (JVO) : bouw van een nieuwe sportvloer - Werkenoverheidsopdracht - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht - Kennisneming door de Gemeenteraad van de vermeerdering van de geraamde uitgave - 115.277,10 € (incl. optie en excl. toeslag en btw 21 % verlegging), dus 130.000,00 € (verhoging +/- 12 %, incl. toeslag en excl. btw 21 % verlegging) + 27.300,00 € (bedrag btw 21 % terug te betalen aan de FOD Financiën) - Artikel : 764/724-60/85.
- 5 november 2024 : Energierestauratie van gebouwen (RenoClick-programma - SIBELGA) - Ecole du Longchamp: implementatie van een hellingdakrenovatie - Goedkeuring van de door Sibelga vastgestelde zeven projectfiches - Vastlegging van de uitgave - Kennisneming door de Gemeenteraad - Financieringswijze - 10.781,60 € (excl. toeslag en btw 21 %), dus 12.000,00 € (incl. toeslag +/- 11 % en excl. btw), dus 14.520,00 € (toeslag +/- 11 % en incl. btw) - Artikel : 137/747-60/85.
- 5 november 2024 : Beplantingswerkzaamheden op het grondgebied van de gemeente Ukkel, stockopdracht voor projecten uitgevoerd door de milieudienst. Tweede wijzigingen in de voorwaarden. Ter informatie aangenomen door de Gemeenteraad -



- 59.113,70 € incl. btw - Artikel : 766/725-60/83 - 15.877,08 € incl. btw - Artikel : 421/731-60/82.
- 5 november 2024 : Hydrologische en landschapsarchitectuur aan de patio en de speelplaats p1/p2 van de Homborchschool. Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden. Ter informatie aangenomen door de Gemeenteraad - 50.000 € (incl. btw) - Artikel : 722/723-60/96.
  - 5 november 2024 : Aankoop van een kast om batterijen op te laden – Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht, van de lijst met de leveranciers en van de gunning – Financieringswijze – Vastlegging van de uitgave - 9.627,37 € (incl. btw), waarvan 1.670,87 € aan de FOD terug te betalen) - Artikel : 875/741-51/62.
  - 5 november 2024 : Informatisering der diensten - Aankoop van dot-matrixprinters voor de buitenlandersdienst - Goedkeuring van de aanwending van de uitgaven, wijze van aanschaf en de financieringswijze van de kosten (INF498) .Ter informatieneming door de Raad - 1.272 € - Artikel : 104/742-53/53.
  - 5 november 2024 : Informatisering der diensten - Aankoop van de module “eID-kaarten” voor het programma “Saphir” bedoeld voor bevolkings- en buitenlandse diensten - Goedkeuring van de aanwending van de uitgaven, wijze van aanschaf en de financieringswijze van de kosten (INF499) .Ter informatieneming door de Raad - 1.650 € - Artikel : 104/742-53/53.
  - 12 november 2024 : Levering en plaatsing van materieel en uitrusting voor industriële gemeetnelijke keukens - Goedkeuring van de aanwending en voorwaarden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet - 5.126,75 € - Artikel : 722/744-51/40 - 4.514,79 € - Artikel : 84401/744-51/58.
  - 12 november 2024 : Sportcomplex Deridder (Les Griottes) - Renovatie van de conciërgewoning - Werkenoverheidsopdracht - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de voorwaarden van de overheidsopdracht - Kennisgeving door de Gemeenteraad - 143.000,00 € (btw verlegging 6 % want gebouwrenovatie), dus 151.580,00 € (incl. btw 6 % verlegging) - Artikel : 764/724-60/85.
  - 12 november 2024 : Levering voedingswaren: Kruidenierswaren, diepvries-, zuivel- en zetmeelrijke producten, snoepwaren, drogisterij \_2025 - in de kinderdagverblijven, l'I.C.P.P., het speelplein en diverse gemeentelijke diensten, met respect voor criteria van duurzame ontwikkeling - Overschrijding van de raming van de uitgave - Kennisgeving raad - 82.350,00 € incl. btw - Artikel : 84401/124-02/90 - 17.500,00 € incl. btw - Artikel : 75102/124-02/40 - 3.500,00 € incl. btw - Artikel : 76102/124-02/40 - 100,00 € incl. btw - Artikel : .../125-02/85 - 1.500,00 € incl. btw - Artikel : 101/123-48/10 - 150,00 € incl. btw - Artikel : 104/123-16/10 - 3.350,00 € incl. btw - Artikel : 131/124-48/10 - 6.000,00 € incl. btw - Artikel : .../124-02/...
  - 19 november 2024 : Ontwerp van een project inzake meubilair en inrichting van het nieuwe gemeentelijke administratieve centrum — perceel 2 (ruimtes in te richten op basis van een concept) - Nakomende opdracht - bestelling 8 - Toepassing van artikels 234 § 3 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet - Vastlegging van de uitgave - 3.374,09 € - Artikel : 137/741-51/58.
  - 19 november 2024 : Levering van lein keukenmaterieel voor gemeentelijke kribben - Goedkeuring van de voorwaarden en de aanwending - Toepassing van artikels 234 § 3 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet - 2.168,32 € - Artikel : 84401/124-02/90.
  - 19 november 2024 : Jaarlijkse brandoefeningen uitvoeren in alle gemeentegebouwen die in de bijlage opgelijst zijn-Toepassing van artikel 234, § 3 van de Nieuwe Gemeentewet - Nieuwe opdracht wegens de niet-aanwending van de opdracht van 15.10.2024 - 60.000 € (2024 en 2025) - Artikel : 137/124-06/88.
  - 19 november 2024 : Aankoop van signalisatiemateriaal - dienstjaar 2024 - Goedkeuring van het bijzonder lastenkohier, de uitgave en de plaatsing van de procedure, de lijst van de te consulteren firma's en de datum van de opening van de inschrijvingen - Kennisneming door de Gemeenteraad - 99.996,82 € (incl. btw) -

Artikel : 423/741-52/82.

- 19 november 2024 : Levering en plaatsing van een snelheidscamera en twee installaties - Begrotingsjaar 2024 - Goedkeuring en vastlegging van de uitgave - Financieringswijze - Kennisneming door de Gemeenteraad - 170.000 € incl. btw - Artikel : 421/741-52/82.

De Raad neemt kennis.

---

## DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

### Jeunesse - Jeugd

28.11.2024/A/0037 **Jeunesse-Subsides aux mouvements de jeunesse - Année 2024 - Engagement des dépenses**

Le Conseil,  
Considérant que l'administration communale d'Uccle octroie, depuis plusieurs années déjà, des subsides d'encouragement aux mouvements de jeunesse ucclois;  
Considérant que, comme les années précédentes, tous les mouvements dont nous avons obtenu les coordonnées ont été invités à introduire une demande de subsides reprenant notamment les projets pour l'année à venir;  
Considérant qu'à ce jour, 11 organismes ont introduit une demande d'aide financière;  
Considérant que le service de la Jeunesse propose de répartir une partie de l'enveloppe budgétaire prévue à cet effet selon le tableau repris ci-dessous :

	Unités	2024	2023
1	Patro Sacré-Cœur	450 €	450 €
2	9ème Groupe FSE Uccle	400 €	400 €
3	69ème unité FSC Précieux-Sang	350 €	400 €
4	43ème unité GCB Précieux-Sang	350 €	400 €
5	16ème unité N-D du Rosaire	400 €	400 €
6	22ème unité N-D du Rosaire	400 €	400 €
7	LC101 Notre Dame De Stalle	450 €	450 €
8	80ème Saint Marc	350 €	350 €
9	59ème Saint Marc	350 €	350 €
10	97ème Unité IF- Scouts pluralistes	450 €	/
11	Ligue Mary Jones	450 €	/
12	39ème Unité ND de Boetendael	400€	€ 450

Considérant que le service jeunesse souhaite également engager la partie restante pour les mouvements de jeunesse qui doivent encore régulariser leur situation;

Décide,

D'approuver la répartition telle que présentée ci-dessus.

D'approuver l'engagement de la dépense sur l'article budgétaire 76101/332-02/MJ/61.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Jeugd- Subsidies aan jeugdbewegingen - Jaar 2024 - Vastlegging van de uitgaven**

De Raad,  
 Overwegende dat het gemeentebestuur van Ukkel al verscheidene jaren  
 aanmoedigingssubsidies toekent aan de Ukkelse jeugdbewegingen;  
 Overwegende dat alle bewegingen waarvan we de gegevens gekregen hebben net als de  
 vorige jaren verzocht werden een subsidieaanvraag in te dienen waarin ze de projecten  
 voor het komende jaar opnemen;  
 Overwegende dat tot op heden 11 bewegingen een aanvraag voor financiële hulp  
 ingediend hebben;  
 Overwegende dat de Jeugddienst voorstelt een deel van de hiervoor voorziene  
 begrotingsenveloppe te verdelen volgens deze tabel:

	Unités	2024	2023
1	Patro Sacré-Cœur	450 €	450 €
2	9ème Groupe FSE Uccle	400 €	400 €
3	69ème unité FSC Précieux-Sang	350 €	400 €
4	43ème unité GCB Précieux-Sang	350 €	400 €
5	16ème unité N-D du Rosaire	400 €	400 €
6	22ème unité N-D du Rosaire	400 €	400 €
7	LC101 Notre Dame De Stalle	450 €	450 €
8	80ème Saint Marc	350 €	350 €
9	59ème Saint Marc	350 €	350 €
10	97ème Unité IF- Scouts pluralistes	450 €	/
11	Ligue Mary Jones	450 €	/
12	39ème Unité ND de Boetendael	400€	€ 450

Overwegende dat de Jeugddienst het overige deel ook wil vastleggen voor de  
 jeugdbewegingen die hun toestand nog moeten regulariseren;

Beslist:

Zijn goedkeuring te verlenen aan de voormelde verdeling;

De vastlegging van de uitgave op begrotingsartikel 76101/332-02/MJ/61 goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

28.11.2024/A/0038 **A.S.B.L. Service uclois de la Jeunesse.- Convention de gestion.- Rapport  
 d'évaluation et ses annexes.**

Le Conseil,

Vu l'Ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion  
 communale et à la coopération intercommunale ; notamment les articles 38 à 40 de  
 cette Ordonnance;

Vu la Convention de gestion approuvée par le Conseil en sa séance du 16  
 décembre 2021 et signée entre la Commune et l'ASBL Service uclois de la  
 Jeunesse, asbl communale au sens de l'ordonnance du 5 juillet 2018  
 susmentionnée, le 16 mai 2022;

Vu que l'Ordonnance dispose à son article 39, § 2 que la Convention et son  
 exécution sont évalués chaque année sur base d'un rapport écrit par le Conseil  
 communal en présence du président du Conseil d'administration de l'ASBL ou de  
 son représentant;

Vu l'article 27 de la Convention disposant que « Le rapport d'évaluation est rédigé  
 sur base des tâches et des missions reprises aux articles 6 et 7 de la convention de  
 gestion ainsi que sur base, au minimum, des indicateurs suivants :

- le budget de l'ASBL relatif à l'exercice évalué;
- les comptes annuels de l'ASBL relatifs à l'exercice évalué;
- le budget prévisionnel afférent à l'exercice suivant;
- le rapport d'activité;
- le procès-verbal de l'assemblée générale approuvant les comptes annuels et le  
 budget prévisionnel;
- le cas échéant, les tarifs appliqués tant aux membres qu'aux personnes n'étant  
 pas membre de l'ASBL;

- le cas échéant, le planning des occupations des bâtiments de la Commune;  
Vu ces articles 6 et 7 résumant les missions de l'ASBL telles que reprises dans les statuts;  
Considérant que l'ASBL a remis, le 13 novembre 2024, son rapport d'évaluation relatif à l'année 2023 au Secrétariat central de la Commune contre récépissé;  
Considérant que, conformément à l'article 28 de la Convention, le Collège des Bourgmestre et Echevins a inscrit ce point à l'ordre du jour du prochain Conseil soit à la séance de ce jour et a invité le président du Conseil d'administration, ou son représentant, à y être présent et ce, dans les délais prévus par la Convention;  
Considérant que ce rapport d'évaluation est conforme aux objectifs qui lui sont fixés par la Convention de gestion;  
Considérant que ce rapport d'évaluation contient dans ses annexes les comptes 2023 ainsi que le budget 2024 telles qu'approuvés par l'Assemblée Générale de l'ASBL,  
Décide :

- d'approuver le rapport d'évaluation 2023 de l'ASBL Service uclois de la jeunesse en annexe;
- de prendre connaissance des comptes 2023 et du budget 2024 de l'ASBL tels que joints en annexe du rapport d'évaluation.

Le Conseil approuve le point.  
38 votants : 38 votes positifs.

---

### **V.Z.W. Service uclois de la Jeunesse.- Beheersovereenkomst.- Evaluatieverslag en de bijlagen.**

De Raad,  
Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, en meer bepaald artikels 38 tot 40 van deze ordonnantie;  
Gelet op de beheersovereenkomst goedgekeurd door de raad in zitting van 16 december 2021 en ondertekend tussen de gemeente en de vzw Action pour la famille, la santé et l'égalité des chances, een gemeentelijke vzw in de zin van bovenvermelde ordonnantie van 5 juli 2018, op 16 mei 2022;  
Aangezien artikel 39, § 2 van de ordonnantie bepaalt dat de overeenkomst en de uitvoering ervan elk jaar worden geëvalueerd op basis van een schriftelijk verslag van de gemeenteraad in aanwezigheid van de voorzitter van de raad van bestuur van de vzw of zijn vertegenwoordiger;  
Aangezien artikel 27 het volgende bepaald: "Het evaluatieverslag wordt opgesteld op basis van de taken en opdrachten die in artikels 6 en 7 van deze overeenkomst zijn omschreven en op basis van ten minste de volgende indicatoren :

- de begroting van de VZW voor het begrotingsjaar dat wordt geëvalueerd;
- de jaarrekeningen van de VZW voor het begrotingsjaar dat wordt geëvalueerd;
- de voorlopige begroting voor het volgende begrotingsjaar;
- het activiteitenverslag;
- het proces-verbaal van de algemene vergadering waarin de jaarrekeningen en de voorlopige begroting worden goedgekeurd;
- desgevallend de tarieven zowel voor leden als niet-leden van de VZW;
- desgevallend de planning van de bezetting van de gebouwen van de Gemeente;

Gelet op deze artikels 6 en 7 die de opdrachten van de vzw zoals bepaald in de statuten samenvatten;  
Overwegende dat de vzw op 13 november 2024 haar evaluatieverslag met betrekking tot het jaar 2023 tegen ontvangstbewijs heeft overgemaakt aan het centraal secretariaat van de gemeente;  
Overwegende, overeenkomstig artikel 28 van de overeenkomst, dat het college van burgermeester en schepenen dit punt op de agenda van de volgende raad heeft

gezet en de voorzitter van de raad van bestuur, of zijn vertegenwoordiger, heeft opgeroepen voor deze raad binnen de overeenkomst vastgestelde termijnen; Overwegend dat dit evaluatieverslag voldoet aan de doelstellingen die zijn vastgelegd in de beheersovereenkomst; Overwegende dat dit evaluatierapport in zijn bijlagen de rekeningen 2023 en de begroting 2024 bevat zoals goedgekeurd door de algemene vergadering van de vzw,

Beslist :

- zijn goedkeuring te verlenen aan het bijgevoegde evaluatieverslag 2023 van vzw Service uclois de la Jeunesse;
- kennis te nemen van de jaarrekening 2023 en de begroting 2024 van de vzw zoals toegevoegd in de bijlage van de evaluatieverslag.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

*8 annexes / 8 bijlagen*

*SUJ - Annexe 4 - Projet de budget exercice 2024.pdf, SUJ - Annexe 1 - Budget 2023.pdf, SUJ - Annexe 6 - Press book.pdf, SUJ - Comptes 2023.pdf, SUJ - Annexe 2 - Bilan et comptes annuels 2023.pdf, SUJ - Annexe 5 - Rapport d'activité 2023.pdf, SUJ - Annexe 3 - Rapport de vérification des comptes 2023.pdf, SUJ - Rapport d'évaluation 2023.pdf*

---

## DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

### Commerce - Handel

28.11.2024/A/0039 **Subsides annuels aux associations de commerçants ucloises.- Exercice 2024 - Engagement des dépenses.**

Le Conseil,

Attendu qu'un crédit a été inscrit au budget 2024 à l'article 520/332-02/60 en faveur des associations de commerçants ucloises ;

Vu que, comme chaque année, chaque association a fait parvenir un rapport des activités réalisées et prévues pour l'année à venir, les comptes, le rapport de gestion et de la situation financière (formulaires en annexe);

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide d'approuver l'engagement de la dépense et la répartition des subsides aux diverses associations de commerçants comme suit :

	Subside octroyé en 2023	2024
Vivier d'Oie	800	800
Bourdon	1300	1300
Fort-Jaco	2050	2050
Uccle centre (sous réserve – formulaire)	2550	2550
VDK	1050	1050
Bascule	1400	1400
Vert Chasseur (sous réserve – formulaire)	800	800

Cavell (sous réserve – formulaire)	1100	1100
Saint-Job (sous réserve – formulaire)	800	800

Le Conseil approuve le point.  
38 votants : 38 votes positifs.

---

**Subsidies aan de Ukkelse handelaarsverenigingen.- Dienstjaar 2024 - Toezegging van de kosten**

De Raad,

Aangezien er een krediet is voorzien in de begroting 2024 onder artikel 520/332-02/60 ten bate van de Ukkelse handelsverenigingen;  
Aangezien elke vereniging een activiteitenverslag heeft ingediend voor het afgelopen en het komende jaar, de rekeningen en het verslag inzake het beheer en de financiële toestand;  
Op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen,

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de vastlegging van de uitgave en de onderstaande verdeling van de subsidies aan de verschillende handelsverenigingen :

	Subsidie verleend in 2023	2024
Vivier d'Oie	800	800
Bourdon	1300	1300
Fort-Jaco	2050	2050
Uccle centre (onder voorbehoud – formulier)	2550	2550
VDK	1050	1050
Bascule	1400	1400
Vert Chasseur (onder voorbehoud – formulier)	800	800
Cavell (onder voorbehoud – formulier)	1100	1100
Saint-Job (onder voorbehoud – formulier)	800	800

De Raad keurt het punt goed.  
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

*5 annexes / 5 bijlagen*

*Bourdon subsidies 2024.pdf, Fort-Jaco 2024.pdf, ACB Bascule\_2024.pdf, VDK 2024.pdf, Vivier d'Oie 2024.pdf*

---

28.11.2024/A/0040 **Subside d'encouragement – Association des commerçants de Saint-Job - Engagement de la dépense**

Le Conseil,

Attendu qu'un crédit a été inscrit au budget 2024 à l'article 520/332-02/60 en faveur des associations de commerçants ;  
Qu'un subside de fonctionnement est annuellement octroyé aux associations de commerçants ;  
Que toutes les associations des commerçants ont la possibilité d'introduire par

ailleurs une demande de subside pour un projet particulier ;  
Considérant que l'association des commerçants de Saint-Job souhaite organiser des opérations de communication (réseaux sociaux, publication dans le Wolvendael Magazine, spot radio, ...) pour soutenir les commerçants dans le cadre du chantier du Pont Carsoel ;  
Considérant que l'organisation de telles actions engendre des frais conséquents pour les associations ;  
Qu'il y a lieu de soutenir cette association de commerçants motivée à faire vivre le quartier malgré l'impact du chantier ;  
Vu le formulaire de demande de subside remis par l'association des commerçants de Saint-Job (en annexe);  
Que l'association demande un subside de 2.500 euros afin de couvrir une partie des frais ;  
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide  
d'octroyer un subside d'encouragement de 2.500 euros à l'association des commerçants de Saint-Job. D'autoriser l'engagement de la dépense.

Le Conseil approuve le point.  
38 votants : 38 votes positifs.

---

**Aanmoedigingssubsidie - Handelaarsvereniging Sint-Job - Vastlegging van de uitgave.**

De raad,

Aangezien er een krediet voorzien is in de begroting 2024 onder artikel 520/332-02/60 ten bate van de handelaarsverenigingen;  
Aangezien er jaarlijks een werkingssubsidie toegekend wordt aan de handelaarsverenigingen;  
Aangezien alle handelaarsverenigingen bovendien de mogelijkheid hebben om een subsidieaanvraag voor een specifiek project in te dienen;  
Overwegende dat handelaarsvereniging van Sint-Job communicatieacties wil organiseren (sociale media, publicatie in het Wolvendael Magazine, radiospot, ...) om de handelaars te ondersteunen in het kader van de werken aan de Carsoelbrug ;  
Overwegende dat de organisatie van dergelijke acties aanzienlijke kosten met zich meebrengt voor de verenigingen;  
Dat het wenselijk is om deze gemotiveerde handelaarsvereniging te steunen om de buurt levendig te houden ondanks de impact van de werken;  
Gelet op het aanvraagformulier van een subsidie, ingediend door handelaarsvereniging Sint-Job (in de bijlage);  
Aangezien de vereniging een subsidie van € 2.500 vraagt om een deel van de kosten te dekken;  
Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

Beslist  
een aanmoedigingssubsidie van € 2.500 toe te kennen aan handelaarsvereniging Sint-Job.

De Raad keurt het punt goed.  
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*  
*Formulaire-subsidie-fonctionnement\_FORM\_2022\_U1180\_fr (2).docx*

---

**Subside d'encouragement – Association des commerçants du Fort-Jaco - Engagement de la dépense**

Le Conseil,

Attendu qu'un crédit a été inscrit au budget 2024 à l'article 520/332-02/60 en faveur des associations de commerçants ;

Qu'un subside de fonctionnement est annuellement octroyé aux associations de commerçants ;

Que toutes les associations des commerçants ont la possibilité d'introduire par ailleurs une demande de subside pour un projet particulier ;

Considérant que l'association des commerçants du Fort-Jaco va organiser des activités à l'occasion des fêtes de fin d'année (chalets et décorations) ;

Considérant que l'organisation de telles activités engendre des frais conséquents pour les associations ;

Considérant que ce type d'animations sera bénéfique pour tout le quartier en créant une véritable ambiance de fête et en soutenant de soutenir les commerçants locaux ;

Qu'il y a lieu de soutenir cette association de commerçants motivée et dynamique ;

Vu le formulaire de demande de subside remis par l'association des commerçants du Fort-Jaco (en annexe);

Que l'association demande un subside de 2.500 euros afin de couvrir une partie des frais liés aux activités de fin d'année ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide :

- d'octroyer un subside d'encouragement de 2.500 euros à l'association des commerçants du Fort-Jaco.
- d'autoriser l'engagement de la dépense.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Aanmoedigingssubsidie - Handelaarsvereniging Fort-Jaco - Vastlegging van de uitgave.**

De raad,

Aangezien er een krediet voorzien is in de begroting 2024 onder artikel 520/332-02/60 ten bate van de handelaarsverenigingen;

Aangezien er jaarlijks een werkingssubsidie toegekend wordt aan de handelaarsverenigingen;

Aangezien alle handelaarsverenigingen bovendien de mogelijkheid hebben om een subsidieaanvraag voor een specifiek project in te dienen;

Overwegende dat handelaarsvereniging Fort-Jaco activiteiten zal organiseren voor de eindejaarsfeesten (chalets en versieringen);

Overwegende dat de organisatie van dergelijke activiteiten aanzienlijke kosten met zich meebrengt voor de verenigingen;

Overwegende dat dit type activiteiten gunstig is voor de hele wijk door een echte feeststemming te creëren en door de lokale handelaars te ondersteunen;

Dat deze gemotiveerde en dynamische handelaarsvereniging ondersteund moet worden;

Gelet op het aanvraagformulier van een subsidie, ingediend door handelaarsvereniging



Fort-Jaco (in de bijlage);

Aangezien de vereniging een subsidie van € 2.500 vraagt om een deel van de kosten voor de eindejaarsactiviteiten te dekken;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

Beslist een aanmoedigingssubsidie van € 2.500 toe te kennen aan handelaarsvereniging Fort Jaco.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

*subside exceptionnel illuminations.pdf*

*Jonathan Biermann entre en séance / treedt in zitting.*

*Carine Gol-Lescot entre en séance / treedt in zitting.*

---

## Action sociale - Sociale actie

28.11.2024/A/0042 **Subsides à divers organismes à caractère social.- Exercice 2024 - Engagement des dépenses.**

Le Conseil,

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et l'emploi de certaines subventions;

Vu la circulaire subséquente du 9 novembre 2016 précisant les modalités de contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communes;

Attendu qu'un crédit de 20.000 € est prévu à l'article 849/332-02/92 du budget 2024;

Vu le formulaire de demande de subside à compléter par chacune des associations à caractère social (en annexe);

Attendu que diverses associations ont transmis ce formulaire avec, le cas échéant, documents comptables demandés;

Considérant que le travail social réalisé par ces associations est considérable et qu'il est d'intérêt commun que l'administration communale d'Uccle leur accorde un subside;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et échevins;

Décide:

d'approuver l'attribution des subsides aux associations figurant dans le tableau en annexe pour un montant total de 19.800 € et d'engager la dépense à l'article 849/332-02/92 du budget ordinaire 2024.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

---

**Subsidies aan allerlei verenigingen met sociaal oogmerk.- Dienstjaar 2024 - Vastlegging van de uitgaven.**

De Raad,  
Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning  
aanwending van sommige toelagen;  
Gelet op de omzendbrief van 9 november 2016 inzake de modaliteiten van de con  
toekenning en op de aanwending van sommige toelagen door de gemeentes;  
Aangezien er onder artikel 849/332-02/92 van de begroting 2024 een bedrag van  
voorzien;  
Gelet op het aanvraagformulier voor subsidies, in te vullen door elke vereniging va  
aard (in bijlage);  
Aangezien verschillende vereniging dit formulier hebben teruggestuurd, desgevalk  
gevraagde boekhoudkundige documenten;  
Overwegende dat het sociaal werk van deze verenigingen belangrijk is en het gep  
gemeentebestuur van Ukkel hen een subsidie toekent;  
Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,  
Beslist de toekenning van de subsidies aan de verenigingen vermeld in de hierbij g  
tabel tegen een totaal bedrag van 19.800 € en de uitgave vast te leggen onder he  
849/332-02/92 van de gewone begroting 2024.

De Raad keurt het punt goed.  
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

*15 annexes / 15 bijlagen*

*RC AS 2024 - Tableau d'attribution DEF.xlsx, diaconia.pdf, sairso.pdf, poney city.pdf,  
ODYSSEE.pdf, dynaco.pdf, edelweiss.pdf, centre de planning familial.pdf, sante  
mental.pdf, dynamo.pdf, cap habitat.pdf, ralliement des fourchettes.pdf, chapelle de  
bougogne.pdf, antirides.pdf, medianes.pdf*

---

28.11.2024/A/0043 **Octroi du Prix de la Citoyenneté 2024 à Mesdames Vinciane Verbergt et Marie-Christine Malengreaux. Mention spéciale du jury attribuée à la Communauté de la Montagne de Saint-Job.**

Le Conseil,

Vu le règlement relatif au Prix de la Citoyenneté d'Uccle arrêté par le Conseil communal en sa séance du 7 décembre 2015, modifié le 10 septembre 2020, portant le montant à 1000€, en faveur d'une ou plusieurs initiatives citoyennes locales ou toute contribution remarquable à la vie de la Commune pour la solidarité, en luttant contre l'exclusion;

Vu l'appel à candidatures diffusé via des affiches, dans le mensuel du Wolvendael ainsi que par mail et sur le site web et la page Facebook de la Commune;

Considérant les 05 candidatures réceptionnées et soumises au jury, à savoir :

- Proposition de la candidature de la Communauté Montagne de Saint-Job ;
- Proposition de la candidature de la journée écocitoyenne de la Roseraie ;
- Proposition de la candidature de Vinciane Verbergt pour son engagement

citoyen et solidaire à la commune d'Uccle ;

- Proposition de la candidature de Marie-Christine Malengreaux ;
- Proposition de la candidature de l'ASBL Butterfly Humanity ;

Vu la décision du jury, composé de Conseillers communaux désignés par chaque groupe politique, ainsi que l'échevin de l'Action et de la Cohésion sociales,

Décide d'octroyer à l'unanimité le prix de 1.000,00 €, sous forme de chèques commerces, ventilé comme suit :

Le prix est décerné respectivement à :

- Madame Vinciane Verbergt, pour son engagement citoyen et bénévole au niveau communal et particulièrement auprès de l'Asbl l'Antirides, même en étant pensionnée. Le montant de 500 euros sous forme de chèques commerces lui est attribué ;
- Madame Marie-Christine Malengreaux, pour son engagement citoyen et bénévole dans le quartier du Melkriek et son dévouement de longue date à mettre en place des actions qui favorisent la solidarité et le lien entre les générations au sein du même quartier. Le montant de 500 euros sous forme de chèques commerces lui est attribué ;

Le jury a également décidé à l'unanimité d'octroyer une mention spéciale à la Communauté de la Montagne de Saint-Job pour son action citoyenne et solidaire entreprise depuis un demi-siècle et sa contribution remarquable pour la solidarité dans le quartier et la lutte contre l'exclusion ;

Le Prix sera décerné officiellement lors d'un prochain Conseil communal.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

---

**Toekenning van de Burgerschapsprijs 2024 aan mevr. Vinciane Verbergt en Marie-Christine Malengreaux. Bijzondere vermelding van de jury toegekend aan de Communauté de la Montagne de Saint-Job.**

De raad,

Gelet op het reglement inzake de Burgerschapsprijs van Ukkel, vastgelegd door de gemeenteraad in zitting van 7 december 2015, gewijzigd op 10 september 2020, waarbij een bedrag van € 1.000 toegekend wordt aan een lokaal burgerinitiatief of elke opmerkelijke bijdrage aan de levenskwaliteit in de gemeente inzake solidariteit en de strijd tegen uitsluiting;

Gelet op de oproep tot kandidaturen via affiches, gepubliceerd in het tijdschrift Wolvendael, per e-mail en op de website en de Facebookpagina van de gemeente;

Overwegende dat er 5 kandidaturen werden ontvangen en voorgelegd aan de jury:

- Kandidatuur van de Communauté Montagne de Saint-Job;
- Kandidatuur van de ecoburgerdag van La Roseraie;
- Kandidatuur van Vinciane Verbergt voor haar solidair burgerengagement t.a.v. de gemeente Ukkel;
- Kandidatuur van Marie-Christine Malengreaux;
- Kandidatuur van de vzw Butterfly Humanity;

Gelet op de beslissing van de jury, samengesteld uit gemeenteraadsleden uit elke partij en de schepen van Sociale Actie en Sociale Cohesie;

Beslist unaniem de prijs van € 1.000 toe te kennen in de vorm van handelscheques, als volgt verdeeld:

De prijs wordt respectievelijk toegekend aan:

- Mevrouw Vinciane Verbergt, voor haar vrijwillig burgerengagement op gemeentelijk niveau en in het bijzonder bij vzw l'Antirides, ook al is ze gepensioneerd. Er wordt een bedrag van 500 euro toegekend in de vorm van handelscheques;
- Marie-Christine Malengreaux, voor haar vrijwillig burgerengagement in de Melkriekwijk en haar jarenlange toewijding aan het opzetten van initiatieven die solidariteit en banden tussen generaties in dezelfde wijk bevorderen. Er wordt een bedrag van 500 euro toegekend in de vorm van handelscheques;

De jury besloot ook unaniem om een bijzondere vermelding toe te kennen aan de Communauté de la Montagne de Saint-Job voor zijn gemeenschapswerk gedurende de afgelopen halve eeuw en zijn opmerkelijke bijdrage aan de solidariteit in de wijk en de strijd tegen uitsluiting;

De prijs wordt officieel uitgereikt tijdens een volgende gemeenteraad.

De Raad keurt het punt goed.  
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

---

28.11.2024/A/0044 **A.L.E. - Bilan et compte de résultat 2023 - Rapport annuel.**

Le Conseil,

Attendu que l'ALE d'Uccle a arrêté son bilan et compte de résultat pour l'année 2023 ainsi que son rapport d'activité;

Attendu que ces documents seront publiés sur la page ALE du site communal;

Décide :

De prendre connaissance pour information du compte 2023 de l'ALE et de son rapport d'activité.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

---

### **P.W.A. - Balans en resultatenrekening 2023 - Jaarverslag.**

De Raad,

Overwegende dat het PWA van Ukkel de balans en de resultatenrekening voor het dienstjaar 2023, alsmede het activiteitenverslag, heeft vastgesteld ;

Overwegende dat de documenten zullen gepubliceerd worden op de gemeentelijke website ;

Beslist :

Voor informatie kennis te nemen van de rekening 2023 en het activiteitenverslag van het PWA.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*ALE - Rapport d'activité 2023.pdf, ALE - Bilan et comptes 2023.pdf*

*Hans Marcel Joos Van de Caeter entre en séance / treedt in zitting.*

---

### **Tutelle CPAS - Toezicht OCMW**

28.11.2024/A/0045 **CPAS - Modification budgétaire n°2 budget 2024 - Service exploitation et investissement.**

Le Conseil,

Vu le budget du Centre Public d'Action Sociale d'Uccle pour l'exercice 2024;

Vu les articles 26 bis et 88, § 2 de la loi organique;

Attendu que par sa délibération du 16/10/2024, parvenue à notre administration le 17/10/2024, le Conseil de l'action sociale a décidé d'arrêter les modifications budgétaires n° 2 du service exploitation et du service investissement;

Attendu que ces modifications augmentent la dotation communale de 4.320.183,30 € ;

Attendu que ces modifications ont été soumises au Comité de concertation du 16/10/2024 et que celui-ci a rendu un avis favorable;

Décide :

D'approuver ces modifications budgétaires n°2 portant une augmentation de la dotation communale de 4.320.183,30 €.

***M. l'Echevin Lambert-Limbosch** tient à rendre hommage au travail remarquable accompli par les équipes de terrain du CPAS, dans un contexte où l'on parle beaucoup d'un CPAS de la région bruxelloise pour de mauvaises raisons.*

*Il souligne aussi l'engagement des mandataires publics qui siègent au Conseil de l'aide sociale et au Comité spécial du service social (CSSS).*

***M. le Président du CPAS** reconnaît que la commune a aidé le CPAS de manière exceptionnelle, en raison des crises mondiales qu'il a fallu traverser : la pandémie du covid, la guerre russo-ukrainienne,...*

*Les octrois de revenus d'intégration ou équivalents ont crû de plus de 80 % au cours des 5 dernières années. La crise ukrainienne a entraîné une hausse de 20 % des interventions en l'espace de deux mois.*

*Quoiqu'elle ait été amplifiée par une augmentation historique, l'aide de la commune demeure insuffisante pour permettre au CPAS de relever tous les défis auxquels il est confronté.*

*Malgré ces difficultés, le CPAS est parvenu à limiter les effectifs de son personnel. L'augmentation de 3.878.000 € relative au personnel dans cette modification budgétaire de 4.320.000 € concerne des augmentations barémiques, des protocoles d'accord, etc. Outre ces augmentations, il y a aussi une hausse des frais de bureau, de chauffage, d'eau, d'électricité.*

*Le projet du Nekkersgat connaît enfin un aboutissement. M. le Président du CPAS espère que la nouvelle aile, où seront accueillis 60 résidents MRS (maison de repos et de soin), pourra être ouverte fin février ou début mars 2025, et c'est normalement en juin 2026 que l'ensemble du domaine du Nekkersgat devrait être renouvelé selon les normes de la Commission des Monuments et Sites.*

*Sur le plan budgétaire, 2026 sera encore une année difficile mais dès que le home Brugmann ne sera plus en service, le CPAS disposera d'une marge supplémentaire et la dotation communale pourra être réduite.*

**M. Cools** affirme que le CPAS d'Uccle n'est pas confronté à des problèmes de gouvernance comme le CPAS d'Anderlecht mais doit faire face à l'augmentation des demandes d'aide sociale.

*M. Cools a déjà eu l'occasion de dire que, contrairement à ce que d'aucuns prétendent, Uccle n'est pas un îlot de richesse : certains de ses citoyens disposent de revenus aisés, d'autres sont dans la précarité, et une part de la population qui relevait de la classe moyenne a vu sa condition s'approcher des seuils sociaux et doit à présent solliciter l'aide du CPAS. En raison de cette évolution, l'aide fournie par le CPAS, loin de se limiter à l'octroi de revenus d'intégration, s'étend à toute une série d'autres interventions.*

*M. le Président du CPAS a souligné en commission que les dépenses de fonctionnement ont augmenté de 21 % en 5 ans. Cette hausse, légèrement inférieure à l'inflation, est moins importante que celle des dépenses de fonctionnement de la commune.*

*Pour ce qui concerne le personnel, il y a eu une réduction du nombre d'équivalents temps plein entre 2023 et 2024. Cela signifie qu'un personnel réduit doit traiter un plus grand nombre de dossiers. Si le gouvernement fédéral en vient à prendre des décisions qui amènent un plus grand nombre de personnes à frapper à la porte du CPAS, il va y avoir un problème d'encadrement.*

*Le procès-verbal du comité de concertation Commune-CPAS du 16 octobre dernier, consacré à l'examen de cette modification budgétaire, mentionne les propos d'un représentant de la commune selon lesquels le CPAS devrait se recentrer sur ses « fondamentaux ». Mais il faudrait savoir ce que l'on entend par « fondamentaux », car en dehors des aides sociales obligatoires, d'autres services tels que le service de médiation de dettes ou la cellule d'accompagnement énergétique constituent un appui indispensable et ne devraient pas être supprimés.*

*La gestion des homes pèse lourdement sur les finances du CPAS. Lors des discussions antérieures sur la fermeture du home Brugmann et la centralisation au home Nekkersgat - dont les travaux ont pris beaucoup de retard, notamment à cause de la Commission des Monuments et Sites -, on affirmait que cette opération déboucherait sur des économies budgétaires substantielles pour la commune (1,5 million d'euros par an). Or, selon le procès-verbal de la concertation Commune – CPAS, il y aura toujours un déficit lorsque l'opération sera achevée.*

*M. le Président du CPAS a aussi déclaré qu'« adapter la dotation communale au plus près des besoins du CPAS » sera un des défis de la prochaine législature, ce qui signifie concrètement se résoudre à augmenter cette dotation communale au CPAS.*

*En commission, M. le Président du CPAS a également utilisé l'expression « métropolisation » pour décrire le phénomène en vertu duquel le développement de la pauvreté et le départ des classes moyennes vers la périphérie s'étend de la première couronne de la région bruxelloise vers la seconde. Il s'agit d'une réalité à laquelle il faut être attentif.*

*M. Cools regrette que peu d'efforts ont été fournis pour développer des synergies, en dépit des suggestions très concrètes qu'il avait lui-même émises dans le cadre de ses interventions au Conseil communal.*

*Le comité de concertation Commune – CPAS évoque à cet égard la question du maintien de la crèche et de la « baby-halte » du CPAS. Il va de soi que des services d'accueil pour la petite enfance doivent être préservés mais on peut légitimement se demander s'il convient que certains de ces services relèvent de la commune et d'autres, du CPAS. Un regroupement sous une seule et même égide serait peut-être plus pertinent, comme on l'a fait pour les aides familiales.*

***M. Norré** affirme que cette modification budgétaire atteste la pression subie par le CPAS et assumée in fine par la commune.*

*Cette situation pourrait être aggravée par les décisions prises à d'autres niveaux de pouvoir.*

***M. De Bock** rappelle qu'au cours des 6 dernières années, l'opposition n'a pas manqué d'amorcer des pistes de réflexion sur des économies substantielles à réaliser, non pour économiser de l'argent mais pour permettre au CPAS de disposer de moyens pour l'accueil de nouveaux arrivants et le développement de politiques innovatrices.*

*L'augmentation de la part des revenus d'intégration et équivalents est liée en grande partie à la crise ukrainienne mais il ne faut pas perdre de vue que leur remboursement est assumé à 100 % par l'échelon fédéral.*

*Les différents CPAS bruxellois ne doivent pas faire face à la même situation : la part des personnes émergeant au CPAS est d'une personne sur 33 à Uccle alors qu'elle est d'une sur 10 à Molenbeek, Woluwe-Saint-Pierre étant la commune la moins affectée par le phénomène puisque seulement 1,9 % de sa population est à charge du CPAS.*

*Il n'en demeure pas moins que la précarité augmente de façon structurelle à Uccle. Au cours de 20 dernières années, le nombre de citoyens émergeant au CPAS a doublé en Wallonie et en région bruxelloise alors qu'il s'est stabilisé en Flandre.*

*La commune d'Uccle se situe dans une région-capitale qui accueille les institutions internationales et représente 20 % de l'économie belge tout en concentrant les problèmes sociaux caractéristiques des grandes villes tels que l'errance des sans-abri.*

*Dans un tel contexte, il serait incongru d'exiger un effort supplémentaire de la part de la population bruxelloise alors que celle-ci s'appauvrit et que la classe moyenne part s'établir en Brabant flamand ou en Brabant wallon. Il faut donc se mobiliser pour obtenir un refinancement fédéral de la politique sociale.*

*Vu que le taux d'occupation du home Brugmann diminue, il faudrait avoir le courage réduire l'encadrement dans une certaine mesure.*

*Par ailleurs, M. De Bock estime que la lutte contre la précarité exige un traitement le plus en amont possible. Par exemple, en matière de médiation de dettes, il ne faut pas attendre qu'un citoyen se retrouve avec un jugement pour règlement collectif de dettes pour lui venir en aide.*

*En matière de logement, on pourrait peut-être s'inspirer de l'exemple de certains CPAS de Wallonie qui, pour vaincre la réticence des bailleurs à louer leur logement à des allocataires sociaux, prélèvent – sur base volontaire – le montant du loyer sur le revenu d'intégration sociale des intéressés.*

***M. le Président du CPAS** estime que des efforts ont été accomplis pour favoriser les synergies.*

*Il est prêt à étudier une éventuelle fusion des crèches et baby-haltes sous l'égide de l'administration communale, quoiqu'il ne soit pas certain qu'une telle mesure soit de nature à amener de l'efficacité en plus et des frais en moins.*

*La gestion du CPAS est toujours menée avec le souci de la cohérence et de l'efficacité mais il ne faut pas oublier qu'il y a des réalités de terrain à assumer.*

Le Conseil approuve le point.

41 votants : 41 votes positifs.

---

### **OCMW - Begrotingswijziging n°2 begroting 2024 - Exploitatie en investeringsdienst.**

De Raad,

Gelet op de begroting van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Ukkel voor het dienstjaar 2024;

Gelet op artikels 26bis en 88 § 2 van de organieke wet;

Aangezien de raad voor maatschappelijk welzijn in zijn beraadslaging van 16/10/2024, bij ons bestuur ontvangen op 17/10/2024, beslist heeft om de begrotingswijzigingen nr. 2 van de exploitatie- en investeringsdienst vast te leggen; Aangezien deze wijzigingen de gemeentelijke dotatie met € 4.320.183,30 verhogen; Aangezien deze wijzigingen voorgelegd werden aan het overlegcomité van 16/10/2024 en deze laatste een gunstig advies heeft geformuleerd ;

Beslist :

De begrotingswijzigingen n°2 goed te keuren die een verhoging van de gemeentelijke dotatie met 4.320.183,30 € inhoudt.

***Schepen Lambert-Limbosch** wil zijn waardering uitspreken voor het opmerkelijke werk dat de OCMW-teams op het terrein hebben verricht, in een context waarin om de verkeerde redenen veel wordt gesproken over een OCMW in het Brussels Gewest.*

*Hij benadrukt ook de inzet van de openbare mandatarissen die zetelen in de raad voor maatschappelijk welzijn en het bijzonder comité voor de sociale dienst.*

***De OVMW-voorzitter** erkent dat de gemeente uitzonderlijke steun heeft verleend aan het OCMW wegens de wereldwijde crisissen waarmee het te kampen had: de covidpandemie, de oorlog tussen Rusland en Oekraïne ...*

*De subsidies van het leefloon of gelijkwaardig zijn de laatste 5 jaar met meer dan 80% gestegen. De Oekraïense crisis leidde in twee maanden tijd tot een stijging van het aantal tussenkomsten met 20%.*

*Hoewel deze stijging historisch is, blijft de hulp van de gemeente ontoereikend om het OCMW in staat te stellen alle uitdagingen waarmee het geconfronteerd wordt, aan te gaan.*

*Ondanks deze moeilijkheden is het OCMW erin geslaagd om het aantal personeelsleden te beperken. De stijging van € 3.878.000 met betrekking tot personeel in deze begrotingswijziging van € 4.320.000 heeft betrekking op baremaverhogingen, protocolakkoorden enz. Naast deze stijgingen is er ook een stijging van de kantoor-, verwarmings-, water- en elektriciteitskosten.*

*Het project Nekkersgat komt eindelijk van de grond. De OCMW-voorzitter hoopt dat de nieuwe vleugel, die plaats zal bieden aan 60 bewoners van het rust- en verzorgingsstehuis, eind februari of begin maart 2025 kan worden geopend en dat het*



hele domein Nekkersgat in juni 2026 vernieuwd zou moeten zijn volgens de normen van de Commissie voor Monumenten en Landschappen.

Begrotingstechnisch wordt 2026 nog steeds een moeilijk jaar maar zodra het Brugmannhuis niet meer in gebruik is, heeft het OCMW een extra marge en kan de gemeentelijke dotatie worden verlaagd.

**De h. Cools** zegt dat het OCMW van Ukkel niet te kampen heeft met bestuursproblemen zoals het OCMW van Anderlecht maar wel met een toename van het aantal aanvragen voor sociale bijstand.

De h. Cools heeft al de gelegenheid gehad om te zeggen dat, in tegenstelling tot wat sommigen beweren, Ukkel geen eiland van rijkdom is: sommige burgers hebben een comfortabel inkomen, anderen bevinden zich in een precaire situatie en een deel van de bevolking dat vroeger tot de middenklasse behoorde, heeft zijn toestand de sociale drempels zien naderen en moet nu een beroep doen op het OCMW. Als gevolg van deze ontwikkelingen is de bijstand van het OCMW niet beperkt tot het toekennen van een leefloon maar strekt zich uit tot een hele reeks andere interventies.

De OCMW-voorzitter wees er in de commissie op dat de werkingskosten in 5 jaar met 21% gestegen zijn. Deze stijging, die iets minder is dan de inflatie, is minder dan de stijging van de werkingskosten van de gemeente.

Wat het personeel betreft, is er een vermindering van het aantal voltijdse equivalenten tussen 2023 en 2024. Dit betekent dat minder personeel meer zaken moet behandelen. Als de federale regering beslissingen neemt die ertoe leiden dat meer mensen bij het OCMW aankloppen, zal er een personeelsprobleem zijn.

In het pv van het overlegcomité gemeente-OCMW van 16 oktober, dat gewijd was aan de bespreking van deze begrotingswijziging, staat dat een vertegenwoordiger van de gemeente heeft gezegd dat het OCMW zich opnieuw moet concentreren op zijn "grondbeginselen". Maar we moeten weten wat we bedoelen met "grondbeginselen", want naast de verplichte sociale bijstand bieden andere diensten zoals de schuldbemiddelingsdienst en de energiebegeleidingscel essentiële ondersteuning die niet mogen worden afgeschaft.

Het beheer van de tehuizen weegt zwaar door op de financiën van het OCMW. Tijdens eerdere discussies over de sluiting van het Brugmanntehuis en de centralisatie ervan in het Nekkersgattehuis - waarvan de werken aanzienlijke vertraging hebben opgelopen, met name door de Commissie voor Monumenten en Landschappen - werd beweerd dat deze operatie aanzienlijke budgettaire besparingen voor de gemeente zou opleveren (1,5 miljoen euro per jaar). Volgens het pv van het overleg gemeente-OCMW zal er na afloop van het project echter nog steeds een tekort zijn.

De OCMW-voorzitter verklaarde ook dat "de gemeentelijke dotatie zo goed mogelijk aanpassen aan de behoeftes van het OCMW" een van de uitdagingen van de volgende legislatuur zou zijn, wat concreet betekent dat er beslist moet worden om de gemeentelijke dotatie aan het OCMW te verhogen.

In de commissie gebruikte de OCMW-voorzitter ook de uitdrukking "metropolisering" om het fenomeen te beschrijven waarbij de groei van de armoede en het vertrek van de middenklasse naar de periferie zich verspreidt van de eerste ring van het Brusselse gewest naar de tweede. Dit is een realiteit die we goed in het oog moeten houden.

De h. Cools betreurt het dat er weinig inspanningen zijn geleverd om synergieën te ontwikkelen, ondanks de zeer concrete suggesties die hij zelf heeft gedaan in zijn toespraken voor de gemeenteraad.

Het overlegcomité gemeente-OCMW heeft de kwestie van het behoud van het OCMW-kinderdagverblijf en de "babyopvang" aan de orde gesteld. Het spreekt voor zich dat de kinderopvang behouden moet blijven maar de vraag is gerechtvaardigd of sommige van deze diensten onder de verantwoordelijkheid van de gemeente moeten

vallen en andere onder die van het OCMW. Misschien is het beter om deze diensten te groeperen zoals is gebeurd voor de gezinshulp.

**De h. Norré** zegt dat deze begrotingswijziging een weerspiegeling is van de druk op het OCMW, die uiteindelijk door de gemeente wordt gedragen.

Deze situatie kan nog verergerd worden door beslissingen op andere bestuursniveaus.

**De h. De Bock** wijst erop dat de oppositie de voorbije 6 jaar niet heeft nagelaten voorstellen te doen voor aanzienlijke besparingen, niet om geld te besparen maar om ervoor te zorgen dat het OCMW over de nodige middelen beschikt om nieuwkomers op te vangen en vernieuwend beleid te ontwikkelen.

De stijging van het aandeel van de leeflonen en gelijkgestelde inkomsten is grotendeels te wijten aan de Oekraïense crisis maar we mogen niet vergeten dat de federale overheid 100% van de kosten draagt om dit terug te betalen.

De verschillende Brusselse OCMW's hebben niet met dezelfde situatie te kampen: het aandeel van de mensen die aan het OCMW betalen is één op 33 in Ukkel, terwijl het één op 10 is in Molenbeek. Sint-Pieters-Woluwe is de gemeente die het minst door het fenomeen wordt getroffen, met slechts 1,9% van de bevolking die aan het OCMW betaalt.

Toch neemt de bestaansonzekerheid structureel toe in Ukkel. De laatste 20 jaar is het aantal mensen dat OCMW's betaalt verdubbeld in Wallonië en het Brusselse Gewest, terwijl het in Vlaanderen gestabiliseerd is.

De gemeente Ukkel bevindt zich in een hoofdstedelijk gewest waar internationale instellingen gevestigd zijn en dat 20% van de Belgische economie uitmaakt maar waar tegelijkertijd de sociale problemen geconcentreerd zijn die typisch zijn voor grote steden, zoals dakloosheid.

In zo'n context zou het onlogisch zijn om van de Brusselaars een extra inspanning te vragen terwijl ze armer worden en de middenklasse naar Vlaams- of Waals-Brabant verhuist. We moeten ons dus mobiliseren om een federale herfinanciering van het sociaal beleid te bekomen.

Aangezien de bezettingsgraad van het Brugmannthuis daalt, moeten we de moed hebben om het personeelsbestand enigszins in te krimpen.

De h. De Bock is ook van mening dat de strijd tegen bestaansonzekerheid een zo vroeg mogelijke behandeling vereist. Als het bijvoorbeeld gaat om schuldbemiddeling, moeten we niet wachten tot een burger een vonnis heeft voor een collectieve schuldregeling voordat we hem of haar helpen.

Op het vlak van huisvesting kunnen we ons misschien laten inspireren door het voorbeeld van bepaalde OCMW's in Wallonië die, om de terughoudendheid van verhuurders om hun woning te verhuren aan sociale bijstandsgerechtigden te overwinnen, het bedrag van de huur - op vrijwillige basis - aftrekken van het leefloon van de betrokken personen.

**De OCMW-voorzitter** is van mening dat er inspanningen zijn geleverd om synergieën te bevorderen.

Hij is bereid om de mogelijkheid te onderzoeken om de kinderdagverblijven en babyopvang samen te voegen onder de bevoegdheid van het gemeentebestuur, hoewel hij niet zeker is dat een dergelijke maatregel tot meer efficiëntie en lagere kosten zou leiden.

Het OCMW wordt altijd beheerd met het oog op coherentie en efficiëntie maar we mogen niet vergeten dat er realiteiten op het terrein zijn waarmee rekening moet worden gehouden.

De Raad keurt het punt goed.

41 stemmers : 41 positieve stemmen.

*5 annexes / 5 bijlagen*

*20241016-A-0002-AN-002.pdf, 20241016-A-0002-AN-001.pdf, 20241016-A-0002-DE-NL.pdf, 20241016-A-0002-AN-003.pdf, 20241016-A-0002-DE-FR.pdf*

---

## **Prévention - Preventie**

### **28.11.2024/A/0046 Service Prévention – Renouvellement de la convention de mise à disposition d’un local communautaire par BinHôme**

Le Conseil,

Vu le Plan Global de Sécurité et de Prévention de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l’appel aux Plans Locaux de Prévention et de Proximité (PLPP) 2022-2024 du 21 mars 2022;

Vu l’activité 1 « Présence des agents de prévention au sein de l’espace public »;

Vu l’approbation de la convention de mise à disposition d’un local communautaire dans le quartier du Melkriek par BinHôme du 1er juillet 2023 au 30 novembre 2024 approuvé par le Conseil communal du 22 juin 2023;

Considérant que depuis l’occupation de l’Antenne de prévention de proximité, le Service Prévention a augmenté sa visibilité dans le quartier, sa relation avec les partenaires locaux et l’accroche auprès des habitants ;

Considérant qu’il y a lieu de poursuivre le travail au sein du quartier ;

Considérant que la commune garde à sa charge les frais liés aux consommations d’eau, gaz et électricité ;

Considérant que la commune continue d’assurer sa responsabilité civile en matière d’incendie/dégâts des eaux pour le contenu du local;

Qu’avec cet espace, est également mis à disposition un jardin qui pourra servir lors des activités du service et qu’il devra être entretenu par la commune ;

Considérant que le renouvellement de la convention porte sur la période du 1er novembre 2024 au 30 décembre 2025;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins ;

Décide

D’approuver le renouvellement de la convention de mise à disposition d’un local communautaire dans le quartier du Melkriek par BinHôme en annexe.

Le Conseil approuve le point.

41 votants : 41 votes positifs.

---

### **Preventiedienst - Vernieuwing van de overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van een gemeenschapsruimte door BinHôme**

De raad,

Gelet op het Globaal Veiligheids- en Preventieplan van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de oproep tot Plaatselijke Preventie- en Buurtplannen (PPBP) 2022-2024 van 21 maart 2022;

Gelet op activiteit 1 “Aanwezigheid van preventieambtenaren in de openbare ruimte”;

Gelet op de goedkeuring van de overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van een

gemeenschapsruimte in de wijk Melkriek door BinHôme van 1 juli 2023 tot 30 november 2024, goedgekeurd door de gemeenteraad van 22 juni 2023;  
Overwegende dat de Preventiedienst sinds het betrekken van het buurtpreventiecentrum zijn zichtbaarheid in de wijk, zijn relaties met de lokale partners en zijn aanpak naar de buurtbewoners toe heeft vergroot;  
Overwegende dat er behoefte is om het werk in de wijk voort te zetten;  
Overwegende dat de gemeente de kosten voor water-, gas- en elektriciteitsverbruik blijft dekken;  
Overwegende dat de gemeente haar burgerlijke aansprakelijkheid blijft verzekeren inzake brand- en waterschade voor de inboedel van het pand;  
Overwegende dat deze ruimte ook een tuin omvat die kan worden gebruikt voor de activiteiten van de dienst en dat deze door de gemeente moet worden onderhouden;  
Overwegende dat de vernieuwing van de overeenkomst betrekking heeft op de periode van 1 november 2024 tot en met 30 december 2025;  
Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

#### Beslist

Zijn goedkeuring te verlenen aan de vernieuwing van de overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van een gemeenschapsruimte in de wijk Melkriek door BinHôme, zoals bijgevoegd.

De Raad keurt het punt goed.  
41 stemmers : 41 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*  
*00206BF4B345241017083028.pdf*

---

28.11.2024/A/0047 **Service Prévention-Convention entre la Commune d'Uccle et l'ASBL Pro Velo-  
Année scolaire 2024-2025**

Le Conseil,

Vu la décision du Conseil du 25 janvier 2024 approuvant la convention entre la Commune d'Uccle et l'ASBL Pro Velo pour l'année scolaire précédente (2023-2024);

Considérant que le Brevet du cycliste continue à fonctionner et permet à présent à des classes d'élèves de dix écoles uccloises de bénéficier d'un accompagnement de la commune et de l'ASBL Pro Velo, s'agissant d'apprendre aux futurs usagers de la route à circuler à vélo en toute sécurité et avec courtoisie sur la voie publique;

Considérant la possibilité pour la Commune d'Uccle de prendre en charge trois écoles moyennant l'octroi d'un subside de 15.750,00 euros à Pro Velo pour l'année scolaire 2024-2025;

Considérant qu'une convention encadre l'organisation de l'action, les modalités de paiement du subside ainsi que les droits et obligations des partenaires;

Que cette convention se trouve en annexe du dossier;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins,

Décide :

D'approuver la convention entre la Commune d'Uccle et l'ASBL PRO VELO pour l'année scolaire 2024-2025.

Le Conseil approuve le point.  
41 votants : 41 votes positifs.

---

### **Preventiedienst-Overeenkomst tussen de gemeente Ukkel en vzw Pro Velo- Schooljaar 2024-2025**

De raad,  
Gelet op de beslissing van de raad van 25 januari 2024 tot goedkeuring van de overeenkomst tussen de gemeente Ukkel en vzw Pro Velo voor het vorige schooljaar (2023-2024);  
Overwegende dat de voorziening "Fietsbrevet" blijft voortbestaan en ervoor zorgt dat klassen van tien ukkelse scholen elk jaar begeleiding van de gemeente en van vzw Pro Velo kunnen genieten om de toekomstige weggebruikers in alle veiligheid en hoffelijk te leren fietsen op de openbare weg;  
Overwegende de mogelijkheid voor de gemeente Ukkel om drie scholen voor haar rekening te nemen middels de toekenning van een subsidie van € 15.750,00 aan Pro Velo voor het schooljaar 2024-2025;  
Overwegende dat een overeenkomst de organisatie van de actie, de betalingsmodaliteiten van de subsidie en de rechten en plichten van de partners omkadert;  
Dat deze overeenkomst in de bijlage bij het dossier zit;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist :

De overeenkomst tussen de gemeente Ukkel en vzw PRO VELO voor het schooljaar 2024-2025 goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.  
41 stemmers : 41 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage  
Convention\_Pro\_Velo\_2024-2025.docx*

---

## **DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN**

### **Séniors - Senioren**

28.11.2024/A/0048 **Seniors : Subsidies aux Associations et Clubs du troisième âge - Exercice 2024 –  
Engagement des dépenses.**

Le Conseil,

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et l'emploi de certaines subventions ;  
Vu la circulaire subséquente du 9 novembre 2016 précisant les modalités de contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communes ;  
Attendu qu'un crédit de 13.400 € est disponible à l'article 83402/332-02/71 âge du budget

2024 à titre de subsides aux associations et clubs du troisième âge ;  
 Vu le formulaire de demande de subside à compléter par chacune des associations et clubs du troisième âge (en annexe) ;  
 Attendu que diverses associations ont transmis ce formulaire avec, le cas échéant, les documents comptables demandés ;  
 Considérant que les activités menées par ces associations participent à la lutte contre l'isolement des seniors à Uccle et se déclinent dans différents registres (loisirs, sports, logement, inclusion...) et qu'il convient que l'administration communale d'Uccle leur accorde un subside ;  
 Compte tenu de l'importance des activités et du nombre de participant(e)s aux activités proposées par les différentes associations ayant transmis un formulaire ;  
 Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins ;

Décide :

d'approuver l'attribution des subsides aux associations figurant dans le tableau en annexe pour un montant total de 13.400 € et d'engager la dépense à l'article 849/332-02/92 du budget ordinaire 2024.

Dénomination	Subside octroyé
- Babbelbike	1.500 €
- Carpe Diem	500€
- RPUC – 3 <sup>e</sup> Age	1.300 €
- Lokaal Diensten Centrum Lotus	900 €
- Club 36	1000 €
- asbl CECO Home Sharing	1.500 €
- RPUS	1.300 €
- Assoc. pensionnés et retraités socialistes d'Uccle	1.400 €
- Warned	4.000 €

d'autoriser l'engagement de 1.500 € pour Babbelbike ;

d'autoriser l'engagement de 500 € pour Carpe Diem ;

d'autoriser l'engagement de 1.300 € pour RPUC - 3<sup>e</sup> Age ;

d'autoriser l'engagement de 900 € pour Lokaal Diensten Centrum Lotus ;

d'autoriser l'engagement de 1.000 € pour le Club 36 ;

d'autoriser l'engagement de 1.500 € pour l'asbl CECO Home Sharing ;

d'autoriser l'engagement de 1.300 € pour le RPUS ;

d'autoriser l'engagement de 1.400 € pour l'association des pensionnés et retraités socialistes d'Uccle ;

d'autoriser l'engagement de 4.000 € pour Warned.

Le Conseil approuve le point.

41 votants : 41 votes positifs.

---

### **Senioren : Subsidies aan de Verenigingen en Clubs van de derde leeftijd - Dienstjaar 2024 – Toekenning uitgaven.**

De Raad,

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op de daaropvolgende omzendbrief van 9 november 2016 inzake de modaliteiten van de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen door de gemeentes;

Aangezien er een krediet van € 13.400 beschikbaar is op artikel 83402/332-02/71 van de begroting 2024 voor subsidies aan verenigingen en clubs van de derde leeftijd;

Gelet op het aanvraagformulier van een subsidie, in te vullen door elke vereniging en club van de derde leeftijd (in de bijlage);

Aangezien verschillende verenigingen dit formulier bezorgd hebben met desgevallend de gevraagde boekhoudkundige documenten;

Overwegende dat de activiteiten van deze verenigingen bijdragen aan de

strijd tegen het isolement van de senioren in Ukkel en tot verschillende domeinen behoren (vrije tijd, sport, huisvesting, inclusie, ...) en dat het gemeentebestuur van Ukkel hen een subsidie moet toekennen;  
 Rekening houdend met de omvang van de activiteiten en het aantal deelnemers aan de activiteiten die aangeboden worden door de verschillende verenigingen die een formulier bezorgd hebben;  
 Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

Beslist:

De toekenning van de subsidies aan de verenigingen in de tabel in de bijlage voor een totaalbedrag van € 13.400 goed te keuren en de uitgave vast te leggen op artikel 849/332-02/92 van de gewone begroting 2024.

Benaming	Toegekende toelage
-Babbelbike	1.500€
-Carpe Diem	500€
- RPUC – 3 <sup>e</sup> Age	1.300 €
- Lokaal Diensten Centrum Lotus	900 €
- Club 36	1.000 €
- VZW CECO Home Sharing	1.500 €
- RPUS	1.300 €
- Assoc. pensionnés et retraités d'Uccle	1.400 €
- Warned	4.000 €

toestemming geven voor de toekenning van 700 € voor Le Club de la Joie;  
 toestemming geven voor de toekenning van 1300 € voor RPUC – 3<sup>e</sup> Age;  
 toestemming geven voor de toekenning van 900 € voor Lokaal Diensten Centrum Lotus;  
 toestemming geven voor de toekenning van 1.000 € voor Club 36;  
 toestemming geven voor de toekenning van 1.500 € voor de VZW CECO Home Sharing;  
 toestemming geven voor de toekenning van 1.300 € voor RPUS;  
 toestemming geven voor de toekenning van 1.400 € voor Association des pensionnés et retraités socialistes d'Uccle ;  
 toestemming geven voor de toekenning van 4.000 € voor Warned.

De Raad keurt het punt goed.

41 stemmers : 41 positieve stemmen.

31 annexes / 31 bijlagen

*Copie de Bijlage 5 'Begroting 2025'.xls, Bijlage 2 'Meerjarenplan 2023-2026'.docx, CECO HS Rapport d'activités 2022-2023.pdf, Pouvoir de gestion compte ING.pdf, Comptes2024\_extrapolés041124.docx, Bijlage 3 'Cijfers activiteiten en gebruikers'.doc, Formulaire-subsidie-fonctionnement\_NL FORM\_2022\_U1180\_nl - complété.docx, Budget 2024.pdf, Bilan recettes-dépenses 2023.pdf, CECO HS - Demande subsides Uccle .pdf, Demande24\_25.docx, Mail travaux salle Club36 15-30 octobre 2024.pdf, Formulaire-subsidie-fonctionnement 2024\_Club36.pdf, Bijlage 4 'Balans en jaarrekening Lotus 2023'.pdf, CECO HS Bilan interne au 31.12.2023.pdf, Formulaire subsidie complété.pdf, Bijlage 1 'Lijst van bestuursleden'.doc, WARNED Bilan interne du 23.04.2024.pdf, 20241008\_092749.jpg, 20241008\_092948.jpg, Budget Global - Budget24.pdf, 20241008\_093002.jpg, Extrait compte\_Club36 ADF au 26.09.24.pdf, 23061259 (1).pdf, RIB Warned (3).pdf, Liste membres Club 36\_2024.pdf, Affiche Permis Urbanisme.pdf, 24084629 (1).pdf, Relevé identité bancaire (RIB) BE42068896903554 (1).pdf, 20241008\_093014.jpg, Subsidies Seniors Uccle 2024.docx (1).pdf*

# DÉPARTEMENT FACILITY MANAGEMENT - DEPARTEMENT FACILITY MANAGEMENT

## Nouvelles technologies - Nieuwe technologieën

28.11.2024/A/0049 **L'urgence a été demandée et acceptée à l'unanimité. - Approbation de la convention de mise à disposition de services de développement de solutions applicatives dans les différents domaines du programme d'informatisation et de transformation digitale des pouvoirs locaux WePulse (Contrat faitier). (INF504)**

Le conseil,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 30 juillet 2018 en matière de la protection des données à caractère personnel ;

Vu la nouvelle loi communale et plus particulièrement l'article 97 qui traite du cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger ;

Considérant que suite à des contacts avec l'Autorité de Tutelle le prêt FRBRTC, pour le financement régional du projet We Pulse, n'est pas garanti si les communes qui ont adhéré au projet n'ont pas approuvé le contrat faitier et ses annexes avant le 5 décembre 2024 ;

Considérant que la digitalisation des services et des processus est un levier essentiel pour répondre à la nécessité grandissante de dynamiser la relation avec les citoyens et les entreprises, d'améliorer l'accès à l'information et la qualité des prestations administratives et techniques rendues, de favoriser la dématérialisation des démarches et réduire les délais de traitement ;

Considérant que les technologies de l'information à l'ère de la digitalisation des services sont devenues un enjeu majeur pour toutes les administrations ;

Considérant que l'accélération de la digitalisation de la relation avec les citoyens et les entreprises nécessite une évolution des processus et des infrastructures applicatives pour évoluer vers un écosystème cohérent et global propice à l'amélioration de l'efficacité générale, sous forme d'une suite unifiée d'applications constituant une infrastructure applicative commune mutualisée ;

Considérant que :

- la Région de Bruxelles-Capitale et Paradigm (ancien Centre d'Informatique pour la Région Bruxelloise (CIRB)) élaborent depuis 2020 un programme d'informatisation et de transformation digitale des Pouvoirs locaux désormais dénommé WePulse ;
- ce programme a reçu en juillet et décembre 2020 le soutien de Monsieur le Ministre en charge des Pouvoirs locaux et de la transition numérique ;
- Paradigm (ancien Centre d'informatique pour la Région Bruxelloise (CIRB)) a été mandaté pour mettre le programme à exécution ;
- Paradigm s'appuie sur l'asbl IRISsteam pour la fourniture des services et de la solution de chaque domaine du programme WePulse ;
- le programme a été formellement lancé le 09 mars 2021 ;
- une gouvernance inclusive et participative du programme a été mise en place pour impliquer dans les travaux et les décisions communes toutes les Communes et tous les CPAS qui ont marqué leur intention de rejoindre le programme ;

Considérant que cette initiative promet une dynamique collective au niveau des Communes et CPAS en vue d'aboutir au remplacement ou à la création de logiciels métiers spécifiques aux pouvoirs locaux et ce dans les domaines suivants:



- les finances (comptabilité, recettes, taxes) ;
- la gestion des ressources humaines (soft RH, hard RH) ;
- la gestion des dossiers sociaux (spécifique aux CPAS);

Vu la délibération prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins, en sa séance du 26 septembre 2023, décidant de marquer son accord pour l'appel à candidature en ce qui concerne :

- la solution informatique applicative et des services associés dans le domaine de la gestion financière de la commune (FIN) ;
- la solution informatique applicative et des services associés dans le domaine de la gestion des ressources humaines de la commune (GHR-Soft HR) ;
- la solution informatique applicative et des services associés dans le domaine de la gestion du personnel et de la paie (GHR-Hard HR) de la commune.

Vu la délibération prise par le Conseil communal, en sa séance du 19 octobre 2023, décidant d'adhérer, sous réserve du respect des garanties particulières tant pour le module finances que pour le module GRH, au programme We Pulse ;

Vu la délibération prise par le Conseil communal, en sa séance du 28 mars 2024 approuvant la convention entre la commune et le Fonds Régional de refinancement des Trésoreries Communales concernant l'octroi d'un prêt pour le financement du projet We Pulse ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 22 octobre 2024 décidant d'approuver l'engagement d'un montant de 1.025.444,33 € en faveur de IRISTEAM ASBL pour ce qui concerne la commune d'Uccle et d'un montant de 440.574,60 € en ce qui concerne le CPAS d'Uccle ;

Considérant la structure contractuelle présentée sous forme de convention de mise à disposition de services de développement de solutions applicatives dans les différents domaines du programme d'informatisation et de transformation digitale des pouvoirs locaux We Pulse (contrat faitier) ;

Considérant que la convention de sous-traitance relative au traitement de données à caractère personnel (DPA - Data Processing Agreement) et la Gouvernance de la protection des données au sein de Paradigm et d'Iristeam, annexes au contrat faitier, définissent les droits et obligations de chacune des parties dans le cadre du traitement des données à caractère personnel;

Décide,

d'approuver la convention de mise à disposition de services de développement de solutions applicatives dans les différents domaines du programme d'informatisation et de transformation digitale des pouvoirs locaux WePulse (Contrat faitier) et les annexes jointes à la présente délibération pour en faire partie intégrante.

Le Conseil approuve le point.

41 votants : 41 votes positifs.

---

**De hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen. - Goedkeuring van de overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van diensten voor de ontwikkeling van toepassingsoplossingen in de verschillende domeinen van het programma van digitalisering en digitale transformatie van de plaatselijke besturen WePulse (overkoepelende overeenkomst). (INF504)**

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van persoonsgegevens;

Gelet op de nieuwe gemeentewet inzonderheid artikel 97 die handelt over de spoedeisende gevallen wanneer het geringste uitstel gevaar zou kunnen opleveren ;

Overwegende dat ingevolge contacten met de Toezichthoudende Overheid werd gesteld dat de lening BGHGT, ter financiering van het project We Pulse, niet wordt gegarandeerd indien de gemeenten die bij het project aansluiten het overkoepelend project en bijlagen niet goedkeuren voor 5 december 2024 ;

Overwegende dat de digitalisering van de diensten en procedures een essentiële hefboom is om te beantwoorden aan de groeiende noodzaak om de relatie met de burgers en de bedrijven dynamischer te maken, de toegang tot de informatie en de kwaliteit van de administratieve en technische prestaties te verbeteren, de digitalisering van de stappen te bevorderen en de behandelingstermijnen te verkorten;

Overwegende dat de informatietechnologieën in de tijd van de digitalisering van de diensten een belangrijke uitdaging geworden zijn voor alle besturen;

Overwegende dat de snellere digitalisering van de relatie met de burgers en bedrijven een evolutie van de procedures en toepassingsinfrastructuur vereist om te evolueren naar een samenhangend en globaal ecosysteem dat geschikt is om de algemene efficiëntie te verbeteren, in de vorm van een eenvormige reeks toepassingen die een gedeelde gemeenschappelijke toepassingsinfrastructuur vormen;

Overwegende dat:

- Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en Paradigm (voormalig Centrum voor Informatica van het Brusselse Gewest (CIBG)) sinds 2020 een programma van digitalisering en digitale transformatie van de plaatselijke besturen uitwerken, voortaan WePulse genaamd;
- Dit programma in juli en december 2020 de steun gekregen heeft van de minister bevoegd voor Plaatselijke Besturen en Digitalisering;
- Paradigm (voormalig Centrum voor Informatica van het Brusselse Gewest (CIBG)) gemachtigd werd om het programma uit te voeren;
- Paradigm steunt op vzw IRISteam om de diensten en de oplossing in elk domein van het WePulse-programma te verschaffen;
- Het programma formeel gelanceerd werd op 9 maart 2021;
- Er een inclusief en participatief beheer van het programma ingevoerd werd om alle gemeentes en OCMW's die hun intentie kenbaar gemaakt hebben om zich aan te sluiten bij het programma te betrekken bij de werken en gezamenlijke beslissingen;

Overwegende dat dit initiatief een collectieve dynamiek op vlak van de gemeentes en OCMW's bevordert om te leiden tot de vervanging of de creatie van specifieke beroepssoftware voor de plaatselijke besturen en dit in de volgende domeinen:

- Financiën (boekhouding, ontvangsten, belastingen);
- Humanresourcesmanagement (soft HR, hard HR);
- Beheer van de sociale dossiers (specifiek voor de OCMW's);

Gelet op de beraadslaging van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 26 september 2023 om zijn akkoord te verlenen aan de oproep tot kandidaatstelling met betrekking tot:

- De digitale toepassingsoplossing en de diensten die ermee gepaard gaan in het domein van het financieel beheer van de gemeente (FIN);
- De digitale toepassingsoplossing en de diensten die ermee gepaard gaan in het domein van het humanresourcesmanagement van de gemeente (HRM - soft HR);
- De digitale toepassingsoplossing en de diensten die ermee gepaard gaan in het domein van het beheer van het personeel en van de betaling (HRM - hard HR) van de gemeente;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad in zitting van 19 oktober 2023 om aan te sluiten bij het WePulse-programma, onder voorbehoud van de naleving van de

bijzondere garanties zowel voor de module financiën als voor de module HRM;  
Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad in zitting van 28 maart 2024 tot goedkeuring van de overeenkomst tussen de gemeente en het Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën voor de toekenning van een lening voor de financiering van het WePulse-project;  
Gelet op de beraadslaging van het college van burgemeester en schepenen van 22 oktober 2024 tot goedkeuring van de vastlegging van een bedrag van € 1.025.444,33 ten bate van vzw IRISTEAM wat betreft de gemeente Ukkel en van een bedrag van € 440.574,60 wat betreft het OCMW van Ukkel;  
Overwegende de contractuele structuur in de vorm van een overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van diensten voor de ontwikkeling van toepassingsoplossingen in de verschillende domeinen van het programma van digitalisering en digitale transformatie van de plaatselijke besturen WePulse (overkoepelende overeenkomst);  
Overwegende dat de onderaannemingsovereenkomst met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens (DPA - Data Processing Agreement) en de gegevensbeschermingsgovernance binnen Paradigm en Iristeam, bijlagen bij de overkoepelende overeenkomst, de rechten en plichten van elke partij definiëren in het kader van de verwerking van de persoonsgegevens;

Beslist,

De overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van diensten voor de ontwikkeling van toepassingsoplossingen in de verschillende domeinen van het programma van digitalisering en digitale transformatie van de plaatselijke besturen WePulse (overkoepelende overeenkomst) en de bijlagen bij de onderhavige beraadslaging, die er onlosmakelijk deel van uitmaken, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

41 stemmers : 41 positieve stemmen.

*11 annexes / 11 bijlagen*

*WePulse\_Contrat\_Faïtier\_V\_2.3\_06\_11\_2024.pdf, Annexe 1 - WePulse\_DPA\_Sous-traitance\_RGPD\_V.1.0\_29.08.2024.pdf, Annexe 2 - Référentiel de mesures de sécurité organisationnelles et techniques\_TDC\_NL\_121124.pdf, Annexe 2 - Référentiel de mesures de sécurité organisationnelles et techniques.docx, Annexe 1 - WePulse\_DPA\_Sous-traitance\_RGPD\_V.1.0\_29.08.2024\_NL ed.docx, WePulse\_Contrat\_Faïtier\_V\_2.3\_06\_11\_2024\_NL.pdf, Annexe 2 - Référentiel de mesures de sécurité organisationnelles et techniques\_TDC\_NL\_121124.docx, WePulse\_Contrat\_Faïtier\_V\_2.3\_06\_11\_2024\_NL.docx, Annexe 1 - WePulse\_DPA\_Sous-traitance\_RGPD\_V.1.0\_29.08.2024\_NL ed.pdf, Annexe 2 - Référentiel de mesures de sécurité organisationnelles et techniques.pdf, WePulse\_Contrat\_Faïtier\_V\_2.3\_06\_11\_2024.docx*

---

## **DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN**

### **Famille - Familie**

28.11.2024/A/0050 **Service Familles.- Subsidies à divers organismes à caractère social.- Année 2024.- Engagement des dépenses.**

Le Conseil,

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle et l'emploi de certaines subventions;

Vu la circulaire subséquente du 9 novembre 2006 précisant les modalités de contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communes;  
Attendu qu'un crédit de 19.000 € est prévu à l'article 833/332-02/90 du budget 2024;  
Vu le formulaire de demande de subside à compléter par chacune des associations à caractère social;  
Attendu que le formulaire a été envoyé à toutes les associations à caractère social ayant perçu un subside en 2023;  
Attendu l'appel d'une possibilité d'octroi, par le conseil communal, d'un subside de fonctionnement aux associations présentant des activités dans les domaines du soutien à la parentalité, d'aide aux personnes en situation de handicap ou de la santé a été inséré dans le WM (N° 702) du mois septembre 2024 ;  
Attendu que de ces associations ont transmis ces formulaires avec les documents visés dans le règlement dans les temps impartis;  
Attendu que ces associations ne sont redevables d'aucune somme envers la Commune d'Uccle;  
Considérant que le travail social réalisé par ces associations est considérable et qu'il convient que l'administration communale d'Uccle leur accorde un subside;  
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,  
Décide d'approuver l'attribution des subsides repris dans la liste en annexe ainsi que l'engagement des dépenses.

Le Conseil approuve le point.  
41 votants : 41 votes positifs.

---

**Dienst Gezin.- Subsidies aan allerlei sociale instellingen.- Dienstjaar 2024.-  
Vastlegging van de kosten.**

De Raad,  
Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;  
Gelet op de omzendbrief van 9 november 2006 inzake de modaliteiten van de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen door de gemeentes;  
Overwegende dat er onder artikel 833/332-02/90 van de begroting 2024 een krediet van € 19.000 is voorzien;  
Gelet op het subsidieaanvraagformulier dat door elk van de verenigingen van sociale aard moet worden ingevuld;  
Overwegende dat het formulier werd opgestuurd naar alle verenigingen van sociale aard die in 2023 een subsidie hebben ontvangen;  
Overwegende dat in het WM (nr. 702) van september 2024 de mogelijkheid is aangehaald van de gemeenteraad om een werkingssubsidie toe te kennen aan verenigingen die activiteiten organiseren rond steun aan het ouderschap, hulp aan gehandicapten of gezondheid;  
Overwegende dat van deze verenigingen deze formulieren met de in het reglement vermelde documenten binnen de termijn hebben ingediend;  
Overwegende dat deze verenigingen geen enkel bedrag verschuldigd zijn aan de gemeente Ukkel;  
Overwegende dat het sociale werk van deze verenigingen aanzienlijk is en dat het gepast is dat het gemeentebestuur van Ukkel hen een subsidie toekent;  
Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,  
Beslist de toekenning van de subsidies in de bijgevoegde lijst goed te keuren, alsook de vastlegging van de kosten.

De Raad keurt het punt goed.  
41 stemmers : 41 positieve stemmen.

*19 annexes / 19 bijlagen*

*BALUCHON ALZHEIMER BELGIQUE - BELGIË.pdf, EKHO SPORT.pdf, FONDATION I SEE.pdf, APEDAF.pdf, LES PETITS SAPINS D'UCCLE.pdf, TABLEAU 2024.xlsx, MAISON MEDICALE ETOILE SANTE.pdf, HOCKEY TOGETHER.pdf, IRSA - CENTRE DE SERVICE.pdf, MAISON MEDICALE UCCLÉ CENTRE.pdf, ATELIER TAM-TAM.pdf, FAMGB.pdf, COMMUNAUTE MONTAGNE DE SAINT-JOB.pdf, LIEU POUR JOUER.pdf, MAISON MEDICALE HOMBORCH SANTE.pdf, GALIPETTE.pdf, MAISON MEDICALE LES PEUPLIERS.pdf, AUTISM FOR CONSULT.pdf, LYME-INT.pdf*

*Eric Sax quitte la séance / verlaat de zitting.  
Nicolas Clumeck quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

## DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

### Secrétariat central - Centraal secretariaat

28.11.2024/A/0051 **Question écrite de M. Cools : l'élagage des arbres d'alignement.**

Le Conseil prend connaissance.  
39 votants : 39 votes positifs.

---

### Schriftelijke vraag van de h. Cools : het snoeien van laanbomen.

De Raad neemt kennis.  
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Question écrite sur le programme d'élagage.docx, Elagage 2024-2025.xlsx*

---

28.11.2024/A/0052 **Motion introduite par M. Norré : pour le maintien de la prise en charge de l'ensemble des chômeurs par la Sécurité sociale fédérale et contre l'introduction d'une limitation dans le temps des allocations de chômage.**

**M. Norré** rappelle les inquiétudes qu'il avait exprimées lors de la dernière séance du Conseil communal par rapport à la volonté des négociateurs fédéraux de limiter à deux ans l'octroi d'allocations de chômage. Et d'autres conseillers communaux, notamment M. Desmet, ont exprimé les mêmes inquiétudes.

Actuellement, les allocations de chômage sont entièrement prises en charge par l'Etat fédéral au travers de la Sécurité sociale. Le CPAS dépend, quant à lui, de la commune.

Le paiement des revenus d'intégration sociale (RIS) est assuré par la

commune, qui obtient par la suite de la part de l'échelon fédéral le remboursement d'une partie, 70 % au maximum.

C'est également la commune qui s'occupe de la gestion du dossier et de l'accompagnement social des bénéficiaires, souvent très fragilisés.

La limitation des allocations de chômage dans le temps aura donc immanquablement pour effet d'accroître de façon considérable la charge financière de la commune. Selon les données de Brulocalis, communiquées par M. le Président du CPAS lors de la dernière séance du Conseil communal, il y aurait à Uccle 1.200 personnes privées d'allocations de chômage et 400 bénéficiaires du revenu d'intégration sociale (RIS). Le nombre de bénéficiaires du RIS croîtrait ainsi de 20 %.

Cependant, M. Norré craint que ces chiffres ne soient largement sous-estimés. Selon Actiris, il y a 4.815 chercheurs d'emploi à Uccle, dont 2.187 sont dans cette situation depuis plus de deux ans. Selon les statistiques interactives de l'ONEM, le nombre d'Ucclois chômeurs complets indemnisés depuis plus de deux ans s'élevait à 1.914 en 2023 et à 1.859 pour les 9 premiers mois de 2024. Le nombre de personnes concernées par la mesure serait donc plus proche de 2.000 que de 1.200.

Par ailleurs, le fait que le taux de chômage soit très faible pour le moment ne signifie pas qu'il en sera toujours ainsi. La Belgique n'est pas à l'abri d'une mauvaise conjoncture ou d'éventuelles mesures qui tendraient à favoriser les licenciements. Et une telle hausse du chômage entraînerait un surcroît de charges pour le CPAS, même si Uccle ne serait pas la commune la plus touchée.

La dernière augmentation de 4,32 millions d'euros du budget du CPAS porte à plus de 27 millions le montant total de la dotation octroyée à cet organisme. En raison de la nécessité d'aider les personnes qui en ont eu le plus besoin, ces 27 millions d'euros ne pourront être consacrés à la gratuité scolaire, au recrutement d'enseignants et de policiers, à l'investissement dans la propreté des rues ou la rénovation de logements et de bâtiments publics.

M. Norré épingle aussi le volume de travail des assistants sociaux. M. le Président du CPAS avait affirmé, non sans une certaine fierté, que les effectifs du personnel chargé de l'accompagnement social avaient augmenté de seulement 8 % alors que le nombre d'allocataires et celui des aides accordées ont augmenté respectivement de 60 % et 80 %. M. Norré ne partage pas à cet égard l'enthousiasme manifesté par M. le Président du CPAS car ces chiffres, loin de refléter une rationalisation et une saine gestion, signifient que les assistants sociaux, déjà sous pression, disposent de beaucoup moins de temps pour accomplir un travail efficace, puisqu'ils doivent traiter chacun de 80 à 100 dossiers par an alors que la moyenne wallonne se situe à 70 dossiers par an. Un apport supplémentaire de 400 titulaires du RIS sans augmentation du personnel rendrait la situation ingérable.

Par sa motion, M. Norré plaide en faveur d'une évaluation précise de l'impact de la mesure projetée sur le CPAS et réclame le maintien de la solidarité fédérale en s'opposant à la limitation dans le temps des allocations de chômage.

**M. Vanraes** se demande si la motion de M. Norré est réellement recevable, car celle-ci se positionne non par rapport à des décisions prises mais par rapport aux programmes politiques de partis qui participent aux négociations gouvernementales en vue de former une coalition « Arizona » à l'échelon fédéral.

On peut en effet se demander s'il est vraiment opportun pour une commune de voter une telle motion alors que le gouvernement n'est pas encore formé et n'a pris aucune décision.

Cependant, M. Vanraes a un vif intérêt pour le débat idéologique de fond sur le choix des politiques à mener pour favoriser le retour à l'emploi des chômeurs.

Fort de sa déjà longue expérience des négociations dans le monde politique bruxellois, M. Vanraes se permet de rappeler à cet égard que le PS s'est toujours opposé aux mesures visant à intensifier le coaching d'activation pour les chômeurs et a

préféré prôner le recrutement de personnel dans des ASBL dont l'utilité peut être mise en doute, vu que la Région bruxelloise n'a jamais été affectée autant que maintenant par le chômage de longue durée.

La vraie discussion, ravivée par les récentes polémiques à propos de la gestion, semble-t-il, clientéliste du CPAS d'Anderlecht, doit viser à répondre à la question suivante : que faut-il faire pour activer les chômeurs ? Ceci dépasse largement la réflexion sur une éventuelle limitation dans le temps des allocations de chômage, déjà en vigueur dans la plupart des pays européens, et des mesures d'accompagnement qui seraient adoptées en cas de limitation.

Selon M. Vanraes, la motion de M. Norré n'est pas d'intérêt communal et est d'autant moins pertinente qu'on demeure dans l'expectative par rapport aux questions abordées.

**M. Norré** ne remet pas du tout en cause le fait que la fixation des conditions d'octroi des allocations de chômage relève de l'autorité fédérale.

Il n'en demeure pas moins qu'une limitation dans le temps des allocations de chômage aura un impact sur la commune et c'est donc bien dans l'intérêt communal d'éviter que demain 2.000 personnes exclues du chômage en viennent à toquer à la porte du CPAS pour solliciter un revenu d'intégration sociale ou se tournent vers l'AIJU ou les logements publics parce que, faute de revenus, ils sont contraints de déménager.

Pour ce qui concerne le débat idéologique de fond, M. Norré estime que le concept d'« activation » se réduit bien trop souvent à un slogan à la mode. Il se permet en effet de douter que l'on puisse réellement contribuer à activer les chômeurs en leur supprimant leurs allocations.

Par ailleurs, le texte du projet de motion mentionne que le processus d'activation relève davantage des compétences d'Actiris, qui mène un travail intéressant à cet égard, et ce d'autant plus que le CPAS a déjà du mal à assurer un accompagnement social de qualité auprès des publics fragilisés.

**M. De Bock** partage le point de vue de M. Vanraes quant au caractère inopportun du vote d'une motion relative aux intentions de la note de Bart De Wever pour les négociations fédérales actuelles. Une motion serait plus pertinente si elle portait non sur des intentions mais sur une déclaration de politique générale. Il faudrait cependant disposer de la note complète de M. De Wever, avec son volet accompagnement social, pour se faire une opinion. M. De Bock n'imagine pas que la note de M. De Wever soit privée d'un volet accompagnement social car, si c'était le cas, Vooruit ne poursuivrait pas les négociations.

Il y a évidemment lieu de s'interroger sur le financement des CPAS et la part de prise en charge de celui-ci par l'échelon fédéral. Actuellement, 30 % du coût induit par chaque personne émargeant au CPAS est à charge de la commune (soit 6.000 € par an pour la collectivité uccloise). En outre, les frais administratifs ont doublé en 20 ans.

Il ne faut pas hésiter à réclamer auprès de l'autorité fédérale un financement à 100 %, ou à tout le moins le plus près possible de 100 %, comme elle l'a fait pour la crise ukrainienne. Cependant, si l'échelon fédéral paie plus, c'est toujours en fin de compte le contribuable qui en porte le poids. Dès lors, peut-être conviendrait-il de travailler à un modèle qui tende à réduire le nombre de personnes à charge du CPAS d'Uccle en mettant éventuellement à contribution tous les acteurs intéressés (commerçants, entrepreneurs,...), de manière à ne pas se cantonner au dispositif « article 60 ».

**M. Cools** estime que la motion de M. Norré est recevable en soi mais se montre beaucoup plus critique à l'égard des positions de fond qu'elle défend.

En effet, la motion de Norré affirme, à juste titre, qu'une mise en œuvre des

propositions du Formateur et de la NVA aurait un impact sur le CPAS, et donc sur la commune. Il y a donc bien un intérêt communal.

Mais pour ce qui concerne le fond de la problématique, la motion de M. Norré prend clairement parti contre la limitation de la durée du chômage, et ceci pas seulement en raison de ses effets sur les finances du CPAS.

Or, selon M. Cools, il y a lieu de reconnaître qu'il y a parfois des abus, dans la mesure où certaines personnes se sont installées dans le chômage de longue durée. Et des mécanismes de contrôle sont sans doute nécessaires pour éviter ces abus. Dans ce contexte, M. Cools comprend que l'on veuille limiter la durée des allocations de chômage. De toute évidence, cette thématique requiert un débat.

Cependant, si la limitation de l'octroi dans le temps est finalement décidée, il faudra impérativement, d'une part, dynamiser les politiques d'activation – qui pour le moment sont loin d'être satisfaisantes, que ce soit pour les jeunes ou les chômeurs de plus de 50 ans – et d'autre part, indemniser à 100 % le coût supplémentaire pour le CPAS.

C'est pourquoi M. Cools a envoyé à tous les chefs de groupe un autre projet de motion, rédigé différemment : ce texte affirme explicitement que des compensations pour le CPAS sont indispensables en cas de limitation de la durée du chômage, peu importe les opinions des uns et des autres à l'égard de cette mesure.

Le groupe Uccle en avant s'abstiendra sur la proposition de M. Norré. Si cette dernière est rejetée, il introduira sa propre motion, éventuellement remaniée suite aux contacts avec les autres groupes politiques, lors d'une séance ultérieure du Conseil communal.

MM. Vanraes et De Bock estiment qu'il convient d'attendre une déclaration de politique générale avant d'adopter une motion, mais il se pourrait que ce soit trop tard à ce moment-là.

Quoi qu'il en soit, si les mesures annoncées sont confirmées, les communes devront réagir pour exiger des compensations financières supérieures à celles qui sont annoncées dans les notes en circulation.

**M. le Bourgmestre** estime que tant M. Norré que MM. Cools, De Bock et Vanraes ont émis des remarques pertinentes.

M. Norré a en effet le mérite d'amener sur la table un sujet important car la problématique de la durée dans le temps des allocations de chômage, qui suscite des divergences, mérite un débat, et ce d'autant plus qu'une mesure de limitation aurait inmanquablement un impact sur la commune.

Et les considérations de MM. Cools, De Bock et Vanraes tendent à amender, nuancer la proposition initiale de M. Norré, qui ne semble pas faire l'objet d'un consensus unanime au sein de l'assemblée.

Néanmoins, selon M. le Bourgmestre, voter une motion maintenant serait peut-être travailler sur du sable, étant donné qu'aucune mesure concrète n'a encore été décidée, et l'enjeu d'un tel débat est tel qu'il mérite sans doute mieux.

**Mme la Présidente du Conseil**, synthétisant les propos de l'assemblée, conclut qu'il y a quand même au sein du Conseil communal une demande de vote sur la recevabilité de la motion, qu'il convient de distinguer du vote sur le fond.

Elle demande à M. Norré s'il souhaite un vote nominal ou par groupe.

**M. Norré** est partisan d'un vote nominal.

Il précise qu'il a déposé deux amendements auprès du secrétariat communal, de Mme la Présidente du Conseil et de chaque chef de groupe.

Le premier est un amendement purement technique visant à corriger une coquille, et le second, intégrant des considérations développées par MM. De Bock et Cools, consiste à rajouter le point suivant : « Le Conseil communal d'Uccle souhaite



une prise en charge du revenu d'intégration sociale et de l'équivalent à 100 % par l'autorité fédérale ».

M. Norré remarque encore qu'il n'est guère fréquent que ce Conseil communal vote sur la recevabilité d'une motion.

L'assemblée se prononce contre la recevabilité de la motion (21 voix contre et 18 pour).

Cette motion a été déclarée irrecevable par l'assemblée, par 18 voix en faveur de la recevabilité, 21 voix contre et 0 abstention.

Ont votés pour la recevabilité : MM Wyngaard, Lambert-Limbosch, Cools, Desmet, Hayette, Godefroid, Norré, Van de Cauter, Becker, Collin, Franchimont, Junqué ainsi que Mmes De Brouwer, Ledan, Maison, Alami, Kabachi et Kokaj.

Ont votés contre la recevabilité : MM Dilliès, Biermann, Hublet, De Bock, Vanraes, Toussaint, Cornelis, Cohen, Bruylant, Zygas, Spelkens ainsi que Mmes, Gol-Lescot, Delwart, Fraiteur, Delvoye, Culer, Van Offelen, Margaux, Czekalski, Lederman, Roba.

Le point est rejeté.

---

**Motie ingediend door dhr. Norré: voor het behoud van de tenlasteneming van alle werklozen door de federale Sociale Zekerheid en tegen de invoering van een tijdslimiet voor werkloosheidsuitkeringen.**

**De h. Norré** herinnert aan de bezorgdheid die hij uitte tijdens de laatste zitting van de gemeenteraad over de wens van de federale onderhandelaars om de toekenning van werkloosheidsuitkeringen te beperken tot twee jaar. Andere gemeenteraadsleden, met name de h. Desmet, uitten dezelfde bezorgdheid.

De werkloosheidsuitkering wordt momenteel volledig betaald door de federale overheid via het socialezekerheidsstelsel. Het OCMW daarentegen hangt af van de gemeente.

De gemeente betaalt het leefloon, dat vervolgens door de federale overheid wordt terugbetaald tot een maximum van 70%.

De gemeente is ook verantwoordelijk voor het beheer van het dossier en de sociale ondersteuning van de begunstigden, die vaak erg kwetsbaar zijn.

Het beperken van de werkloosheidsuitkeringen in de tijd zal dus onvermijdelijk tot gevolg hebben dat de financiële lasten voor de lokale overheid aanzienlijk toenemen. Volgens de gegevens van Brulocalis, die door de OCMW-voorzitter tijdens de laatste zitting van de gemeenteraad werden meegedeeld, zijn er in Ukkel 1.200 personen zonder werkloosheidsuitkering en 400 die een leefloon ontvangen. Het aantal leefloners zou dus met 20% stijgen.

De h. Norré vreest echter dat deze cijfers sterk onderschat zijn. Volgens Actiris zijn er 4.815 werkzoekenden in Ukkel, waarvan er 2.187 al langer dan twee jaar in deze situatie verkeren. Volgens de interactieve statistieken van de ONEM zal het aantal Ukkelaars dat langer dan twee jaar volledig werkloos is 1.914 bedragen in 2023 en 1.859 in de eerste 9 maanden van 2024. Het aantal mensen dat door de maatregel wordt getroffen zou dus dichterbij 2.000 liggen dan bij 1.200.

Bovendien betekent het feit dat de werkloosheidsgraad momenteel erg laag is niet dat dit altijd zo zal blijven. België is niet immuun voor een slechte economische conjunctuur of voor maatregelen die ontslagen kunnen aanmoedigen. En een dergelijke stijging van de werkloosheid zou extra kosten met zich meebrengen voor het OCMW, ook al zou Ukkel niet de zwaarst getroffen gemeente zijn.

De laatste verhoging van de OCMW-begroting met 4,32 miljoen euro brengt

de totale dotatie aan dit orgaan op meer dan 27 miljoen euro. Vanwege de noodzaak om degenen te helpen die het hardst nodig hebben, kan deze 27 miljoen euro niet worden besteed aan gratis onderwijs, het aanwerven van leerkrachten en politieagenten, het investeren in straatreiniging of het renoveren van woningen en openbare gebouwen.

De h. Norré had ook kritiek op de werkdruk van maatschappelijk werkers. De OCMW-voorzitter heeft, niet zonder enige trots, verklaard dat het aantal personeelsleden dat verantwoordelijk is voor sociale steun met slechts 8% is toegenomen, terwijl het aantal uitkeringsgerechtigden en het bedrag van de toegekende steun met respectievelijk 60% en 80% zijn gestegen. In dit opzicht deelt de h. Norré niet het enthousiasme van de OCMW-voorzitter, aangezien deze cijfers, verre van te wijzen op rationalisering en goed beheer, betekenen dat maatschappelijk werkers, die al onder druk staan, veel minder tijd hebben om hun werk doeltreffend te doen, aangezien ze elk 80 tot 100 gevallen per jaar moeten behandelen, terwijl het Waalse gemiddelde 70 gevallen per jaar bedraagt. Nog eens 400 leefloners zonder enige uitbreiding van het personeel zou de situatie onbeheersbaar maken.

De motie van de h. Norré vraagt om een precieze evaluatie van de impact van de voorgestelde maatregel op het OCMW en vraagt om de federale solidariteit te behouden door zich te verzetten tegen de beperking in de tijd van de werkloosheidsuitkeringen.

**De h. Vanraes** vraagt zich af of de motie van de h. Norré wel ontvankelijk is aangezien ze niet gebaseerd is op genomen beslissingen maar op de politieke programma's van de partijen die deelnemen aan de regeringsonderhandelingen met het oog op de vorming van een "Arizona"-coalitie op federaal niveau.

Het is de vraag of het echt gepast is voor een gemeente om over een dergelijke motie te stemmen wanneer de regering nog niet gevormd is en nog geen besluiten heeft genomen.

De h. Vanraes is echter zeer geïnteresseerd in het fundamentele ideologische debat over de keuze van het beleid om werklozen weer aan het werk te krijgen.

Op basis van zijn reeds lange ervaring met onderhandelingen in de Brusselse politieke arena is de h. Vanraes zo vrij om er in dit verband op te wijzen dat de PS zich altijd verzet heeft tegen maatregelen die gericht zijn op het intensiveren van de activeringsbegeleiding van werklozen, en liever pleit voor de aanwerving van personeel in de vzw's waarvan het nut in twijfel kan worden getrokken, aangezien het Brussels Gewest nog nooit zo hard getroffen is door langdurige werkloosheid als nu.

De echte discussie, die opnieuw werd aangezwengeld door de recente controverses over het blijkbaar cliëntelistische beheer van het OCMW van Anderlecht, moet een antwoord bieden op de volgende vraag: wat moet er gebeuren om werklozen te activeren? Dit gaat veel verder dan de vraag of de werkloosheidsuitkering moet worden beperkt in de tijd, zoals in de meeste Europese landen al het geval is, en welke begeleidende maatregelen moeten worden genomen in geval van een dergelijke beperking.

Volgens de h. Vanraes is de motie van de h. Norré niet van gemeentelijk belang en des te minder relevant omdat we nog moeten afwachten wat er gaat gebeuren.

**De h. Norré** betwist geenszins dat het vaststellen van de voorwaarden voor het toekennen van een werkloosheidsuitkering een federale verantwoordelijkheid is.

Het blijft echter een feit dat een beperking in de tijd van de werkloosheidsuitkering een impact zal hebben op de gemeente en het is dus in het belang van de gemeente om te voorkomen dat 2.000 mensen die uitgesloten zijn van de werkloosheid morgen aankloppen bij het OCMW om een leefloon aan te vragen, of zich wenden tot het SWU of de sociale huisvesting omdat ze gedwongen zijn te

verhuizen bij gebrek aan inkomen.

Wat het fundamentele ideologische debat betreft, vindt de h. Norré dat het concept 'activering' al te vaak wordt gereduceerd tot een modieuze slogan. Hij betwijfelt of we werklozen echt kunnen activeren door hun uitkering in te trekken.

Bovendien vermeldt de tekst van de ontwerp-motie dat het activeringsproces eerder tot de bevoegdheid van Actiris behoort, die op dat vlak interessant werk verricht, te meer daar het OCMW het al moeilijk heeft om kwaliteitsvolle sociale ondersteuning te bieden aan kwetsbare groepen.

**De h. De Bock** is het eens met de h. Vanraes dat het ongepast zou zijn om te stemmen over een motie met betrekking tot de intenties van de nota van Bart De Wever voor de huidige federale onderhandelingen. Een motie zou meer op haar plaats zijn als ze niet zou gaan over intenties maar over een algemene beleidsverklaring. We zouden echter de volledige nota van de h. De Wever moeten zien, inclusief het onderdeel sociale steun, om ons een mening te vormen. De h. De Bock kan zich niet voorstellen dat de nota van de h. De Wever zonder sociaal draagvlak zou zijn, want dan zou Vooruit niet verder onderhandelen.

Er zijn uiteraard vragen te stellen over de financiering van de OCMW's en de mate waarin die door de federale overheid wordt gedekt. Momenteel wordt 30% van de kosten van elk OCMW-lid gedragen door de gemeente (ofwel € 6.000 per jaar voor Ukkel). Bovendien zijn de administratieve kosten in 20 jaar tijd verdubbeld.

We moeten niet aarzelen om de federale overheid te vragen om 100% financiering, of op zijn minst zo dicht mogelijk bij 100%, zoals ze deden voor de Oekraïense crisis. Maar als het federale niveau meer betaalt, is het altijd de belastingbetaler die uiteindelijk de lasten draagt. Daarom is het misschien een goed idee om te werken aan een model dat erop gericht is het aantal mensen dat afhankelijk is van het OCMW van de Ukkel te verminderen, eventueel door alle belanghebbende partijen (handelaars, ondernemers ...) erbij te betrekken zodat we ons niet beperken tot het "artikel 60"-systeem.

**De h. Cools** vindt de motie van de h. Norré op zich ontvankelijk maar heeft veel meer kritiek op de fundamentele standpunten die erin worden verdedigd.

De motie van Norré stelt terecht dat de uitvoering van de voorstellen van de formateur en NVA gevolgen heeft voor het OCMW en dus voor de gemeente. Er is dus een gemeentelijk belang.

Maar als het op de kern van de zaak aankomt, neemt de motie van de h. Norré duidelijk stelling tegen het beperken van de duur van de werkloosheid, en niet alleen vanwege de gevolgen voor de financiën van het OCMW.

Volgens de h. Cools is er echter reden om te erkennen dat er soms misbruiken zijn, in die zin dat sommige mensen zich in langdurige werkloosheid hebben genesteld. En er zijn ongetwijfeld controlemechanismen nodig om deze misbruiken te voorkomen. In deze context heeft de h. Cools begrip voor de wens om de duur van werkloosheidsuitkeringen te beperken. Dit is duidelijk een kwestie waarover gedebatteerd moet worden.

Maar als uiteindelijk besloten wordt de duur van de werkloosheidsuitkeringen te beperken, is het van essentieel belang enerzijds het activeringsbeleid nieuw leven in te blazen - dat momenteel verre van bevredigend is, of het nu gaat om jongeren of werklozen ouder dan 50 jaar - en anderzijds het OCMW voor 100% te compenseren voor de extra kosten.

Daarom heeft de h. Cools alle fractieleiders een ander ontwerp-motie gestuurd, met een andere formulering: in deze tekst wordt expliciet gesteld dat de compensatie van het OCMW onontbeerlijk is in geval van een beperking van de werkloosheidsduur, ongeacht de mening van de verschillende partijen over deze maatregel.

De fractie Uccle en avant zal zich onthouden over het voorstel van de h. Norré. Als het wordt verworpen, zal zij tijdens een volgende vergadering van de gemeenteraad een eigen motie indienen, eventueel aangepast na contacten met de andere fracties.

De heren Vanraes en De Bock zijn van mening dat het beter zou zijn om te wachten op een algemene beleidsverklaring alvorens een motie aan te nemen maar dan is het misschien al te laat.

Hoe dan ook, als de aangekondigde maatregelen worden bevestigd, zullen de gemeentes moeten reageren en een financiële compensatie moeten eisen die hoger is dan wat in de circulerende nota's wordt aangekondigd.

**De burgemeester** is van mening dat de heren Norré, Cools, De Bock en Vanraes relevante opmerkingen hebben gemaakt.

De h. Norré verdient lof voor het aanhalen van een belangrijk onderwerp want de kwestie van de duur van werkloosheidsuitkeringen, die aanleiding geeft tot onenigheid, verdient het om besproken te worden, te meer omdat een beperkende maatregel onvermijdelijk gevolgen zou hebben voor de gemeente.

De opmerkingen van de heren Cools, De Bock en Vanraes zijn bedoeld om het oorspronkelijke voorstel van de h. Norré, dat niet op de unanieme steun van de vergadering lijkt te kunnen rekenen, te wijzigen en te nuanceren.

Volgens de burgemeester zou een stemming over een motie op dit moment voorbarig zijn aangezien er nog geen concrete maatregelen zijn vastgelegd en er zoveel op het spel staat in een dergelijk debat dat het ongetwijfeld beter verdient.

**De voorzitter van de raad** vat de woorden van de vergadering samen en concludeert dat er binnen de gemeenteraad toch gevraagd wordt om een stemming over de ontvankelijkheid van de motie, die onderscheiden moet worden van de stemming over de inhoud.

Zij vraagt de h. Norré of hij hoofdelijk of groepsgewijs wil stemmen.

**De h. Norré** is voor een hoofdelijke stemming.

Hij legt uit dat hij twee amendementen heeft ingediend bij het gemeentesecretariaat, de voorzitter van de raad en elke fractieleider.

Het eerste is een puur technisch amendement om een tikfout te corrigeren en het tweede, waarin de overwegingen van de heren De Bock en Cools zijn verwerkt, bestaat uit de toevoeging van het volgende punt: “De gemeenteraad van Ukkel wenst dat de federale overheid het leefloon en het equivalent daarvan voor 100% dekt”.

De h. Norré merkt ook op dat het niet vaak voorkomt dat de gemeenteraad stemt over de ontvankelijkheid van een motie.

De vergadering stemt tegen de ontvankelijkheid van de motie (21 stemmen tegen en 18 stemmen voor).

Deze motie werd onontvankelijk verklaard door de vergadering met 18 stemmen voor de ontvankelijkheid, 21 tegen en 0 onthouding.

Hebben voor de ontvankelijkheid gestemd : de h. Wyngaard, Lambert-Limbosch, Cools, Desmet, Hayette, Godefroid, Norré, Van de Cauter, Becker, Collin, Franchimont, Junqué en Mevr. De Brouwer, Ledan, Maison, Alami, Kabachi et Kokaj.

Hebben tegen de ontvankelijkheid gestemd : de h. Dilliès, Biermann, Hublet, De Bock, Vanraes, Toussaint, Cornelis, Cohen, Bruylant, Zygas, Spelkens en Mevr. Gol-Lescot, Delwart, Fraitteur, Delvoeye, Culer, Van Offelen, Margaux, Czekalski, Lederman, Roba.

Het punt wordt verworpen.

2 annexes / 2 bijlagen

*Motion Uccle - solidarité fédérale.docx, Note explicative motion solidarité.docx*

*Aleksandra Kokaj quitte la séance / verlaat de zitting.*

*Yannick Franchimont préside la séance / zit de zitting voor.*

---

28.11.2024/A/0053 **Interpellation de M. Desmet : Conseil de participation**

**M. Desmet** rappelle que l'année scolaire 24-25 est maintenant en cours depuis trois mois, avec son lot de difficultés organisationnelles et parfois relationnelles. Comme à chaque rentrée scolaire, de nouvelles directives et autres circulaires émanant du pouvoir subsidiant apparaissent.

Mais l'une d'entre elles, relative aux conseils de participation, est régulièrement rappelée aux pouvoirs organisateurs. Le décret « Missions » du 24 juillet 1997 prévoit obligatoirement un Conseil de participation (C.P) au sein de chaque établissement scolaire. Le Pacte pour un enseignement d'excellence prévoit, quant à lui, le renforcement par ce biais de la démocratie au sein des écoles et, selon l'esprit de cette circulaire, les C.P. doivent être placés au centre de développement de la culture scolaire.

Ces instances, qui remettent des avis non décisionnels, doivent se réunir et se concerter à plusieurs reprises par année civile. Ainsi, des représentants de l'équipe éducative, parfois des élèves, du personnel ouvrier ou administratif, des parents, des représentants du pouvoir organisateur, de l'environnement économique et social proche de l'établissement scolaire, se retrouvent pour des rencontres constructives, dialoguent et émettent des propositions concrètes pour améliorer la qualité de vie et les apprentissages. Les missions de base de ces conseils de participation consistent à débattre du projet d'établissement, à évaluer sa mise en œuvre, voire à l'amender, et à donner leur avis sur le rapport d'activité annuel de l'école.

L'organisation de ces conseils de participation s'avère parfois difficile. Pourtant, ces organes de démocratie et de débats ont pu prouver leur efficacité. Il s'agit de bien autre chose que de classiques « associations des parents », certes très utiles elles aussi.

L'implantation des conseils de participation dans les différents établissements scolaires a-t-elle posé des difficultés quant au suivi et à l'organisation ? Quels sont les établissements où le conseil de participation a permis des avancées ou des réflexions créatives et novatrices ?

M. Desmet remercie d'avance le Collège pour toutes les précisions utiles qui pourront être fournies.

**Mme l'Echevin Gol-Lescot** répond que la mise en œuvre d'un tel dispositif s'avère complexe.

Les représentants du pouvoir organisateur, dont le plus important dans chaque école est évidemment le directeur d'établissement, organisent souvent des réunions avec les parents mais il est plus difficile de sensibiliser les riverains et commerçants du quartier, à moins qu'il n'y ait un projet précis.

Il est en effet plus facile de mobiliser les associations de quartier actives dans l'environnement immédiat lorsque les écoles développent des projets déterminés. C'est notamment le cas à l'occasion des « Journées de la propreté ». Mme l'Echevin Gol-Lescot ignore cependant si les réunions qui sont organisées dans ce cadre – et qui

sont appelées « réunions de parents » par les directions d'école quoique d'autres acteurs y soient associés – peuvent être considérées comme des conseils de participation stricto sensu.

Quoi qu'il en soit, Mme l'Echevin Gol-Lescot et l'Inspecteur pédagogique ne sont pas en mesure d'assister à l'ensemble des réunions censées être organisées : vu que le décret prévoit 4 réunions par an et qu'il y a 11 écoles, on aboutit à un total de 44 réunions par an établies sur les semaines hors vacances scolaires, soit une moyenne de deux réunions hebdomadaires, ce qui n'est pas gérable à long terme.

Toutefois, Mme l'Echevin Gol-Lescot a instauré des réunions avec tous les échevins concernés, notamment M. Wyngaard en tant qu'Echevin de la Mobilité, au cours desquelles toutes les associations de parents étaient conviées à débattre sur la sécurisation aux alentours des écoles, la verdurisation des cours de récréation, les nouveaux types de jeux, etc.

De manière générale, le Collège met tout en œuvre pour que le dialogue s'établisse, même si cela ne se fait peut-être pas formellement selon le concept de « conseil de participation ». C'est notamment le cas du sondage auprès des parents et des enfants pour la nouvelle cour de récréation de l'école du Centre ou de la concertation avec les comités de quartier et les associations de commerçants limitrophes pour l'établissement des rues scolaires.

**M. Desmet** rappelle que les conseils de participation sont obligatoires, tout en reconnaissant qu'il est difficile de les mettre en place dans certains établissements scolaires. Un procès-verbal doit d'ailleurs être rédigé au moins une fois par an pour faire le point sur les décisions de chaque école en ce domaine.

Les commissions paritaires locales (Copaloc), s'avèrent aussi compliquées à organiser pour des raisons relativement similaires.

M. Desmet regrette cependant qu'il n'y ait pas un réel dispositif d'évaluation pour les conseils de participation. Il invite le pouvoir organisateur communal à œuvrer en vue d'une organisation plus systématique des conseils de participation, ne fût-ce que pour garantir au moins une réunion par an.

Le Conseil prend connaissance.

---

### **Interpellatie van de h. Desmet : Participatieraad.**

**De h. Desmet** herinnert ons eraan dat het schooljaar 24-25 nu al drie maanden aan de gang is, met de nodige organisatorische en soms relationele problemen. Zoals elk schooljaar zijn er nieuwe richtlijnen en andere omzendbrieven van de subsidiërende overheid.

Maar de inrichtende macht en worden regelmatig herinnerd aan één ervan die betrekking heeft op de participatieraden. Het decreet "Missions" van 24 juli 1997 verplicht elke school om een participatieraad (PR) te hebben. Het Pacte pour un enseignement d'excellence van zijn kant voorziet in de versterking van de democratie binnen de scholen op deze manier en, volgens de geest van deze omzendbrief, moet de PR in het centrum van de ontwikkeling van de schoolcultuur geplaatst worden.

Deze organen, die niet-beslissende adviezen uitbrengen, moeten meerdere keren per kalenderjaar bijeenkomen en overleg plegen. Op die manier komen vertegenwoordigers van het onderwijsteam, soms leerlingen, administratief personeel, ouders, vertegenwoordigers van de inrichtende macht en de economische en sociale omgeving in de buurt van de school bijeen voor constructieve discussies en concrete voorstellen om de levenskwaliteit en het leren te verbeteren. De basistaken van deze PR's zijn het bespreken van het schoolproject, het evalueren en zelfs wijzigen ervan,

en het geven van hun advies over het jaarlijkse activiteitenverslag van de school.

Het organiseren van deze PR's kan soms moeilijk zijn. Toch hebben deze organen voor democratie en debat hun doeltreffendheid bewezen. Ze zijn veel meer dan de klassieke "ouderverenigingen", die zeker ook heel nuttig zijn.

Heeft het opzetten van PR's in verschillende scholen problemen opgeleverd op het vlak van opvolging en organisatie? In welke scholen heeft de participatieraad geleid tot vooruitgang of creatief en innovatief denken?

De h. Desmet dankt het college bij voorbaat voor alle nuttige informatie.

**Schepen Gol-Lescot** antwoordt dat de implementatie van een dergelijk systeem complex is.

De vertegenwoordigers van de inrichtende macht, waarvan de belangrijkste in elke school natuurlijk de schooldirecteur is, organiseren vaak bijeenkomsten met ouders maar het is moeilijker om buurtbewoners en winkeliers bewust te maken, tenzij er een specifiek project is.

Het is gemakkelijker om buurtverenigingen te mobiliseren die actief zijn in de onmiddellijke omgeving wanneer scholen specifieke projecten ontwikkelen. Dit is met name het geval voor de "schoonmaakdagen". Schepen Gol-Lescot weet echter niet of de vergaderingen die in deze context worden georganiseerd - en die door de schooldirectie "oudervergaderingen" worden genoemd, ook al zijn er andere spelers bij betrokken - als PR's in de strikte zin van het woord kunnen worden beschouwd.

In ieder geval zijn schepen Gol-Lescot en de pedagogische inspecteur niet in staat om alle vergaderingen bij te wonen die zouden moeten worden georganiseerd: aangezien het decreet voorziet in 4 vergaderingen per jaar en er 11 scholen zijn, geeft dit een totaal van 44 vergaderingen per jaar die worden gehouden in weken buiten de schoolvakanties, ofwel een gemiddelde van twee vergaderingen per week, wat op de lange termijn niet haalbaar is.

Schepen Gol-Lescot heeft echter vergaderingen belegd met alle betrokken schepenen, in het bijzonder met de h. Wyngaard als schepen van Mobiliteit, waarbij alle ouderverenigingen worden uitgenodigd om te praten over de veiligheid rond scholen, het groener maken van speelplaatsen, nieuwe soorten speeltoestellen enz.

Over het algemeen doet het college er alles aan om ervoor te zorgen dat er een dialoog tot stand komt, ook al gebeurt dit misschien niet formeel volgens het concept van de "participatieraad". Dit geldt in het bijzonder voor de enquête onder ouders en kinderen voor de nieuwe speelplaats in de school Centre, of het overleg met buurtcomités en verenigingen van naburige handelaars voor de aanleg van schoolstraten.

**De h. Desmet** wijst erop dat PR's verplicht zijn, hoewel hij erkent dat het in sommige scholen moeilijk is om ze op te richten. Minstens één keer per jaar moet een verslag worden opgesteld om de balans op te maken van de beslissingen van elke school op dit gebied.

Ook de plaatselijke paritaire commissies blijken om vergelijkbare redenen moeilijk te organiseren.

De h. Desmet betreurt echter dat er geen echt evaluatiesysteem voor de PR's bestaat. Hij nodigt de gemeentelijke inrichtende macht uit om te werken aan een meer systematische organisatie van de PR's, al was het maar om minstens één vergadering per jaar te garanderen.

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage  
conseils de participation (interpellation).docx*

**Interpellation de M. Cools : le permis d'urbanisme délivré pour l'ancien site de l'école des Blés d'Or**

**M. Cools** signale que l'ancien site de l'école des Blés d'Or, situé Dieweg 57 en intérieur d'îlot, fait actuellement l'objet d'un chantier visant à transformer en logement l'ancien bâtiment de l'école et à construire deux maisons jumelées et spacieuses, dotées de 4 chambres chacune.

Ce chantier ne se déroule pas bien et suscite de nombreuses critiques de la part des riverains. M. Cools décrit cette situation en illustrant son propos à l'aide de photographies.

La note explicative transmise par le demandeur dans le cadre du permis d'urbanisme stipulait que le chemin d'accès ne serait emprunté que par de « petits camions », alors qu'il est emprunté par des camions de minimum 32 tonnes.

Les locaux de chantier sont placés en dessous de la couronne d'arbres, en infraction avec le PPAS en vigueur.

Vu l'étroitesse du chemin, le promoteur a installé des plaques en bois sur la façade d'une des maisons riveraines, mais cela n'a pas empêché l'apparition de fissures.

En outre, il y a eu une déclaration de permis d'environnement de classe 3 en vertu de laquelle l'accès au chantier n'était pas censé se faire par le chemin des Blés d'Or mais par la rue Papenkasteel. Or, cette disposition n'est pas respectée. Il est intéressant de le noter car une grue va être placée dans ce secteur, où, comme par hasard, l'abattage d'un arbre, considéré en mauvais état, est sollicité. M. Cools espère que le Collège entreprendra des études phytosanitaires pour faire le point, eu égard au fait que l'abattage de cet arbre arrangerait bien le promoteur pour le placement de sa grue.

En réalité, le Collège a en quelques mois changé d'avis à 180 degrés sur ce projet.

Le 4 juillet 2023, le Collège accepte la reconversion du bâtiment existant en trois logements, à condition que le demandeur renonce à construire deux maisons jumelées sur la parcelle. Le 20 février 2024, sur un dossier quasi identique, il délivre un permis pour la reconversion de l'ancien bâtiment, en deux appartements cette fois-ci, et la construction des deux maisons jumelées refusée 7 mois plus tôt !

Pourtant, en juillet 2023, le Collège justifiait son refus de la construction des deux maisons jumelées comme suit : « Considérant toutefois que cette densification doit être limitée, notamment compte tenu des difficultés d'accessibilité et également de l'appréciation de l'aggravation de l'usage du chemin d'accès ». Il spécifiait aussi que « renoncer à la construction de deux maisons permet également de réduire l'emprise au sol du projet au sein d'une parcelle de fond sur laquelle il y a lieu de privilégier les qualités végétales et favoriser le maintien ou la création de surfaces en pleine terre ». Il ajoutait que le gabarit projeté était trop important. Après une telle motivation, il n'est que plus surprenant que le Collège en vienne à délivrer le permis demandé pour les maisons jumelées ! Il se justifie par une visite effectuée sur place le 4 septembre 2023, à l'issue de laquelle il a estimé qu'« il y a eu une erreur d'appréciation du projet initialement déposé ».

Comment le Collège et les services communaux ne se sont pas rendu compte lors de cette visite du fait que la largeur du chemin d'accès privé était plus étroite que celle mentionnée dans la demande de permis ! Tout le charroi du chantier passe aujourd'hui par un chemin privé de 120 mètres de long dont la plus grande partie à une largeur entre 2,44 et 2,90 mètres. Cette parcelle fait partie d'un Plan particulier d'affectation du sol (le PPAS n° 29 bis) censé protéger l'alignement des tilleuls en palissade sur 80 mètres de ce chemin. La zone de protection des arbres, instaurée par



le PPAS pour préserver la flore et la faune au centre de l'îlot, inclut cet alignement de tilleuls ainsi que deux chênes d'Amérique de 3,50 mètres de circonférence et 25 mètres de haut. Le fait de rouler avec un charroi de chantier très lourd sur les racines de tels arbres menace leur existence. Pourquoi le charroi de chantier n'est-il pas calibré sur les caractéristiques de l'accès ?

Au-delà du revirement étonnant du Collège et du débat soulevé par le recours relatif à l'éventualité de dérogations au PPAS pour ce projet, introduit par des riverains auprès du Conseil d'Etat, l'absence dès le début du chantier de mesures suffisantes de protection des arbres remarquables ne manque pas d'interpeller car elle va à l'encontre du souhait d'une sauvegarde de ces arbres, partagé par tous les membres de cette assemblée.

Le Collège peut-il indiquer les motifs de son revirement dans ce dossier ? Pourquoi n'a-t-il pas imposé dès le début du chantier un calibrage du charroi compatible avec la largeur effective du chemin d'accès privé ?

**M. l'Echevin Biermann** estime que l'interpellation de M. Cools pose des difficultés de par la concomitance de deux préoccupations distinctes, d'une part une demande de clarification par rapport à ce que M. Cools considère – à tort selon M. l'Echevin Biermann – comme un revirement de la part du Collège, et d'autre part une interrogation quant à l'organisation du chantier, à peine évoquée dans la version originelle de l'interpellation déposée au préalable. Il est difficile de poursuivre ainsi deux fers au feu, et ce d'autant plus que les réponses à fournir à ces questions importantes mobilisent beaucoup de monde. [M. Cools conteste cette allégation]

Quand l'école Les Blés d'Or a eu l'intention de vendre, elle a voulu savoir quel était le potentiel de sa parcelle. Vu que cette parcelle est située en zone d'équipement collectif par le PPAS, elle est presque entièrement constructible et était d'ailleurs déjà fortement bâtie ou en tous cas imperméabilisée.

Plusieurs promoteurs se sont manifestés auprès de la commune jusqu'au moment où l'école elle-même a sollicité les administrations communale et régionale pour voir ce qui était possible. Le terrain étant a priori constructible, il peut être affecté à du logement.

Le Collège a reçu des demandes qui visaient jusqu'à 12 logements, puis il y a eu une demande très concrète pour 7 logements, ensuite le propriétaire du terrain a introduit une demande pour 5 logements avec une division en trois de la maison existante. On a pu convaincre le propriétaire qu'un tel projet était trop dense pour la parcelle. Alors, celui-ci a finalement opté pour la division en trois et la construction de deux maisons jumelées. Quand le dossier est revenu au Collège, celui-ci en est venu à considérer que la division en trois était probablement plus opportune, quoique les services aient estimé au terme de leur analyse qu'il valait mieux limiter à deux la division de l'immeuble existant et autoriser les maisons jumelées sur une dalle déjà existante. Le demandeur a répondu que les conditions qui lui étaient imposées en vertu de l'article 191 témoignaient d'une incompréhension de la réalité du dossier de la part du Collège. Dès lors, des membres du Collège se sont rendus sur place et ont constaté que la parcelle est grande puisqu'elle a une superficie de 28 ares, qu'elle est très boisée et que la demande faisait état de l'abattage de 5 arbres suivi de la replantation de 16 autres arbres avec la diminution significative de 38 % à 17 % du taux d'imperméabilisation en raison de la démolition de différents containers et dalles de sport. Ceci constitue une amélioration considérable.

Dans ces conditions, compte tenu de la faible densification de la parcelle et du fait que la division en trois de la maison existante entraînerait la disparition de toute une série d'éléments caractéristiques de l'architecture extérieure d'un immeuble du siècle dernier, le Collège a fini par rejoindre la proposition visant à autoriser 4 logements présentant de meilleures conditions d'habitabilité avec la construction de villas jumelées, et ce dans un plus grand respect de la maison existante elle-même,

destinée à être divisée en deux.

M. l'Echevin Biermann reconnaît qu'un tel chantier entraîne des difficultés en termes d'accessibilité. Mais il s'avère que la commune n'est pas compétente pour déterminer l'assiette de la servitude d'accès du n° 57 du Dieweg. Cette matière relève en réalité de la compétence du Juge de paix, étant donné que le chemin d'accès se situe sur une parcelle privée et non dans l'espace public.

Il y a un litige quant au caractère carrossable du chemin d'accès. Certains voisins affirment que le chemin n'est pas carrossable, quoiqu'ils aient obtenu par ailleurs des permis d'urbanisme pour l'installation de places de parking qui, de facto, requièrent un chemin d'accès carrossable. D'autre part, on constate que le chemin n'est pas en mesure d'accueillir le charroi de chantier prévu par le demandeur du permis.

M. l'Echevin Biermann est désolé pour les voisins qui ont dû introduire une requête auprès du Juge de paix pour déterminer si le chemin est carrossable et s'il peut être utilisé par le propriétaire de la parcelle, mais le Collège n'est en aucune manière habilité à intervenir.

Par ailleurs, on apprend par la requête et la demande de permis d'environnement classe 3 qu'un accord aurait été conclu avec le propriétaire de la parcelle Papenkasteel 10/A pour que le charroi lourd passe par là.

Quoi qu'il en soit, le Président du Tribunal de première instance a rendu une ordonnance imposant l'arrêt du chantier.

Cependant, dès que l'administration communale a été avisée par les riverains de l'installation de la rampe d'accès sur la servitude, des agents du service vert et du service de l'Urbanisme se sont rendus sur place afin de voir ce qui se passait et dresser des constats. À cette occasion, ils ont remarqué qu'on n'avait pas installé des protections pour les arbres. Des visites ont été effectuées à plusieurs reprises. Depuis lors, cette lacune a été corrigée, comme l'atteste le rapport établi par un agent assermenté du service de l'Urbanisme.

**Mme l'Echevine De Brouwer** confirme que le service vert s'est rendu quatre fois sur ce site pour faire respecter les mesures de protection des arbres. Le service avait notamment demandé que la surface des zones de protection soit étendue.

Il va de soi qu'il ne peut être question de stocker du matériel dans le périmètre de ces zones. Le gros tas de terre et le matériel stocké sous la couronne des arbres, dont la présence a été constatée, doivent par conséquent être enlevés. Mme l'Echevine De Brouwer a demandé au service vert d'enjoindre l'entreprise à faire le nécessaire.

Pour ce qui concerne l'érable, un rapport établi par une experte indépendante concluait que sa survie était menacée à court terme et qu'il convenait de l'abattre dans les années à venir afin de sécuriser la zone.

De plus, il a été endommagé par la tempête du 9 juillet.

Enfin, suite à l'abattage des autres érables situés dans l'alignement, cet arbre subit davantage l'effet du vent et penche en poussant afin de chercher la lumière, ce qui accentue sa dangerosité. Selon les agents du service vert, cette situation exige l'introduction d'une demande de permis pour procéder à l'abattage de cet érable.

**M. Cools** estime qu'à l'exception des considérations relatives à la déclaration de permis d'environnement de classe 3, son intervention orale est conforme au texte initial de son interpellation, consacré pour moitié à un rappel historique et pour l'autre moitié à la situation du chantier, illustrée ce soir à l'aide de photos.

M. Cools ne partage pas l'interprétation de M. l'Echevin Biermann quant à la situation juridique : quand, dans une déclaration de permis d'environnement, un demandeur détermine où se situe l'accès, cet élément est lié à son engagement.

De plus, quand, dans son permis d'urbanisme et dans les documents annexes qui font partie du dossier, l'intéressé affirme qu'il va recourir à de petits camions, il

est censé se conformer à cet engagement et, selon M. Cools, la commune est en droit de faire des remarques à cet égard.

M. Cools ne comprend pas que dans ce dossier, le Collège se réfère simplement aux tribunaux et semble prétendre que la commune n'est pas en mesure d'imposer le respect d'un certain nombre de règles.

Ayant eu l'occasion de se rendre sur le site samedi dernier, M. Cools a remarqué à travers le grillage que des cages et des containers étaient stockés dans la zone de protection des arbres, en infraction avec les dispositions du PPAS.

Il y a donc lieu de manifester de vives inquiétudes à l'égard de ce chantier.

Selon M. Cools, ce n'est pas le chantier lui-même qui est de nature à poser problème mais la manière dont il se déroule. M. Cools souligne d'ailleurs à cet égard qu'il n'a jamais remis en cause dans son intervention les surfaces de plancher, la transformation de la maison existante ou la construction de deux maisons.

Le Collège a-t-il appelé le constructeur pour lui faire part de ses carences en la matière ? Des réunions ont-elles eu lieu au cabinet de M. l'Echevin Biermann ou de Mme l'Echevine De Brouwer ?

**M. l'Echevin Biermann** estime que la manière dont le revirement de décision du Collège est décrit dans l'interpellation de M. Cools et relayé sur les réseaux sociaux donne erronément un sentiment d'incohérence, alors que le permis d'urbanisme est très clairement motivé et explique les raisons pour lesquelles le choix s'est finalement porté sur la division de la maison existante en deux logements et la construction de deux maisons jumelées.

Le Collège va reprendre contact avec le détenteur du permis afin d'obtenir de sa part une adaptation de son charroi et le respect de ses engagements.

L'ordonnance du Président du Tribunal de première instance empêche la reprise du chantier jusqu'au 18 janvier. Le promoteur dispose donc d'un délai pour adapter les moyens qu'il met en œuvre pour la réalisation du projet.

Le Conseil prend connaissance.

---

### **Interpellatie van dhr. Cools : stedenbouwvergunning afgegeven voor de voormalige terrein van de Blés d'Or school.**

**De h. Cools** wijst erop dat op de voormalige locatie van de Blés d'Or school, gelegen aan de Dieweg 57 in het binnenste deel van het blok, momenteel een project loopt om het voormalige schoolgebouw om te bouwen tot woningen en er twee ruime twee-onder-een-kapwoningen met elk 4 slaapkamers te bouwen.

Het project verloopt niet goed en krijgt veel kritiek van omwonenden. De h. Cools beschrijft de situatie en illustreert zijn opmerkingen met foto's.

In de toelichting die de aanvrager bij de bouwvergunning stuurde, stond dat de toegangsweg alleen gebruikt zou worden door "kleine vrachtwagens", terwijl vrachtwagens van minstens 32 ton worden gebruikt.

Het terrein ligt onder de boomkruin, wat in strijd is met het huidige BBP.

Gezien de smalle weg heeft de ontwikkelaar houten platen aangebracht op de gevel van een van de naburige huizen maar dit heeft niet voorkomen dat er scheuren zijn ontstaan.

Bovendien was er een milieuvergunningsverklaring klasse 3 volgens welke de toegang tot de bouwplaats niet via de Chemin des Blés d'Or maar via de Papekasteelstraat zou verlopen. Deze bepaling is echter niet nageleefd. Dit is interessant om op te merken omdat er een kraan zal worden geplaatst in deze sector, waar als bij toeval de kap van een boom, die in slechte staat wordt geacht, is aangevraagd. De h. Cools hoopt dat het college fyto-sanitaire studies uitvoert om de

situatie te inventariseren aangezien het kappen van deze boom de projectontwikkelaar goed uitkomt om zijn kraan te plaatsen.

In een paar maanden tijd is het college 180 graden van mening veranderd over dit project.

Op 4 juli 2023 stemde het college in met de reconversie van het bestaande gebouw tot drie appartementen op voorwaarde dat de aanvrager afzag van de bouw van twee twee-onder-een-kapwoningen op het perceel. Op 20 februari 2024 gaf het college op een vrijwel identieke aanvraag een vergunning af voor de reconversie van het oude gebouw, ditmaal tot twee appartementen, en de bouw van de twee twee-onder-een-kapwoningen die 7 maanden eerder waren geweigerd!

In juli 2023 motiveerde het college zijn weigering om de twee twee-onder-een-kapwoningen te bouwen echter als volgt: “Overwegende echter dat deze toename van de dichtheid beperkt moet blijven, met name gezien de problemen met de bereikbaarheid en ook de beoordeling van de verslechtering van het gebruik van de toegangsweg”. Hij preciseerde ook dat “het afzien van de bouw van twee huizen het ook mogelijk maakt om de voetafdruk van het project te verkleinen binnen een achtergrondperceel waarop het gepast is om voorrang te geven aan plantaardige kwaliteiten en het onderhoud of de aanleg van stukken open terrein aan te moedigen”. Hij voegde eraan toe dat de voorgestelde bouwhoogtes te groot waren. Gezien deze redenering is het des te verbazingwekkender dat het college de gevraagde vergunning voor de twee-onder-een-kapwoningen heeft afgegeven! Hij motiveerde zijn beslissing op basis van een bezoek ter plaatse op 4 september 2023, waarna hij tot de conclusie kwam dat “het oorspronkelijk ingediende project verkeerd was beoordeeld”.

Hoe konden het college en de gemeentediensten op het moment van dit bezoek niet beseffen dat de breedte van de private toegangsweg smaller was dan vermeld in de vergunningsaanvraag! Al het verkeer op de site rijdt nu over een privéweg van 120 meter lang, waarvan het grootste deel tussen 2,44 en 2,90 meter breed is. Dit perceel maakt deel uit van een bijzonder bestemmingsplan (BBP nr. 29 bis) dat bedoeld is om de 80 meter lange rij linden langs deze weg te beschermen. De boombeschermingszone, die door het BBP is ingesteld om de flora en fauna in het midden van het huizenblok te beschermen, omvat deze rij lindebomen en twee Amerikaanse eiken van 3,50 meter in omtrek en 25 meter hoog. Het rijden met een zeer zware bouwvoertuigen over de wortels van deze bomen bedreigt hun voortbestaan. Waarom zijn de bouwvoertuigen niet aangepast aan de kenmerken van de toegang?

Afgezien van de verbazingwekkende ommezwaai van het college en het debat dat is ontstaan naar aanleiding van het beroep dat omwonenden hebben aangetekend bij de Raad van State over de mogelijkheid om voor dit project af te wijken van het BBP, is het zorgwekkend dat er niet voldoende maatregelen zijn genomen om de opmerkelijke bomen vanaf het begin van de werken te beschermen, aangezien dit indruist tegen de wens om deze bomen te beschermen, die door alle leden van deze vergadering wordt gedeeld.

Kan het college uitleggen waarom het van standpunt is veranderd? Waarom heeft de raad niet vanaf het begin van de werken geëist dat de afmetingen van de bouwvoertuigen in overeenstemming zijn met de feitelijke breedte van de private toegangsweg?

**Schepen Biermann** geeft aan dat de interpellatie van de h. Cools problemen oplevert door de gelijktijdigheid van twee verschillende zorgen: enerzijds een verzoek om opheldering over wat de h. Cools - volgens schepen Biermann ten onrechte - beschouwt als een ommekeer van de kant van het college, en anderzijds een vraag over de organisatie van de bouwplaats, die nauwelijks werd genoemd in de oorspronkelijke versie van de vooraf ingediende vraag. Het is moeilijk om twee projecten tegelijkertijd te behandelen, vooral omdat bij de antwoorden op deze

belangrijke vragen veel mensen betrokken zijn. [De h. Cools betwist deze bewering].

Toen Les Blés d'Or wilde verkopen, wilde het weten wat het potentieel van zijn perceel was. Aangezien het perceel in een zone voor openbare voorzieningen ligt in het kader van het BBP, is het bijna volledig bebouwbaar en was het al zwaar bebouwd of op zijn minst afgesloten.

Verskillende ontwikkelaars benaderden de gemeente, totdat de school zelf het gemeentelijke en gewestelijke bestuur benaderde om te zien wat er mogelijk was. Aangezien de grond bebouwd kon worden, kon het gebruikt worden voor huisvesting.

Het college ontving verzoeken voor max. 12 woningen, vervolgens een zeer specifiek verzoek voor 7 woningen, waarna de eigenaar van de grond een verzoek indiende voor 5 woningen met een driedeling van het bestaande huis. We konden de eigenaar ervan overtuigen dat een dergelijk project te dicht bij het perceel paste. Uiteindelijk koos hij voor een driedeling en de bouw van twee twee-onder-een-kapwoningen. Toen de zaak terugkwam bij het college, kwam het tot de conclusie dat een splitsing in drie waarschijnlijk geschikter was, hoewel de diensten hun analyse hadden afgesloten met de opmerking dat het beter zou zijn om de splitsing van het bestaande gebouw tot twee te beperken en twee-onder-een-kapwoningen toe te staan op een bestaande plaat. De aanvrager antwoordde dat de voorwaarden die hem op grond van artikel 191 waren opgelegd, blijk gaven van een gebrek aan inzicht in de realiteit van het dossier bij het college. Leden van het college bezochten vervolgens de locatie en stelden vast dat het perceel groot is, met een oppervlakte van 28 are, dat het zwaar bebost is en dat de aanvraag opriep tot het kappen van 5 bomen gevolgd door het herplanten van 16 andere bomen, met een aanzienlijke vermindering van de mate van ondoordringbaarheid van 38% naar 17% als gevolg van de sloop van verschillende containers en sportplaten. Dit is een aanzienlijke verbetering.

Gezien de lage dichtheid van het perceel en het feit dat het bestaande huis in drie delen zou leiden tot het verdwijnen van een hele reeks kenmerken die kenmerkend zijn voor de buitenarchitectuur van een gebouw uit de vorige eeuw, steunde het college uiteindelijk het voorstel om 4 woningen toe te staan die betere levensomstandigheden bieden door de bouw van twee-onder-een-kapvilla's, met meer respect voor het bestaande huis zelf, dat in tweeën moet worden gedeeld.

Schepen Biermann erkent dat een dergelijk project problemen zal opleveren op het gebied van toegankelijkheid. Het blijkt echter dat de gemeente niet bevoegd is om de grondslag voor de erfdienstbaarheid aan Dieweg 57 te bepalen. Dit is eigenlijk een zaak voor de vrederechter aangezien de toegangsweg op een privéperceel ligt en niet tot het publieke domein behoort.

Er is een geschil over de vraag of de toegangsweg geschikt is voor voertuigen. Sommige burens beweren dat de weg niet geschikt is voor voertuigen, hoewel ze een bouwvergunning hebben gekregen voor de aanleg van parkeerplaatsen, waarvoor de facto een toegang nodig is. Er is ook opgemerkt dat de weg niet geschikt is voor de door de vergunningaanvrager geplande bouwvoertuigen.

Schepen Biermann heeft medelijden met de burens die een verzoek hebben moeten indienen bij de vrederechter om te bepalen of de weg begaanbaar is en of deze gebruikt kan worden door de eigenaar van het perceel maar het college is niet bevoegd om in te grijpen.

Bovendien vernemen we uit de aanvraag en de aanvraag voor een milieuvergunning klasse 3 dat er een akkoord is bereikt met de eigenaar van het perceel Papenkasteel 10/A om de vrachtwagen daar te laten passeren.

Hoe het ook zij, de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg heeft een bevel tot stopzetting van de werken uitgevaardigd.

Zodra het gemeentebestuur echter door de bewoners op de hoogte was gebracht van de aanleg van de toegang op de erfdienstbaarheid, gingen ambtenaren van de Groendienst en de dienst Stedenbouw ter plaatse om de situatie te bekijken en vaststellingen op te maken. Ze merkten op dat er geen enkele bescherming voor de

bomen was geplaatst. Er werden verschillende bezoeken gebracht. Dit euvel is inmiddels verholpen, zoals blijkt uit het rapport van een beëdigd ambtenaar van de dienst Stedenbouw.

**Schepen De Brouwer** bevestigt dat de Groendienst de locatie vier keer heeft bezocht om te controleren of de maatregelen voor de bescherming van de bomen werden nageleefd. De dienst had met name gevraagd om de oppervlakte van de beschermingszones uit te breiden.

Het spreekt voor zich dat er geen sprake kan zijn van het opslaan van materieel binnen de omtrek van deze zones. De grote berg aarde en het materieel dat onder de kruin van de bomen is opgeslagen en daar is aangetroffen, moet dus worden verwijderd. Schepen De Brouwer heeft de Groendienst gevraagd het bedrijf opdracht te geven de nodige actie te ondernemen.

Wat de esdoorn betreft, werd in een rapport van een onafhankelijke expert geconcludeerd dat deze op korte termijn in zijn voortbestaan wordt bedreigd en de komende jaren moet worden gekapt om het gebied veilig te stellen.

Bovendien is de esdoorn beschadigd door de storm van 9 juli.

Ten slotte heeft deze boom, na de kap van de andere esdoorns in de rij, meer last van de wind en leunt hij tijdens zijn groei op zoek naar licht, waardoor hij nog gevaarlijker wordt. Volgens de ambtenaren van de Groendienst vereist deze situatie de indiening van een vergunningsaanvraag om verder te gaan met het kappen van deze esdoorn.

**De h. Cools** is van mening dat zijn mondelinge interpellatie, met uitzondering van de overwegingen met betrekking tot de milieuvergunning klasse 3, in overeenstemming is met de oorspronkelijke tekst van zijn interpellatie, die voor de helft is gewijd aan een historisch overzicht en voor de andere helft aan de situatie ter plaatse, die vanavond met foto's is geïllustreerd.

De h. Cools is het niet eens met de interpretatie van schepen Biermann van de juridische situatie: wanneer een aanvrager in een milieuvergunningsverklaring bepaalt waar de toegang zich bevindt, is dit element gekoppeld aan zijn verbintenis.

Bovendien, wanneer de aanvrager in zijn bouwvergunning en in de begeleidende documenten die deel uitmaken van het dossier verklaart dat hij kleine vrachtwagens zal gebruiken, wordt hij verondersteld deze verbintenis na te komen en volgens de h. Cools heeft de gemeente het recht om hierover opmerkingen te maken.

De h. Cools begrijpt niet waarom het college in deze kwestie gewoon naar de rechter verwijst en lijkt te beweren dat de gemeente niet in staat is om naleving van een aantal regels op te leggen.

Toen de h. Cools afgelopen zaterdag de gelegenheid had om de locatie te bezoeken, zag hij door het hek heen dat er kooien en containers werden opgeslagen in de boombeschermingszone, wat in strijd is met de bepalingen van het BBP.

Er bestaat dus ernstige bezorgdheid over deze locatie.

Volgens de h. Cools is het niet het terrein zelf dat problemen veroorzaakt, maar de manier waarop het wordt uitgevoerd. De h. Cools benadrukt dat hij nooit vraagtekens heeft gezet bij de vloeroppervlakten, de verbouwing van het bestaande huis of de bouw van twee huizen.

Heeft het college de bouwer gebeld om hem op de hoogte te stellen van zijn tekortkomingen op dit gebied? Is er overleg geweest in de kantoren van schepen Biermann of De Brouwer?

**Schepen Biermann** is van mening dat de manier waarop de terugdraaiing van het besluit van het college wordt beschreven in de vraag van de h. Cools en wordt doorgegeven op sociale netwerken, ten onrechte de indruk wekt inconsequent te zijn, terwijl de bouwvergunning heel duidelijk gerechtvaardigd is en uitlegt waarom er

uiteindelijk voor is gekozen om het bestaande huis in twee woningen te splitsen en twee twee-onder-een-kapwoningen te bouwen.

Het college zal opnieuw contact opnemen met de houder van de bouwvergunning om een aanpassing van zijn bouwvoertuigen en de naleving van zijn verbintenissen te verkrijgen.

Op bevel van de voorzitter van het Gerecht van eerste aanleg kunnen de werken pas op 18 januari worden hervat. De ontwikkelaar heeft dus de tijd om de middelen die hij gebruikt voor de voltooiing van het project aan te passen.

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Interpellation sur le permis délivré pour le site Blés d'Or.docx*

---

28.11.2024/A/0055 **Interpellation de Mme Fraiteur : la situation du parc du Wolvendael suite à la tempête du 9 juillet.**

**Mme Fraiteur** rappelle que le 9 juillet dernier, des pluies diluviennes accompagnées de vents violents s'abattaient sur la commune et en particulier dans le bas d'Uccle.

Le parc de Wolvendael a été particulièrement touché et a subi ce jour-là d'importants dégâts, qui ont entraîné sa fermeture d'abord totale puis partielle.

Quelle est l'ampleur des dégâts ? Quelles mesures ont-elles été prises suite à ces événements ?

Combien d'arbres sont tombés en raison de la tempête ?

D'autres arbres ont-ils été abattus par mesure préventive ? Si c'est le cas, selon quels critères ?

Des arbres seront-ils replantés ? Si oui, lesquels et dans quelle zone ?

Qu'est-ce qui empêche aujourd'hui l'ouverture entière du parc ? Quand celui-ci sera-t-il totalement ouvert au public ?

Qu'en est-il de la plaine de jeux ? A-t-elle également subi des dommages le 9 juillet ? Quand sera-t-elle à nouveau accessible ?

Vu les dépenses importantes requises pour la mise en ordre du parc, la commune va-t-elle percevoir des subsides de la part de la Région ?

**Mme l'Echevine De Brouwer** rappelle que le parc de Wolvendael, n'est pas le seul espace vert de la commune, puisqu'il correspond à 18 hectares des 70 hectares d'espaces verts ucclois, et qu'une grande partie du territoire communal a été affectée par la tempête du 9 juillet dernier.

L'administration communale s'est donc trouvée dans l'obligation de prioriser ses interventions et s'est donc d'abord focalisée sur les lieux qui ne pouvaient être fermés au public, de manière à garantir aux citoyens la liberté de circulation en toute sécurité.

Il y a eu au total 151 interventions de la part des services communaux en lien avec la tempête. Le bas du parc de Wolvendael a pu être à nouveau accessible plus rapidement parce qu'il a subi moins de dégâts que l'allée des tilleuls située dans la partie haute.

Vu que le parc de Wolvendael, comportant 10.000 arbres, est un site classé, l'abattage d'un arbre mort nécessite théoriquement un permis d'urbanisme.

Il y a donc eu, dans un premier temps, des interventions en urgence et, par la suite, des interventions de sécurisation qui ont pu être possibles grâce à la demande de

permis introduite.

La tempête a provoqué la chute de 48 arbres, et il a fallu en abattre une quinzaine d'autres en raison de leur instabilité. Puis, il a fallu procéder à une série d'élagages en urgence, ce qui porte à 75 le nombre total des interventions urgentes menées au parc de Wolvendael.

La collaboration étroite entre le service vert et la Commission des Monuments et Sites a permis une délivrance rapide du permis, destiné entre autres à régulariser les 75 interventions urgentes, déjà couvertes par un arrêté du Bourgmestre. La demande de permis introduite le 17 octobre a donné lieu à un accusé de réception complet le jour même et le 7 novembre, l'administration communale a été avisée par mail de l'octroi du permis.

Il faut en outre abattre 127 arbres supplémentaires et en élaguer 24, dont la majeure partie se trouve dans l'allée des tilleuls. Il y a eu un effet de « jeu de quilles », du fait que ces arbres ont sans doute été plantés trop près les uns des autres par rapport à leur envergure.

Cette partie-là du travail sera sous-traitée et le reste des interventions dans le parc qui sont couvertes par le permis est en train d'être réalisé par les quatre élagueurs du service vert.

Le Collège n'a pas encore pris de décision quant à la nature des arbres qui seront replantés. Cependant, la Commission des Monuments et Sites l'invite à procéder à une étude historique du parc et à proposer des essences dites « d'avenir », c.à.d. adaptées à l'évolution future du climat.

Mme l'Echevine De Brouwer indique toutefois que des zones de régénération naturelles seront développées, de manière à ce que les arbres soient directement adaptés au milieu où ils poussent.

L'aire de jeux, dont les travaux ont été entamés le 17 septembre, devrait être accessible au printemps prochain.

La Région pourrait accorder des subsides pour l'élagage mais non pour les travaux sur l'aire de jeux.

**Mme Fraiteur** est impressionnée par le nombre d'arbres abattus.

Elle insiste sur la nécessité d'informer les Ucclois par une parution dans le Wolvendael.

**Mme l'Echevine De Brouwer** répond que le Collège assure une communication régulière via les divers canaux (magazine Wolvendael, réseaux sociaux, site communal).

L'aire de jeux a été légèrement endommagée par la chute d'arbres, dont au moins l'un d'entre eux était un arbre « remarquable ». Mais le remplacement de cette aire de jeux vieillissante, pour laquelle un permis avait été obtenu, était de toute façon déjà prévu.

Le Conseil prend connaissance.

---

### **Interpellatie van Mevr. Fraiteur : de situatie in het Wolvendaelpark na de storm van 9 juli.**

**Mevr. Fraiteur** herinnert zich dat op 9 juli stortregens gepaard met hevige windvlagen de gemeente hebben geteisterd, met name het lager gelegen deel van Ukkel.

Vooraf het Wolvendaelpark werd zwaar getroffen en liep die dag grote schade op, waardoor het eerst geheel en daarna gedeeltelijk werd gesloten.

Wat was de omvang van de schade? Welke maatregelen zijn er genomen naar



aanleiding van deze gebeurtenissen?

Hoeveel bomen zijn er omgevallen als gevolg van de storm?

Zijn er uit voorzorg nog andere bomen geveld? Zo ja, volgens welke criteria?

Worden er bomen herplant? Zo ja, welke en in welk gebied?

Wat verhindert momenteel de volledige openstelling van het park? Wanneer zal het park volledig toegankelijk zijn voor het publiek?

Hoe zit het met de speeltuin? Is die ook beschadigd op 9 juli? Wanneer zal deze weer toegankelijk zijn?

Krijgt de gemeente subsidies van het Gewest, gezien de grote uitgaves die nodig zijn om het park terug in orde te brengen?

**Schepen De Brouwer** wijst erop dat het Wolvendaelpark niet het enige groengebied in de gemeente is, aangezien het 18 hectare van de 70 hectare groengebied in Ukkel vertegenwoordigt, en dat een groot deel van de gemeente getroffen is door de storm op 9 juli.

Het gemeentebestuur moest dus prioriteiten stellen en zich in de eerste plaats richten op de gebieden die niet voor het publiek konden worden afgesloten om ervoor te zorgen dat de inwoners zich vrij en in alle veiligheid konden verplaatsen.

In totaal reageerden de gemeentediensten op 151 stormgerelateerde incidenten. Het onderste deel van het Wolvendaelpark kon sneller weer toegankelijk worden gemaakt omdat het minder schade had dan de Lindenlaan in het bovenste deel.

Aangezien het Wolvendaelpark, met zijn 10.000 bomen beschermd is vereist het kappen van een dode boom theoretisch een bouwvergunning.

Daarom werden er in eerste instantie noodwerken uitgevoerd, gevolgd door veiligheidswerken, die mogelijk werden gemaakt door de aanvraag voor een bouwvergunning.

Door de storm vielen 48 bomen om en een vijftiental andere moesten worden geveld omdat ze instabiel waren. Daarna volgde een reeks noodsnoeiwerken, waarmee het totaal aantal noodingrepen in het Wolvendaelpark op 75 kwam.

Dankzij de nauwe samenwerking tussen de Groendienst en de Commissie Monumenten en Landschappen kon de vergunning snel worden afgegeven, onder andere om de 75 noodingrepen, die al onder een besluit van de burgemeester vielen, te regulariseren. De vergunningsaanvraag, die op 17 oktober werd ingediend, werd dezelfde dag volledig erkend en op 7 november kreeg het gemeentebestuur per e-mail bericht dat de vergunning was verleend.

Er moeten nog 127 bomen worden gekapt en 24 gesnoeid, waarvan de meeste in de Lindenlaan. Er is sprake van een 'bowlingbaan'-effect, omdat deze bomen waarschijnlijk te dicht op elkaar geplant zijn voor hun grootte.

Dit deel van het werk zal worden uitbesteed en de rest van het werk in het park dat onder de vergunning valt, wordt momenteel uitgevoerd door de vier snoeiers van de Groendienst.

Het college heeft nog geen besluit genomen over het soort bomen dat zal worden verplant. De Commissie Monumenten en Landschappen heeft haar echter gevraagd een historische studie van het park uit te voeren en soorten voor te stellen die "toekomstbestendig" zijn, d.w.z. aangepast aan toekomstige klimaatveranderingen.

Schepen De Brouwer wijst er echter op dat er natuurlijke regeneratiezones zullen worden ontwikkeld zodat de bomen direct zijn aangepast aan de omgeving waarin ze groeien.

De werken aan de speeltuin zijn op 17 september begonnen en moeten volgend voorjaar klaar zijn voor gebruik.

Het Gewest kan subsidies verlenen voor snoeiwerken maar niet voor werken aan de speeltuin.

**Mevr. Fraiteur** is onder de indruk van het aantal gekapte bomen.

Ze dringt aan op de noodzaak om de Ukkelaars te informeren door een bericht te publiceren in de Wolvendael.

**Schepen De Brouwer** antwoordt dat het college regelmatig communiceert via verschillende kanalen (Wolvendael magazine, sociale netwerken, gemeentelijke website).

De speeltuin was licht beschadigd door omvallende bomen, waarvan ten minste één een “opmerkelijke” boom was. Maar de vervanging van deze verouderde speeltuin, waarvoor een vergunning was verkregen, was in ieder geval al gepland.

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Interpellation concernant la situation du parc de wolvendael suite aux pluies diluviennes et aux vents violents du 7 juillet der.docx*

*Aleksandra Kokaj entre en séance / treedt in zitting.*

*Aleksandra Kokaj préside la séance / zit de zitting voor.*

---

28.11.2024/A/0056 **Interpellation de M. Cools : le retrait des arceaux Chaussée de Waterloo.**

**M. Cools** a appris par la presse que M. le Bourgmestre a fait retirer des arceaux pour vélos et trottinettes placés au Fort-Jaco au carrefour entre la drève des Renards et la chaussée de Waterloo. M. le Bourgmestre a déclaré à la presse que ces arceaux ont été placés par Bruxelles-Mobilité sans concertation préalable avec la commune et qu'ils ont entraîné la suppression d'une dizaine de places de stationnement.

Il est légitime de la part de M. le Bourgmestre de conserver des places de parking au Fort-Jaco pour les clients des commerces.

Les commerces n'ont que trop souffert de la politique de stationnement menée ces dernières années par le Collège dans ce quartier et aux alentours de celui-ci.

Etant donné que la chaussée de Waterloo est une voirie régionale, Bruxelles-Mobilité était en droit d'y installer ces arceaux sans l'autorisation préalable de la commune.

M. Cools souhaite interpeller le Collège sur le nombre de places de stationnement régulières qui auraient été supprimées par le placement de ces arceaux et sur les numéros de police devant lesquels ils étaient placés. M. Cools a personnellement constaté les traces d'un enlèvement d'arceaux devant le n° 1346 de la chaussée de Waterloo juste devant un feu rouge et un passage pour piétons. Or, le code de la route interdit de stationner une voiture à moins de 5 mètres d'un passage pour piétons, et cette interdiction a été rappelée par la mention suivante dans le Plan communal de mobilité approuvé par la majorité communale en septembre 2023 : « Faire respecter le code de la route en neutralisant le stationnement automobile à moins de 5 mètres d'un passage pour piétons » (plan d'action, p. 30). Comment comprendre qu'un bourgmestre fasse enlever des arceaux pour rendre physiquement possible le stationnement d'un véhicule en infraction ? M. Cools a constaté que des véhicules étaient stationnés illégalement à cet endroit depuis l'enlèvement des arceaux.

En tant que fervent partisan de la gouvernance multi-niveaux, M. Cools s'inquiète de la guerre entre niveaux de pouvoir, en l'occurrence entre la commune et la Région, qu'illustre cet épisode. Il n'est pas sain que la commune fasse enlever sans titre ni droit des dispositifs sur une voirie dont la Région – et non la commune – est gestionnaire. M. Cools s'interroge sur la légalité d'une telle action.

M. le Bourgmestre avance comme justification l'absence de toute concertation pour cette voie de fait. Est-ce vraiment le cas ? La consultation des courriers et mails entre la commune et la Région fait apparaître que cet enlèvement d'arceaux est lié à l'opposition à l'installation de dropzones pour trottinettes par la Région.

Le 3 octobre 2023, par un courrier du Collège signé par M. le Bourgmestre, la commune a demandé à Mme le Ministre Van den Brandt de préciser les intentions de la Région quant à l'instauration de dropzones sur les voiries régionales. La commune demandait également que l'avis du Collège soit sollicité pour chaque emplacement. Le 13 décembre 2023, la Région a communiqué par mail à la commune ses intentions quant aux dropzones sur voiries régionales et aux localisations envisagées pour celles-ci. En l'occurrence, la Région envisage 46 dropzones d'une longueur de 5 mètres en général. Par un mail du 29 décembre 2023, M. le Bourgmestre a fait connaître l'avis négatif de la commune pour 31 de ces dropzones. Cet avis a-t-il fait l'objet d'une délibération de la part du Collège ? Si c'est le cas, à quelle date ?

M. Cools souligne que la proposition de la Région pour certaines des 31 zones précitées supprimait la possibilité physique de stationner à moins de 5 mètres d'un carrefour ou d'un passage pour piétons.

D'autres propositions étaient plus malheureuses. Selon M. Cools, l'avis de la commune était justifié.

Depuis plusieurs mois, la Région a concrétisé diverses dropzones par des marquages sans que cela ne pose de problèmes majeurs pour les piétons. Ces dropzones présentent l'avantage d'organiser le stationnement des trottinettes. M. Cools a pour sa part toujours regretté que la commune n'ait pas voulu créer de telles zones et il rappelle à cet égard ses interpellations en la matière, au cours desquelles il avait cité des exemples d'application de ce dispositif dans de nombreuses villes aux quatre coins de l'Europe.

Dans les échanges de courrier entre la Région et le Collège, l'argument contre ces zones repose sur le caractère anarchique du stationnement des trottinettes. Mais le stationnement des trottinettes dans les dropzones n'est pas plus anarchique que celui des vélos et n'on n'envisage pas – heureusement – d'interdire le stationnement des vélos en voirie à Uccle. Pourtant, il pose parfois problème, comme par exemple dans le tronçon pavé de la rue Xavier De Bue, où des vélos attachés aux barrières parisiennes entravent la circulation des piétons. Il faut organiser le stationnement des trottinettes et sanctionner par leur enlèvement ceux qui ne respectent pas les règles du jeu.

L'enlèvement des arceaux au Fort-Jaco ne s'inscrit donc pas uniquement dans une logique de défense du stationnement des voitures mais aussi dans la croisade de M. le Bourgmestre contre les trottinettes. Cette croisade est compréhensible quand il s'agit d'un stationnement anarchique ; elle ne l'est pas quand celui-ci est convenable.

L'enlèvement des arceaux au Fort-Jaco a été ordonné par un mail adressé à un fonctionnaire régional par le Chef de cabinet de M. le Bourgmestre en date du 24 octobre 2024. Ce mail ordonne cet enlèvement pour le 30 octobre, faute de quoi la commune procèdera elle-même à l'enlèvement des arceaux. Cette manière cavalière d'agir n'est pas conforme aux procédures administratives. D'autre part, le 25 octobre, M. le Bourgmestre a adressé un courrier à la société Dott, opérateur de trottinettes électriques et de vélos à assistance électrique dont la flotte est présente dans une quinzaine de villes européennes. Ce courrier indique à cette société que le bourgmestre a requis le retrait des arceaux et qu'il est donc inutile que la société renseigne l'existence de ces dropzones sur son application.

Tout ce dossier atteste un manque de dialogue entre la commune et la Région. La responsabilité en la matière est partagée : la Région n'est pas assez à l'écoute de la commune et des commerçants et la commune « ne joue pas le jeu » en faisant preuve d'une opposition totale à la création de dropzones, qui transpire dans ses courriers, sans compter son attitude d'agir par voie de fait.

Selon M. Cools, il est indispensable qu'un dialogue soit recréé. La lecture des pièces du dossier atteste aussi une dérive et un manque de courriers officiels adressés par le Collège par ordonnance soit au Ministre soit à la direction de Bruxelles-Mobilité.

Les difficultés de stationnement dans un quartier commerçant comme celui du Fort-Jaco ne seront pas résolues en évitant l'implantation d'arceaux à des endroits où il est interdit de stationner mais en mobilisant mieux les parkings existants comme ceux situés en-dessous de l'immeuble du Val de Soignes.

**Mme Czekalski** relaie des articles de presse signalant que le Collège a dû intervenir le 6 novembre dernier pour faire enlever des dropzones matérialisées par des arceaux vélos et des potelets à hauteur des numéros 1222, 1346 et 1357 de la chaussée de Waterloo, placées sur des zones de stationnement automobile, en plein cœur du quartier commerçant du Fort-Jaco.

Vu que, contrairement à d'autres noyaux commerciaux de la commune, ce quartier est très mal desservi par les transports en commun, les clients s'y rendent en majorité avec leur voiture. Les opportunités de stationnement sont donc déjà limitées et il n'est pas concevable que la Région les restreigne encore davantage.

La Région a-t-elle sollicité l'avis de la commune et/ou des commerçants sur les emplacements choisis pour ces dropzones, dont on ignore à quoi elles ressemblent, sans parler du chaos qui peut y régner au bout de quelques jours ?

Quelle suite le Collège compte-t-il donner à ce manque de concertation ? De quels moyens dispose-t-il pour empêcher ce type de manœuvre unilatérale ?

**Mme Kabachi** signale que son groupe politique s'interroge sur le manque de concertation dans ce dossier.

Des plans ne doivent-ils pas être présentés au Collège afin de déterminer où ces arceaux sont censés être installés ? Quelle est la légalité de la décision de scier les arceaux, prise de façon unilatérale par la commune ?

Mme Kabachi s'inquiète aussi du doublement de dépenses publiques causé par le télescopage des décisions régionales et communales

**M. Godefroid** ne se réjouit jamais de la suppression de dispositifs en faveur de la mobilité douce, surtout dans une commune où le déséquilibre entre les différents modes de transport demeure manifeste.

Certes, par rapport aux centaines d'arceaux vélos placés par les services de M. l'Echevin Wyngaard, la suppression de quelques arceaux ne va pas changer diamétralement l'usage des moyens de transport relevant de la mobilité douce. Néanmoins, cette destruction véhicule l'image selon laquelle la voiture demeure la reine de l'espace public à Uccle, y rendant difficile toute forme de rééquilibrage.

M. le Bourgmestre a pris la décision de détruire du mobilier urbain dans l'environnement immédiat d'un feu de circulation. Pour M. Godefroid, cet acte est contraire au droit, puisqu'il est interdit de stationner dans les mètres qui précèdent un passage pour piétons et un feu. De plus, cela constitue une menace pour la sécurité routière puisque l'enjeu du dispositif enfreint consiste précisément à visibiliser au maximum les piétons qui traversent. Enfin, on ne peut dire que cela relève d'une saine gestion des deniers publics, et ce d'autant plus que sur BX1, M. le Bourgmestre a annoncé avoir déjà fait appel aux services d'un avocat.

Selon M. Godefroid, même s'il y avait de bons arguments pour déplacer ces arceaux, M. le Bourgmestre n'aurait pas dû agir de façon aussi cavalière. La théâtralisation médiatique de cet événement est de nature à banaliser une certaine forme de violence entre les modes de transport. C'est d'autant plus dommage que M. le Bourgmestre avait semblé partisan de la modération et de l'apaisement sur ce sujet avec sa fameuse formule : « Un cycliste en plus, c'est une voiture en moins ». Dans ce dossier-ci, M. le Bourgmestre adopte au contraire une position qui paraît insultante pour tous les usagers faibles, qu'il s'agisse des cyclistes ou des utilisateurs de trottinettes, étant donné qu'on leur supprime des espaces de stationnement tout en promettant des heures de parking gratuit aux automobilistes.

Les tensions entre les modes de transport augmentent. Un automobiliste au volant de son SUV a délibérément mis à terre une série d'arceaux dans la rue Vanderkindere. M. Godefroid a d'ailleurs été lui-même victime d'un automobiliste qui a percuté sa roue arrière alors qu'il circulait dans une rue cyclable. Il arrive même que des événements encore plus dramatiques se produisent : à Paris, le mois dernier, un conducteur a utilisé son SUV pour tuer intentionnellement un cycliste de 27 ans. Et M. le Bourgmestre a lui-même dénoncé le dégonflage de pneus par des particuliers, autre illustration d'un climat de plus en plus délétère.

Dans un tel contexte, attiser le feu ou prendre le risque de l'attiser en agissant contre les modes actifs comme l'a fait M. le Bourgmestre n'est pas dans l'intérêt des citoyens, quelle que soit leur manière de se déplacer. Et cette mise en scène dessert aussi les commerçants, qui souvent n'ont rien demandé et se retrouvent caricaturés dans une polémique dont ils se seraient bien passés.

D'autre part, en opposant systématiquement l'intérêt économique au déploiement de la mobilité douce, M. le Bourgmestre entretient l'idée selon laquelle les automobilistes seraient les seuls clients des commerces. Or ce n'est pas vrai : 44 % des ménages bruxellois, qui font aussi leurs courses, n'ont pas de voiture, et une étude menée en juin dernier sous l'égide de l'ULB et de Hub Brussels a établi qu'entre 40 et 60 % des personnes qui arpentent le Fort-Jaco se rendent dans ce quartier à pied ou à vélo. En réalité, l'ouverture aux modes actifs constitue une opportunité pour les commerces, étant donné qu'ils leur permettent d'accueillir plus de monde sur une même surface de parking et que la clientèle considérée dépense davantage. Le même phénomène a été observé à Londres selon une étude de Forbes ainsi qu'à Copenhague selon une étude commanditée par la ville.

M. Godefroid invite donc M. le Bourgmestre à reprendre sa position modérée d'autrefois, lorsqu'il affirmait que Waterloo n'est pas un modèle à suivre.

**M. De Bock** rappelle que, selon la loi sur la police de circulation, tout stationnement, quel que soit le véhicule considéré, est interdit à moins de 5 mètres d'un passage pour piétons, car il pourrait s'avérer dangereux pour les enfants qui viendraient à traverser.

Dès lors, M. De Bock se demande pourquoi la Région a décidé d'installer des arceaux à un endroit où normalement, il est interdit de stationner.

**M. le Bourgmestre** tient à contextualiser l'ensemble de la problématique.

Depuis près de deux ans, il dénonce régulièrement les débordements de scooters, trottinettes et vélos partagés sur les dropzones installées en voirie régionale. Ces véhicules sont parqués d'une façon telle qu'ils constituent un danger tant pour les piétons que pour les autres usagers, non seulement à Uccle mais aussi sur l'ensemble du territoire régional, où l'on déplore la multiplication d'amas anarchiques de scooters, de trottinettes et de vélos, notamment devant les vitrines de commerces.

Le 3 octobre 2023, le Collège a adressé un courrier au Ministre de la Mobilité pour dénoncer la menace qui pèse sur la sécurité des piétons. La Région a répondu par un courrier du 13 décembre 2023, annonçant l'installation de plusieurs dizaines de

dropzones malgré les avertissements de la commune. Après avoir consulté les services de la Mobilité, le Collège a répondu 15 jours plus tard, en émettant un avis négatif sur plusieurs lieux choisis par la Région et en invitant l'autorité régionale à se concentrer sur les autres communes, étant donné qu'Uccle n'a pas l'intention de créer ces dropzones sur les voiries communales et assume parfaitement ce choix en vertu de l'autonomie communale. La Région a néanmoins décidé de mettre en place ces dropzones.

Entre-temps, des arrêts du Conseil d'Etat ont suspendu en partie les effets de l'arrêté du gouvernement bruxellois qui détermine le nombre d'opérateurs susceptibles de faire circuler des engins partagés ainsi que le stationnement de ces véhicules. Le 4 avril 2024, le Collège a adressé un courrier à ces opérateurs pour leur indiquer qu'ils ne sont pas les bienvenus, vu l'impossibilité de limiter leur nombre sur le territoire bruxellois et donc dans les dropzones. Une copie de ce courrier a évidemment été adressée à la Région.

Suite à ces courriers, le Chef de cabinet de M. le Bourgmestre et l'Echevin de la Mobilité se sont rendus auprès de Bruxelles-Mobilité pour discuter des aménagements à venir sur le segment sud de la chaussée de Waterloo. Ils ont émis des avis négatifs sur trois des emplacements prévus pour les dropzones. Fin octobre, la Région a indiqué qu'elle passait outre ces avis négatifs, qu'elle n'en tenait aucun compte. Le Collège a répondu par un courrier du 24 octobre, dans lequel il demandait à quoi pouvaient bien servir ces réunions avec Bruxelles-Mobilité si cet organisme ne tenait aucun compte des remarques émises par la commune. Le Collège exigeait également le retrait des infrastructures pour le 30 octobre, faute de quoi les services communaux s'en chargeraient. La Région n'a adressé aucune réponse et a poursuivi de plus belle son placement de dropzones. Les services communaux ont dès lors procédé à la suppression de certaines de ces dropzones, en l'occurrence celles qui étaient susceptibles de poser un problème de sécurité.

Cette mise en perspective était nécessaire pour bien montrer que dans cette affaire, ce n'est certainement pas la commune d'Uccle qui fait preuve de mauvaise volonté. Mais il faut bien constater qu'il n'y a pas un vrai dialogue lorsqu'on est mis devant le fait accompli par son interlocuteur. C'est d'autant plus regrettable que les remarques de la commune visaient à préserver la sécurité.

Et dans le cas où un aménagement particulier s'avérerait nécessaire dans les pourtours de 5 mètres de circonférence, le Chef de cabinet de M. le Bourgmestre et l'Echevin de la Mobilité ont proposé de remplacer les dropzones par des zones végétalisées, qui seraient non seulement plus esthétiques mais surtout plus sûres. La Région a refusé cette proposition.

Quoi qu'il en soit, l'état actuel de la chaussée de Waterloo est déplorable.

Désormais, c'est via les avocats respectifs des deux parties qu'un contact est maintenu.

**M. l'Echevin Wyngaard** partage le constat sur les difficultés qui affectent la chaussée de Waterloo. Il précise toutefois que pour d'autres dossiers, il a été possible de sécuriser des voiries communales avec Bruxelles-Mobilité et que ce sera encore le cas dans les mois à venir grâce au subside de plus d'un million d'euros validé ce soir.

M. l'Echevin Wyngaard conteste l'assertion de M. Cools selon laquelle les commerces auraient souffert de la politique de stationnement menée ces dernières années par le Collège. Il se demande à quoi M. Cools peut bien faire allusion car les voiries qui sont réglementées dans ce quartier l'étaient déjà quand M. Cools exerçait des fonctions scabinales et le périmètre de ces zones n'a pas été modifié.

Le seul changement opéré concerne un petit tronçon de la chaussée de Waterloo et a été effectué à la demande des commerçants : l'assemblée générale des commerçants a demandé, à l'unanimité moins une voix, le passage de ce tronçon en zone rouge. Par la suite, le Collège a décidé de déclasser ce secteur de zone rouge en

zone orange afin de neutraliser l'impact de la dernière réforme du stationnement.

Pour ce qui concerne les trottoirs, la situation actuelle est particulière, dans la mesure où le cadre posé par la Région a été contesté devant les juridictions. Par conséquent, on se retrouve à présent face à un grand nombre d'opérateurs dont le nombre d'engins en circulation n'est pas régulé, ce qui s'avère problématique. Il serait intéressant dans les mois et années à venir, une fois que la situation aura été clarifiée, de voir s'il est possible de s'inspirer des modalités adoptées dans d'autres communes bruxelloises.

M. l'Echevin Wyngaard signale que l'interdiction de stationnement dans la zone des 5 mètres concerne les véhicules automobiles. Il est donc juridiquement possible de placer des arceaux dans de telles zones, le législateur ayant sans doute estimé que la visibilité des piétons est moins menacée par un vélo que par une voiture. Deux options y sont donc envisageables : soit la végétalisation, comme le Collège l'a proposé à Bruxelles-Mobilité dans ce cas-ci, soit le placement d'arceaux, comme le Collège l'a fait en divers lieux pour assurer un stationnement pour les vélos dans les voiries communales.

Le Collège va insister auprès de Bruxelles-Mobilité pour qu'une traversée piétonne soit ajoutée entre le Vivier d'Oie et le Fort-Jaco.

**M. Cools** estime que dans cette affaire, les torts sont partagés. La Région est coupable d'installer des arceaux sans une réelle concertation avec la commune et la commune ne contribue pas au dialogue par son opposition dogmatique au principe des dropzones.

M. Cools espère qu'à un moment donné, des solutions raisonnables pourront être dégagées.

**Mme Czekalski** remercie M. le Bourgmestre pour son intervention car celui-ci défend la multi-modalité, le respect entre les différents modes de transport, tout en demeurant attentif à la sécurité routière.

**Mme Kabachi** reconnaît que M. le Bourgmestre est animé par la volonté de protéger les piétons mais elle se demande toujours si un acte légal n'aurait pas été nécessaire pour formaliser sa décision.

Elle estime aussi qu'il faut s'efforcer de rétablir le dialogue avec Bruxelles-Mobilité même si ce n'est pas facile.

**M. Godefroid** considère que M. le Bourgmestre n'a pas vraiment répondu à ses interrogations sur la forme de la réaction communale.

**M. le Bourgmestre** estime avoir indiqué de façon précise les circonstances qui l'ont amené à poser cette action.

Le Conseil sera avisé de façon aussi précise des étapes ultérieures de la procédure, notamment des interventions de l'avocat mandaté par la commune.

Le Collège sera toujours en faveur de positions équilibrées en cette matière. À cet égard, M. le Bourgmestre concède à M. Godefroid qu'il convient de tenir compte de l'évolution du comportement des usagers quant au choix des modes de transport. C'est d'ailleurs ce qui a amené le Collège à installer plus de 300 arceaux vélos sur le territoire ucclois au cours de cette législature.

Le Conseil prend connaissance.

---

**Interpellatie van dhr. Cools : het verwijderen van fietsenrekken op de Waterlooaan.**

**De h. Cools** heeft via de pers vernomen dat de burgemeester de verwijdering heeft bevolen van de fiets- en steps die geplaatst zijn in Fort-Jaco op de kruising van de Vossendreef en de Waterlooosesteenweg. De burgemeester vertelde aan de pers dat deze bogen door Brussel Mobiliteit waren geplaatst zonder voorafgaand overleg met de gemeente, en dat ze hadden geleid tot de opheffing van een tiental parkeerplaatsen.

De burgemeester heeft het volste recht om parkeerplaatsen in Fort-Jaco te behouden voor klanten van de winkels.

De winkels hebben al te veel geleden onder het parkeerbeleid dat het college de afgelopen jaren in en rond de wijk heeft gevoerd.

Aangezien de Waterlooosesteenweg een gewestweg is, had Brussel Mobiliteit het recht om deze parkeerplaatsen aan te leggen zonder voorafgaande toestemming van het gemeentebestuur.

De h. Cools zou het college willen vragen naar het aantal reguliere parkeerplaatsen dat zou zijn opgeheven door de plaatsing van deze bogen, en naar de huisnummers waarvoor ze werden geplaatst. De h. Cools heeft persoonlijk bewijs gezien van de verwijdering van de bogen voor nummer 1346 in de Waterlooosesteenweg, vlak voor een verkeerslicht en een voetgangersoversteekplaats. De wegcode verbiedt parkeren binnen 5 meter van een zebraapad en dit verbod werd herhaald in het gemeentelijk mobiliteitsplan dat in september 2023 door de gemeentelijke meerderheid werd goedgekeurd: "Handhaaf de wegcode door het parkeren van auto's binnen 5 meter van een zebraapad te neutraliseren" (actieplan, p. 30). Hoe is het mogelijk te begrijpen dat een burgemeester bogen verwijdert om het fysiek mogelijk te maken om een overtredend voertuig te parkeren? De h. Cools heeft geconstateerd dat er op deze plek illegaal geparkeerd wordt sinds de bogen zijn verwijderd.

Als fervent voorstander van meerlagig bestuur maakt de h. Cools zich zorgen over de oorlog tussen machtsniveaus, in dit geval tussen de gemeente en het Gewest, die deze episode illustreert. Het is ongezond dat de gemeente voorzieningen laat verwijderen van een weg die het gewest - en niet de gemeente - beheert, zonder titel of recht. De h. Cools trok de wettelijkheid van een dergelijke actie in twijfel.

De burgemeester rechtvaardigde de actie door te zeggen dat er geen overleg was geweest. Is dat echt zo? Een blik op de brieven en e-mails tussen de gemeente en het Gewest laat zien dat de verwijdering van de parkeervakken verband houdt met het verzet van het Gewest tegen de installatie van dropzones voor steps.

Op 3 oktober 2023 vroeg de gemeente in een brief van het college, ondertekend door de burgemeester, aan minister Van den Brandt om de intenties van het Gewest met betrekking tot de invoering van dropzones op gewestwegen te verduidelijken. De gemeente vroeg ook om voor elke locatie het advies van het college in te winnen. Op 13 december 2023 e-mailde het Gewest aan de gemeente haar intenties met betrekking tot de dropzones op gewestwegen en de locaties die daarvoor in aanmerking komen. In dit geval voorziet het Gewest 46 dropzones van doorgaans 5 meter lang. In een e-mail van 29 december 2023 heeft de burgemeester laten weten dat de gemeente negatief staat tegenover 31 van deze dropzones. Heeft het college over dit advies beraadslaagd? Zo ja, op welke datum?

De h. Cools wijst erop dat het voorstel van het gewest voor sommige van de 31 dropzones de fysieke mogelijkheid om te parkeren binnen 5 meter van een kruispunt of voetgangersoversteekplaats uitsluit.



Andere voorstellen waren ongelukkiger. Volgens de h. Cools was de mening van de gemeente gerechtvaardigd.

De afgelopen maanden heeft het Gewest een aantal dropzones met markeringen ingevoerd die geen grote problemen voor voetgangers hebben veroorzaakt. Deze dropzones hebben het voordeel dat ze parkeergelegenheid bieden voor steps. De h. Cools van zijn kant heeft het altijd betreurd dat de gemeente dergelijke zones niet heeft willen aanleggen en herinnert in dit verband aan zijn eerdere oproepen over dit onderwerp, waarin hij voorbeelden aanhaalde van de toepassing van dit systeem in tal van steden in heel Europa.

In de correspondentie tussen het gewest en het college is het argument tegen deze zones gebaseerd op het anarchistische karakter van het parkeren van steps. Maar steps parkeren in dropzones is niet wettelozter dan fietsparkeren en gelukkig zijn er geen plannen om fietsparkeren op straat te verbieden in Ukkel. Maar het vormt soms wel een probleem, bijvoorbeeld op het geplaveide deel van de Xavier De Buestraat, waar fietsen die vastgemaakt zijn aan Parijse hekken het voetgangersverkeer hinderen. We moeten het parkeren van steps organiseren en degenen die zich niet aan de regels houden straffen door ze te verwijderen.

Het verwijderen van de bogen in Fort-Jaco is dus niet alleen een kwestie van het parkeren van auto's verdedigen maar maakt ook deel uit van de kruistocht van de burgemeester tegen steps. Deze kruistocht is begrijpelijk als het gaat om illegaal parkeren maar niet als het gaat om fatsoenlijk parkeren.

De verwijdering van de bogen in Fort-Jaco werd bevolen in een e-mail die op 24 oktober 2024 door de kabinetschef van de burgemeester naar een gewestelijke ambtenaar werd gestuurd. In deze e-mail wordt de opdracht gegeven om de bogen voor 30 oktober te verwijderen. Zoniet zal de gemeente ze zelf verwijderen. Deze nonchalante aanpak is niet in overeenstemming met de administratieve procedures. Ten tweede heeft de burgemeester op 25 oktober een brief gestuurd naar Dott, een exploitant van elektrische steps en elektrisch ondersteunde fietsen die in ongeveer vijftien Europese steden aanwezig is. In de brief staat dat de burgemeester heeft gevraagd om de bogen te verwijderen en dat het bedrijf daarom geen informatie hoeft te verstrekken over het bestaan van deze dropzones op zijn toepassing.

Deze hele kwestie getuigt van een gebrek aan dialoog tussen de gemeente en het Gewest. De verantwoordelijkheid hiervoor wordt gedeeld: het Gewest luistert niet goed genoeg naar het gemeentebestuur en de handelaars en het gemeentebestuur "speelt het spel niet mee" door zich volledig te verzetten tegen de aanleg van dropzones, wat blijkt uit zijn brieven, om nog maar te zwijgen van zijn houding van de facto optreden.

Volgens de h. Cools is het van essentieel belang dat de dialoog wordt hervat. Bij het lezen van de documenten in het dossier blijkt ook dat het college op drift is geraakt en geen officiële brieven heeft gestuurd aan de minister of aan de directie van Brussel Mobiliteit.

De parkeerproblemen in een handelswijk zoals Fort-Jaco worden niet opgelost door geen parkeervakken aan te leggen op plaatsen waar parkeren verboden is, maar door beter gebruik te maken van de bestaande parkings, zoals die onder het gebouw Val de Soignes.

**Mevr. Czekalski** meldt naar aanleiding van persberichten dat het college op 6 november heeft moeten ingrijpen om dropzones bestaande uit fietsbogen en paaltjes te verwijderen ter hoogte van de nummers 1222, 1346 en 1357 van de Waterlooosesteenweg, die geplaatst waren op parkeerplaatsen midden in het handelsgebied van Fort-Jaco.

In tegenstelling tot sommige andere commerciële centra van de gemeente heeft dit gebied zeer slechte verbindingen met het openbaar vervoer, dus de meeste klanten gebruiken hun auto om naar de winkels te gaan. De parkeermogelijkheden zijn dus al beperkt en het is ondenkbaar dat het Gewest ze nog verder zou beperken.

Heeft het Gewest de mening gevraagd van het gemeentebestuur en/of de handelaars over de gekozen locaties voor deze dropzones, waarvan we niet eens weten hoe ze eruit zien, laat staan over de chaos die er na enkele dagen kan heersen?

Welke maatregelen denkt het college te nemen naar aanleiding van dit gebrek aan overleg? Welke middelen heeft zij om dit soort eenzijdige manoeuvres te voorkomen?

**Mevr. Kabachi** wijst erop dat haar fractie vraagtekens zet bij het gebrek aan overleg over deze kwestie.

Moeten er geen plannen worden voorgelegd aan het college om te bepalen waar deze bogen moeten komen? Wat is de wettelijkheid van de eenzijdige beslissing van de gemeente om de bogen af te zagen?

Mevr. Kabachi maakt zich ook zorgen over de verdubbeling van de overheidsuitgaven door de overlapping van gewestelijke en gemeentelijke beslissingen.

**De h. Godefroid** is nooit blij met de afschaffing van maatregelen ter bevordering van zachte mobiliteit, vooral in een gemeente waar het gebrek aan evenwicht tussen de verschillende vervoerswijzen nog steeds duidelijk is.

Toegegeven, in vergelijking met de honderden fietsbogen die door de dienst van schepen Wyngaard zijn geïnstalleerd, zal de verwijdering van een paar rekken het gebruik van zachte vervoermiddelen niet radicaal veranderen. Toch geeft deze vernieling het beeld dat de auto de koningin van de openbare ruimte in Ukkel blijft waardoor het moeilijk wordt om een nieuw evenwicht te vinden.

De burgemeester heeft besloten om het straatmeubilair in de onmiddellijke nabijheid van een verkeerslicht te vernietigen. Volgens de h. Godefroid is deze actie in strijd met de wet aangezien het verboden is om te parkeren op minder dan een meter van een voetgangersoversteekplaats en een verkeerslicht. Bovendien vormt het een bedreiging voor de verkeersveiligheid aangezien de voorziening juist bedoeld is om de zichtbaarheid van overstekende voetgangers te maximaliseren. Tot slot kan niet

worden gezegd dat dit een kwestie is van goed beheer van openbare middelen, vooral omdat de burgemeester op BX1 aankondigde dat hij al een advocaat had ingeschakeld.

Volgens de h. Godefroid had de burgemeester, zelfs als er goede argumenten waren om de bogen te verplaatsen, niet zo nonchalant mogen handelen. De dramatisering van deze gebeurtenis in de media dreigt een bepaalde vorm van geweld tussen vervoerswijzen te bagatelliseren. Dit is des te betreuenswaardiger omdat de burgemeester voorstander leek te zijn van gematigdheid en verzoening in deze kwestie met zijn beroemde uitspraak: “Eén fietser meer is één auto minder”. In dit geval heeft de burgemeester echter een standpunt ingenomen dat beledigend is voor alle zwakke gebruikers, of het nu fietsers of steppers zijn, aangezien hen parkeerplaatsen worden ontnomen terwijl automobilisten urenlang gratis parkeren wordt beloofd.

De spanningen tussen de vervoerswijzen nemen toe. Een automobilist reed met zijn SUV opzettelijk een reeks bogen omver in de Vanderkinderestraat. De h. Godefroid was zelf ook het slachtoffer van een automobilist die zijn achterwiel raakte terwijl hij op een fietspad reed. Vorige maand in Parijs doodde een automobilist met zijn SUV opzettelijk een 27-jarige fietser. En de burgemeester zelf heeft het laten leeglopen van banden door particulieren aan de kaak gesteld, nog een illustratie van een steeds giftiger klimaat.

In een dergelijke context is het aanwakkeren van de gemoederen of het risico nemen deze aan te wakkeren door op te treden tegen actieve vervoerswijzen, zoals de burgemeester deed, niet in het belang van de burgers, ongeacht hun vervoerswijze. Het bewijst ook een slechte dienst aan handelaars, die vaak nergens om gevraagd hebben en een karikatuur krijgen in een controversie waar ze zonder hadden gekund.

Aan de andere kant, door systematisch het economisch belang tegenover de inzet van zachte mobiliteit te stellen, bestendigt de burgemeester het idee dat automobilisten de enige klanten van winkels zijn. Dat is echter niet waar: 44% van de Brusselse gezinnen die ook boodschappen doen, heeft geen auto, en uit een studie die afgelopen juni werd uitgevoerd onder leiding van de ULB en Hub Brussel, blijkt dat 40 tot 60% van de mensen die door Fort-Jaco wandelen, er te voet of met de fiets naartoe gaan. In feite is de openstelling voor actieve vervoersmiddelen een kans voor winkels omdat ze meer mensen kunnen ontvangen op dezelfde parkeerplaats en de klanten in kwestie meer uitgeven. Hetzelfde fenomeen is waargenomen in Londen, volgens een studie van Forbes, en in Kopenhagen, volgens een studie in opdracht van de stad.

De h. Godefroid nodigt de burgemeester dan ook uit om terug te keren naar zijn vroegere gematigde standpunt, toen hij zei dat Waterloo geen model was om na te volgen.

**De h. De Bock** wijst erop dat volgens de wet inzake de politie op het wegverkeer parkeren, ongeacht het voertuig in kwestie, verboden is binnen 5 meter van een zebrapad, omdat het gevaarlijk kan zijn voor overstekende kinderen.

De h. De Bock vraagt zich dan ook af waarom het Gewest besloten heeft bogen te plaatsen op een plaats waar parkeren normaal gezien verboden is.

**De burgemeester** wilde de hele kwestie graag in de juiste context plaatsen.

Al bijna twee jaar klaagt hij regelmatig over de overvloed aan scooters, steps

en deelfietsen in de dropzones die op gewestwegen zijn aangelegd. Deze voertuigen staan zodanig geparkeerd dat ze een gevaar vormen voor voetgangers en andere weggebruikers, niet alleen in Ukkel maar in de hele regio, waar steeds meer anarchistische stapels scooters, steps en fietsen staan, vooral voor winkelatalages.

Op 3 oktober 2023 schreef het college een brief aan de minister van Mobiliteit om de bedreiging van de voetgangersveiligheid aan de kaak te stellen. Het Gewest antwoordde bij brief van 13 december 2023 en kondigde de installatie aan van tientallen dropzones, ondanks de waarschuwingen van het gemeentebestuur. Na overleg met de dienst Mobiliteit reageerde het college 15 dagen later met een negatief advies over verschillende door het Gewest gekozen locaties en verzocht het de gewestelijke overheid om zich te concentreren op de andere gemeentes, aangezien Ukkel niet van plan is om deze dropzones aan te leggen op gemeentewegen en deze keuze volledig aanvaardt op grond van de gemeentelijke autonomie. Het Gewest heeft niettemin beslist om deze dropzones in te voeren.

Ondertussen hebben uitspraken van de Raad van State de gevolgen van het besluit van de Brusselse regering tot bepaling van het aantal operatoren die deelauto's mogen exploiteren en het parkeren van deze voertuigen gedeeltelijk opgeschort. Op 4 april 2024 stuurde het college een brief naar deze exploitanten waarin het aangaf dat ze niet welkom waren, gezien de onmogelijkheid om hun aantal in Brussel en dus in de dropzones te beperken. Een kopie van deze brief werd uiteraard naar het Gewest gestuurd.

Naar aanleiding van deze brieven brachten de kabinetschef van de burgemeester en de schepen voor mobiliteit een bezoek aan Brussel Mobiliteit om de toekomstige ontwikkelingen op het zuidelijke deel van de Waterlooosesteenweg te bespreken. Ze brachten negatieve adviezen uit over drie van de geplande dropzonelocaties. Eind oktober gaf het Gewest aan deze negatieve adviezen naast zich neer te leggen. Het college antwoordde bij brief van 24 oktober, waarin het vroeg waar deze vergaderingen met Brussel Mobiliteit toe dienden als deze instantie geen rekening hield met de opmerkingen van de gemeente. Het college eiste ook dat de infrastructuur vóór 30 oktober zou worden verwijderd, op straffe van verwijdering door de gemeentediensten. Het Gewest ging hier niet op in en bleef dropzones plaatsen. De gemeentediensten zijn vervolgens overgegaan tot het verwijderen van een aantal van deze dropzones, namelijk de dropzones die een veiligheidsprobleem konden vormen.

Het was nodig om dit te relativiseren om aan te tonen dat het zeker niet de gemeente Ukkel is die in deze zaak kwade wil toont. Maar het moet gezegd dat er geen sprake kan zijn van een echte dialoog als je door je gesprekspartner voor een voldongen feit wordt gesteld. Dit is des te betreurenswaardiger omdat de opmerkingen van de raad gericht waren op het behoud van de veiligheid.

En voor het geval een speciale regeling rond de 5 meter noodzakelijk zou blijken, stelden de kabinetschef van de burgemeester en de schepen van Mobiliteit voor om de dropzones te vervangen door beplante zones, die niet alleen esthetischer, maar vooral ook veiliger zouden zijn. Het Gewest verwierp dit voorstel.

Hoe dan ook is de huidige toestand van de Waterlooosesteenweg betreurenswaardig.

Het contact zal voortaan via de respectievelijke advocaten van beide partijen verlopen.

**Schepen Wyngaard** was het eens met de moeilijkheden op de Waterlooosesteenweg. Hij wees er echter op dat het in andere gevallen mogelijk was geweest om de veiligheid van de gemeentewegen te verbeteren met de hulp van Brussel Mobiliteit en dat dit de komende maanden het geval zal blijven dankzij de subsidie van meer dan 1 miljoen euro die vanavond werd goedgekeurd.

Schepen Wyngaard betwistte de bewering van de h. Cools dat handelaars hadden geleden onder het parkeerbeleid van het college in de afgelopen jaren. Hij vroeg zich af waar de h. Cools op doelde, aangezien de wegen in dit gebied al gereguleerd waren toen de h. Cools schepen was, en de omtrek van deze zones niet is gewijzigd.

De enige wijziging die werd aangebracht, betreft een klein deel van de Waterlooosesteenweg en werd uitgevoerd op verzoek van de handelaars: de algemene vergadering van de handelaars vroeg unaniem, min één stem, om dit deel naar een rode zone te verplaatsen. Vervolgens besliste het college om deze sector van een rode zone naar een oranje zone te degraderen om de impact van de laatste parkeerhervorming te neutraliseren.

Wat steps betreft, is de huidige situatie ongewoon omdat het kader dat door het Gewest werd vastgelegd, voor de rechtbank werd aangevochten. Daardoor hebben we nu te maken met een groot aantal exploitanten waarvan het aantal in omloop zijnde toestellen niet gereguleerd is, wat problematisch blijkt te zijn. Het zou interessant zijn om in de komende maanden en jaren, zodra de situatie is opgehelderd, te zien of het mogelijk is inspiratie te putten uit de regelingen die in andere Brusselse gemeentes zijn aangenomen.

Schepen Wyngaard wees erop dat het parkeerverbod in de 5 meter zone geldt voor motorvoertuigen. Het is dus wettelijk mogelijk om bogen in dergelijke zones te plaatsen omdat de wetgever ongetwijfeld van mening was dat het zicht van voetgangers minder wordt bedreigd door een fiets dan door een auto. Er zijn dus twee mogelijkheden: ofwel vegetatie, zoals het college in dit geval heeft voorgesteld aan Brussel Mobiliteit, ofwel het plaatsen van bogen, zoals het college op verschillende plaatsen heeft gedaan om fietsen te parkeren op gemeentewegen.

Het college zal er bij Brussel Mobiliteit op aandringen om een voetgangersoversteekplaats aan te leggen tussen Diesdelle en Fort-Jaco.

**De h. Cools** is van mening dat de schuld in deze zaak gedeeld wordt. Het Gewest is schuldig aan het plaatsen van bogen zonder echt overleg met de gemeente en de gemeente draagt niet bij aan de dialoog door haar dogmatische verzet tegen het principe van dropzones.

De h. Cools hoopt dat er op een gegeven moment redelijke oplossingen worden gevonden.

**Mevr. Czekalski** bedankt de burgemeester voor zijn tussenkomst omdat hij opkomt voor multimodaliteit en respect voor de verschillende vervoerswijzen zonder verkeersveiligheid uit het oog te verliezen.

**Mevr. Kabachi** erkent dat de burgemeester gemotiveerd is door de wens om

voetgangers te beschermen maar ze vraagt zich toch af of er geen rechtshandeling nodig zou zijn geweest om zijn beslissing te formaliseren.

Ze vindt ook dat er geprobeerd moet worden om de dialoog met Brussel Mobiliteit te herstellen, ook al is dat niet gemakkelijk.

**De h. Godefroid** vindt dat de burgemeester niet echt heeft geantwoord op zijn vragen over de vorm van het gemeentelijke antwoord.

**De burgemeester** is van mening dat hij nauwkeurig de omstandigheden heeft weergegeven die hem ertoe hebben gebracht deze actie te ondernemen.

De raad zal op dezelfde nauwkeurige wijze worden geïnformeerd over de volgende fasen van de procedure, met name over de tussenkomsten van de door de gemeente aangestelde advocaat.

Het college zal in deze kwestie altijd de voorkeur geven aan evenwichtige standpunten. In dit opzicht is de burgemeester het eens met de h. Godefroid dat het belangrijk is om rekening te houden met veranderingen in het gedrag van gebruikers als het gaat om de keuze van vervoerswijzen. Daarom heeft het college in de loop van deze legislatuur meer dan 300 fietsenbogen geïnstalleerd in Ukkel.

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Interpellation sur le retrait d'arceaux chée de Waterloo.docx*

---

28.11.2024/A/0057 **Question orale de Mme Czekalski : dropzones chaussée de Waterloo.**

Le Conseil prend connaissance.

---

**Mondelinge vraag van Mevr. Czekalski : dropzones op de Waterloolaan.**

De Raad neemt kennis.

---

28.11.2024/A/0058 **Question orale de M. Cools : le stationnement pendant les travaux au pont Carsoel.**

**M. Cools** signale que la fermeture du pont Carsoel à la circulation, prévue d'abord pour 4 mois, puis 6 mois, est effective depuis le 4 novembre dernier et sera prolongée jusqu'au 28 septembre 2025.

Une fermeture d'une aussi longue durée n'est pas sans conséquence, tant pour l'activité commerciale que pour la mobilité dans le quartier. Le stationnement subit également l'impact des travaux importants induits par la construction du nouveau pont.

Toutefois, l'octroi d'une heure gratuite de stationnement place de Saint-Job pendant les travaux s'avère assurément une mesure positive.

Mais il y a lieu de se demander si d'autres mesures provisoires ne devraient pas être prises, comme créer une zone bleue rue de l'Equateur afin que des places de stationnement y restent disponibles pour les riverains et ne soient pas toutes occupées par les navetteurs qui prennent le train.

Suite à un mail adressé par M. Cools à ce propos, M. l'Echevin des Travaux avait donné la réponse suivante le 24 juillet 2024 : « Une extension de zones réglementées est toujours envisageable si cela répond à la demande des habitants de la rue - ou du tronçon de rue - concerné, et ce afin de préserver leur capacité de stationnement ».

Toutefois, pour conserver une certaine lisibilité dans la politique de stationnement, il faut veiller à ne pas modifier les zones trop régulièrement. Divers changements ont eu lieu, notamment dans l'avenue des Statuaires, et quelques changements très secondaires seront effectués l'été prochain.

Le changement de statut de la rue de l'Equateur pourrait parfaitement être envisagé par le futur Collège lors d'une prochaine modification en la matière. Quoiqu'elle puisse être opérée isolément, une telle modification nécessiterait une réflexion à l'échelon des quartiers Pêcherie-Carsoel-Latérale-Lancaster-Copernic, qui ne sont pas réglementés. Dans ce cas, il faudrait bien entendu organiser une consultation des riverains.

Selon M. Cools, il faut éviter la confusion entre l'éventuel élargissement permanent d'une zone de stationnement réglementée – qui n'est d'ailleurs pas nécessairement demandé – et une mesure provisoire pendant la durée d'un chantier pour une rue très impactée par celui-ci.

Si une telle mesure est prise, elle doit l'être rapidement. Est-elle envisagée pour la rue de l'Equateur ? Et de manière générale, quelles mesures d'accompagnement le Collège a-t-il prises ou compte-t-il prendre pendant le chantier Carsoel pour pallier les suppressions temporaires de stationnement qui en résultent ?

**M. l'Echevin Wyngaard** répond que l'instauration d'une heure de stationnement gratuite place de Saint-Job a été bien accueillie dans le quartier. Mais une telle mesure ne va pas résoudre tous les problèmes car l'impact sur la mobilité et le stationnement d'un chantier d'une telle envergure génère inévitablement des nuisances pour les riverains, les clients des commerces et le personnel des établissements scolaires situés à proximité. Il n'y a malheureusement pas de solution miracle en la matière.

M. l'Echevin Wyngaard considère que l'instauration temporaire de zones de stationnement réglementées n'est pas de nature à améliorer véritablement la situation car, dans le cas où la rue de l'Equateur passerait en zone bleue, de nombreuses personnes qui s'y garent actuellement, notamment les enseignants des écoles, ne pourraient plus conserver cette habitude ou devraient solliciter une carte de stationnement et alors se gareraient quand même rue de l'Equateur, ce qui ne résoudrait pas le problème.

Si cette mesure était adoptée, il faudrait prendre une décision analogue pour la rue Copernic et les avenues Albert Lancaster et Jean et Pierre Carsoel afin de ne pas créer une iniquité entre les riverains, vu que ces voiries sont tout aussi proches du pont. Et comment va-t-on décider quels riverains peuvent se garer dans la voirie bleue limitrophe ?

La suggestion de M. Cools semble de prime abord une bonne idée mais risque de déboucher sur une inflation difficilement gérable de demandes dans tous les sens : par exemple, il pourrait y avoir des demandes d'adoption de la même mesure temporaire du côté de la Montagne de Saint-Job à partir du moment où le côté nord est réglementé.

De plus, il y a lieu de se poser des questions d'ordre juridique quant à la licéité d'une réglementation du stationnement opérée par des mesures temporaires. Il pourrait y avoir à cet égard des contestations a posteriori des redevances de stationnement.

M. l'Echevin Wyngaard en conclut que la proposition de M. Cools ne peut être mise en œuvre.

Toutefois, les travaux entrepris par la STIB pour renouveler les rails sur le tronçon en cul-de-sac de l'avenue Jean et Pierre Carsoel ont pu être accomplis dans les délais prévus et seront donc achevés demain ou le week-end prochain au plus tard. Cela signifie que certaines places de parking de ce tronçon seront récupérées, que la livraison des commerces sera facilitée et que le restaurant situé en haut à droite avant la voie ferrée disposera à nouveau de l'accès au parking privatif destiné à sa clientèle.

Le Conseil prend connaissance.

---

### **Mondelinge vraag van de h. Cools : parkeren tijdens de werken aan de Carsoelbrug.**

**De h. Cools** wijst erop dat de sluiting van de Carsoelbrug voor het verkeer, die eerst 4 maanden en daarna 6 maanden zou duren, van kracht is sinds 4 november en zal worden verlengd tot 28 september 2025.

Zo'n lange sluiting is niet zonder gevolgen, zowel voor de commerciële activiteit als voor de mobiliteit in het gebied. Ook het parkeren ondervindt hinder van de grote werken die nodig zijn om de nieuwe brug te bouwen.

De toekenning van een uur gratis parkeren op het Sint-Jobsplein tijdens de werken is zeker een positieve maatregel.

Men kan zich echter afvragen of er geen andere tijdelijke maatregelen moeten worden genomen, zoals het creëren van een blauwe zone in de Evenaarstraat, zodat de parkeerplaatsen beschikbaar blijven voor de buurtbewoners en niet allemaal bezet worden door pendelaars die de trein nemen.

Naar aanleiding van een e-mail die de h. Cools hierover stuurde, gaf schepen van Werken op 24 juli 2024 het volgende antwoord: "Een uitbreiding van de gereguleerde zones is altijd mogelijk als dit tegemoet komt aan de vraag van de bewoners van de betrokken straat - of het betrokken straatgedeelte - om hun parkeercapaciteit te behouden".

Om een zekere duidelijkheid in het parkeerbeleid te behouden is het echter belangrijk om de zones niet te regelmatig te wijzigen. Er zijn al een aantal wijzigingen doorgevoerd, met name in de Beeldhouwerslaan, en komende zomer zullen er nog een aantal zeer kleine wijzigingen worden doorgevoerd.

De wijziging van het statuut van de Evenaarstraat zou wel eens in overweging kunnen worden genomen door het toekomstige college tijdens een toekomstige wijziging in dit gebied. Hoewel het afzonderlijk zou kunnen worden uitgevoerd, zou een dergelijke wijziging overweging vereisen op het niveau van de wijken Visserij-Carsoel-Zij-Lancaster-Copernicus, die niet gereguleerd zijn. In dat geval zou natuurlijk overleg met de omwonenden nodig zijn.

Volgens de h. Cools is het belangrijk om verwarring te voorkomen tussen de mogelijke permanente verbreding van een beperkte parkeerzone - die niet noodzakelijkerwijs wordt aangevraagd - en een tijdelijke maatregel voor de duur van een bouwplaats in een straat die er veel hinder van ondervindt.

Als zo'n maatregel wordt genomen, moet dat snel gebeuren. Is dit gepland voor de Evenaarstraat? En meer in het algemeen, welke bijkomende maatregelen heeft het college genomen of is het van plan te nemen tijdens de werken aan Carsoel om het tijdelijke verlies aan parkeerplaatsen te compenseren?



**Schepen Wyngaard** antwoordt dat de invoering van een uur gratis parkeren op het Sint-Jobsplein goed ontvangen is in de buurt. Een dergelijke maatregel zal echter niet alle problemen oplossen omdat de impact op mobiliteit en parkeren van een dergelijke grootschalige bouwplaats onvermijdelijk leidt tot overlast voor omwonenden, klanten van winkels en personeel van nabijgelegen scholen. Helaas bestaat er op dit gebied geen wonderoplossing.

Schepen Wyngaard is van mening dat de tijdelijke invoering van gereglementeerde parkeerzones de situatie niet echt zal verbeteren want als de Evenaarstraat een blauwe zone zou worden, zouden veel mensen die daar nu parkeren, met name leerkrachten, dat niet meer kunnen doen of een parkeerkaart moeten aanvragen en nog steeds in de Evenaarstraat parkeren, wat het probleem niet zou oplossen.

Als deze maatregel wordt aangenomen, moet er een gelijkaardige beslissing worden genomen voor de Copernicusstraat, de Albert Lancasterlaan en de Jean-Pierre Carsoellaan om geen ongelijkheid te creëren tussen de bewoners, aangezien deze wegen even dicht bij de brug liggen. En hoe gaan we bepalen welke bewoners op de aangrenzende blauwe weg mogen parkeren?

De suggestie van de h. Cools lijkt op het eerste gezicht een goed idee maar het zou kunnen leiden tot een inflatie van verzoeken in alle richtingen die moeilijk te beheren zou zijn: er zouden bijvoorbeeld verzoeken kunnen komen om dezelfde tijdelijke maatregel te nemen aan de Berg van Sint-Job zolang de noordkant gereglementeerd is.

Daarnaast zijn er juridische vragen over de rechtmatigheid van het reglementeren van het parkeren door middel van tijdelijke maatregelen. Daarbij zouden parkeerretributies achteraf aangevochten kunnen worden.

Schepen Wyngaard concludeerde dat het voorstel van de h. Cools niet kon worden uitgevoerd.

De MICB-werken om de rails op het doodlopende gedeelte van de Jean en Pierre Carsoellaan te vernieuwen zijn echter volgens schema afgerond en zullen daarom morgen of uiterlijk volgend weekend worden afgerond. Dit betekent dat een deel van de parkeerplaatsen op dit deel teruggewonnen zal worden, dat de levering aan de winkels gemakkelijker zal verlopen en dat het restaurant rechtsboven voor de sporen weer toegang zal hebben tot de privéparking voor zijn klanten.

De Raad neemt kennis.

---

28.11.2024/A/0059

**Question orale de M. Cools : le stationnement devant les portes ouvertes de garages professionnels.**

**M. Cools** rappelle que les garages professionnels et les carrosseries constituent un secteur d'activité important à Uccle, constitué d'un ensemble de petites entreprises implantées depuis longtemps dans le tissu urbain.

Ce secteur souffre du « zèle » de la scan car, qui délivre régulièrement des redevances de 35 € à l'encontre de véhicules stationnés devant la porte de garage ouverte de ces établissements. Pourtant, un tel stationnement ne nuit en rien à l'objectif de rotation des places de stationnement qui justifie le placement d'horodateurs.

Selon M. Cools, un client doit pouvoir stationner devant la porte ouverte du garage professionnel à qui il confie son véhicule pour un entretien ou une autre raison ! La commune doit faire preuve de souplesse en la matière, et ce même si la réglementation prévoit un stationnement payant dans les zones horodateurs, y compris

devant les portes de garage des particuliers, même munies de la plaque d'immatriculation.

Le Collège partage-t-il ce point de vue ? Est-il prêt à donner un coup de pouce au secteur des garages professionnels en mettant fin à la « verbalisation » des véhicules parqués devant la porte ouverte d'un garage professionnel sans ticket de stationnement ?

**M. l'Echevin Wyngaard** répond que le Collège est très attentif au sort des garagistes, car ce sont de petits indépendants qui assurent un service de proximité essentiel pour les Ucclois. Il faut éviter que les politiques menées aient pour effet de déplacer les garagistes en périphérie et d'imposer aux Ucclois des déplacements plus importants pour solliciter les services d'un garagiste.

C'est la raison pour laquelle le Conseil communal a voté en faveur de l'instauration d'une « carte garagiste », au statut spécifique, qui n'était pas expressément prévue par la réglementation régionale. La Région a toutefois confirmé que la commune avait tout à fait le droit de mettre en place ce dispositif.

Les garagistes qui le souhaitent peuvent obtenir auprès du service Parking des cartes permettant le stationnement de 5 véhicules dans l'espace public moyennant un coût de 6 € pour une demi-journée et 12 € pour une journée entière, soit une somme trois fois moins élevée qu'une redevance de stationnement tout en étant plus élevée que le prix requis pour la location d'un box de garage.

Quoiqu'elle ne règle pas tous les problèmes, cette mesure constitue une solution pratique dans un contexte où certains garagistes disposent in situ d'une capacité de stationnement importante et d'autres, non.

Il convient d'assurer un équilibre entre l'activité commerciale des garagistes et le stationnement des riverains. M. l'Echevin Wyngaard signale que des citoyens riverains de garages lui envoient assez fréquemment des mails pour exprimer leur agacement face à l'accaparement, à leur détriment et au profit des clients de leur voisin garagiste, des places de parking disponibles.

Pour ce qui concerne les portes de garages, la réglementation est assez claire : les exceptions en la matière ne sont pas autorisées. Il faut néanmoins préciser que dans les zones bleues, qui se distinguent des zones réglementées payantes, le stationnement devant une porte de garage est possible moyennant le placement sur celle-ci d'une plaque d'immatriculation.

**M. Cools** précise que l'acquisition de ces cartes impliquerait pour les garagistes concernés un coût de 1.500 à 3.000 € par trimestre, juste pour avoir des clients qui se garent devant leur porte de garage ouverte, ce qui est pour le moins problématique.

M. Cools comprend l'inquiétude de certains riverains, légitime à une époque antérieure à l'instauration de stationnements réglementés, mais faire payer l'arrêt d'un véhicule devant la porte ouverte d'un garage professionnel est pour le moins discutable. M. Cools suppose d'ailleurs que, si les contrôles étaient effectués par des agents constatateurs, on leur donnerait instruction de ne pas verbaliser, étant donné que de tels stationnements ne contreviennent pas à l'objectif de rotation du parking et ne privent pas les riverains d'une place de parking. Il devrait quand même être possible d'éviter ces situations courtelinesques avec la force probante des photos de la scan car établissant que l'arrêt a lieu devant la porte ouverte d'un garage.

Le Conseil prend connaissance.

---

**Mondelinge vraag van dhr. Cools : parkeren voor de open deuren van professionele garages.**

**De h. Cools** wijst erop dat professionele garages en carrosseriebedrijven een belangrijke activiteitensector vormen in Ukkel, die bestaat uit een groep kleine bedrijven die al lange tijd deel uitmaken van het stedelijk weefsel.

Deze sector heeft te lijden onder de “ijver” van de scanauto, die regelmatig retributies van € 35 oplegt voor voertuigen die voor de open garagedeur van deze bedrijven geparkeerd staan. Dergelijk parkeren doet echter niets af aan de doelstelling van parkeerrotatie, wat de installatie van parkeerautomaten rechtvaardigt.

Volgens de h. Cools moeten klanten kunnen parkeren voor de open deur van de professionele garage waaraan ze hun voertuig toevertrouwen voor een onderhoudsbeurt of om een andere reden! De gemeente moet zich op dit gebied soepel opstellen, ook al voorziet de regelgeving in betaald parkeren in parkeerautomaten, dus ook voor de deuren van privégarages, zelfs als die voorzien zijn van nummerplaten.

Deelt het college deze mening? Is zij bereid de professionele garagesector een handje te helpen door een einde te maken aan de praktijk van het “verbaliseren” van voertuigen die zonder parkeerkaart voor de open deur van een professionele garage staan?

**Schepen Wyngaard** antwoordde dat het college zeer begaan is met het lot van garagehouders omdat het kleine onafhankelijke bedrijven zijn die een essentiële lokale dienst verlenen aan de inwoners van Ukkel. We moeten ervoor zorgen dat het gevoerde beleid niet tot gevolg heeft dat garagehouders naar de rand worden verplaatst en dat Ukkelaars gedwongen worden verder te reizen om een beroep te doen op de diensten van een garagehouder.

Daarom heeft de gemeenteraad gestemd voor de invoering van een “garagekaart” met een specifiek statuut, dat niet uitdrukkelijk voorzien was in de gewestelijke regelgeving. Het Gewest heeft echter bevestigd dat de gemeente het volste recht heeft om deze regeling in te voeren.

Garagehouders die dat wensen, kunnen bij de dienst Parkeren een kaart krijgen waarmee ze 5 voertuigen in de openbare ruimte kunnen parkeren tegen een prijs van € 6 voor een halve dag en € 12 voor een hele dag, wat drie keer minder is dan een parkeerretributie maar meer dan de prijs voor het huren van een garageplaats.

Hoewel deze maatregel niet alle problemen oplost, is het een praktische oplossing in een context waarin sommige garagehouders een aanzienlijke parkeercapaciteit op eigen terrein hebben en andere niet.

Er moet een evenwicht gevonden worden tussen de commerciële activiteiten van garagehouders en het parkeren voor omwonenden. Schepen Wyngaard wijst erop dat omwonenden van garages hem vaak e-mails sturen om hun ergernis te uiten over het feit dat beschikbare parkeerplaatsen worden ingenomen, ten nadele van henzelf en ten voordele van de klanten van hun garage vlakbij.

Wat garagedeuren betreft, is de regelgeving heel duidelijk: uitzonderingen zijn niet toegestaan. Er moet echter op worden gewezen dat in blauwe zones, die verschillen van betalende zones, parkeren voor een garagedeur mogelijk is op voorwaarde dat er een nummerplaat op de deur is aangebracht.

**De h. Cools** wijst erop dat het aanschaffen van deze kaarten de betrokken garagehouders tussen de 1.500 en 3.000 euro per kwartaal zou kosten, alleen al om klanten voor hun open garagedeur te laten parkeren, wat op zijn zachtst gezegd problematisch is.

De h. Cools begrijpt de zorgen van sommige buurtbewoners, die legitiem waren in de tijd voordat gereguleerd parkeren werd ingevoerd, maar het verbaliseren van het stoppen van een voertuig voor de open deur van een professionele garage is op zijn zachtst gezegd twijfelachtig. De h. Cools gaat er ook van uit dat als de controles worden uitgevoerd door ambtenaren-vaststellers, zij de instructie zouden

krijgen om niet te verbaliseren, aangezien dit parkeren niet in strijd is met het doel van parkeerrotatie en omwonenden niet van een parkeerplaats berooft. Het zou nog steeds mogelijk moeten zijn om deze gerechtelijke situaties te vermijden met de bewijskracht van foto's van de scanauto die aantonen dat de stop plaatsvond voor de open deur van een garage.

De Raad neemt kennis.

---

28.11.2024/A/0060 **Question orale de M. Van de Cauter : Liens entre Uccle et Linkebeek**

**M. Van de Cauter** rappelle qu'une charte d'amitié lie depuis de nombreuses années les communes d'Uccle et de Linkebeek.

Le Collège pourrait-il faire état des collaborations concrètes découlant de cette charte ?

Il y aurait apparemment une réunion commune des deux Collèges une fois par an. Les deux Collèges ont-ils abordé le blocage du RER vers Uccle par la commune de Linkebeek via des recours au Conseil d'Etat à l'occasion d'une de ces réunions ?

**M. l'Echevin Wyngaard** répond que le délai entre l'introduction de cette question et la séance de ce soir n'a pas été suffisamment long pour permettre d'approfondir ce sujet avec tout le sérieux qu'il aurait mérité.

D'après M. l'Echevin Wyngaard, il n'y a pas eu de décision d'annulation des permis concernés. Si cela avait été le cas, la presse n'aurait pas manqué de le relater, étant donné qu'il s'agit d'un dossier emblématique.

Le passage à quatre voies et le blocage à hauteur de Linkebeek, par leur impact sur l'offre ferroviaire, sont effectivement susceptibles de contrarier les usagers ucclois du train.

Cependant, des travaux sont actuellement en cours ou seront entrepris pour améliorer les infrastructures, à Moensberg, Saint-Job, Carsoel, Stalle, etc.

M. l'Echevin Wyngaard confirme l'existence d'une charte d'amitié avec Linkebeek. Celle-ci ne prévoit pas de réunion commune des deux Collèges mais rien n'empêche ceux-ci de se réunir à l'une ou l'autre occasion comme cela a été le cas avec les Collèges d'Ixelles et de Forest.

En tant qu'Echevin de la Mobilité et des Travaux, M. Wyngaard a rencontré à plusieurs reprises son homologue de Linkebeek. Leurs dernières discussions portaient sur le réaménagement de la gare de Linkebeek et de ses abords, notamment du parking de dissuasion, dont les travaux commenceront en mars 2026.

Le nouveau Collège, qui va bientôt être installé, ne manquera pas de contacter le Collège de Linkebeek pour faire le point sur l'important dossier du RER.

**M. Van de Cauter** confirme que le Conseil d'Etat s'est prononcé en faveur de l'annulation du permis d'urbanisme.

Il y aurait toutefois un accord entre Infrabel et la commune de Linkebeek sur l'élargissement du chemin de fer.

**M. l'Echevin Wyngaard** remercie M. Van de Cauter pour ces précieuses informations.

Le Conseil prend connaissance.

---

## **Mondelinge vraag van de h. Van de Cauter : Banden tussen Ukkel en Linkebeek**

**De h. Van de Cauter** herinnert eraan dat de gemeentes Ukkel en Linkebeek al jarenlang verbonden zijn door een vriendschapscharter.

Kan het college verslag uitbrengen over de concrete samenwerking die uit dit charter voortvloeit?

Blijkbaar is er één keer per jaar een gezamenlijke vergadering van de twee colleges. Hebben de twee colleges tijdens een van deze vergaderingen gesproken over de blokkering van het GEN naar Ukkel door de gemeente Linkebeek via een beroep bij de Raad van State?

**Schepen Wyngaard** antwoordt dat de tijd tussen het stellen van deze vraag en de vergadering van vanavond niet lang genoeg is om dit onderwerp met de ernst te bespreken die het verdient.

Volgens schepen Wyngaard is er geen annuleringsbesluit inzake de betrokken vergunningen genomen. Als dat wel het geval was geweest, zou de pers dat niet hebben nagelaten te melden, aangezien dit een emblematisch dossier is.

De omschakeling naar vier sporen en de blokkering in Linkebeek zullen, door hun impact op de treindiensten, de Ukkelse treingebruikers waarschijnlijk verstoren.

Er zijn echter werken aan de gang of gepland om de infrastructuur in Moensberg, Sint-Job, Carsoel, Stalle, enz. te verbeteren.

Schepen Wyngaard bevestigde het bestaan van een vriendschapscharter met Linkebeek. Dit handvest voorziet niet in een gezamenlijke vergadering van de twee colleges maar niets belet hen om elkaar bij een of andere gelegenheid te ontmoeten, zoals het geval was met de colleges van Elsene en Vorst.

Als schepen van Mobiliteit en Werken heeft de h. Wyngaard zijn collega van Linkebeek meermaals ontmoet. Hun meest recente gesprekken hadden betrekking op de heraanleg van het station van Linkebeek en de omgeving ervan, in het bijzonder de overstapparking, waarvan de werken in maart 2026 van start moeten gaan.

Het nieuwe college, dat binnenkort geïnstalleerd wordt, zal zeker contact opnemen met het college van Linkebeek om de belangrijke kwestie van het GEN te bespreken.

**De h. Van de Cauter** bevestigt dat de Raad van State zich heeft uitgesproken voor het annuleren van de bouwvergunning.

Er werd wel een akkoord bereikt tussen Infrabel en de gemeente Linkebeek over de verbreding van de spoorlijn.

**Schepen Wyngaard** bedankt de h. Van de Cauter voor deze waardevolle informatie.

De Raad neemt kennis.

---

28.11.2024/A/0066 **Cérémonie d'hommage aux conseillers sortants.**

Le Conseil prend connaissance.

---

**Eerbeton aan de uittreedende gemeenteraadsleden.**

De Raad neemt kennis.

Levée de la séance à 23:30  
Opheffing van de zitting om 23:30

La Secrétaire communale,  
De Gemeentesecretaris,

La Présidente,  
De Voorzitster,

Laurence Vainsel

Aleksandra Kokaj